



a39003



009521476b





25, Bouc CSP.

COMPTES
DES CONSTITUTIONS
ET
DE LA DOCTRINE
DE LA SOCIÉTÉ,
SE DISANT DE JÉSUS.

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

COMPTES
DES CONSTITUTIONS
ET
DE LA DOCTRINE
DE LA SOCIÉTÉ,
SE DISANT DE JESUS,

*Rendus au Parlement de Normandie, toutes
les Chambres assemblées, les 16, 18, 19,
21, 22 & 23 Janvier 1762.*

PAR M. CHARLES.



M. DCC. LXII.



ESP

BX

3731

.047

1762

EXTRAIT DES REGISTRES

DE LA COUR DE PARLEMENT

DE NORMANDIE.

Du 19 Novembre 1761.

LA Cour, toutes les Chambres assemblées, Louis & ce requérant le Procureur Général du Roi, a ordonné & ordonne, que les Freres Supérieurs des trois Maisons des soi-disant Jésuites de cette Ville, ou en leur absence les deux plus anciens de chacune desdites Maisons, seront tenus de remettre dans trois jours au Greffe civil de la Cour, un exemplaire imprimé des Constitutions de leur Société, notamment de l'édition d'icelles faite à Prague en 1757; à laquelle fin, le présent Arrêt leur sera signifié dans le jour à ce qu'ils n'en ignorent, & aient à s'y conformer; pour lesdites Constitutions remises au Greffe civil de la Cour, communiquées au Procureur Général du Roi, être par lui requis, & par la Cour ordonné ce qu'il appartiendra.

*Donné en Parlement à Rouen , les Cham-
bres assemblées , le 19 Novembre 1761.*

Du 25 Novembre 1761.

***A**rrêté , que les deux Volumes en petit in-
folio , intitulés , Institutum Societatis
Jesu , imprimés Pragæ , anno 1757 , déposés
au Greffe de la Cour par le Frere Canlers , Su-
périeur du College de Rouen , le 23 Novembre
présent mois , seront mis aux mains des Gens
du Roi pour les examiner , en rendre compte ,
& donner leurs Conclusions après les Rois.*



COMPTÉ

DES CONSTITUTIONS

DE LA SOCIÉTÉ

SE DISANT DE JÉSUS.



ESSIEURS,

Nous nous présentons en conséquence de vos arrêtés des 25 Novembre dernier & 16 de ce mois, pour vous rendre compte des Constitutions de la *Société* se disant de *Jésus*.

Si cette *Société* est telle que l'annonce, depuis son origine, le cri de l'un & de l'autre Hémisphère, il est temps de venger l'Univers de l'injuste mépris fait jusqu'ici de ses plaintes. Mais si au contraire, la vérité dé-

s'avoue les imputations qui lui sont faites de toutes parts, il convient de la venger elle-même des outrages du préjugé. La Cour a ici l'intérêt public à défendre, ou l'innocence à protéger.

Où pourrions-nous, Messieurs, trouver sur cet objet des principes plus sûrs & plus incontestables que dans le Livre intitulé, [a] *Institut de la Société de Jésus*; revu & augmenté dans sa dix-huitième Congrégation générale [tenue en 1755,] réimprimé en 1757 dans une de ses Maisons, & apporté au Greffe de la Cour par les soi-disant *Jésuites* eux-mêmes, en exécution de son Arrêt du 19 Novembre dernier?

Pour apprendre à connoître cet *Institut*, & ne rien hasarder dans une affaire aussi importante, c'est lui-même que nous croyons devoir consulter.

Nous lisons sous le titre des *Regles du Recteur*, [b] que "la connoissance de l'*Insti-*

(a) *Institutum Societatis Jesu*, auctoritate Congregationis generalis XVIII, in meliorem ordinem digestum, auctum & recusum. Pragæ, Typis Universitatis Carolo-Ferdinandæ, in collegio Societatis Jesu, ad S. Clementem, anno M. D C C. L V I I.

(b) *Regula Rectoris*. *Institutum Societatis* cognoscat ex lectione litterarum Apostolicarum, constitutionum & decretorum generalium Congregationum: magis autem particularia ex lectione regularum tam communium, quam sui

„ *tut* doit s'acquérir par la lecture des Let-
 „ tres Apostoliques , des Constitutions , des
 „ Decrets des Congrégations générales . . .
 „ des Regles tant communes que parti-
 „ culieres , & de l'Abrégé des privileges
 „ de la *Société* ; par l'étude de ses usages ,
 „ & par les réponses du Supérieur aux
 „ doutes qu'on estimera devoir lui pro-
 „ poser. „

La même méthode se trouve répétée sous
 le titre des *Regles du Supérieur de maison Pro-
 fesse*, [ch. 2. nomb. 18. vol. 2. p. 92.]

Nous lisons encore sous le titre des *Re-
 gles du Provincial*, [*a*] que “ le Provincial
 „ doit être muni des lettres Apostoliques, de
 „ l'Abrégé des Privileges de la Société, des
 „ Constitutions, des Decrets, de toutes les
 „ Regles & des Ordonnances du *Général*,
 „ bien entendre toutes ces choses, & les fai-
 „ re observer. „

officii & aliorum qui sub ipsius curâ sunt ac Provin-
 cialis, & compendii facultatum Societatis, atque ex
 observatione consuetudinum receptarum, ac demùm
 ex recurſu ad Superiorem in iis de quibus dubitabit.
Chap. 2. num. 17. vol. 1. pag. 99.

(*a*) *Regula Provincialis*. Habeat ſecum litteras,
 Apostolicas authenticas, & compendium facultatum
 Societatis, constitutiones, decreta, regulas omnes,
 & quæ à Generali ordinantur, eaque benè intelligat
 & observari faciat. *Cap. 2. num. 18. vol. 2. pag. 79.*

Ces objets forment donc l'institut théorique & pratique de la *Société*, & nous pouvons les parcourir indistinctement sans craindre de confondre avec ce qui lui est propre, rien qui lui soit étranger.

Mais continuons de prendre l'Institut pour guide, & sachant de lui-même en quoi il consiste, apprenons par la même voie comment il faut l'entendre.

Nous lisons sous le titre des *Censures & Préceptes*, [a] que “ très-expresses défenses sont
 „ faites à toutes personnes d'oser se permet-
 „ tre en aucune manière, des notes, des déclara-
 „ tions, des gloses ou scholies sur l'institut,
 „ les Constitutions, les Privileges, ou au-
 „ tres choses contenues en la Bulle [*Ascen-*
 „ *dente*] de Greg. XIII. & de les expliquer
 „ autrement qu'à la lettre. „

Le texte seul de l'*Institut* présente donc son véritable esprit; & on ne pourroit en aucu-

(a) *Censura & Præcepta*. Districtius inhibetur, ne quis sive extrà, sive intrà Societatem, nisi Præpositi Generalis, aut inferiorum Præpositorum licentiâ, notationes, declarationes, glossas, vel scholia ulla super instituto, constitutionibus, privilegiis, aut aliis contentis in constitutione Greg. XIII. supradicta facere, vel ea, nisi quantum verba sonant, interpretari aut de iis disceptare, seu scrupulum cuiquam injicere, vel in controversiam aut dubium revocare audeat quoquo modo. *Cap. 2 verbo. Præcepta, num 1. vol. 2. pag. 3.*

ne manière se le dissimuler à soi-même ni aux autres, sous prétexte que son énoncé seroit figuré ou de *style*, puisque le sens qui lui convient, & même le seul qu'il soit permis de lui donner, est le sens littéral.

Marchant ainsi, l'*Institut* à la main, & ne parlant que son langage, nous sommes assurés de remplir le vœu de la Cour dans toute l'intégrité de notre ministère.

Dans l'impuissance où nous sommes de tout embrasser, à cause de beaucoup d'autres Ouvrages successivement déferés à notre examen, nous nous bornerons à quelques objets du nombre de ceux qui nous ont paru intéresser davantage l'ordre public.

Nous parlerons d'abord de la mobilité & du secret des Constitutions de la *Société*; de la puissance de son *Général*; de son indépendance à l'égard de toute autre autorité, & de l'étendue de ses privilèges.

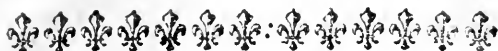
Cette première partie consistera principalement en textes rapprochés les uns des autres sous les titres qui leur conviennent, & accompagnés de sommaires propres à en faire sentir l'ensemble, sans rien ajouter d'étranger au tableau. Ces textes cumulés dans le Livre de l'*Institut*, ne le seront point ici gratuitement; & pour porter l'exactitude aussi loin que la précision, nous les traduirons de manière à caractériser de notre part la plus scrupuleuse fidélité.

Nous passerons ensuite aux réflexions générales que nous a paru mériter une affaire

qui semble être celle de toutes les nations.

Tel est, Messieurs, le plan que nous nous sommes tracés à nous-mêmes. La Cour suppléera par ses propres lumières & son examen particulier, au développement immense dont la matière est susceptible, & auquel le temps & les circonstances ne nous ont pas même permis d'aspirer.





TITRE PREMIER.

De la mobilité des Constitutions de la Société.

L'Institut des soi-disant *Jésuites*, consiste en principes, dans le vœu d'obéissance au Pape & à leur *Général*. Ce vœu excepté, tout est arbitraire dans leur manière d'être. Ils peuvent se faire des Constitutions à leur gré, les changer, les casser & en faire d'autres, sans l'intervention d'aucune autorité.

“ [a] Suit la formule (de l'*Institut*.) Qui-

(a) . . Formulæ prædictæ tenor sequitur , & est talis. Quicumque in Societate nostrâ , quam *Jesu* nomine insigniri cupimus , vult sub crucis vexillo Deo militare , & soli Domino atque Romano Pontifici ejus in terris Vicario servire , &c. . . sciant omnes socii . . Societatem hanc universam & singulos sub sanctissimi Domini nostræ Papæ . . . fidei obedientiâ Deo militare . . . itâ ut quidquid . . . Romani Pontifices . . . Jufferint . . . ut ad quascumque Provincias nos mittere voluerint . . . exequi teneamur ; sive miserint nos ad Turcas , sive ad quoscumque alios Infideles . . . subditi verò , tum propter ingentes ordinis utilitates , tum propter numquam satis laudatum humilitatis exercitium , Præposito in omnibus ad institutum Societatis pertinentibus parere semper teneantur . . . eis concedentes quod particulares inter eos constitutiones . . .

„conque veut combattre pour Dieu sous
 „l'étendard de la Croix dans notre *Société*,
 „que nous souhaitons décorer du nom de
 „*Jésus*, & ne servir que le Seigneur & le
 „Pontife Romain, son Vicaire sur la terre,
 „&c.... Que tous les Compagnons sa-
 „chent... qu'ils sont soumis au Pontife
 „Romain, ... spécialement obligés d'exé-
 „cutter ses ordres, soit qu'il les envoie chez
 „les Turcs, soit qu'il les envoie chez d'au-
 „tres Infideles.... & tenus d'obéir au *Géné-*
 „*ral* (de la *Société*) toujours & en toutes
 „choses concernant l'*Institut*, tant à cause
 „des grands avantages de l'Ordre, qu'à cau-
 „se de l'exercice de l'humilité... Permettons
 „au *Général* & à ses Compagnons, de se
 „faire eux-mêmes des Constitutions parti-
 „culieres.

Outre le double lien énoncé dans le texte précédent, il y a d fférens autres vœux relatifs aux différens Ordres dont le Corps visible de la *Société* est composé. Mais le temps de leur émission & leur durée dépendent absolument du *Général*.

„ [a] Avant que d'être admis à la Profes-
 „sion ... chacun fera deux années entie-

condere, liberè & licitè valeant. *Bull. Regimini*,
 vol. I, pag. 5 & suiv.

(a) Antequam quisquam admittatur ad profes-
 sionem... biennium integrum ad probationem

„ res de Noviciat. Pour être admis à quel-
 „ qu'un des grades de Profès ou de Coad-
 „ juteur , les Ecoliers attendront encore
 „ une année après leurs études ; le Supé-
 „ rieur pourra prolonger ce temps à son gré.

„ [a] Il est dit (dans la formule de vœux
 „ des Coadjuteurs) : *suivant les Bulles &*
 „ *Constitutions*. Cela signifie : *si la Société*
 „ *veut les garder*.

Cette disposition : *suivant les Bulles &*
Constitutions , ou , *le tout entendu suivant les*
Constitutions , qui semble ici ne regarder
 que les Coadjuteurs , est commune à toutes
 les especes de vœux qui se font dans la So-
 ciété. * Et ces Constitutions , suivant les-
 quelles on s'engage , n'ont , comme nous
 l'avons annoncé , aucune consistance par
 elles-mêmes.

“ [b] Le Général & ses Compagnons

habebit : & ut admittantur scholastici ad quemvis ex
 prioribus gradibus Professorum, vel Coadjutorum for-
 matorum , unum adhuc annum post absoluta sua stu-
 dia expectabunt : quod tempus , cum superiori visum
 fuerit , poterit prorogari. *Examen generale , &c. cap.*
I. num. 12 , vol. I , pag. 341.

(a) Quod dicitur : juxta Bullas & Constitutiones
 ... intelligendum est... *Si Societas eos tenere velit.*
Constit. cum Declar. in cap. 4. B. vol. I , pag. 406.

* *Constitut. cum declarat. part. 5 , chap. 3 & 4 ,*
vol. I , pag. 44 , 405 & 406.

(b) Præpositus cum sociis in Congregatione

„ peuvent dans une Congrégation générale,
 „ faire , à la pluralité des voix , telles Con-
 „ stitutions qu'ils jugeront convenables à la
 „ fin que se propose la *Société*. Ils peuvent
 „ aussi les changer , les altérer , les casser &
 „ en faire d'autres , lesquelles seront cen-
 „ sées confirmées par l'autorité Apostoli-
 „ que , du moment qu'elles seront faites. Ils
 „ peuvent encore de la même manière ex-
 „ pliquer & définir ce qui paroîtroit dou-
 „ teux ou équivoque dans l'*Institut*.

Cette faculté de changer les Constitutions, faculté donnée au Fondateur & à ses Compagnons nommément par la Bulle *Injunctum nobis* , (vol. 1 , pag. 9 & suiv.) , est inhérente à la *Société* ; & la pluralité des voix indéfiniment requise pour pouvoir en user , doit être des deux tiers , suivant un Decret de la sixième Congrégation générale tenue en 1608 , sous *Aquaviva* , cinquième Général.

generali , accedente majori suffragiorum parte , quascumque particulares constitutiones , quas ad finem in Societate propositum conformes esse judicaverint , condendi jus habent... itemque eas mutare , alterare , cassare & alias de novo condere possunt , quæ simul ac conditæ erunt , auctoritate Apostolicâ confirmatæ censentur... poterunt iidem eodem modo quæ dubia essent poterunt in Societatis instituto declarare. *Compendium privilegiorum* , verbo *Constitutiones* , §. 1 , vol. 1 , pag. 288.

„ (a) . . . Comme on auroit proposé d'ar-
 „ rêter, qu'il ne pourroit être traité du chan-
 „ gement des Constitutions , qu'autant que
 „ ce seroit demandé par plus de la moitié
 „ des voix , mais encore qu'il ne pourroit
 „ être rien déterminé sur cet objet qu'à la
 „ pluralité des deux tiers : après bien des
 „ raisons alléguées par divers , ç'a été ainsi
 „ décidé par le plus grand nombre.

La même disposition se trouve répétée
 dans le *Formulaire de Congrégation générale* ,
 revu en 1755 , dans la 8^e. Congrégation ,
vol. 2 , pag. 24 , chap. 7 , nomb. 66.

(a) . . . Cum propositum fuisset , statuendum ut de
 Constitutionibus immutandis , non solum decerneretur
 ad plura medietate , suffragia... sed nec liceat qui-
 dem de iis in Congregatione tractare , si quid unquam
 proponeretur , nisi ad plura medietate suffragia de eo
 tractandum statuatur , ipsa verò deliberatio & decre-
 tum non fiat , nisi ad duas tertias partes.. post multa,
 quæ à diversis fuerunt allata , visum fuit majore suf-
 fragiorum parte , decretum hoc esse à Congregatio-
 ne faciendum , atque ita factum , constitutumque fuit.
6 Congregationis Decret. II , vol. I . pag. 569.





TITRE II.

Du Secret des Constitutions de la Société.

LEs Constitutions des soi-disant *Jésuites*, ne doivent être communiquées à personne, sans permission, pas même à tous ceux qui vivent dans la *Société*.

“[a] Que personne ne dise aux Externes
 „ ce qui s’est fait, ou ce qui se doit faire dans
 „ l’intérieur de la Maison, sans que le Su-
 „ périeur l’approuve. Qu’on ne leur commu-
 „ nique point les Constitutions, ni les autres
 „ Livres ou *Ecrits* qui y ont rapport, qui
 „ traitent de l’*Institut*, ou qui renferment les
 „ Privileges de la *Société*, sans l’expres
 „ sement du Supérieur.

“[b] On ne réimprimera en aucune ma-
 „ niere le grand ni le petit abrégé des Privi-

(a) Nemo quæ domi acta vel agenda sunt Externis referat, nisi superiori id probari intelligat. Constitutiones verò aliosve hujusmodi libros aut scripta, quibus Societatis institutum vel privilegia continentur, non nisi ex Superioris expresso consensu iis communicet. *Regula communes*, Reg. 38. vol. 2. pag. 77.

(b) Compendium privilegiorum, seu majus, seu brevius, sine permissu Generalis nusquam recudatur. Exemplaria autem quæ ad usum

„ leges, sans la permission du *Général*.
 „ Quant aux exemplaires qui doivent être
 „ dans chaque Maison, particulièrement à
 „ l'usage des Supérieurs & Consultants,
 „ ils pourront être communiqués à ceux de
 „ notre *Société*, avec la permission du Pro-
 „ vincial : mais on n'en accordera point la
 „ lecture aux Externes, & on ne pourra les
 „ transporter hors de la Maison. „

“[a] Les décrets des Congrégations géné-
 „ rales devront être dans chaque Province
 „ aux mains des Provinciaux, qui pourront
 „ les communiquer à ceux à qui ils jugeront
 „ que cela sera expédient. „

“[b] Que le Compagnon du Provincial fa-

præcipuè Superiorum & Consultorum in singulis
 Domibus & Collegiis esse debent, ita Nostri cum fa-
 cultate Provincialis concedi poterunt, ut Externis non
 ostendantur, nec inde ad alia loca exportentur. *Ordi-
 nationes Generalium. Cap. 2. num. 4. vol. 2. p. 243.*

(a) Generalium Congregationum decreta in singu-
 lis Provinciis penès Provinciales esse debebunt, à qui-
 bus communicari poterunt iis quos scire expedire ju-
 dicaverint. *Formula Congregat. Provinc. cap. 5. num.
 46. vol. 2. pag. 40. & 41.*

(b) Ad suam curam intelligat (Socius Provincialis)
 pertinere speciale archivum Provincialis, quatenus
 libros continet manuscriptos, Provinciæ gubernatio-
 ni præcipuè necessarios. Curet igitur, ut in eo archi-
 vo sint & maturè suppleantur saltem sequentes libri...
 Liber continens *Ordinationes Generalium*, toti So-

„ che , qu'il est particulièrement chargé du
 „ soin de l'archive du Provincial , en tant
 „ que cette archive contient des livres *ma-*
 „ *nuscripts* nécessaires au gouvernement de
 „ la Province principalement. Qu'il veille
 „ donc à ce que dans cette archive il y ait
 „ & qu'il soit mis à propos au moins les
 „ livres suivans... LE LIVRE , contenant
 „ les *Ordonnances* des Généraux , commu-
 „ nes à toute la *Société* , & *non imprimées*.
 „ LE LIVRE , contenant les Lettres ency-
 „ cliques des Généraux , d'un autre genre ,
 „ *non imprimées*. LE LIVRE , contenant les
 „ *Ordonnances* des Généraux , propres à la
 „ Province. LE LIVRE , contenant les Actes
 „ des Congrégations Provinciales , avec les
 „ demandes & réponses faites de *Rome* , &c...

cietati communes & non impressas. Liber continens
 alterius generis epistolas Generalium encyclicas , non
 impressas. Liber continens ordinationes Generalium
 Provinciæ proprias. Liber continens Acta Congrega-
 tionum Provinciæ , subjunctis earumdem postulatis
 seu quæsitis atque ad hæc Româ responsis , &c . . .
 Si contingat Provinciale in vitâ excedere , neque sit
 in promptu , qui ejus partes jure nostro suscipiat , So-
 cius Provincialis defuncti tempestivè ac fideliter ob-
 servabit armaria , & scrinia ejus omnia , cum scriptu-
 ris ac litteris omnibus quæ apud ipsum reperientur ;
 & claves apud se retinebit , donec eas tradere possit
 illi qui Provinciali defuncto , saltem , ut Vice - Pro-

„ & si le Provincial venoit à mourir, sans
 „ qu'il se trouvât sur le champ quelqu'un
 „ par nous commis, [par le *Général*] pour le
 „ remplacer, son Compagnon doit fermer
 „ promptement & fidèlement, à la clef,
 „ ses armoires & tous ses coffres, avec les
 „ écritures & toutes les lettres trouvées
 „ chez lui, & garder soigneusement les
 „ clefs, jusqu'à ce qu'il les puisse remettre
 „ à quelqu'un qui succede au défunt, au
 „ moins comme Vice-Provincial. „

“ [*a*] Le Compagnon doit être très-fidèle
 „ au Provincial & tenir opiniâtrément secret
 „ ce qui doit l'être, comme s'il ne savoit
 „ exactement rien. „

“ [*b*] Il ne faudra pas donner toutes les Conf-
 „ titutions à lire à ceux qui sont nouvelle-
 „ ment parmi nous, mais seulement un
 „ abrégé des choses où chacun puisse voir ce

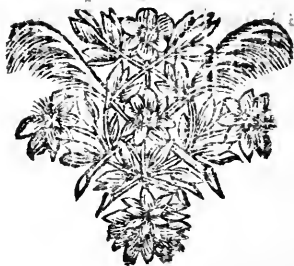
vincialis succedat. *Regula Socii Provincialis*, reg. 23.
 29, vol. 2. pag. 121 & 122.

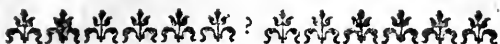
(*a*) Studeat verò Socius Provincialis, ut quàm fi-
 delissimus Provinciali sit & adeò secreti tenax, ut si ni-
 hil omninò earum rerum sciret quas oportet esse
 secretas. *Reg. provinc. reg. 5*, vol. 2. pag. 119.

(*b*) non oportebit Constitutiones universas, ab iis
 qui novi accedunt, legi: sed compendium quoddam
 earum, ubi quisque quid sibi observandum sit intelli-
 gat: nisi fortè Superiori videretur, alicui, particulares

„ qu'il doit observer. Le Supérieur pourra
„ cependant accorder la lecture de toutes
„ les Constitutions à quelqu'un, s'il le ju-
„ ge à propos pour des raisons particu-
„ lieres.

ob causas , omnes ostendi oportere. *Declar. in exa-
men , cap. 1 , G. vol. 1. pag. 342.*





TITRE III.

De la puissance du Général de la Société.

LE Gouvernement des soi-disant *Jésuites*, est un Gouvernement souverain & absolu.

“ [a] *Ignace*, Fondateur, a voulu que la „maniere de gouverner dans la *Société* fût „monarchique, & dépendît toute entiere „de la volonté d’un seul Supérieur. „

En conséquence de cette disposition politique du Fondateur, on conçoit que le Général de la *Société* ne doit pas être un homme ordinaire.

“ (b) Il faut [lorsqu’il s’agit d’élever un „sujet à la dignité de *Général*] s’assurer [en-

(a) *Universam gubernandi rationem . . . Ignatius Fundator . . . Monarchicam & in definitionibus unius Superioris. arbitrio contentam esse decrevit. Bull. Ecclesiæ Catholicæ, vol 1. pag. 100 & suiv.*

(b) *Inquirendum . . . de naturali animi magnitudine & habituali in rebus aggrediendis, & de constantia in prosequendis . . . & nominatim quomodo in prosperis & adversis, in contradictionibus & periculis, pro Dei servitio & bono Societatis se gesserit. Interrogatorium, &c. num. 3, vol. 1, pag. 455 & suiv.*

„ tr'autres choses] de sa grandeur d'ame
 „ naturelle & habituelle dans la formation
 „ des entreprises, de sa constance à en pour-
 „ suivre l'exécution, & singulièrement de la
 „ maniere dont il s'est comporté dans la
 „ bonne & dans la mauvaise fortune, dans
 „ les contradictions & dans les dangers,
 „ pour le service de Dieu & l'avantage de la
 „ *Société*. „

Relativement à cette même disposition ,
 le *Général* de la *Société* a dans un degré su-
 périeur tous les attributs d'un Monarque.

1^o Le *Général* des soi-disans *Jesuites*, re-
 çoit dès l'instant de son élection, les homma-
 ges les plus signalés de la part de sa *Société*.

“(a) . . . Après (l'élection du *Général*) tous
 „ doivent s'approcher de lui pour lui rendre
 „ leurs hommages , & lui baiser les mains,
 „ les deux genoux en terre.

2^o. Le *Général* des soi-disant *Jesuites*, a
 droit de convoquer & de diriger les Assem-
 blées générales & particulières de sa *So-
 ciété*.

“(b) Ce sera à lui (au *Général*) à convo-
 „ quer la *Société* pour la Congrégation gé-
 nérale

(a) . . . Quo peracto , statim omnes ad reveren-
 tiam ei exhibendam accedant ; & flexo utroque ge-
 nu , manum ejus osculentur. *Constitut. cum declarat.*
 8 pars. Cap. 6, num 6, vol. 1 , pag. 430.

(b) Ejusdem erit convocare Societatem ad gene-
 ralem Congregationem . . . & statuere , ut Pro-
 vincialis

„ nérale . . & à ordonner aussi qu'on convoque une Congrégation Provinciale ,
 „ quand il le jugera convenable , à diriger
 „ ceux qui seront assemblés , & à les congédier dans le temps, quand les affaires qu'on
 „ devoit y traiter , seront terminées.

3°. Le *Général* des soi-disant *Jésuites* a un Conseil privé qu'il peut consulter ; mais il est maître de ne suivre que son sentiment particulier.

[a] . . . Les Assistants (ou Conseillers) seront . . . au nombre de quatre . . & quoi-
 „ qu'ils puissent examiner les choses les plus
 „ importantes , cependant la faculté de décider appartiendra toujours au *Général* ,
 „ après les avoir entendus.

3°. Le *Général* des soi-disant *Jésuites* a le pouvoir de faire des loix , & d'imprimer à celles déjà faites tel caractère qu'il juge à propos.

„ [b] Sur la question de savoir , s'il est

provincialis etiam Congregatio convocetur , cum expedire judicaverit ; & dirigere eos qui convenerint , ac suo tempore , iis absolutis , quæ tractanda erant , dimittere. *Constitut. cum declarat. 9. pars , cap. 3 , num. 12 , vol. 1. pag. 437.*

(a) Numero . . . Assistentes . . . quatuor erunt . . . quàmvis autem res graviores cum eis tractandæ sint ; statnendi tamen facultas , postquam eos audierit , penès Præpositum Generalem erit. *Constitut. cum declarat. 9. pars cap. 6 , num. 11. vol. 1 , pag. 444.*

(b) . . . An expediret , ut Præpositi inferiores non

„expédient que les Supérieurs subalternes
 „puissent d'eux-mêmes faire des réglemens,
 „sans l'avis & une concession particuliere
 „du *Général* ; il a été décidé que le *Général*
 „a seul cette autorité ; que les Subalternes
 „n'en ont qu'autant qu'il leur en communi-
 „que , & que lorsqu'ils en font usage , ils
 „doivent le lui référer , pour être par lui
 „examiné & approuvé , s'il le trouve con-
 „venable.

“[a] ... Nulles Constitutions, Déclara-
 „tions ou Regle de vie n'obligent, sous pei-
 „ne de péché mortel ni vénial, à moins que
 „le Supérieur n'en ordonne l'exécution au
 „nom de J. C. ou en vertu de l'obéissance :
 „ce qu'il pourra faire toutes les fois qu'il
 „l'estimera avantageux pour le bien par-
 „ticulier de chacun, ou pour le bien uni-
 „versel.”

possint regulas condere sine Generalis consultatione,
 & particulari concessione? Responsum fuit, solum
 Præpositum Generalem auctoritatem habere; & alios
 eam duntaxat, quam ab ipso acceperint: & cum
 eâ si quid ordinabunt, transmittant Præposito, ut
 id examinet, & si videatur expedire, confirmet. 1.
Congregationis Decret. 143, vol. 1, pag. 482.

(a) ... Nullas Constitutiones, Declarationes, vel
 ordinem ullum vivendi, posse obligationem ad pec-
 catum mortale, vel veniale inducere; nisi Superior ea
 in nomine Domini nostri *Jesu-Christi*, vel in vir-
 tute obedientiæ juberet; quod in rebus vel personis

5. Le *Général* des soi-disant *Jésuites*, a droit de nommer aux emplois, d'en régler la durée, de communiquer ses pouvoirs, d'avouer ou de désavouer les actes faits en conséquence ; & il faut le révéler comme le Lieutenant de J. C. lors même qu'il fait usage de cette étrange faculté.

“[a] Le choix des Supérieurs, tant Provinciaux que Visiteurs, & de tous autres (Supérieurs) Locaux, dépend du *Général*. Il peut proroger ou diminuer le temps de leur gestion... Les grades & Offices sont en sa disposition.”
 „[b] Généralement parlant, le *Général*

illis in quibus judicabitur, aut ad particulare uniuscujusque, vel ad universale bonum multum conveniet, fieri poterit. *Constitut. cum declarat.* 6, pars, cap. 5. num. 1. vol. 1, pag. 414 & suiv.

(a) Electio Superiorum, tam Provincialium, quam Visitorum & quorumcumque localium, est penes Præpositum Generalem... & illorum gubernationis tempus vel contrahere, vel extendere... potest idem Præpositus... Graduum discretio & officiorum distinctio, est in manu Generalis. *Compend. privileg verbo Generalis.* §. 9 & 10, vol. 1, pag. 306.

(b) Generatim loquendo, in rebus omnibus quæ ad propositum Societati finem, perfectionis & auxilii proximorum, ad gloriam Dei faciunt, omnibus præcipere in obedientiæ virtute possit : ... quamvis aliis inferioribus Præpositis. suam facultatem communicet ; poterit tamen

„ peut commander à tous en vertu de l'o-
 „ béissance, dans toutes les choses qui ten-
 „ dent au but que se propose la *Société*, à la
 „ perfection & au secours des proches,
 „ pour la gloire de Dieu ; & quoi qu'il ait
 „ communiqué ses pouvoirs à d'autres Supé-
 „ rieurs subalternes . . . , il sera néanmoins
 „ toujours maître de casser ou de confirmer
 „ ce qu'ils auront fait , de régler toutes
 „ choses, comme il le jugera à propos ; &
 „ il faudra toujours lui obéir & le respecter
 „ comme tenant la place de J. C.

Cette plénitude d'autorité attribuée au *Général* des soi-disant *Jésuites*, répond dans les détails à l'étendue de ses principes, comme on peut voir par quelques exemples.

Le *Général* des soi-disant *Jésuites*, a dans sa main les biens & revenus de la *Société*.

„ [a] Excepté ce qui concerne les Conf-

approbare , vel rescindere quod illi fecerint , & in omnibus , quod videbitur , constituere : & semper ei obedientiam ac reverentiam (ut qui Christi vices gerit) præstari oportebit. *Constitut. cum declarat. 9. pars. cap. 3 , num 20 , vol. I , pag. 438.*

(a) Præter id autem , quod ad Constitutiones & dissolutionem , vel alienationem . . . Collegiorum pertinet , universa potestas & administratio penès Præpositum Generalem erit , qui finem illum ad quem Collegia & Societas tota contendit , præ oculis habens , melius , quid eisdem conveniat , intelliget. *Constitut. cum de-*

„titutions & la dissolution ou aliénation des
 „Colleges , toute puissance & administra-
 „tion appartient au *Général* , qui ayant de-
 „vant les yeux la fin à laquelle tendent ces
 „Colleges & la *Société* entiere , est plus en
 „état de savoir ce qui leur est expédient.

“[a] Le *Général* peut disposer des biens
 „meubles & immeubles , dont la *Société*
 „pourroit disposer elle-même , soit en les
 „vendant , soit en les retenant , soit en fai-
 „sant à un lieu ou à un autre l'application
 „de ce qu'il jugera à propos.

„[b] Il est au pouvoir du *Général* d'im-
 „poser & de racheter toutes sortes de cens
 „sur les immeubles des Colleges mêmes.

Le *Général* des soi-disant *Jésuites* con-
 centre dans sa personne toutes les actions
 de la *Société*.

clarat. 4. pars , cap. 10 , num. 2. vol 1 , pag. 392.

(a) De iis verò quæ Societati . . . relinquuntur ,
 ut ipsa pro suo arbitratu disponat (sive bona illa sta-
 bilia sint . . . sive mobilia . . .) idem Generalis dis-
 ponere poterit , aut vendendo , aut retinendo , aut
 huic vel illi loco . . . id quod ei videbitur , applicando.
Constitut. cum declarat. 9. pars , cap. 3 , num. 6 ,
vol. 1 , pag. 437.

(b) Est item penès Præpositum Generalem . . .
 imponendi ac redimendi quoslibet census super bonis
 stabilibus ipsorum Collegiorum. *Constitut. cum de-*
clarat. 9. pars , cap. 3 , num. 5 , vol 1 , pag. 436.

[a] La faculté de contracter réside toute
 „entière dans la personne du *Général*.

„[b] Sur la manière de contracter , la
 „Congrégation a arrêté , que le pouvoir en
 „appartient au *Général* , & doit émaner de
 „lui , suivant une certaine Constitution du
 „Pere *Ignace... laissée hors le corps des autres*
 „(Constitutions....) On a dit qu'il falloit
 „faire en sorte d'obtenir un Bref Apostoli-
 „que , pour certifier plus évidemment de
 „ce pouvoir ceux qui traitent avec la So-
 „ciété ; mais en attendant , on en usera com-
 „me par le passé , c'est-à dire , que les Con-
 „trats se feront avec la permission seule du

(a) Omnis facultas celebrandi contractus est penès Præpositum Generalem. *Compend. privileg. verbo Genera'is. §. 4, vol. 1. pag. 305.*

(b) De ratione ineundi contractus dictum est , & à Congregatione constitutum , potestatem esse penès Præpositum Generalem , & ab eo ad alios descendere debere juxta Constitutionem quandam relictam à P. Ignatio . . . extra corpus aliarum . . . Curandum autem dicebatur , ut breve Apostolicum obtineretur , quo constaret evidentiùs iis , qui cum Societate negotiantur , de hâc potestate ; interim autem dum breve obtineretur , ut fiat sicut hactenùs factum est : nimirum , ut si acquiescere nobis velint qui nobiscum negotiantur , cum Præpositi Generalis facultate duntaxat contractus fiant : si nolint acquiescere , ut possint collegialiter convenire ad eorum satisfactionem , non ad contractûs necessitatem. 4. *Congreg. Decret. 14, vol. 1. pag. 482.*

„ *Général* , si ceux qui traitent avec nous ;
 „ veulent bien y acquiescer ; sinon , ils se fe-
 „ ront capitulairement , non pas pour la né-
 „ cessité de l'acte , mais pour la satisfaction
 „ des Contractants.

Le *Général* des soi-disant *Jésuites* , est ar-
 bitre souverain des actions même de son
 Prédécesseur.

“ [a] Comme on auroit demandé si les Or-
 „ donnances du *Général* , ses réponses aux
 „ Provinces , la communication par lui faite
 „ des Privileges , ses concessions particu-
 „ res , & autres objets semblables , même
 „ ceux dont il auroit traité avec ses Assistants ,
 „ seroient valides après sa mort , & si les obli-
 „ gations qui en résultent doivent subsister ;
 „ il a été dit que le tout doit subsister , tant
 „ qu'il n'intervient point de révocation de la
 „ part du *Général* qui succède.

Le pouvoir du *Général* est tel , que les
 soi-disant *Jésuites* n'ont pas même celui de
 se procurer de nouveaux établissemens , sans

(a) Cum verò rogatum esset an demortui Ge-
 neralis Ordinationes , responsa ad Provincias , privi-
 legiorum concessiones , & id genus alia , etiam cum
 Assistantibus tractata , sed à Generali Congregatione
 non approbata , vim suam obtineant inquit o Genera-
 li : an verò illorum obligatio , aut concessio cum il-
 lius morte expirent ? Censuit eandem vim habere
 quam vivo Generali habebant , donec à Successore
 revocentur. 7. *Congreg. gener. Decr.* 72. *vol.* 1.
pag. 604.

son exprès consentement , si ce n'est que les instans fussent précieux, & qu'il fallût profiter des circonstances.

“[a] Les Maisons & Colleges ne peuvent
 „ être érigés sans une permission spéciale du
 „ *Général* . . . que si quelquefois il y avoit
 „ péril dans le retardement, les Provinciaux
 „ pourront, de l'avis de leurs Consultants,
 „ donner pouvoir aux nôtres de bâtir &
 „ d'habiter... Cependant il faudra le plutôt
 „ qu'il sera possible informer le *Général* de l'u-
 „ sage qu'on aura fait de ce pouvoir, & des
 „ raisons qui y auront déterminé.

Le *Général* des soi-disant *Jésuites*, a droit de changer la destination des biens donnés à la *Société*, & d'en disposer à son gré, contre le vœu même des Donateurs.

“[b] Nos Supérieurs & Recteurs peu-

(a) Domus & Collegia non possunt erigi, sine speciali facultate Præpositi Generalis . . . Quòd si aliquando periculum esset in morâ, possunt Provinciales, adhibito suorum Consultorum consilio potestatem facere nostris ædificandi & habitandi . . . De usu tamen hujus facultatis & causis, propter quas opus fuerit eâ uti, ad Præpositum Generalem, cum primum commodè poterunt, referant. *Compènd. privileg. verbo ædificia. §. 2. vol. 1. pag. 268.*

(b) Per facultates concessas . . . possunt omnes nostri Præpositi, ac Rectores commutare ex uno usu ad alium necessarium legita, quæ relinquuntur nostris Collegiis, aut Domibus, dummodò id fiat sine scandalo eorum, ad quos solutio ta-

„ vent convertir d'un usage à un autre usage
 „ nécessaire , les legs faits à nos Colleges
 „ & à nos maisons , pourvu néanmoins que
 „ cela se fasse sans scandaliser ceux qui doi-
 „ vent payer ces Legs.

[a] “ Le *Général* & les Provinciaux peu-
 „ vent , à cause de nécessité , ou d'utilité évi-
 „ dente . . . vendre , aliéner & échanger tou-
 „ tes sortes de biens immeubles . . . nonob-
 „ tant les dernières volontés des Testateurs ,
 „ (b) Sur ce qu'il a été demandé qu'il ne
 „ fût point permis aux Supérieurs , soit
 „ Locaux , soit Provinciaux , d'user de la fa-
 „ culté de changer les legs , ou même les
 „ donations faites par personnes vivantes . . .
 „ la Congrégation a arrêté que l'usage de
 „ cette faculté seroit réservé au *Général*.

Le *Général* des soi-disant *Jésuites* , peut

lium legatorum pertinet, *Compend. privileg. verbo*
Commutatio §. 6. vol. 1. pag. 184.

(a) Possunt Praepositi Generales , ac Provinciales ,
 pro emergentibus necessitatibus & evidentibus utili-
 tatibus . . . vendere , alienare ac permutare qualibet
 bona immobilia . . . ultimis Testatorum voluntatibus
 non obstantibus. *Compend. privileg. verbo alienatio.*
 §. 5. vol. 1. pag. 270.

(b) Ad postulatam , ut non liceat Superioribus , seu
 Localibus , seu Provincialibus , uti facultate commu-
 tandi legata , vel etiam à viventibus donata . . . Res-
 pondit Congregatio , usum ejus facultatis Generali re-
 servandum. 8. *Congreg. Decret* 41. vol. 1 pag. 621.

admettre dans la *Société* & en retrancher
 qui il lui plaît , sans autre motif que son bon
 plaisir , ou l'intérêt particulier du Corps.

“(a) Le *Général* pourra par lui-même ou par
 „ d'autres , recevoir dans les Maisons ou
 „ dans les Colleges, ou *par-tout où bon lui sem-*
 „ *blera* , ceux qui lui paroîtront propres à
 „ l'Institut de la *Société*... il pourra aussi les
 „ renvoyer de la *Société*.

“ [b] Il ne sera pas mal-aisé de détermi-
 „ ner ce qui appartient [à celui qu'on ren-
 „ voie] afin qu'il l'emporte ; mais quant
 „ à ce qu'il auroit dépensé ou donné à la
 „ *Société*, soit en pur don, soit autrement...
 „ on laisse à la prudence du Supérieur qui

(a) Præpositus Generalis per se , & per alios ad-
 mittere in Domibus, vel Collegiis , vel ubicumque li-
 beat , poterit eos qui ad Institutum Societatis ei ido-
 nei videbuntur... poterit etiam eosdem dimittere , &
 à Societate remove. *Constitut. cum declar. 9. pars.*
cap. 3. num. 1. vol 1. pag. 436.

(b) Ea quæ ipsius esse constet , difficile non est sta-
 tuere, ut secum ferat. Verùm in iis, quæ vel expendis-
 set, vel dedisset Societati , vel alioqui... prudentiæ
 Superioris dimittentis relinquetur , ut habitâ ratione
 tum æquitatis, tum ædificationis statuatur, num illi ali-
 quid ampliùs , quàm quod invenitur de rebus ipsius,
 dari debeat , nec-ne , & si ampliùs , quantum. *Con-*
stitut. cum declar. 2. pars. declar. in cap. 3. B. vol. 1.
pag. 369.

le renverra à décider, en *consultant l'équité & l'édification*, si on doit ou ne doit pas lui donner quelque chose de plus que ce qu'on trouvera lui appartenir, & combien on lui donnera au delà.

Cette disposition, en *consultant l'équité & l'édification*, peut visiblement devenir abusive par son indétermination; la *Société* s'en fenti; & on va voir par le texte suivant de quelle manière sa délicatesse y a pourvu.

(a) " On a proposé de fixer, par l'autorité de la Congrégation, la pratique de la Déclaration concernant ce qu'il convient de restituer de leurs biens à ceux qu'on renvoie de la *société*. La Congrégation a pensé que l'affaire doit être déferée toute entière aux Pères députés pour l'explication des Constitutions; mais *que la pratique doit en être laissée à la volonté du Père Général*, & qu'il est à propos de ne rien définir à cet égard au nom de la Congrégation.

(a) Propositum fuit ut autoritate Congregationis declararetur praxis illius declarationis quæ habetur, l. 2. *Const. cap. 3. lit. B.* de restituendis eorum bonis, qui à Societate dimittuntur. Et Congregatio censuit rem totam deferendam ad deputatos pro explicandis dubiis Constitutionum, praxim verò Præpositi arbitrio relinquendam, & nihil Congregationis nomine definiendum. §. *Congregat. Decr. 8. vol. 1. pag. 546.*

„ [a] Il conviendra plus ou moins de
 „ rendre ou de ne point rendre raison ,
 „ soit en public , soit en particulier , des
 „ motifs pour lesquels on renvoie quelqu'un ,
 „ selon que celui qu'on renvoie , a plus ou
 „ moins de crédit & d'amis dans la *Société*
 „ & dans le monde.

„ [b] Quoiqu'ils [les Coadjuteurs] s'en-
 „ gagent de leur part à perpétuité.... il sera
 „ toujours libre à la *Société* ou à son *Général*
 „ de les congédier.... & cela arrivant , ils
 „ seront affranchis de tout engagement ré-
 „ sultant de leurs vœux.

„ (c) Comme ce vœu [d'Ecolier approu-
 „ vé]

(a) Reddere rationem causarum , propter quas aliquis dimittitur , vel non reddere in communi , vel in particulari , magis vel minus conveniet : prout is , qui dimittitur , in majori vel minori estimatione & magis aut minus domi & foris chrus fuerit. *Constitut. cum declarat. 2. pars. declar. in cap. 3 C. vol. 1. pag. 369.*

(b) . . . Omnes Coadjutores iam spirituales , quam temporales . . . ex parte ipso um ligati ad semper vivendum & moriendum . . . in hâc Societate . . . manebant. Nihilominus Societas , vel ejus Superior , . . eos dimittere , & à l'â Congregatione separare potest . . . & tunc illi omni o liberi , nulloque voto obstricti remanent *Exame general. de declarat. cap. 6. num. 8. vol. 1. pag. 354. & suiv.*

(c) Ut hoc votum solum Deo offertur , & non homini , ita nemo id admittit. Propterea nullus ma-
 nibus

„vé) est offert à DIEU seul , & non pas à un
 „homme : aussi personne ne le reçoit. C'est
 „par cette raison qu'il est dit n'être fait entre
 „les mains de personne : & dans celui-là ,
 „comme dans celui des Coadjuteurs , il faut
 „sous-entendre , relativement à la durée , *si*
 „la Société veut les garder.

„(a) Quoique tous puissent être renvo-
 „yés. . . les uns néanmoins pourront l'être
 „plus facilement que les autres.

„(b) Les Profès même peuvent être ren-
 „voyés en certaines occasions, quelque gra-
 „de & quelque Dignité qu'ils aient dans
 „la Société.

Quoique le *Général* des soi-disant *Jésuites*,
 puisse congédier arbitrairement ceux qu'il a
 admis dans la *Société* , ces derniers ne peu-
 vent cesser de lui appartenir sans son
 agrément.

manibus fieri dicitur & conditio illa tacita , quæ in-
 esse dicta est in voto Coadjutorum , quod ad perpe-
 tuitatem attinet , etiam in hoc est intelligenda ; scili-
 cet , *si Societas eos tenere volet. Constitut. cum de-*
clarat. 5, pars. Declarat. in cap. 4 , D. vol 1 , pag.
406 , & sequ.

(a) Licet omnes . . . dimitti possint ; alii tamen
 facilius quàm alii dimittentur. *Constitut. cum decla-*
rat. 2 , pars. Declar. in cap. 1 , A. vol. 1 , , pag.
365.

(b) . . . In quibusdam casibus etiam Professi , cu-
 juscumque gradûs & dignitatis in Societate sint , di-
 mitti possent. *Ibid.*

„ (*a*) Si quelqu'un après l'émission de ses
 „ vœux, faite *suivant les Constitutions* de la
 „ *Société*, retourne au siècle, sans une per-
 „ mission expresse du Supérieur obtenue de
 „ lui à cet effet, même sous prétexte d'in-
 „ dult quelconque, accordé ou à accorder, il
 „ est excommunié *ipso facto*, & ne peut être
 „ absous que par le Pape ou par le Gé-
 „ néral.

„ (*b*) Si quelqu'un ose sortir de la *Société*,
 „ sans la permission du Supérieur, après l'é-
 „ mission de ses vœux soit de Profès, soit de
 „ Coadjuteur, soit d'Ecolier, pour vivre
 „ dans le monde, ou même dans un endroit
 „ régulier, le *Général* ou autres Supérieurs

(*a*) Si quis post emissâ vota, secundum Societatis
 Constitutiones, ab eâ ad sæculum recesserit, etiam
 prætextu cujusvis indulti, concessi, aut concedendi,
 absque expressâ Superioris licentiâ, ad id ab eo spe-
 cialiter obtentâ, ipso facto est excommunicatus &
 absolvi nequit, nisi à Romano Pontifice, vel Supe-
 riore Societatis. *Compend. verbo Apostata & ejecti*,
 §. 1, vol. 1, pag. 272.

(*b*) Si quis animo indurato, post emissâ vota sive
 Professorum, sive Coadjutorum, sive Scholarium,
 absque Superioris licentiâ exierit, & in sæculo, vel
 etiam in alio regulari loco, degere præsumpserit;
 sicebit Præposito Generali, aliisque Superioribus
 Societatis, illum tanquam Apostatam... summa-
 riè, & sine figurâ judicii... capere & incarcerare,
 ac debitæ poenitentiae subijcere. *Ibid.* §. 5.

„ pourront l'appréhender au corps , l'emprisonner & lui faire subir , comme Apostat , la peine qu'il mérite , sommairement & sans forme de Procès.

„ (a) Ceux qui donnent retraite aux Nôtres , qui seroient sortis sans permission , sont excommuniés *ipso facto*.

Malgré la précision de ces textes , le *Général* des soi-disant *Jésuites* , peut faire remise des peines & des anathêmes y énoncés.

„ (b) On ne fera aucune démarche pour ramener ceux qui se seront retirés sans permission , s'ils passeroient auparavant pour être peu propres à la *Société*. Mais on leur conseillera plutôt de s'attacher à un autre Ordre. „

Le pouvoir du *Général* des soi-disant *Jésuites* sur ses Sujets s'étend jusque sur leur vocation , & ne meurt qu'avec eux.

„ (c) Le *Général* pourra envoyer ceux

(a) Qui retinent Nostros , sine licentiâ recedentes , ipso facto sunt excommunicati. *Comp. verbo Apostata & ejecti* §. 4. vol. 1 , pag 272.

(b) Ad eos reducendos , qui sine licentiâ recesserunt , si prius parùm idonei ad societatem habebantur , nullâ diligentiam opus erit. Sed potius dirigantur ad aliud Institutum. *Constitut. cum declarat.* 4. pars. cap. 4. num. 4 , vol. 1 , pag. 369.

(c) Liceat ... Præposito quòs judicaverit ab ipsâ Societate emittere , eosque non tantùm ad Carthusiensem , sed ad quemvis alium... Ordinem... demigrare. *Bull. Cum alias* , vol. 1 , pag. 77.

„ de la *Société* qu'il jugera à propos , soit
 „ chez les Chartreux , soit dans quelque au-
 „ tre Ordre , quel qu'il soit.

„ [*a*] Les Supérieurs de la *Société* peuvent
 „ poursuivre comme Apostats , ceux qui
 „ après avoir obtenu la permission de passer
 „ dans un autre Ordre , en sortiroient après
 „ y avoir fait profession , pour passer dans un
 „ troisième qui seroit moins austere , ou
 „ pour retourner au siècle.

„ [*b*] Nul de la *Société* ayant fait ses vœux
 „ suivant les Constitutions , soit Profès , soit
 „ Ecolier , soit Coadjuteur , de quelque état ,

(*a*) Per privilegium . . . si post licentiam à Præpo-
 sito Generali obtentam ad aliam Religionem trans-
 eundi , ex eâ post professionem emissam recesserint ,
 & ad sæculum redierint , vel ad aliam laxiorem trans-
 ierint , contrà ipsos , ut contrà alios Apostatas , pro-
 cedere possunt Societatis Superiores. *Compend. Pri-
 vileg. verbo Apostata & ejecti* , §. II , vol. I Pag.
 273

(*b*) . . . Nullus . . . Societatis Religiosus , post
 emissâ vota secundum illius Constitutiones , sive Pro-
 fessus , sive Scholaris , sive Coadjutor ; cujuscumque
 statûs , gradûs , ordinis vel conditionis ille foret , à
 dictâ Societate exire , aut recedere . . . absque ex-
 pressâ Superioris sui licentiâ ad id ab eo specialiter
 obtentâ , etiam quæsito colore ob frugem melioris
 vitæ , aut strictioris observantiæ , ad quemvis alium...
 Ordinem transire . . . Ordine Carthusiensium dun-
 taxat excepto . . . posset. *Bull. Æquum reputamus* ,
 vol. I , pag. 34 & suiv.

„grade, ordre ou condition qu'il soit, ne peut
 „sortir ou se retirer... pour entrer dans
 „aucun autre Ordre [celui des Chartreux
 „excepté], sans une permission spéciale du
 „Supérieur... quand même il prétendrait
 „mener une meilleure vie, ou embrasser
 „une observance plus étroite.”

Le *Général* des soi-disant *Jésuites* a droit de juridiction, de correction & de contrainte, sans forme de Procès & en dernier ressort. Il peut à son gré disposer des personnes, & punir arbitrairement tous ceux qui lui paroîtront le mériter.

“[a] Dans l'imposition des peines
 „ceux que cela regarde peuvent procéder
 „librement, sans s'embarasser des subtilités
 „du droit, conformément aux usages ap-
 „prouvés, & aux *Instituts* généraux de la
 „*Société* faits ou à faire.

„[b] Le droit d'avoir des prisons appar-

(a) In infligendis correctionibus & punctionibus...
 Prælati Societatis, ad quos id noscitur spectare,
 postpositis Juris apicibus, liberè procedere possunt,
 secundum consuetudines approbatas, & generalia
 Instituta Societatis facta aut facienda. *Compend.*
Privileg. verbo *Correctio*. §. 1, vol. 1, pag. 289.

(b) De carceribus etiam in Societate tenendis,
 Congregationi visum est, jus quidem jam esse penès
 Societatem.. quoad usum autem nihil esse statuen-
 dum, sed eam curam Præposito relinquendam. 1.
Congreg. Decr. 116, vol. 1, pag. 478.

„tient à la *Société* ; mais quant à l'usage, la
 „Congrégation l'a laissé à la disposition du
 „*Général*, sans rien déterminer de plus.

„[*a*] Il est ordonné aux Supérieurs de
 „n'accorder aucune grace à l'instance d'au-
 „cuns Externes, soit Laïcs, soit Ecclésiast-
 „tiques, quelque qualifiés qu'ils soient, fus-
 „sent-ils Cardinaux, Rois ou Empe-
 „reurs.

„[*b*] Le *Général* pourra envoyer ceux
 „de ses Sujets qu'il jugera à propos, soit
 „qu'ils aient fait profession, soit qu'ils ne
 „l'aient pas faite, dans toutes les parties du
 „monde qu'il lui plaira, pour autant & aussi
 „peu de temps qu'il voudra, à l'effet d'y faire
 „toute action du nombre de celles que la

(*a*) Prælati . . . jubentur in virtute S. Obedien-
 tiæ, ne ad instantiam Personar in tam Ecclesiasti-
 carum, extrâ ipsum Ordinem, cuâvis dignitate,
 etiam Cardinalitiâ fulgentium; quàm Laïcarum,
 etiam Regali & Imperiali, ullam gratiam concedant,
 vel pœnas remittant. *Compend. Privileg. verbo Cor-
 rectio*, §. 5, vol. I, pag. 290.

(*b*) . . . Generalis . . . mittere . . . poterit omnes sibi
 subditos, sive professionem emisierint, sive non
 emisierint (quos mittendos judicaverit) ad quaslibet
 mundi partes, ad quodvis tempus, vel definitum,
 vel indefinitum, prout ei videbitur ; ad quamvis
 actionem ex eis, quibus uti ad proximorum auxi-
 lium Societas solet, exercendam. *Constitut. cum de-
 clarat.* 9. pars. cap. 3, num. 9, vol. I, pag. 437.

„ *Société* a coutume de pratiquer pour se-
 „ courir ses proches.

„ [*a*] Tous les Supérieurs de la *Société*
 „ peuvent librement , par eux - mêmes ou
 „ par d'autres , excommunier , appréhender
 „ au Corps , emprisonner , & autrement sou-
 „ mettre à leur discipline ceux qui manquent
 „ à la *Société* , quels qu'ils soient , & tous
 „ ceux qui paroîtront le mériter. „

Le *Général* des soi-disant *Jésuites* , a droit
 de commander aux corps , aux volontés , à
 l'entendement & aux consciences de ses
 Sujets.

„ [*b*] Tous [les Nôtres] travailleront à
 „ se distinguer par la pratique de l'obéissan-
 „ ce , non seulement dans les choses d'obli-
 „ gation , mais encore dans les autres , quand
 „ ils ne verroient que le signe de la volonté
 „ du Supérieur , sans aucun ordre positif de
 „ sa part.

(*a*) Omnes Præpositi , quosvis Societatis insolentes , & qui id mereri videbuntur , possunt liberè per se , vel per alios excommunicare , capere , incarceratione , & aliàs suæ disciplinæ submittere. *Compend. privileg.* verbo *Correctio* , §. 2 , vol. 1 , pag. 289.

(*b*) Quam . . . (obedientiam) omnes plurimùm observare & in ea excellere studeant ; nec solùm in rebus obligatoriis , sed etiam in aliis ; licèt nihil aliud , quàm signum voluntatis Superioris , sine ullo expresso præcepto , videretur. *Constitut. cum declarat.* 7 , par. 1 . cap. 1 , vol. 1 , p. 407.

„ (a) Vous devez vous persuader que
 „ tout ce que le Supérieur ordonne, est le
 „ commandement de Dieu même ; & com-
 „ me vous croyez , sans hésiter , de tout votre
 „ cœur & de tout votre esprit , ce que la Foi
 „ Catholique vous propose , de même vous
 „ devez vous porter avec l'aveugle impétuo-
 „ sité d'une volonté empressée d'obéir , &
 „ sans aucun examen , à tout ce que le Supé-
 „ rieur ordonne. C'est ainsi qu'on doit pen-
 „ ser qu'en agit *Abraham* , lorsqu'il lui fut
 „ ordonné d'immoler son fils *Isaac*.

„ (b) Chez nous l'obéissance doit toujours

(a) . . . Statuatis vobiscum ipsi , quidquid Superior præcipit , ipsius Dei præceptum esse & voluntatem : atque ut ad credenda , quæ Catholica Fides proponit , toto animo assensuque vestro statim incumbitis ; sic ad ea facienda , quæcumque Superior dixerit , cæco quodam impetu voluntatis parendi cupidæ , sine ullâ prorsus disquisitione feramini. Sic egisse credendus est *Abraham* , filium *Isaac* immolare jussus. *Epistola, &c.* n. 18, vol. 2, p. 165.

(b) . . . Obedientia tum in executione , tum in voluntate , tum in intellectu sit in nobis semper omni ex parte perfecta , cum magnâ celeritate , spiritali gaudio & perseverantiâ , quidquid nobis injunctum fuerit , obeundo omnia , justa esse , nobis persuadendo ; omnem sententiam ac judicium nostrum contrarium cæcâ quâdam obedientiâ abnegando ; & id quidem in omnibus , quæ à Superiore disponuntur , ubi defi-

„ être parfaite en tous points, du côté de
 „ l'exécution, du côté de la *volonté*, du côté
 „ de l'entendement, en faisant avec prompti-
 „ tude, joie & persévérance tout ce qui
 „ nous aura été enjoint ; nous persuadant que
 „ tout est juste, nous dépouillant, avec une
 „ espèce d'aveuglement, de toute notre fa-
 „ çon de penser, & cela dans toutes les cho-
 „ ses ordonnées par le Supérieur, si ce n'est
 „ qu'on ait défini qu'il y eût quelque genre
 „ de péché. Que chacun se persuade, que
 „ ceux qui vivent sous l'obéissance, doi-
 „ vent se laisser mouvoir & gouverner par
 „ leurs Supérieurs de la part de la Provi-
 „ dence divine, comme un cadavre qui se
 „ laisse porter par - tout où l'on veut, &

niri non possit... aliquod peccati genus intercedere,
 & sibi quisque persuadeat, quòd qui sub obedientiâ
 vivunt, se ferri ac regi à divinâ providentiâ, per Su-
 periores suos, sinere debent, perindè ac si cadaver
 essent, quod quoquoversus ferri, & quâcumque ra-
 tione tractari se sinit : vel similiter atque senis bacu-
 lus, qui ubicumque, & quâcumque in re velit eo uti,
 qui eum manu tenet, ei inservit. Sic enim obediens
 rem quamcumque, cui eum Superior ad auxilium
 totius corporis Religionis velit impendere, cum ani-
 mi hilaritate debet exequi ; pro certo habens, quòd
 eâ ratione potius, quàm re aliâ quâvis, quam præsta-
 re possit, propriam voluntatem ac judicium diversum
 sectando, divinæ voluntati respondebit. *Constitut.*
cum declarat, 6, pars, cap. I, n. I, vol. I, p. 408.

„manier de tous sens; ou comme un bâton
 „dans la main d'un vieillard qui s'en sert
 „par - tout & à l'usage qui lui plaît. Celui
 „qui obéit ainsi, doit exécuter avec joie
 „tout ce à quoi le Supérieur veut l'em-
 „ployer, pour secourir tout le corps de la
 „Religion; se tenant assuré que de cette
 „maniere, il est plus conforme à la volonté
 „de Dieu, que s'il faisoit toute autre chose,
 „en suivant sa propre volonté ou un senti-
 „ment différent.,

La condition apposée à l'obéissance par le
 texte précédent, pourroit dans la pratique
 en altérer le précepte, malgré la force des
 termes employés pour le persuader, & le
 grand nombre de passages que contient sur
 cet objet le livre de l'*Institut*, si celui qui
 doit obéir pouvoit prendre conseil de lui-
 même ou de personnes étrangères. Mais les
 Constitutions y ont pourvu de toutes les
 manieres possibles.

“(a) On doit voir DIEU dans son Supé-

(a) . . . Deum in Superiore cognoscat, nec huma-
 nis rationibus & discursibus det locum: quod malum
 cum sensim in animum irrepit, mirum est, quomo-
 do omnem obedientiæ simplicitatem, alacritatem,
 promptitudinem, denique perfectionem omnem
 exhauriat. Undè vigilanter advertat, ut quoties tale
 aliquid suggeritur animo, veluti venenum quàm citis-
 simè expellat. *Industria C. Aquarivivæ Præpositi Gene-
 ralis, &c. cap. 5, n. 6, vol. 2, p. 360.*

rieur, sans donner lieu aux raisons & aux raisonnemens humains. C'est un mal qui détruit toute la simplicité, l'ardeur, la promptitude & la perfection de l'obéissance. Il faut, toutes les fois que ce mal se présente à l'esprit, l'en chasser soudain comme un poison.

„ [a] Que personne [de la *Société*] ne demande conseil au dehors.

„ [b] Que tous se confessent au jour marqué, au Confesseur qui leur aura été indiqué, & non à un autre, sans la permission du Supérieur.

„ [c] Outre la maniere de se bien confesser, le temps doit aussi être désigné; & si dans ce temps quelqu'un ne se confesse point, on le privera de la nourriture du corps jusqu'à ce qu'il ait pris celle de l'es-

(a) Nemo ab externis consilium petat... *Regula communes*, reg. 40, vol. 2, p. 77.

(b) Singuli statuto die, & assignato sibi confessario confiteantur, & non alteri sine Superioris facultate. *ibid.* reg. 3, p. 75.

(c) Præter modum benè confitendi, tempus etiam is designetur, intra quod, si ad confessionem non accederent, subtrahatur eis cibus corporis, donec cibum spiritûs sumant. Qui autem alii, quàm suo confessario designato confiteretur, debet; postmodum]. . . eidem suo Confessario totam suam conscientiam aperire. *Constitut. cum declar.* 3, pars, *Declar.* cap. 1, I. vol. 1, p. 375.

„ prit; & s'il arrive qu'il se confesse à un au-
 „ tre qu'à celui qui lui aura été désigné, il doit
 „ ensuite se confesser tout de nouveau.

„ [a] Tous les Nôtres qui seront trop
 „ scrupuleux, peuvent dans tous leurs dou-
 „ tes concernant leurs *consciences*, s'en tenir
 „ en repos de conscience à la décision du
 „ *Général* ou du Recteur. „

Ce repos que la *Société* a le privilege de
 donner aux consciences, & l'acquiescement
 dû à ses décisions, s'étend à tout, sans
 exception.

„ [b] On doit demander [à celui qui veut
 „ être des Nôtres], si dans toutes sortes de
 „ scrupules, ou difficultés spirituelles, ou
 „ autres quelconques qu'il éprouvera ou
 „ pourra peut-être éprouver, il s'abandon-
 „ nera au jugement, & acquiescera à l'avis
 „ des personnes de la *Société*, douées de
 „ science & de probité ?

L'Empire

(a) Omnes nostri, qui sunt nimis scrupulosi, pos-
 sunt in omnibus dubiis suam conscientiam tangenti-
 bus, securâ conscientia stare determinationi sui Præ-
 positi vel Rectoris. *Compend. privileg. verbo Scrupuli*,
vol. 1, p. 332.

(b) Interrogetur, an quibusvis in scrupulis, vel dif-
 ficultatibus spiritualibus, vel aliis quibuscumque, quas
 patiat, vel aliquandò pati contigerit, se dijudican-
 dum relinquet, & acquiescet aliorum de Societate,
 qui doctrinâ & probitate sint præditi, sententiis. *Ex.*
gener. cum declar. cap. 3, n. 12, vol. 1, p. 344 & sequ.

Personarum

L'empire des consciences attribué au *Général*, semble ici partagé; mais ce n'est que pour s'exercer plus sûrement & plus puissamment.

“(a) Le choix de ces *personnes*, au jugement desquelles doit s'abandonner celui, qui éprouveroit ces sortes de difficultés, dépend du Supérieur, si le Sujet y consent; ou du Sujet, si le Supérieur l'approuve.

On a vu que dans la *Société* l'obéissance doit être parfaite; premièrement, du côté de l'*exécution*, ensuite du côté de la *volonté*, & enfin du côté de l'*entendement*. On n'imagineroit pas qu'il pût être rien ajouté à ces dispositions, ni aux précautions prises pour en assurer l'effet. Cependant elles sont commentées de la manière la plus précise, en commençant toujours par l'*exécution*.

„(b) La loi de l'obéissance s'accomplit,

(a) Personarum hujusmodi electio, quibus res judicandum relinquere debet is, qui in hujusmodi difficultatibus versatur, penes Superiorem erit, si subdito ea placuerit, vel penes subditum, si Superior eam approbaverit. *Exam. gen. cum declarat. in cap. 3. D. vol. 1, pag. 345.*

(b) Obedientia, quod ad executionem attinet, tunc præstatur, cum res jussa completur: quod ad voluntatem, cum ille qui obedit, id ipsum vult, quod qui jubet: quod ad intellectum, cum id ipsum sentit, quod ille; & quod jubetur bene juberi existimat. Et est imperfecta ea obedientia, in qua præter executionem, non est

„ quant à l'exécution , lorsqu'on fait ce qui
 „ est prdonné ; quant à la *volonté* , quand
 „ celui qui obéit n'a point d'autre volonté
 „ que celle de celui qui commande ; quant
 „ à l'entendement , lorsqu'il pense la même
 „ chose que lui , & croit que ce qui lui est
 „ commandé est bien : & l'obéissance est im-
 „ parfaite , quand outre l'exécution , il ne se
 „ trouve pas cet accord de volonté & d'af-
 „ fection entre celui qui fait le commande-
 „ ment & celui qui le reçoit.

*hæc ejusdem voluntatis & sententiæ inter eum
 qui jubet , & qui obedit , consensio. Constitut.
 cum declarat. 6. pars. Declar. in cap. 1 , C. vol.
 1 , pag. 408.*



T I T R E IV.

De l'indépendance de la Société à l'égard de toute autorité autre que celle de son Général.

LA *Société* des soi-disans *Jésuites*, est généralement & absolument indépendante de toute autorité publique.

„ (*a*) Nul de la *Société*, soit Profès, soit
 „ Coadjuteur, soit même Ecolier, ne se lais-
 „ sera interroger en matière civile, moins
 „ encore en matière criminelle (si ce n'est
 „ qu'il y fût poussé par celui qui peut obli-
 „ ger, sous peine de péché.)

„ (*b*) Si le Supérieur permettoit à quel-
 „ qu'un de se laisser interroger en matière
 „ civile, en faveur de quelqu'un à qui il

(*a*) Nemo ex Professis, vel Coadjutoribus, vel etiam scholasticis Societatis, in causis civilibus, nedum criminalibus se examinari, (nisi, qui ad peccatum obligare potest, compelleret,) sine licentiâ Superioris permittat. *Constitut. cum declarat. 6. pars, cap. 3. num. 8, vol. 1, pag. 413.*

(*b*) Si Superior alicui facultatem daret, ut in causâ civili examinaretur, in gratiam alicujus, cui id denegari non posse videretur: limitatio tunc necessaria erit, quæ prohibeat, si quis articulus criminalis, vel infamatorius, in eo examinari. *Ibid. declar. in cap. 3. E.*

ne paroîtroit pas qu'on pût le refuser, il faudroit alors y apôser une restriction, pour qu'il ne répondît point sur un article criminel ou infamant, s'il s'en présentoit.

„ (a) La *Société* & tous ses Membres, leurs personnes & tous leurs biens, sont exempts de toute supériorité, juridiction & correction des ordinaires . . . Les Prélats ou autres personnes, quelles qu'elles soient, ne peuvent exercer à leur égard juridiction en maniere quelconque, même à raison de délit, de contrat, ou de bien, en quelque lieu que le délit soit commis, le contrat passé, ou le bien situé.

La *Société* n'est pas pour cela sans Juges au dehors; mais elle a la faculté de les choisir, & même de les créer; & lors même qu'elle les a choisis & créés, elle n'en est pas irrévocablement justiciable.

(a) Societatis & universi ejus Socii ac personæ illorumque bona quæcumque, ab omni superioritate, jurisdictione & correctione Ordinariorum sunt exempta, ac libera. . . tam personæ quam res Societatis eximuntur à jurisdictione quorumlibet Ordinariorum & Prælatorum. . . Prælati Prælati, aut quævis alia persona, nequeat etiam ratione dilecti, seu contractûs, vel rei de quâ agitur, ubicumque committatur delictum, ineatur contractus, aut res ipsa consistat, jurisdictionem, quomodolibet exercere. *Compend. privileg. verbo Exemptio*, §. 1, vol. 1, pag. 296 & suiv.

„ (a) La Société, & chacun de ses Mem-
 „ bres, pourvu qu'il soit Clerc, peuvent
 „ dans toutes causes civiles, criminelles &
 „ mixtes, se choisir pour conservateurs &
 „ Juges ordinaires, toutes personnes Ecclé-
 „ siastiques, constituées en dignité.

“ (b) Mandons aux Patriarches, Arche-
 „ vêques, Evêques, Abbés, Prieurs & au-
 „ tres Personnes constituées en dignité Ec-

(a) Societati, singulisque illius personis,
 ac eorum familiaribus clericali caractere tamen
 insignitis, ut in quibuscumque causis tam civi-
 libus quam criminalibus ac mixtis... omnes per-
 sonas in dignitate Ecclesiasticâ constitutas... in
 suos possent assumere Conservatores & Judices
 ordinarios, indulgit. *Bull. Æquum reputamus,*
vol. 1, pag. 44 & suiv.

(b) ... Universis & singulis... Patriarchis, Ar-
 chiepiscopis, Episcopis... Abbatibus, Prioribus
 & aliis personis in dignitate Ecclesiasticâ constitu-
 tis... mandamus quoties pro parte dictorum Præ-
 biterorum aut alterius eorum fuerint requisiti...
 faciant... eos decreto, confirmatione, indulto,
 aliisque præmissis pacificè gaudere... non per-
 mittentes eos... per... quoscumque Judices &
 personas, cujuscumque statûs, gradûs, ordinis
 & conditionis existant; & quâcumque, etiam
 Pontificali, Regiâ, vel aliâ auctoritate fungan-
 tur, publice vel occulte, directe vel indirecte,
 tacite vel expresse, quovis quæsito colore vel
 ingenio, impediri, molestari, perturbari, vel
 alias quomodolibet inquietari. *Bull. Salvatoris,*
vol. 1, pag. 96 & suiv.

„ clésiastique , que toutes les fois qu'ils en
 „ seront requis de la part de la *Société* , ils
 „ la fassent jouir de ses privilèges, ne permet-
 „ tant pas qu'elle soit molestée , troublée ou
 „ empêchée en maniere quelconque , publi-
 „ quement , secrettement , directement , indi-
 „ rectement , tacitement , expressément ;
 „ sous quelque couleur ou esprit que ce soit ,
 „ par aucune autorité , même *Pontificale* ,
 „ *Royale* , ou *autre* .

„ (a) Chacun des Conservateurs & Ju-
 „ ges peut poursuivre un article commencé
 „ par un autre , quoique celui qui a com-
 „ mencé , n'ait aucun empêchement cano-
 „ nique .

La *Société* ne doit aucune sorte de Con-
 tributions sur ses Biens , pas même pour le
 besoin de l'Etat , ni pour le soulagement
 des pauvres .

“ (b) Nous exemptons à perpétuité la So-

(a) Quilibet Conservatorum & Judicum... po-
 test prosequi articulum per alium inchoatum ,
 etiam si , qui inchoavit , nullo canonico impedi-
 mento præpeditus inveniatur. *Compend. pri-
 vileg. verbo Conservatores* , §. 5 , vol. I. pag.
 288.

(b) Nos.... universam Societatem , omniaque
 & singula illius.... ubilibet consistentia , præsen-
 tia & futura.... & bona quæcumque à quibusvis
 decimis , etiam Papalibus , prædialibus , perso-
 nalibus... subsidiis , etiam caritativis , & aliis or-
 dinariis oneribus , etiam pro expeditione contra

„ *ciélé* & tous les Biens, en quelque pays
 „ qu'ils soient situés, de toutes dîmes, même
 „ Papales, réelles, personnelles... de tous sub-
 „ sides, même pour les pauvres, & de tou-
 „ tes autres charges ordinaires, imposées
 „ même passagèrement, pour combattre les
 „ Infidèles, défendre la Partie, ou autre-
 „ ment en maniere quelconque, à la de-
 „ mande des Rois, Ducs & autres Princes.

„ (a) Il est défini qu'aucun Roi, Princes,
 „ Ducs... n'ayent la hardiesse, ou la pré-
 „ somption d'imposer, exiger, publier, ou
 „ occasionner sur nos Biens ou sur nos per-
 „ sonnes aucune Collecte... à peine d'ex-
 „ communication & de malédiction éter-
 „ nelle encourue *ipso facto*, s'ils ne se désis-
 „ tent entièrement, ayant connoissance des
 „ Présentes.

infideles, defensione patriæ, ac alias quomodo-
 libet, etiam ad Imperatorum, Regum, Ducum
 & aliorum Principum instantiam pro tempore
 impositis. *Bull. Exponi nobis*, vol. 1, pag. 31
 & suiv.

(a)... Definitum est, ne quis Rex, Princi-
 pes, Duces.... nostris seu rebus, seu personis
 audeant, vel præsumant, gabellas, talias, datia,
 collectas... inferre, indicere, vel imponere aut in-
 dicta & imposita exigere, sub excommunicatio-
 nis & maledictionis æternæ pœnis: quas nisi
 præsentium habitâ notitiâ prorsus destiterint ipso
 facto incurrant. *Compend. privileg. verbo Exemp-
 tiv*, §. 3, vol. 1, pag. 298.

La *Société* ainsi indépendante en général , l'est également de chaque Puissance en particulier , & ne connoît point de Supérieur dans l'Ordre hiérarchique.

1^o. La *Société* est indépendante des Curés.

„ (a) Entendant la messe dans nos Eglises & Oratoires , les jours de Dimanche & autres jours de Fêtes , même sans la permission de son propre Prêtre , on satisfait au précepte de l'Eglise , & l'on ne commet aucune faute , ni encourt aucune peine.

„ (b) Les Prêtres de notre *Société* peuvent confesser tous les fidèles sans la permission de leurs Curés.

„ (c) Les Nôtres peuvent administrer

(a) Audientes missas in nostris Ecclesiis & Oratoriis... in diebus Dominicis & aliis festivis , etiam sine facultate proprii sacerdotis Parochialis , satisfaciunt præcepto Ecclesiæ , nec ullam pœnam aut culpam incurrunt. *Compend. privileg.* verbo *Missa* , §. 2 , vol. 1 , pag. 320.

(b) Omnes Christi fideles possunt confiteri nostris sacerdotibus licentiâ suorum Rectorum minime requisitâ. *Compend. privileg.* verbo *Confessarius* , §. 1 , vol. 1 , pag. 285.

(c) Possunt nostri Christi fidelibus Eucharistiam , & alia Sacramenta , sine alicujus præjudicio ministrare , Diœcesanorum locorum , Rectorum Parochialium , & aliarum Ecclesiarum , aut quorumvis aliorum licentiâ minime requisitâ. *Compend. privileg.* verbo *Sacramenta* , §. 1 , vol. 1 , pag. 220.

„ l'Eucharistie aux fideles , & les autres Sa-
 „ cremens , sans avoir besoin de demander
 „ la permission des Diocésains, des Recteurs
 „ des Eglises Paroissiales & autres Eglises ,
 „ ni d'autres personnes quelconques.

2°. La *Société* est indépendante des Evêques.

„ (a) La *Société* a la faculté de bâtir &
 „ de recevoir des Colleges, des Maisons, des
 „ Eglises & des Oratoires dans toutes les
 „ parties de la terre ; & défenses sont faites
 „ aux *Ordinaires* , & à toute puissance Ecclé-
 „ siastique & Séculière de vouloir s'y opposer.

„ (b) Les Nôtres sont exempts d'assister
 „ aux Processions & prières publiques ; & il
 „ est défendu aux *Ordinaires*, quelques qua-
 „ lifiés qu'ils soient , d'oser prétendre les y
 „ assujettir.

(a) Conceditur Societati facultas ædificandi ,
 & recipiendi Collegia , Domos , Ecclesias &
 Oratoria in quibuscumque mundi patribus , &
 inhibetur Ordinariis , & cuicumque potestati
 Ecclesiasticæ , & seculari , ne hujusmodi ædificiorum
 constructiones impedian. *Compend. privileg.* verbo
Ædificia , §. 1 , vol. 1 , pag. 268.

(b) Eximuntur & liberantur nostri ab interes-
 sentiâ in supplicationibus , seu precibus , & pro-
 cessionibus publicis ; inhibenturque Ordinarii
 quâvis dignitate fulgentes , ne nostros ad inte-
 ressendum dictis Processionibus quovismodo co-
 gere , seu super præmissis inquietare , seu in-
 quietari facere audeant , vel permittant. *Com-
 pend. Privileg.* verbo *Processiones* , vol. p. 328.

„ (a) Les Supérieurs de notre *Société* ne
 „ sont point tenus d'envoyer les Nôtres
 „ pour aucun ministère des Prélats, si ce
 „ n'est par autorité de Lettres de S. Siège....
 „ s'ils en envoient, les Envoyés demeure-
 „ ront soumis à la correction de l'Ordre,
 „ & pourront être rappelés quand il plaira
 „ aux Supérieurs.

„ (b) Tous les Supérieurs de la *Société* &
 „ Recteurs, peuvent exactement par eux-
 „ mêmes sur leurs Religieux, tout ce que peu-
 „ vent les Evêques sur les Clercs & Laïcs qui
 „ leur sont soumis, tant pour la Faculté d'ab-
 „ soudre & de dispenser, que pour toutes au-
 „ tres facultés.

„ (c) Nul Prélat ne peut prononcer sen-

(a) Præpositi nostræ Societatis non tenentur
 deputare nostros ad ullum ministerium Prælato-
 rum, nisi auctoritare Litterarum sedis Apostolicæ....
 quod si aliquos deputent, nihilominus deputati
 sub correctione ordinis existunt, possuntque ab
 eisdem superioribus, cum id expedire judicave-
 rint removeri. *Compend. Priv.* verbo *Prælati*, §.
 1, vol. 1, pag. 325.

(b) Omnes præpositi Societatis ac Rectores,
 quoad Religiosos Societatis sibi subditos possunt
 per se ipsos idem omnino, quod possunt Episcopi
 in Clericos & Laicos sibi subiectos, tam
 quoad facultatem absolvendi, & dispensandi in
 irregularitatibus... quam alias quascunque facul-
 tates. *Compend. Privileg.* verbo *Prælati*, §. 3,
 vol. 1, pag. 326.

(c) Nullus Prælatus potest contra aliquem

„ tence d'excommunication , suspension , ou
 „ interdit contre quelqu'un des Nôtres ,
 „ ou contre d'autres à cause de nous , au
 „ préjudice des Privileges de la *Société* ...
 „ & s'il en prononce , elle est nulle.

„ (a) On ne peut nous obliger de souffrir que
 „ dans nos Eglises & autres lieux dépendans
 „ de la *Société* , il soit célébré des messes ou
 „ autres offices divins (par d'autres que par
 „ les Nôtres) , ni qu'il s'y fasse des Ordina-
 „ tions , qu'il y vienne des Processions ,
 „ ou qu'il s'y fasse aucune sorte d'assemblée ;
 „ (le tout) sous peine d'excommunication ,
 „ à moins que les Evêques & autres , de ce
 „ avertis , ne se désistent.

„ (b) Le *Général de Société* peut créer

nostrorum , aut contra alios nostra causâ , ferre
 sententiam excommunicationis , suspensionis , vel
 interdicti , contra privilegia Societatis & si
 feratur , est irrita. *Compend. Privileg.* verbo *Præ-*
lati , §. 2 , vol. 1 , pag. 325 & suiv.

(a) Cogi non possumus ad hoc , ut in nostris
 Ecclesiis & locis Societatis , Missæ & divina
 Officia à quolibet alio celebrentur , Ordinationes
 peragantur , Processiones convocentur , aut
 quæcumque Congrégationes habeantur , sub
 pœnâ Excommunicationis , nisi Episcopi & alii
 de hoc indulto moniti destiterint. *Compend. pri-*
vilieg. verbo *Immunitas* , §. 3 , vol. 1 , pag.
 309.

(b) Præpositus Generalis , ac Provincia-
 les ... possunt creare & deputare in Notarios ,

„ des Notaires ; & députer en cette qua-
 „ lité , un , deux , trois , quatre , cinq Re-
 „ ligieux ou plus... pour intimier les Pri-
 „ vileges & Mandats de la *Société* , avertir ,
 „ requérir , & faire toutes autres choses
 „ opportunes... Foi doit être ajoutée à leurs
 „ Actes... & ils obligent , sous peine de
 „ suspension à *Divinis* , pour les Evêques &
 „ Archevêques , & d'excommunication pour
 „ les inférieurs.

„ (*a*) Le *Général* & les Supérieurs peu-
 vent

unum , duo , tres , quatuor , vel quinque , aut plu-
 res Religiosos Societatis.... qui intimare possint...
 omnia & singula mandata , privilegia conces-
 siones & indulta.. Societati , seu ejus personis
 concessa..... quibusvis personis secularibus aut
 Ecclesiasticis : eosque monere & requirere....
 aliaque omnia opportuna exequi.... quibus...
 adhibeatur fides... adjectâ poenâ suspensionis à
 divinis quoad Archiepiscopos & Episcopos , &
 excommunicationis ipso facto quoad inferiores
Compend. privileg. verbo Notarius , vol. 1 , pag
 322.

(*a*) Possunt præpositus Generalis & Superio-
 res.... dispensare cum iis omnibus qui sub obe-
 dientiâ Societatis degunt... in omni irregulari-
 tate ad affectum tam suscipiendi ordines , quam
 gerendi quasque prælaturas & Officia Reli-
 gionis.... ex quâvis causâ & ob quemvis exces-
 sum & delictum publicum vel occultum , seu
 data opera quomodolibet commissum *Compend.*
privileg. verbo Dispensatio , §. 1 , vol. 1 , pag.
 290.

(*a*) Nos....

„vent dispenser tous ceux qui vivent sous
 „l'obéissance de la *Société* . . . de toute irrégularité, à l'effet de recevoir les ordres,
 „remplir toutes les prélatures, & d'exercer
 „tous offices de Religion.... de quelque manière que l'irrégularité ait été encourue,
 „soit par délit secret, soit par délit public,
 „soit par complicité.

„(*a*) Nous défendons à tous Evêques
 „présens & à venir, de rien requérir ni
 „exiger concernant le Chant, les Offices,
 „les Cérémonies de l'Eglise, la capacité,
 „la permission de l'ordinaire, & autres
 „choses requises, de ceux qui se présentent
 „de la part du *Général* de la *Société*
 „ou de ses députés: enjoignons auxdits
 „Evêques de leur conférer les Ordres,

(*a*) Nos... omnibus Episcopis, & aliis antistitibus, præsentibus & futuris in perpetuum præcipimus, atque interdiciamus, ne ... ab hujusmodi promovandis qui licentiam à præposito Generali dictæ Societatis... vel ab eo delegatis habuerint, quidquam prædictorum requirant vel exigant: sed ipsos, etiam absque ulla functione in ordinibus ipsis, interstitiorumque... observatione, aut inquisitione de cantu, officiis, & ceremoniis ecclesiasticis, idoneitate, proprii ordinarii licentiâ, & aliis in aliis requisitis . . . ac etiam extra tempora à jure statuta, ad sacros, etiam præbiteratus ordines promoveant, ac si illi omnibus requisitis præditi essent. *Bull.* Pium & utile, *vol.* 1, pag. 74.

„ même le Sacerdoce , sans fonction préa-
 „ lable des autres Ordres , sans interstices ,
 „ même hors les temps déterminés de droit ,
 „ comme s'ils étoient doués de toutes ces
 „ choses requises.

3^e. La *Société* est indépendante du Pape ,
 malgré l'obéissance spéciale qu'elle lui a ju-
 rée , excepté peut-être à l'égard des mis-
 sions , sur lesquelles elle lui a conservé le
 pouvoir d'influer.

„ (a) Toute l'intention du vœu d'obéis-
 „ sance au Pape , ne regarde que les Mis-
 „ sions ; & c'est ainsi qu'il faut entendre les
 „ Lettres Apostoliques , quand en parlant de
 „ cette obéissance , elles disent : *dans toutes*
 „ *les choses que commandera le Pape , & par*
 „ *tout où il enverra , &c.*

„ (b) Le *Général* peut rappeler , non-seu-
 „ lement ceux qu'il a envoyés , mais aussi
 „ ceux envoyés par le Pape , sans détermi-
 „ nation de temps.

(a) Tota intentio . . . voti obediendi summo Pontifici fuit & est circa missiones : & sic intelligi oportet litteras Apostolicas , ubi de hac obedientia loquuntur , *in omnibus quæ jusserit summus Pontifex , & quocumque miserit , &c.* *Constitut. cum declarat. 5 , pars. declarat. in cap. 3 , C. vol. 1 , pag. 405.*

(b) Non solum missos per precedentem præpositum , vel per se ipsum , sed etiam per summum Pontificem , nullo tempore defuncto , potest revocare. *Constitut. cum declarat. 9 , pars. declar. in cap. 3 , C. vol. 1 , pag. 439.*

„ (a) Que personne de la *Société* n'ose
 „ demander ou retenir aucun privilège con-
 „ tre les Statuts communs de la *Société*...
 „ Tout ce qu'il obtiendrait même du *Saint*
 „ *Siège*, contre la règle, les Constitutions ou
 „ les usages de la *Société*, est nul & com-
 „ me non avenu, à moins que la *Société*
 „ n'y ait consenti.

„ (b) Que les immunités, exemptions,

(a) Nulla persona Societatis privilegium ali-
 quod contra communia ipsius Societatis statuta
 postulare audeat, aut obtentum retinere.... si
 quæ vero impetrabuntur hujusmodi à sede apos-
 tolica.... sub quâcumque forma, vel expressione
 verborum, irrita sunt & inania.... si quæ Privi-
 legia à Nostreis fuerint impetrata contra Regulam,
 aut Constitutiones, aut mores Societatis, nullius
 momenti, ac pro infectis habenda sunt; etiam si
 à sede Apostolica sint concessa, nisi.... consen-
 tiente Societate, sit derogatum. *Compend. privi-*
leg. verbo Privilegia, §. 3, vol. I, pag. 327.

(b) Omnia & singula, quæcumque, quotcumque
 & qualiacumque sunt.... privilegia, immunitates,
 exemptiones.... concessionibus.... quibusvis Ordi-
 nibus.... hætenus concessa, & in posterum con-
 cedenda... eisdem præposito, ac Societati... perpe-
 tuo sancimus, volumus, ac declaramus, ac pariter
 concedimus, indulgemus & elargimur. Decer-
 nentes præsentibus Litteras nullo unquam tempore
 per Nos aut sedem prædictam revocari, aut limi-
 tati, vel illis derogari posse... & quoties revocari,
 alterari, limitari vel derogari contingat, toties in
 pristinum... statum restitutas, & de novo, etiam
 sub posteriori data per pro tempore existentem...

„ concessions . . . faites & à faire à la *Société*,
 „ ne puissent être révoquées, limitées, &
 „ qu'il n'y puisse être dérogé *par nous ou par*
 „ *le S. Siège*; & en cas de révocation ou dé-
 „ rogation, que le tout puisse être rétabli
 „ par le *Général*, sans qu'il puisse être rien
 „ décidé au contraire par les Juges ordina-
 „ res & autres, en quelque lieu & à l'ins-
 „ tance de qui que ce soit... Déclarant nul
 „ tout ce qui seroit attenté au préjudice des
 „ Présentes, sciemment ou autrement par
 „ qui que ce soit.

4^o. La *Société* paroît indépendante même
 de l'Eglise Universelle.

„ (a) Quand il y a des Conciles Généraux,

Præpositum Generalem eligenda, & concessa esse
 & fore; ac ita, & non aliter per quoscunque
 judices tam ordinariâ, quam delegatâ & mixtâ
 auctoritate fugentes... ubique & in quavis ins-
 tantia interpretari, censeri, cognosci & decidi
 debere. Irritum quoque & inane, quidquid secus
 super his quoquam, quavis auctoritate, scien-
 ter vel ignoranter, contigerit attentari. *Bull.*
Deum indefessæ, vol. 1, pag. 41, & *suiv.*

(a) Quando contigerit fieri Concilia genera-
 lia, Provincialia, seu Synodalia... seu quasvis
 Congregationes Ecclesiasticarum, vel Laicarum
 personarum, cujusvis dignitatis, aut status exis-
 tant; Prælati Societatis, seu ejus Personæ ad ea
 ire, seu mittere nullatenus compelli possunt,
 etiam per Litteras Apostolicas, specialem men-
 tionem non facientes de hoc indulto *Compend.*
Privileg. verbo *Exemptio*, §. 13, vol. 1, pag. 299.

„ Provinciaux ou Synodaux.... soit Congrè-
 „ gations quelconques , de personnes Ecclé-
 „ siastiques ou Laïques , de quelque dignité
 „ & état qu'elles soient ; les Supérieurs de la
 „ *Société* ne peuvent être contraint en au-
 „ cune manière d'y aller ni d'y envoyer ,
 „ pas même par Lettres Apostoliques , qui
 „ ne feroient pas expressement mention de
 „ cet indult.

„ (*a*) Plusieurs Papes ayant déjà exemp-

(*a*) Nonnulli Romani Pontifices... Societa-
 tem... illiusque personas & bona quæcumque à
 quorumvis ordinariorum visitatione , jurisdictione ,
 correctione & Superioritate exemerunt...
 Nos dictam exemptionem illi confirmamus ; ac
 in perpetuum statuimus , neminem ex Religiosis
 sub prædictæ Societatis obedientia degentem ,
 à quibusvis , quâcumque Ecclesiastica vel Sæculari
 dignitate seu auctoritate fungentibus , etiam si...
 Cardinales , Patriarchæ , Archiepiscopi , Episco-
 pi , vel alii antistites & Prælati , nec non Syno-
 di , Communitates & Capitula quæcumque , aut...
 Inquisitores , ac Commissarii , vel Judices , tam
 ipsius officii , quam alii ordinarii , vel delegati ,
 vel etiam Imperator , Reges , & alii sæculares
 Princeps , ad quodvis munus , officium , vel
 exercitium obeundum... absque expresso sui Su-
 perioris consensu , ac etiam mandato destinari ,
 adigi , vel cogi posse. Decernentes irritum &
 inane , quidquid secus super his per prædictos ,
 & alios quoscumque quâvis auctoritate scienter ,
 vel ignoranter contigerit attentari. *Bull. Satia*
superque , vol. 1. pag. 85.

te la *Société*, ses Membres & tous leurs
 biens, de toutes visites d'Ordinaires, ju-
 risdiction, correction, & supériorité....
 Nous confirmons ladite exemption, &
 arrêtons à perpétuité, qu'aucun Reli-
 gieux, vivant sous l'obéissance de la *So-*
cité, ne puisse sans l'express consente-
 ment, & même l'ordre de son Supérieur,
 être destiné, porté ni contraint à aucun
 ministère quel qu'il soit, par aucune auto-
 rité Ecclésiastique ou Séculière, Cardi-
 naux, Patriarches, Archevêques, Evê-
 ques, Synodes, Communautés, Chapi-
 tres, Inquisiteurs, Commissaires, Juges
 d'office, Juges délégués, Empereurs,
 Rois & autres Princes Séculiers. Décla-
 rant nul tout ce qui seroit fait au contraire
 sciemment ou autrement.

(a) Nous accordons à la *Société*, à ses

(a) ... Societati illiusque Domibus... & per-
 sonis... concedimus, quod singulæ litteræ præ-
 dictæ, (Pauli III. & Pii IV.) cum exemptionibus,
 ceterisque omnibus & singulis, in eis contentis,
 clausulis & decretis... plenam... roboris firmita-
 tem obtineant, & eis... perpetuò suffragentur
 in omnibus, & per omnia... nonobstantibus...
 generalis Concilii hujusmodi... nec non in Pro-
 vincialibus & Synodalibus Conciliis editis gene-
 ralibus, vel specialibus Constitutionibus, & or-
 dinationibus, ac omnibus... contrariis quibus-
 cunque. *Bull. Pastoralis officii, vol. 1, pag. 62*
& suiv.

„ Maisons & à ses Membres , que toutes
 „ les Lettres devant énoncées (de Paul III.
 „ & de Pie IV. vol. 1 , p. 5 , 9 , 11 , 13 ,
 „ 14 , 28 & 21.) avec les exemptions , &
 „ toutes & une chacune les choses , clauses
 „ & Decrets y contenus , aient leur entier
 „ effet en tout & par-tout... Nonobstant
 „ les Constitutions & Ordonnances géné-
 „ rales & spéciales , émanées des Conciles
 „ Provinciaux & Sinodaux , ou du *Concile*
 „ *général* , & toutes autres choses contrai-
 „ res. *Bull. Pastoralis officii* , vol. 1 , p. 62.

5^e. La *Société* ainsi indépendante de l'au-
 torité de l'Eglise & de tout autre , quant à
 la discipline , l'est aussi quant à la Doctrine.

„ (a) On doit demander (à celui qui
 „ veut être des Nôtres) , s'il a quelques
 „ sentimens ou opinions différentes de cel-
 „ les qui sont communément tenues par
 „ l'Eglise & les Docteurs qu'elle a approu-
 „ vés ; & dans le cas où il en ait , s'il est prêt
 „ de soumettre son jugement , & à penser

(a) Interrogetur , an habuerit , vel habeat con-
 ceptus aliquos vel opiniones ab iis differentes ,
 quæ communius ab Ecclesiâ & Doctoribus ab
 eadem approbatis tenentur : & si quando hu-
 jusmodi opiniones animum subierint , num pa-
 ratus sit ad iudicium suum submittendum , sen-
 tiendumque , ut fuerit constitutum in Societate
 de hujusmodi rebus sentire oportere. *Examen*
generale cum declarat. Cap. 3 , num. 11 , vol. 1 ,
pag. 344.

„ comme il aura été réglé dans la *Société*
 „ qu'il faut penser sur ces sortes de matieres.
 „ (a) Au chapitre 14 (des Déclarations
 „ sur les Constitutions), on lit le texte sui-
 „ vant: On enseignera aussi le Maître des
 „ sentences. Mais si par la suite il paroïssoit
 „ qu'une autre Théologie, *non contraire*,
 „ dût être plus utile, comme s'il s'en faisoit
 „ quelque une plus accommodée aux temps,
 „ on pourroit l'enseigner. Au lieu de cela,
 „ il a été proposé de mettre ce qui suit: On
 „ enseignera aussi le Maître des sentences;
 „ mais si par la suite il paroïssoit qu'un autre
 „ Auteur dût être plus utile, comme s'il se fai-
 „ soit quelque Somme ou Livre de théologie
 „ scholastique qui parût plus accommodée
 „ aux temps, on pourroit l'enseigner. La ré-
 „ forme (qui se borne à la soustraction de la
 „ clause, *non contraire*), a été approuvée.

(a) Super XIV. cap. § *Praelegetur*, habebat textus: *Praelegetur etiam magister sententiarum, sed si videretur temporis decursu a iam Theologiam, huic non contrariam, studentibus utiliterem fore, ut si aliqua conficeretur, qua his nostris temporibus accommodatior videretur.* Hujus loco sic reponendum videbatur: *Praelegetur etiam magister sententiarum. Sed si videretur temporis decursu alium auctorem studentibus utiliore fore, ut si aliqua summa, vel liber Theologia scholastica conficeretur, qua his nostris temporibus accommodatior videretur, &c.* placuit emendatio. 1. Congreg. decr. 65, vol. 1, pag. 468.

„ (a) En Théologie, on lira l'ancien &
 „ le nouveau Testament, ainsi que la Doc-
 „ trine scholastique de S. Thomas ; & à l'é-
 „ gard de celle qu'on nomme positive, on
 „ choisira les Auteurs qui paroîtront con-
 „ venir le mieux à notre but.

„ (b) Il en fera de même dans les autres
 „ sciences & belles Lettres. Si on adopte
 „ quelques Livres composés dans la *Société*,
 „ comme plus utiles que les autres, qui
 „ sont communément dans les mains, cela
 „ doit se faire avec beaucoup d'attention,
 „ ayant devant les yeux notre but, le plus
 „ grand bien universel.

„ (c) Les opinions de quelqu'Auteur

(a) In Theologia legetur vetus & novum Tes-
 tamentum, & Doctrina scholastica divi Tho-
 mæ ; & in ea, quam positivam vocant, eligen-
 tur ii auctores, qui ad scopum nostrum magis
 convenire videbuntur. *Constitut. cum declarat.*
 4. pars. cap. 14, num. 1 ; vol. 1, pag. 397.

(b) In aliis etiam Scientiis & Litteris huma-
 nioribus, si libri alicui admittentur in Societate
 compositi, ut utiliores quam alii, qui communi-
 ter in manibus habentur ; magnâ cum considera-
 tione id fiet, præ oculis habendo scopum nos-
 trum majoris boni universalis. *Ibid. Declar. in*
cap. 14. B. vol. 1, pag. 397 & suiv.

(c) Quæ opiniones, cujuscumque auctoris
 sint, in aliqua Provincia aut academia Catholicos
 graviter offendere scirentur ; eas *ibi* non doceat
 aut deffendat. Ubi enim nec fidei Doctrina, nec
 morum integritas in discrimen adducitur, pru-

„ qu'elles soient qui pourroient offenser grié-
 „ vement les Catholiques dans quelques
 „ Provinces, ou Académie, ne doivent
 „ point être enseignées là. Car quand la
 „ Doctrine de la foi & des autres mœurs n'est
 „ point exposée, une prudente charité veut
 „ que les Nôtres s'accommodent avec ceux
 „ avec qui ils vivent.

Pour discerner les cas où la foi ou les mœurs peuvent être exposés, afin d'enseigner ou de ne point enseigner une chose ; il faut une règle. Le texte suivant va apprendre, quelle peut être à cet égard celle de la *Société*.

„ (a) Comme il a été rapporté à la Con-
 „ grégation, que quelques personnes étoient
 „ persuadées que la *Société* s'étoit presque
 „ fait une règle de défendre le sentiment

dens charitas exigit , ut Nostri se illis accommo-
 dent cum quibus versantur. *Ratio studiorum* ,
 num. 6 , vol. 2 , pag. 185

(a) Cum relatum fuisset ad Congregationem , aliquos in eâ esse persuasionem , quod Societas communibus quasi studiis tuendam sibi sumisset eorum Doctorum sententiam , qui censent , in agendo licitum esse sequi opinionem minùs probabilem faventem libertati , relicta probabiliore , stante pro præcepto ; Declarandum censuit Congregatio , societatem , nec prohibuisse , nec prohibere , quò minus contrariam sententiam rueri possent , quibus ea magis probaretur. 13 , *Congreg. Decret.* 18 , vol. 1 , pag. 667.

„ des Docteurs qui pensent que dans la
 „ conduite, on peut suivre une opinion
 „ moins probable, qui favorise la liberté
 „ préférablement à une opinion plus pro-
 „ bable qui est pour le précepte; la Con-
 „ grégation a cru devoir déclarer qu'elle
 „ n'a point empêché, & qu'elle n'empê-
 „ che point que le sentiment contraire soit
 „ suivi par ceux qui l'approuveroient davan-
 „ tage.

Cette licence accordée par la *Société* de préférer dans la conduite la liberté au précepte, n'a rien de contraire au vœu général de l'uniformité de Doctrine.

„ (a) A l'égard de ceux qui n'ont point
 „ encore étudié, il faut faire en sorte que
 „ tous suivent, pour l'ordinaire, la doctrine
 „ qui aura été choisie par la *Société*, comme
 „ la meilleure & la plus convenable aux
 „ Nôtres. Quant à ceux qui ont fait leur
 „ Cours d'études, ils doivent prendre garde
 „ que la diversité d'opinions ne nuise à l'u-

(a) Cum iis, qui adhuc litteris operam non dederint, curandum est, ut omnes (ut plurimum) eandem Doctrinam, quæ in Societate fuerit electa, ut melior & Convenientior Nostriis, sequantur. Qui autem studiorum cursum jam peregerit, advertat, ne opinionum diversitas conjunctioni charitatis noceat: & quoad ejus fieri poterit, Doctrinæ in Societate communiori se accommodet. *Constitut. cum declarat.* 8, pars. *Declar. in cap.* 1, K. vol. 1, pag. 426.

„ nion de la charité, & s'accommoder, au-
 „ tant qu'il est possible, à la doctrine la plus
 „ commune de la *Société*.

„ (a) Pensons tous, parlons tous de la
 „ même manière, si faire se peut, suivant
 „ le conseil de l'Apôtre. On n'admettra
 „ donc point de Doctrines différentes, ni
 „ dans les sermons, ni dans les leçons pu-
 „ bliques, ni dans les Livres, lesquels ne
 „ pourront au surplus être mis au jour sans
 „ l'approbation & le consentement du Gé-
 „ néral.

„ (b) Il ne faut point admettre de nou-
 „ velles opinions; & si quelqu'un avoit quel-
 „ que sentiment différent de ce que l'Eglise
 „ & ses Docteurs enseignent communément,
 „ il doit soumettre son sentiment à la défi-
 „ nition de la *Société* même.

Cette

(a) Idem sapiamus, idem, quoad ejus fieri possit, dicamus omnes, juxta Apostolum. Doctrinæ igitur differentes non admittantur, nec verbo in concionibus, vel lectionibus publicis, nec scriptis libris qui quidem edi non poterunt in lucem sine approbatione atque consensu Præpositi generalis. *Constitut. cum declarat.* 8, pars. Cap. 1, num. 18, vol. 1, pag. 372, & suiv.

(b) Novæ opiniones admittendæ non sunt: & si quis aliquid sentiret, quod discreparet ab eo, quod Ecclesia & ejus Doctores communiter sentiunt; suum sensum definitioni ipsius Societatis debet subicere. *Constitut. cum declarat.* 3, pars. declar. in cap. 1, O. vol. 1, pag. 375.

(a)... Quia

Cette défense d'admettre de nouvelles opinions ne limite pas plus dans la pratique l'indépendance de la *Société*, quant à la Doctrine, que la condition apposée à l'obéissance sous le titre précédent n'en resserre l'étendue. C'est toujours à la *Société* qu'appartient le droit de juger s'il y a lieu à l'exception.

„ (a) Comme on met quelquefois en
 „ question, si une Doctrine est nouvelle ou
 „ ne l'est pas. „ J'ai (dit le Général *Pico-*
 „ *lomini* dans son Ordonnance intitulée ;
 „ *Ordinatio pro studiis Superioribus*, adop-
 „ tée par la Société en corps, & insérée
 „ dans le Livre de l'*Institut* *, sous le titre
 „ *Ratio studiorum*) de l'avis des Peres dépu-
 „ tés, jugé à propos de statuer ce qui suit.
 „ (b) 1^o. En cas que le Préfet (des Etu-
 „ des) contredise, ce qu'il doit faire avec

(a) ... Quia non raro controvertitur, quæ sit, aut non sit Doctrina nova, & communi sensui scholarum seu Doctorum contraria; unde nascitur contentio inter Præfectum studiorum & magistrum: ad tollendum hoc impedimentum, visum est mihi de ... PP. Deputatorum consilio statuere sequentia:

(*) Vol. 2, pag. 226, usque ad pag. 237.

(b) 1^o. Contradicente Præfecto, cujus erit cum debita cautela facere, & nesciis omnibus præter Rectorem ... magister stet præfecti judicio ... donec Superiores, ad quos, & non ad alios, deferenda res est, aliud decernant.

„précaution & à l'insçu de tous ; excepté
 „du Recteur , le Professeur doit se confor-
 „mer à son jugement . . . jusqu'à ce que les
 „Supérieurs , à qui l'affaire doit être portée ,
 „exclusivement à tous autres , en aient au-
 „trement décidé.

„(a) 2°. En cas que le Professeur per-
 „siste dans son sentiment , le Recteur doit
 „prendre l'avis de trois ou quatre doctes
 „Peres , & cela séparément & secretement.
 „Si la majeure partie pense comme le Pré-
 „fet , le Recteur doit faire que le Profes-
 „seur s'y soumette entièrement. Si , au
 „contraire , la majeure partie est pour le
 „Professeur , personne ne doit lui faire
 „d'affaires. . . Si le Recteur n'a point de
 „tels (Peres) sous sa main , il doit recou-
 „rir au Provincial , pour que celui-ci con-

(a) 2°. Perstante magistro in suâ sententiâ, Rec-
 tor inquirat judicium trium vel quatuor bene
 Doctorum Patrum , idque singillatim , & secreto :
 quorum si major pars putaverit , justam esse Præ-
 fecti contradictionem , efficiat Rector , ut ma-
 gister illius se judicio omnino submittat : & è con-
 verso , si illi Doctrinam magistri probaverint ,
 nemo huic negotium faceßat . . . quod si Rector
 tales ad manum non habeat , ad Provincialem
 recurrat , ut eo , quo dictum est , modo tales
 aliquot Patres consulat. Sin vero hoc non suffi-
 ceret , nec possent sententiæ ad concordiam re-
 vocari ; Superiorum erit , in eos animadvertere ,
 quorum culpa id acciderit.

„ fulte de tels Peres. . . Si on ne peut con-
 „ cilier les avis , *ce sera aux Supérieurs d'u-*
 „ *ser d'animadversion sur ceux par la faute*
 „ *de qui cela sera arrivé.*

„ (a) 13^o. Pour prévenir encore plus ef-
 „ ficacement l'inconvénient ci-devant énon-
 „ cé , plusieurs ont désiré une table ou in-
 „ dice des sentimens, qu'il étoit plus à propos
 „ de ne point enseigner dans nos Écoles.
 „ Comme il n'est pas possible de tout dire ,
 „ nous allons au moins déduire quelques
 „ propositions , tant Philosophiques que
 „ Théologiques. . . ce n'est pas que nous

(a) 13^o. . . Ad occurrendum adhuc efficacius prædicto incommodo , optarunt multi , ut texeretur elenchus earum sententiarum , quas præstat non doceri in nostris scholis. Verum quia fieri omnino nequit , ut singillatim recenscantur omnes , subijcimus hic saltem aliquas , tam philosophicas , quam theologicas. . . subijcimus autem , non quod doctrinam iis contentam qualificare ullo modo animus sit , (id enim altioris subsellii est) sed quia quæcumque iis inesse possit probabilitas , judicamus ad uniformitatem & soliditatem Doctrinæ ; toties in nostris Constitutionibus , & Congregationum decretis commendatam , & ad fructum optatum è scholis nostris referendum , omnino expedire , ut nostri Professores ab iis abstineant , quamvis non sit par omnium causa , neque omnes sint æqualiter nostris rationibus inopportuna. *Pro studiis Superioribus ordinatio , num. 12 & 13 , vol. 2 , pag. 232 & suiv.*

„ veulions qualifier en aucune maniere la
 „ doctrine contenue dans ces Proposi-
 „ tions, car en cela il y auroit trop d'orgueil;
 „ mais parce que *quelques probables qu'elles*
 „ *puissent être* , Nous jugeons , à cause de
 „ l'uniformité & solidité de Doctrine tant
 „ de fois recommandée dans nos Constitu-
 „ tions , & pour retirer de nos Ecoles le
 „ fruit désiré ; qu'il est tout à fait expédient
 „ que nos Professeurs s'abstiennent des di-
 „ tes Propositions , quoiqu'il n'y ait pas
 „ pour toutes une raison égale , ni qu'elles
 „ soient toutes également *inopportunes à nos*
 „ *raisons*.

Il n'est peut-être pas hors de propos d'in-
 sérer ici quelques-unes de ces Propositions
 qu'on n'ose condamner dans la *Société* ,
 parce qu'elles y paroissent probables.

PROPOSITIONS PHILOSOPHIQUES.

„ (a) Il peut exister une Créature qui
 „ ait par sa nature la vertu principale de
 „ créer.

„ (b) Il peut , l'indépendance exceptée ,

P H I L O S O P H I C Æ.

(a) Potest dari Creatura , quæ naturâ suâ ha-
 beat virtutem principalem creandi.

(b) Potest dari creatura infinita in omni ge-
 nère , exceptâ independentiâ , quæ unica resta-

„ laquelle demeureroit seule propre à Dieu ;
 „ exister une Créature infinie en tout gen-
 „ re : il peut aussi exister une intelligence
 „ infinie , une volonté infiniment parfaite ,
 „ & conséquemment indéfectible.

„ (*a*) Il peut exister une substance ma-
 „ térielle , qui par la faculté de connoître
 „ & de se mouvoir d'un lieu , & parce
 „ qu'elle seroit essentiellement complète ,
 „ égale ou même surpasser une ame raison-
 „ nable.

„ (*b*) Une substance matérielle peut
 „ être la cause adéquate principale de quel-
 „ qu'être , & d'une substance spirituelle.

PROPOSITIONS THÉOLOGIQUES.

„ (*c*) Les Loix humaines , même (celles)

ret Deo propria : potest etiam dari intellectus
 infinitus , voluntas infinitè perfecta , & consé-
 quenter indefectibilis.

(*a*) Potest esse substantia materialis quæ &
 virtute cognoscendi , & loco se movendi , &
 quia sit essentialiter completa , adæquet , im-
 mò excedat animam rationalem.

(*b*) Substantia materialis potest esse causa adæ-
 quata principalis alicujus entis , & substantiæ
 spiritualis.

T H É O L O G I C Æ.

(*c*) Leges humanæ , etiam Ecclesiæ , non habent vim obligandi sub peccato mortali.

„ de l'Eglise n'ont point la force d'obliger
 „ sous (peine de) péché mortel.

„ Tous les péchés de luxure... *Omnia
 „ peccata luxuriæ contrà naturam sunt ejus-
 „ dem speciei infimæ ; ideoque satis est si bestia-
 „ litatis , aut sodomie , aut mollitiæ reus con-
 „ fiteatur se peccasse contrà naturam.*

„ Le Verbe peut être uni... *Verbum
 „ potest uniri Diabolo.*

Au-dessous de cette Proposition on lit
 en lettres italiques l'avertissement suivant :
*Cette Proposition ne doit point être proférée
 en ces termes. (a)*

„ (b) Les Peres n'ont pu conclure l'unité
 „ de supôt dans le *Christ* , de ces Propo-
 „ sitions : *Le Christ est Fils de Dieu & Fils
 „ de l'Homme* ; ils n'ont pu même la con-
 „ clure de l'Ecriture.

„ (c) Une Confession faite sans aucune
 „ douleur est valide , même en (genre de
 „ péchés) mortels.

„ (d) Une douleur naturelle suffit pour

(a) ... Sub his terminis non proferenda.

(b) Non potuerunt Patres inferre unitatem
 suppositi in Christo ex his propositionibus :
Christus est filius Dei & filius hominis ; imò nec
 ex scriptura hoc inferre potuerunt.

(c) Confessio facta sine ullo dolore valida est ,
 etiam in mortalibus.

(d) Dolor naturalis sufficit ad veram confes-
 sionem , & absolutionem sacramentalem cum ef-
 fectui gratiæ consequendam.

„ une véritable Confession , & pour obte-
 „ nir l'absolution sacramentelle , avec l'effet
 „ de la grace.

ADDITION DE PROPOSITIONS.

(a) Dieu est la cause du péché.

„ (b) Il n'est pas de foi que Dieu sçache en-
 „ core déterminément qui sont ceux qui
 „ seront heureux ou damnés , parce que
 „ cela dépend de la liberté des hommes.
 „ Mais en niant la prescience de Dieu , tou-
 „ chant les choses libres , on rend facile la
 „ prédestination , qui avec cette prescience ,
 „ produit de l'horreur.

„ (c) Il n'est pas du tout possible que
 „ Dieu ait sçu qu' *Adam* pécheroit , quand
 „ il a mis notre sort entre ses mains.

On a vu dans l'annonce la timide mo-
 destie des soi-disans *Jésuites* , au sujet de ces
 propositions jugées *probables* : on va la voir

(a) Deus est causa peccati.

(b) Non est de fide , quod Deus sciat adhuc
 determinatè , qui sint futuri beati , vel damnati ,
 quia illud ab hominum libertate dependet. Ne-
 gando autem Dei præscientiam liberarum re-
 rum , facilis redditur prædestinatio , quæ cum
 illâ præscientiâ parit horrorem , vol. 2 , pag. 237.

(c) Nullo modo possibile est , Deum scivisse ,
 quod *Adamus* erat peccaturus , cum sortem nos-
 tram in manibus ejus posuit , vol. 2 , pag. 237.

répétée avec une précaution qui prouve merveilleusement le respect de la *Société* pour le *probabilisme*.

„ (a) Au reste (continue *Piccolomini*) nous
„ ne faisons, comme nous l'avons déjà déclaré,
„ aucune censure de ces propositions,
„ mais nous défendons seulement de les enseigner
„ dans nos Colléges, pour la plus
„ grande uniformité & solidité de Doctrine
„ entre nous.

Si dans la conduite on peut préférer le charme de la liberté à la rigueur du précepte, il est conséquent qu'on le puisse dans la manière de penser & d'enseigner. Aussi la table ou indice de *Piccolomini*, ayant paru une servitude gênante, on a proposé de la supprimer dans la 18. Congrégation générale de la *Société* tenue en 1755, & voici ce qui y a été résolu.

„ (b) Comme il auroit été demandé, si

(a) Porro, supradictas propositiones omnes, prout sæpè declaravimus, nullâ nos afficimus censurâ; sed solum prohibemus doceri in nostris gymnasiis, ad majorem uniformitatem & soliditatem Doctrinæ inter nos, *vol. 2. pag. 226, usque ad pag. 237.*

(b) Cum postularetur à Congregatione, an in novâ quæ paratur instituti nostri, editione Elenchus R. P. Piccolominei sit recudendus: è sententiâ PP. Deputatorum, quibus id discutiendum commiserat, Congregatio respondit;

„ la table ou indice du R. P. Piccolomini
 „ feroit réimprimée dans la nouvelle Edi-
 „ tion qu'on prépare de notre Institut ; de
 „ l'avis des Peres députés , chargés de dis-
 „ cuter la matiere : La Congrégation a
 „ répondu , que cette table ou indice feroit
 „ à la vérité réimprimée , comme elle l'a été
 „ ci-devant ; mais que pour cela il n'étoit
 „ pas défendu d'enseigner en quelques
 „ Provinces , suivant la permission du G^é-
 „ néral , ayant égard aux tems & aux lieux.
 „ (a) ... Que dans l'archive (du Pro-
 „ vincial) il y ait & soit mis à propos , au
 „ moins les Livres suivans LE LIVRE
 „ contenant les Déclarations des Constitu-
 „ tions , des Régles , des Ordonnances ,

Elenchum illum , ut antehac fuit , recudendum
 quidem esse ; at non idè prohiberi , quo minus
 pro ratione locorum , ac temporum , Provinciæ
 aliquæ docere possint juxta facultates à Præposito
 generali ipsis factas. 18. *Congreg. Decret.* 20 ,
vol. 1 , pag. 695.

(a) ... In eo archivo sint & mature supplean-
 tur , saltem sequentes libri ... liber continens de-
 clarationes Constitutionum , regularum , ordina-
 tionum ; & decisiones casuum à Generalibus
 datas ad dubitationes , seu quæsitæ Provincialium ,
 procuratorum & aliorum ... liber continens sen-
 tentias Generalium , non impressas , de Doctri-
 nis philosophicis & theologicis permittendis vel
 non permittendis in nostris scholis. *Regula socii*
provincialis , reg. 23 , vol. 1 , pag. 121.

„ & les Décisions des Cas données par les
 „ Généraux sur les doutes , ou questions
 „ des Provinciaux, Procureurs ou autres...
 „ LE LIVRE contenant les Sentences des
 „ Généraux *non imprimées* sur les genres
 „ de *Doctrine* Philosophique & *Théologi-*
 „ *que* , qu'il conviendra de permettre , ou
 „ de ne point permettre dans nos Ecoles.

L'attention de la *Société* à l'égard de la
 Doctrine n'excepte rien ; elle embrasse ,
 même nommément , l'affreuse question du
régicide.

„ (a) Qu'aucun de la *Société* n'ose affir-
 „ mer , soit en public , soit en particulier ,
 „ soit en enseignant , soit en consultant , &
 „ beaucoup moins encore par écrit , qu'il
 „ est licite à un chacun de tuer les Rois
 „ ou les Princes , ou de machiner leur mort ,
 „ sous quelque prétexte de tyrannie que ce
 „ soit.

„ (b) Il est recommandé aux Provin-

(a) Ne quis nostræ Societatis , publicè vel pri-
 vatim , prælegendo , seu consulendo , multo
 etiam minus libros conscribendo , affirmare præ-
 sumat , licitum esse cuique personæ , quocumque
 pretextu tyrannidis , Reges aut Principes occi-
 dere , seu mortem eis machinari. *De tyrannicidio* ,
num. 1 , vol. 2 , pag. 5. Epist. ann. 1514 , 1. aug.

(b) Commendatur Provincialibus , ne in suâ
 Provinciâ quidquam , quâcumque occasione , aut
 linguâ , evulgari patiantur à nostris , in quo de po-
 testate summi Pontificis supra Reges & Princi-

„ ciaux de veiller , chacun dans sa Provin-
 „ ce , à ce qu'il ne s'y publie rien touchant
 „ la puissance des Papes sur les Rois , ni
 „ touchant le tyrannicide , à moins que
 „ cela n'ait été revu & approuvé à Rome.

Le texte suivant rend raison de la Défense.

„ (a) Conformément à l'Ordonnance
 „ du Pere Claude (*Aquaviva*) faite le 5
 „ Janvier 1613 , concernant les Ouvrages
 „ touchant la puissance des Papes sur les
 „ Rois , (le pouvoir) de les déposer , &c.
 „ Nous ordonnons itérativement , que per-
 „ sonne ne traite cette matiere à l'avenir ...
 „ pour couper pied aux offenses & aux plain-
 „ tes.

pes , aut de Tyrannicidio agatur , nisi prius
 recognitum Romæ , & probatum sit. *Circa edi-
 tionem librorum , num. 2 , vol. 2 , pag. 5. epist.
 ann. 1614 , 2. aug.*

„ (a) Juxta ordinationem P. CLAUDII ... factam
 5 Januarii 1613 , (ne libelli & opuscula de po-
 testate summi Pontificis , super Principes , eos
 deponendi , &c. edantur in lucem , &c. iterum
 ordinamus ne quis in posterum hanc materiam
 tractet ... ut occasiones omnes offensionis & que-
 relarum præcidantur , *num. 3 , vol. 2 , pag. 6.*





TITRE V.

De l'étendue des Privileges de la Société.

ON a vu sous le titre précédent, que le *Général* des foi-disans *Jésuites*, peut recevoir des sujets dans les Maisons, dans les Colleges, & par-tout où bon lui semblera. On a vu, qu'ayant une fois fait ses vœux, suivant les *Constitutions*, on ne peut rétrograder (*recedere*) de quelqu'état, grade, ordre ou condition que l'on soit. A ces grands avantages, la *Société* joint celui de pouvoir s'incorporer les personnes mêmes qui auroient des empêchemens, ou des engagements particuliers, & de régner sur toutes par son *Général*.

„ (a) Ceux qui vivent sous l'obéissance &
 „ la correction de la *Société*. . . même ceux
 „ qui veulent y entrer, peuvent être absous
 „ par

(a) Il qui sub obedientiâ & correctione Societatis degunt quamvis novitii & volentes etiam eam ingredi possunt absolvi per Præpositum generalem & alios, quos ipse deputaverit, ab omnibus peccatis . . . ab omnibus Ecclesiasticis & sæcularibus sententiis; censuris & pœnis à jure vel ab homine latis. *Compend. privileg. verbo Absolutio*, §. 9, vol. 1, pag. 267.

(a) Possunt

„ par le *Général* & autres par lui députés ;
 „ de tous péchés . . . de toutes Sentences Ec-
 „ clésiastiques & Séculières . . . de toutes
 „ censures & peines de fait & de droit.

„ (a) Tous ceux qui ont fait vœu d'en-
 „ trer dans un Ordre Religieux , & d'y de-
 „ meurer , pour quelque cause que ce soit ,
 „ peuvent être reçus dans notre *Société*.

„ (b) Les *Séculiers* , qui font émission de
 „ vœux dans l'ordre apellé du CHRIST ,
 „ peuvent être admis à notre *Société*, quoi-
 „ qu'on ne croye pas qu'ils doivent faire
 „ profession chez nous.

„ (c) Le *Général* , aussi-tôt qu'il est élu ;

(a) Possunt recipi in Societatem , quicumque aliquam religionem intrandi , & ibi permanendi ex quâvis causâ votum fecerint. *Compend. privileg. verbo Commutatio* , §. 4 , vol. I , pag. 284.

(b) Sæculares , qui emittunt vota in ordine militari vocato Christi , possunt ad Societatem nostram admitti , licet credatur non emissuros professionem apud nos. *Canones* , I. *Congregat. auctoritate* 4 , *recogniti* , num. 5 , vol. I. pag. 698.

(c) Præpositus generalis . . . cum primum . . . electus fuerit . . . cum liberâ generali , & omnimodâ curâ & administratione omnium & singulorum , ad felix regimen , & prosperam directionem . . . Societatis . . . sit & esse censeatur ; . . . ac plenam in universos ejusdem Societatis socios & personas sub ejus obedientiâ degentes , ubilibet commorantes , etiam exemptos , etiam quascunque facultates habentes , suam jurisdictionem exerceat. *Bull. Licet debitum* , vol. I , pag. 14,

„ a la libre & entiere administration de toutes choses pour l'heureux gouvernement & la direction prospere de la *Société*. Il peut exercer une pleine & entiere juridiction sur tous ceux qui vivent sous son obéissance , *en quelque endroit qu'ils demeurent, même sur ceux qui sont exempts, même sur ceux qui ont des facultés quelconques.*

Par une suite nécessaire de ces dispositions , la diversité des habits est permise dans la *Société* , eu égard à la différence des lieux , des personnes , & des circonstances.

„ (a) Par raport à l'habillement, on observera trois choses ; la premiere , qu'il soit honnête ; la seconde , *qu'il soit conforme à l'usage du pays où l'en vit* ; la troisieme , qu'il ne répugne pas à la profession de pauvreté.

„ (b) On tirera aussi beaucoup d'avant-

(a) In vestitûs itidem ratione tria observentur ; primum , ut honestus ille sit ; alterum , ad usum loci , in quo vivitur , accommodatus ; tertium , ut professioni paupertatis non repugnet. *Constitut. cum declarat. 6 , pars , cap. 2 , num. 15 , vol. 1 , pag. 410.*

(b) Multum etiam conferet consensio , tum in interioribus , ut est doctrina , judicia , ac voluntates , quoad ejus fieri poterit ; tum etiam in exterioribus , ut est vestitus , ceremoniæ , mixtæ , & reliqua ; quantum personarum & loco.

„rage de l'uniformité, tant dans les choses
 „intérieures, comme la doctrine, les sen-
 „timens & les volontés, autant que cela se
 „pourra; que dans les choses extérieures,
 „comme l'*habillement*, les cérémonies de
 „la Messe, & le reste, *autant que la varié-*
 „*té des personnes, des lieux, & des circon-*
 „*stances le permettront.*

La Société a d'une manière éminente & même principale, tous les Privileges spirituels & temporels présens & à venir. Elle peut les communiquer à son gré: le temps, une pratique contraire, le droit, le privilege d'autrui, la raison, l'équité, la nécessité, l'autorité, rien ne peut l'en priver.

„(a) Arrêtons & déclarons que les

rum; & ceterorum varietas permittet. *Constitut. cum declarat.* 8, *pars. cap.* 1, *num.* 8, *vol.* 1, *pag.* 424.

(a) Nos ... decernimus & declaramus quod præceptores hujusmodi Societatis, tam litterarum humaniorum, quam liberalium artium, theologiæ, vel cujusvis earum facultatum in suis Collegiis, etiam in locis, ubi Universitates extiterint suas lectiones, etiam publicas legere ... liberè & licetè possint ... ac quicumque in eis philosophiæ vel theologiæ auditores ... ad gradus quoscumque, tam Baulaureatûs, quam licentiaturæ, magisterii, & doctoratûs admitti possint & debeant ... districtiùs inhibentes Universitatum quarumcumque rectoribus, & aliis quibuscumque sub excommunicationis majoris, aliisque arbitrio nostro moderandis, infligen-

„ Professeurs de la *Société* , soit aux Arts ,
 „ soit en Théologie , soit en routes autres
 „ Facultés , puissent librement & licite-
 „ ment donner des leçons publiques , mê-
 „ me dans les lieux où il y a des Universi-
 „ tés . . . & que leurs Ecoliers soient pour-
 „ vus à routes sortes de Grades , tant de
 „ Bachelier que de Licencié , Maître &
 „ Docteur ; défendant aux Recteurs des
 „ Universités , & à tous autres , sous pei-
 „ ne d'excommunication majeure , & au-
 „ tres peines à notre gré , d'avoir la har-
 „ dieffe ou la présomption de s'y opposer.

„ (*a*) Tous ceux qui sont élevés aux
 „ Grades par les Nôtres . . . ont droit à tous
 „ les privileges & prérogatives dont jouis-
 „ sent ceux qui le sont dans les Universi-
 „ tés , après y avoir subi un examen rigou-
 „ reux.

„ (*b*) . . . Que la *Société* ait aussi ses Col-

dis & imponendis pœnis , ne . . . quovis quæsito
 colore molestare audeant vel præsumant. *Bull.*
Cum litterarum , vol. 1 , pag. 39 & suiv.

(*a*) Quicumque per nostros . . . ad gradus pro-
 moventur , gaudere possunt omnibus privile-
 giis & prærogativis , quibus gaudent , qui in
 Universitatibus , riguroso examine prævio . . .
 promoventur. *Compend. privileg. verbo Gradus* ,
 §. 5 , vol. 1 , pag. 307.

(*b*) . . . Dicta Societas sua etiam in diversis
 Universitatibus habeat Collegia , in quibus artes
 liberales , etiam Theologia , aliaque litterarum

„leges dans les différentes Universités,
 „où l'on enseigne les Arts libéraux, mê-
 „me la *Théologie* & autres Lettres, &
 „dont il ne convient point que les Ecoliers
 „soient promus (aux Grades) à cause des
 „engagemens qu'on y fait contracter, & des
 „sermens qu'on y exige.

On croiroit peut-être que le but de la *Société* seroit de dispenser de tous engagemens en général : mais le texte suivant va lever toute équivoque sur son intention.

„(a) Il y aura (dans les Universités de
 „la *Société*) un Secrétaire pris dans la *So-*
 „cieté même, lequel aura un Registre où
 „seront écrits les noms de tous les Eco-
 „liers qui viennent assiduellement aux Ecoles,
 „& qui recevra la promesse qu'ils feront

studia diligenter tractantur, & quorum scholares . . . propter obligationes & juramenta, per inibi promovendos præstari solita . . . promoveri non expediat. *Bull. Exponi nobis, vol. 1, pag. 31 & suiv.*

(a) Sit Secretarius ex eâdem Societate qui librum habeat, ubi omnium scholasticorum qui scholas assidue frequentant, nomina scribantur; quique eorum promissionem de obedientiâ rectori præstanda, & Constitutionibus observandis (quas ipsemet proponet) admittat. *Constitut. cum declarat. 4, pars, cap. 17, de Officialibus vel ministris Universitatis, num. 3, vol. 1, pag. 400.*

5, d'obéir au Recteur , & d'observer les
 „ *Constitutions qu'il leur proposera lui-même.*

(a) Accordons à la *Société*, à ses Maî-

(a) . . . Omnia & singula . . . etiam speciali notâ
 digna privilegia , immunitates , exemptiones ,
 facultates , concessioncs , indulta , indulgentias ,
 peccatorum remissiones , & gratias tam spiri-
 tuales quam temporales , litterasque Apostoli-
 cas , etiam justitiam , sive mixtim concernentia ,
 hætenus per nos , & quoscumque alios Roma-
 nos Pontifices , tam prædecessores quam suc-
 cessores nostros , & denique sedem Apostoli-
 cam , & illius legatos . . . sive nuntios , & quaf-
 cumque alias personas quâvis auctoritate fun-
 gentes . . . tam in genere quam in specie , &
 tam communiter & conjunctim , quam particu-
 lariter & divisim , etiam per modum extensio-
 nis , seu communicationis & alias quomodolibet ,
 quibusvis ordinibus fratrum & sororum
 mendicantium , quocumque nomine nuncupen-
 tur , illorumque Congregationibus , Conventi-
 bus & Capitulis , ac utriusque sexûs personis ,
 ac illorum Monasteriis , Domibus , Ecclesiis ,
 Hospitalibus & aliis piis locis hætenus concessa ,
 & in posterum concedenda . . . Præposito ac So-
 cietati & omnibus illius personis , Domibus ac
 Collegiis ubique terrarum sitis . . . possint liberè
 & licitè uti , frui , potiri , & gaudere in omnibus
 & per omnia . . . perinde ac si (eisdem) nomina-
 rim & specialiter , ac generaliter concessa fuissent . . .
 tenore præsentium perpetuo sancimus , volumus
 & declaramus , ac . . . concedimus , indulgemus
 & elargimur. *Bull. Dum indefessæ*, vol. 1, pag.
 41 & suiv.

„ fons , à ses Colleges , à son Général & à
 „ tous & un chacun ses Membres , qu'ils
 „ puissent jouir , user & profiter en tout &
 „ par-tout , en quelque lieu de la terre
 „ qu'ils soient , d'une maniere égale &
 „ même *principale . . . & comme si la con-*
 „ *cession leur en eût été faite nommément* ,
 „ de tous les Privileges , même ceux di-
 „ gnes d'une remarque spéciale , en quel-
 „ que nombre & de quelque genre & espe-
 „ ce qu'ils soient , immunités , exemptions ,
 „ pouvoirs , concessions , indults , indulgen-
 „ ces , remises de péchés , graces *spirituel-*
 „ *les & temporelles* , & Lettres Apostoli-
 „ ques , même concernant la justice & mix-
 „ tes , tant celles accordées jusqu'ici par
 „ Nous & par tous nos Prédécesseurs ,
 „ que celles qui le seront à l'avenir par nos
 „ Successeurs , par le Siège Apostolique ,
 „ par les Légats , par les Nonces , & par
 „ toutes autres personnes , quelqu'auto-
 „ rité qu'elles aient , généralement , spé-
 „ cialement , conjointement , particulière-
 „ ment , séparément , même par forme
 „ d'extension ou de communication , & de
 „ toute autre maniere quelconque , à tous
 „ Ordres quelconques de Freres & de
 „ Sœurs mendiants , quelques noms qu'ils
 „ aient , à leurs Congrégations , Couvens &
 „ Chapitres , & à toutes personnes de l'un
 „ & de l'autre sexe , & à leurs Monasteres
 „ Maisons , Eglises , Hôpitaux & autres
 „ lieux pieux .

„ (a) Les nôtres, nos Eglises, nos établis-
 „ semens ont tous, & un chacun, les pri-
 „ vileges, immunités, exemptions, con-
 „ cessions, indults, indulgences, remises
 „ de péchés & graces accordées & à accor-
 „ der, de quelque maniere que ce soit, à tou-
 „ tes les Congrégations des ordres men-
 „ dians... à tous les autres ordres non men-
 „ dians... à l'ordre des freres Mineurs... à
 „ l'ordre de la sainte Trinité... à tous les
 „ ordres Militaires... à l'ordre de Citeaux...
 „ & à tous les Ordres, Congrégations,
 „ Confréries, Personnes, Eglises, Mo-
 „ nasteres & autres lieux.

„ (b) Le Général (de la Société) peut, par

(a) Nostri, Ecclesiæ, ac loca nostra, gaudent omnibus & singulis privilegiis, immunitatibus, exemptionibus, concessionibus, indultis, indulgentiis, peccatorum remissionibus, & gratiis, quibuscumque Congregationibus ordinum mendicantium quomodolibet concessis & concedendis... aliis ordinibus quibuscumque non mendicantibus... minoribus... ordini SS. Trinitatis... quibuslibet ordinibus militaribus... Cisterciensibus... possumus frui omnibus privilegiis mendicantium & aliorum quorumque Ordinum, Congregationum, & Confraternitatum, fratribus, & personis, Ecclesiis & Monasteriis, Domibus & Oratoriis, & aliis piis locis... concessis. *Compend. privileg. verbo Communicatio*, §. 5, vol. 1, pag. 281.

(b) Potest Præpositus generalis, per se, vel per alium, seu alios, quæcumque loca sæcularia, vel regularia, nec non Ecclesias, eremi-

„ lui ou par d'autres , recevoir toutes for-
 „ tes d'emplacemens séculiers , réguliers ,
 „ Eglises , Hermitages & Monasteres , de
 „ tous ordres , fussent-ils d'une plus étroite
 „ observance (cette observance n'y étant
 „ point exécutée ,) ensemble tous leurs
 „ biens - meubles & immeubles , si ces cho-
 „ ses lui sont données par les fideles , ou si
 „ les chefs desdites Eglises , Hermitages
 „ & Monasteres , ou ceux qui y vivent ,
 „ ou le plus grand nombre d'entr'eux , ou
 „ ceux qui y ont intérêt , y consentent .
 „ Quand même tous ces emplacements se-
 „ roient unis à des Eglises ou Monasteres ,
 „ il peut les ériger en Maisons ou Colleges ,
 „ y introduire l'*Institut de la Société* , & y
 „ supprimer tout autre ordre .

toria , & monasteria cujusvis ordinis , etiamsi
 forent strictioris observantiæ , (in quibus tamen
 ea non teneretur ,) cum earum bonis omnibus ,
 mobilibus & immobilibus , liberè recipere , si
 piâ largitione fidelium illa sibi donari contige-
 rit , aut ad id eisdem Ecclesiis , eremitoriis &
 monasteriis præsidentes , sive in illis degentes
 personæ , seu eorum major pars , aut illi quo-
 rum interest , consentiant . Ipsaque etiamsi aliis
 Ecclesiis , Monasteriis , seu locis sint unita , in
 Collegia , seu Domos erigere , atque fundare ,
 & ad Societatis institutum , & observantiam re-
 ducere , omnemque alium ordinem in eis sup-
 primere . *Compend. privileg. verbo Bona* , §. 4 ,
 vol. 1 , pag. 277 .

Au contraire,, (a) quiconque feroit assez
 ,, osé pour prendre choses quelconques, mê-
 ,, me de l'argent, appartenant aux personnes,
 ,, Maisons ou Colleges de la *Société*, si étant
 ,, averti par les nôtres de rendre ces choses,
 ,, il ne le fait dans trois jours, il encourt
 ,, l'excommunication dont il ne peut être
 ,, relevé que par le Saint Siège, & à l'article
 ,, de la mort.

,, (b) Tous les privileges des autres, les

(a) Quicumque ausus fuerit occupare res quas-
 cumque, etiam si sit pecunia, quæ ad personas
 Societatis, seu Domos aut Collegia pertinent,
 nisi à nostris monitus, per tridui spatium om-
 nia integrè restituerit, excommunicationis sen-
 tentiam incurrat, à quâ absolvi, nisi à sede
 Apostolicâ & in mortis articulo, non potest,
Compend. privileg. verbo Bona, §. 5, vol. 1,
 pag. 278.

(b) Omnia aliorum privilegia, immunitates,
 exemptiones, facultates, concessioncs, indulta,
 indulgentiæ, remissiones, gratiæ & literæ So-
 cietati concessæ... Præposito generali concessa
 intelliguntur, qui illa per se ipsum, vel alium,
 seu alios, ab eo, vel de ejus commissione elec-
 tos, seu eligendos quibuscumque personis de
 Societate, sub ejusdem obedientiâ degentibus,
 & quæ in ea tria vota consueta, etiam simpli-
 cia, emiserint, communicare libere poterit. Nec
 aliter ceteræ personæ Societatis prædictis pri-
 vilegiis, facultatibus & aliis uti, aut gaudere
 possunt: illorumque usus juxta Societatis Insti-
 tutum, Constitutiones, & morem esse debet.

„ immunités, exemptions, facultés, conces-
 „ sions, indults, indulgences, rémissions,
 „ graces & lettres accordées à la *Société* ...
 „ & qui le seront à l'avenir, sont censées
 „ l'être au *Général*, qui peut par lui ou au-
 „ tres les communiquer à toutes sortes de
 „ personnes de la *Société* vivant sous son
 „ obéissance, & ayant fait les trois vœux
 „ accoutumés, quoique vœux simples. De
 „ même, *les autres personnes de la SOCIÉTÉ*,
 „ peuvent jouir de tous ces privilèges, sui-
 „ vant l'*Institut*, les *Constitutions*, & l'u-
 „ sage de la *SOCIÉTÉ*.

„ (a) Les oracles (ou concessions) de vive
 „ voix, n'ont pas moins de valeur, n'étant
 „ point révoqués, que s'ils étoient confi-
 „ gnés dans un Bref ou dans une Bulle.

„ (b) Les Congrégations & toutes les

Compend. privileg. verbo Communicatio, §. 5,
vol. I, pag. 282.

(a) Non minoris sunt efficaciz & valoris vi-
 væ vocis oracula, (dummodo revocata non
 sint) quam si per Bullam, aut breve essent con-
 cessa. *Compend. privileg. verbo Oracula*, §. 1,
vol. I, pag. 323.

(b) Congregationes & sodalitia omnia, quam-
 vis sint mulierum, aut utriusque sexûs, dummodo
 erecta, aut erigenda in Ecclesiis, Oratoriis,
 aut locis sub curâ Societatis, possunt à Præpo-
 sito generali aggregari primariæ Congregationi
 B. M. V. cum facultate communicandi omnes
 gratias & indulgentias. *Compend. privileg. verbo*
Sodalitas, §. 5, *vol. I*, pag. 334.

„ fodalités , quoique de femmes ou de
 „ l'un & de l'autre sexe , pourvu qu'el-
 „ les soient ou doivent être érigées dans
 „ les Eglises , Oratoires ou (autres) lieux
 „ étant sous la direction de la *Société* , peu-
 „ vent être aggrégés par le *Général* à la
 „ principale Congrégation de la bienheu-
 „ reuse Vierge Marie (érigée à Rome) avec
 „ pouvoir de participer à toutes les graces
 „ & indulgences.

„ (a) Pour traiter avec les gens prudens ,
 „ revêtus de quelque autorité spirituelle ou
 „ temporelle , ceux (des nôtres) paroissent
 „ convenir davantage , qui ont le don de
 „ discrétion & le talent de converser avec
 „ les hommes , avec un extérieur imposant ...
 „ AVEC les gens d'esprit , fins & lettrés ;
 „ ceux-là quadrent mieux qui ont pareil-
 „ lement un don particulier du côté de l'es-
 prit

(a) Ut agant cum viris prudentibus , qui spi-
 ritualem gubernationem vel temporalem habent ,
 ii convenire magis videntur , qui discretionis &
 conversandi cum hominibus gratiam habent ;
 cum exteriori specie quæ ad auctoritatem con-
 ferat . . . ingeniosis & subtilibus ac litteratis , ii
 magis quadrant , qui in ingenio itidem & litte-
 ris peculiare donum habent . . . ad populum , ut
 plurimum aptiores erunt , qui talento prædica-
 tionis & audiendarum confessionum pollent.
Constitut. cum declarat. 7 , pars , declar. in cap.
2 , F. vol. 1 , pag. 419.

(a) Si

„ prit & des lettres .. Quant au peuple ; ceux-
 „ là seront en général les plus propres , qui
 „ ont le talent de prêcher & de confesser.

„ (a) S'il arrive que quelque personne de
 „ quelque condition, dignité, grade, ou état
 „ qu'elle soit , attente sciemment ou autre-
 „ ment, ou par quelque raison que ce soit, par
 „ un ou plusieurs actes, aux privilèges, indults,
 „ graces & immunités de la *Société*, en tout
 „ ou en partie ; cependant lesdits indults ,
 „ graces , & immunités n'en recevront au-
 „ cun préjudice : mais ils resteront à *perpé-*
 „ *tuité* dans toute leur force & vertu.

„ (b) Les Nôtres sont amplement libérés
 „ de toute juridiction , collecte , ou con-
 „ tribution quelconque... quand même par
 „ abus , par le privilege d'autrui , ou négli-

(a) Si quando contigerit per unum aut plures
 actus contra Privilegia , indulta , gratias , & im-
 munitates Societati concessa , aut ipsorum aliquod ,
 à quocumque , cujuscumque conditionis dignitatis ,
 gradûs & status existat , ex negligentia seu igno-
 rantia præsentium & futurorum... aut alia quavis
 causa aliter attentari , vel observari scienter vel igno-
 ranter ; nullum tamen propter hoc , præjudicium
 indultis , gratiis & immunitatibus ipsis generatur :
 sed illa in suo vigore & pleno robore firmitatis per-
 petuo permanent. *Compend. privileg. verbo Privi-*
legia. , §. 2 , vol. 1 , pag. 326.

(b) Eximiuntur etiam Nostri amplissimè à quâ-
 cumque jurisdictione , & à quâcumque collectâ seu
 contributione... etiamsi forsan ea tenus per abusum ,
 seu alterius privilegium , vel negligentiam , etiam

„ gence, il en auroit été usé autrement,
 „ même pendant un très-long-temps.

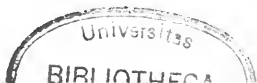
„ Statuons que personne , même cel-
 „ les qui ayant intérêt d'être appelées à l'es-
 „ fet des présentes , ne l'auroient point été ,
 „ puisse jamais en aucun temps attaquer , in-

per longissimum tempus taliter observatum non
 fuisset. *Compend. privileg.* verbo *Exemptio* , §. 17 ,
 vol. I , pag. 298.

(a) Decernentes præmissa omnia & singula ,
 (Societatis institutum , Constitutiones... &c.) Ac
 in eis contenta , nullum unquam tempore , etiam
 ex eo , quod interesse forsan habentes , ad id
 vocati non fuerint , vel alio quocumque præ-
 textu , & ex quâvis causa , quantumvis urgen-
 ti , legitimâ & rationabili... impugnari , invali-
 dari , retractari , annullari , revocari , ad viam
 juris reduci , in dubium vel controversiam re-
 vocari , aut adversus illa quodcumque juris ,
 facti , vel gratiæ remedium impetrari posse vel
 debere : nec quibusvis similium , vel dissimilium
 gratiarum revocationibus , suspensionibus , li-
 mitationibus , modificationibus , derogationibus
 aut aliis contrariis dispositionibus comprehendi ,
 sed ab illis semper excepta , & quoties ema-
 nabunt , toties in pristinum , & eum , in quo an-
 tea quomodolibet erant , statum restituta , repo-
 sita , & plenariè redintegrata , ac de novo etiam
 sub datâ per Societatem , illiusque præpositum
 Generalem , & alios Superiores... Quandocum-
 que eligenda , de novo concessa , ac etiam con-
 firmata , & aprobatâ , validaque , efficacia &
 illibata , etiam absque eo , quod de super à dic-
 ta sede illorum ulterior restitutio , revalidatio ,

„ valider , rétracter , annuller , révoquer ,
 „ *rappeller aux voies de droit* , mettre en dou-
 „ te ou en question , ni demander aucun
 „ remede de *fait* , de *droit* , ou de *grace* (con-
 „ tre l'Institut de la *Société*) sous quelque
 „ prétexte ou quelque cause *urgente* , *légitime*
 „ & *raisonnable* que ce soit ; étant ledit Insti-
 „ tut toujours excepté de toutes *révocations* ,
 „ *suspensions* , *limitations* , *modifications* ;
 „ *dérogations* & autres dispositions contrai-
 „ res ; & toutes les fois qu'il en arrivera ,
 „ pourra ledit Institut être rétabli comme
 „ il étoit auparavant , remis & pleinement
 „ réintégré par la *Société* , son *Général* &
 „ ses Supérieurs , *sous telle date qu'il leur*
 „ *plaira choisir* , sans avoir besoin de *restitu-*
 „ *tion* , *révalidation* , *confirmation* , ou
 „ nouvelle concession... *déclarant nul &*
 „ *vuide d'effet tout ce qui seroit fait au con-*
 „ *traire sciemment ou autrement* , PAR QUI-
 „ CONQUE ET EN VERTU D'AUTORITÉ
 „ QUELCONQUE.

confirmatio , seu nova concessio impetranda sit ,
 fore & esse , suosque plenarios & integros ef-
 fectus sortiri & obtinere , ac... præsenles litteras
 ad probandum plenè omnia & singula præmissa
 sufficere , nec ad id alterius probationis admini-
 culum requiri... Nec non irritum & inane , quid-
 quid secus super his à quoquam quavis auctoritate ,
 scienter vel ignoranter contigerit attentari. Bull.
Ecclesia Catholica , vol. 1 , pag. 103 & suiv.



„ (a) Quiconque , soit hors , soit dans la
 „ *Société* , auroit la hardiesse d'attaquer ou
 „ même de contredire directement ou in-
 „ directement , sous quelque prétexte que
 „ ce puisse être , son Institut , ses Constitu-
 „ tions ... ou quelque chose y ayant rap-
 „ port , est dès-lors excommunié & inhabile
 „ à tous offices & bénéfices , sans qu'il soit
 „ besoin d'autre déclaration .

„ (b) Quiconque sauroit ou découvri-
 „ roit qu'il se fît , ou qu'il se fût fait , par
 „ par qui que ce soit , quelque machina-
 „ tion contre l'Institut de la *Société* , en doit

(a) Quicumque sive extra , sive intra Socie-
 tatem institutum ipsius , seu Constitutiones...
 vel aliquid ex his , quovis quæsito colore , di-
 rectè vel indirectè impugnare , vel eis contra-
 dicere ausus fuerit ; incidit in pœnam excom-
 municationis latæ sententiæ , & inhabilitatis ad
 officia & beneficia sæcularia & quorumvis ordinum
 regularia , eo ipso , absque alia declaratione incur-
 rendam. *Censura & præcepta* , cap. 11 , num. 1 ,
vol. 2 , pag. 3 .

(b) Quicumque resciverint , aut deprehende-
 rint , quoscumque machinari aliquid , aut machi-
 natos fuisse contra institutum Societatis , quam
 primum poterunt , Præposito generali tam auc-
 tores , quam vere complices , fideliter deferant...
 extenditur hoc decretum , ut & nostri omnes
 comprehendatur , qui quorumcumque hominum ,
 sive de Societate sint , sive de ipsa non sint ,
 opera utuntur ad Societatis pacem perturban-
 dam... & Provincialibus præceptum imponitur ,

„ incontinent dénoncer au *Général* les au-
 „ teurs & les complices... Ce decret em-
 „ brassé aussi tous les Nôtres , qui de com-
 „ plicité avec des hommes *quelconques* , soit
 „ hors , soit dans la *SOCIÉTÉ* , voudroient
 „ en troubler la paix... enjoint aux Provin-
 „ ciaux de s'enquérir de ces perturbateurs,
 „ de les dénoncer au *Général* , & de faire
 „ en ce cas leur devoir avec autant de force
 „ que de fidélité.

„ (*a*) Lorsque les Provinciaux écriront
 „ au *Général* , ils auront l'attention de bien
 „ expliquer l'état des Maisons , des Colleges
 „ & de toute la Province , & de suppléer à ce
 „ qui auroit été omis par les autres Supé-
 „ rieurs... En général , ils doivent écrire de
 „ maniere que le *Général* ait présent devant
 „ les yeux l'état de toutes choses & de toutes
 „ les Personnes , ainsi que des Provinces.

ut in ejusmodi perturbatores inquirant & ad pa-
 trem Generalem deferant , nec minus fortiter
 quam fideliter in eâ re munere suo fungantur.
Censura & praecepta , verbo *Praecepta* , §. 2. & 3,
 vol. 2 , pag. 3.

(*a*) Cum Provinciales scribent Generali , cu-
 rabunt ut statum Domorum & Collegiorum suo-
 rum bene explicent ; & suppleant , si quid in-
 tellexerint , quod Superiores Domorum & Col-
 legiorum minus declaraverint : & in universum
 ita scribere debent , ut Generalis omnium rerum ,
 omniumque Personarum ac Provinciarum statum ,
 quoad ejus fieri possit , ante oculos habeat. *For-
 mula scribendi* , nûm. 11 , vol. 2 , pag. 126.

„ (a) Dans les choses qui demande du
 „ secret, on se servira de termes qui ne
 „ puissent être entendus que par le Supé-
 „ rieur, & ce sera au *Général* à déterminer
 „ ce langage.

„ (b) Si ce qu'on a à écrire regarde quel-
 „ qu'*externe*, il faut écrire de manière qu'il
 „ ne pût s'offenser des lettres, si, par évé-
 „ nement, elles tomboient en ses mains.

„ (c) Comme on auroit demandé quel
 „ genre de preuve étoit requis & pouvoit
 „ suffire pour donner lieu aux peines dues
 „ aux perturbateurs, la Congrégation a
 „ arrêté, qu'il suffit que le crime soit conf-
 „ tant, suivant l'usage approuvé par les
 „ Constitutions & par les Bulles.

(a) In rebus quæ secretum requirunt expli-
 candis his vocabulis utendum erit, ut ea intel-
 ligi, nisi à Superiore non possint: modum au-
 tem præscribet Generalis. *Formula scribendi, num.*
18, vol. 2, pag. 126.

(b) Si quid scribendum esset de rebus, quæ
 externorum aliquem attingerit, ita scribatur,
 ut etiamsi litteræ in ejus manus inciderint, of-
 fendi non possit. *Formula scribendi, num. 25,*
vol. 2, pag. 127.

(c) Cum autem... quæsitum esset, quænam
 forma probationis requireretur, ac sufficeret,
 ut quis damnari posset pœnis contra perturba-
 tores impositis; censuit Congregatio, satis esse,
 si de crimine certo constet, juxta morem So-
 cietatis in Constitutionibus, & in Pontificum
 Bullis approbatum. *9, Congregat. Decr. 25, vol.*
1, pag. 629.

Voilà, MESSIEURS, un Extrait abrégé des Constitutions de la *Société* se disant de *Jesus*. Ces Constitutions sont rassemblées en principes dans deux volumes *in-folio* ; & il en faudroit plusieurs pour en développer l'esprit. Nous disons, Messieurs, rassemblées en principes ; car indépendamment de ce que contiennent ces deux volumes , on peut regarder , comme leur appartenant , tout ce qui est émané & émanera à jamais du Saint Siège , en genre de Concessions , Facultés , Privileges & autres dispositions qu'il plaira à la *Société* de s'approprier ; tout ce que les Papes ont dit & diront à la venir , dont la *Société* voudra se prévaloir , sous le titre imposant d'*ORACLES de vive voix* ; toutes les additions , déclarations & variations que la *Société* elle-même jugera à propos de se permettre de sa propre autorité ; toutes les décisions , toutes les définitions , toutes les loix communes & particulieres , générales & locales , passageres & durables , connues & secrètes , que le *Général* a faites ou qu'il fera , suivant la nature & la diversité des temps , des lieux & des objets..... Mais qu'il nous suffise d'avoir pu , après deux siècles , porter le flambeau de la Loi dans les principes d'un *Institut* jusqu'ici mystérieux , sans vouloir entrer dans des détails inté-

ressans sans doute dans leurs objets , mais impénétrables par leur indétermination ; & pour remplir l'engagement que nous avons contracté , passons aux réflexions que nous avons annoncées.

Vous voyez , Messieurs , une *Société* régnicole en partie , & cependant sujette d'un Souverain étranger , en vertu de la Loi primitive & fondamentale de son *Institut* ; une *Société* , maîtresse de se faire elle-même des Loix , de les changer à son gré , & de donner seule à toutes ses variations ce caractère de force & de validité , dont l'impression n'appartient qu'à l'autorité publique ; une *Société* soigneuse de cacher ses réglemens , attentive par principes à les dissimuler , non-seulement aux étrangers , mais encore à une partie de ceux même qu'elle a adoptés , & qui vivent dans son sein ; une *Société* répandue dans toutes les parties du monde , & soumise à un seul & même Chef , qui peut tout sur les biens , sur les personnes , sur toutes les facultés de l'ame de ses sujets ; qui plus puissant que les regles qu'il leur fait vouer , lesquelles n'obligent sans lui en aucune de leurs dispositions , peut obliger sans elles en toutes choses ; une *Société* indépendante de tout ordre civil & hiérarchique , de toute puissance spirituelle & temporelle , exempte de toute juridiction , correction , contribution , même pour les besoins de la patrie , pour le soulagement des pauvres , pour

l'honneur & la défense de la Religion; une *Société* seule arbitre de la Doctrine qu'elle doit tenir, n'ayant d'autre regle dans la maniere de penser que le *Probabilisme*, d'autre frein dans celle d'enseigner que la nature des *temps* & des *lieux*, d'autre objet dans celle d'agir, que ce qu'elle nomme sa *fin* ou son *but*, & conséquemment d'autre conseil, d'autre casuiste, d'autre guide que son intérêt; une *Société*, dont les maximes perverses sont visiblement attentatoires à l'autorité & à la sûreté de la vie des Rois, qui n'a pas craint de se faire un Règlement particulier sur une semblable matiere, & qui sur cette matiere, toute importante qu'elle est, a osé défendre purement & simplement d'*affirmer* ce que le Concile de Constance, & la premiere faculté de Théologie du Royaume avoient avant elle défendu de penser, comme *impie*; une *Société* qui s'étend à tout, qui absorbe tout, qui rapporte tout à elle & à elle seule, qui peut tout, & qui le peut de maniere à braver les Pontifes, les Souverains & les Loix, qui voudroit même transformer les Evêques, ses Supérieurs naturels & légitimes dans l'ordre spirituel; en de simples instrumens de son ambition, une *Société* disposée & autorisée, suivant elle, à réclamer efficacement dans tous les temps contre les Actes mêmes répétés, émanés de toutes les Puissances; une *Société* qui ne respecte ni les droits ni les privileges

d'autrui , & qui exige pour ceux qu'elle a , qu'elle aura & qu'elle peut avoir à l'infini , un respect superstitieux de la part même des têtes couronnées ; qui s'arroe le pouvoir de les interpréter à son gré ; & qui d'après les étranges concessions qu'elle a constamment & persévéramment surprises , cumule contre tous ceux qui lui seroient contraires , sans exception de Personnes , d'Etat , de Dignité , des anathêmes effrayans , & pose les principes des plus affreuses conséquences.

Telle est , Messieurs , d'après son régime , & non d'après les Ecrivains particuliers ; suivant ses maximes , & non par induction , la *Société* des soi-disans *Jésuites* ; *Société* qui , dès sa naissance a effrayé l'Univers chrétien , & que deux siècles de politique soutenue du plus grand crédit , n'ont pu réconcilier avec la Nation.

Cetableau est effrayant , sans doute : il est pourtant encore beaucoup au-dessous du vrai ; & pour nous en convaincre , reprenons d'une manière un peu plus détaillée , l'analyse d'un *Institut* , dont les ambitieuses & menaçantes dispositions semblent conspirer contre toutes les Sociétés du monde.

La loi principale de cet *Institut* prescrit l'obéissance au Pape , quant aux Missions , & au *Général* en toutes choses. Mais cette obéissance au Pape est illusoire dans la pratique , par l'interprétation que la *Société* a

pris la licence de donner au *Vœu* qui l'y oblige, & aux Bulles qui en feroient mention. Cette interprétation elle-même est de sa part une première infraction de son *Vœu*, auquel elle affecte de donner indistinctement le nom de *promesse* (a). Ainsi le Souverain Pontife est trompé : sur la foi d'une protestation extérieure d'obéissance, & pour prix des immenses faveurs qu'il verse sans mesure, il croit avoir des sujets toujours disposés à lui obéir ; & par des explications particulières que lui-même a dans le principe affranchies de toute inspection, ces sujets apparens ne sont que des interprètes de ses volontés, des troupes qu'il ne peut commander que suivant leur *intention*, & qui sont toujours prêtes à quitter, au gré de leur *Général*, le poste qu'il leur aura assigné. Ainsi, au mépris de la bonne foi & de la Religion du serment, le Chef de tous les Fidèles, qui devoit l'être d'une manière spéciale de la Société des soi-disans *Jésuites*, n'est à leur égard, malgré sa dignité & sa prééminence, qu'un Souverain de politique & de représentation.

Ce ne sont point là des vérités de pure spéculation. Les faits ne les ont que trop justifiées. L'un & l'autre hémisphère en est

(a) *Constitut. cum declarat.* 7. pars, *Declar.* in cap. 1, B. vol. 1, pag. 416.

témoin. Les soi-disans *Jésuites* depuis qu'ils existent, ont peut-être provoqué contr'eux plus de Bulles, de Brefs, de Décrets, d'Ordonnances, & de Lettres Pontificales, que tous ceux qui font ouvertement profession de les mépriser. Clément VIII. IX. X. XI. & XII. Paul V. Grégoire XV. Urbain VIII. Innocent X. XI. XII. & XIII. Alexandre VII. & VIII. Benoît XIII. & XIV. ont éprouvé de leur part des contradictions, des résistances, des révoltes multipliées, constantes & opiniâtres en matière de Doctrine, de discipline, de Culte, de commerce, & même sur le fait des Missions. Les Actes les plus authentiques en font foi; & pour n'être point obligés de tracer une histoire, c'est à l'histoire même que nous vous prions, Messieurs, de recourir.

Les Loix particulières de la *Société*, n'ont pas un caractère moins frappant d'irrégularité & d'injustice.

Le *Général*, à la tête de son Conseil, ou d'une Congrégation, peut indépendamment de toute autorité, & même malgré toute autorité, faire des Réglemens & les changer relativement à la *fin* qu'il se propose, & suivant la nature & la diversité des *temps*, des *lieux* & des *objets*. Cet étrange pouvoir est une indépendance de sa place, & non une concession personnelle faite au Fondateur de la *SOCIÉTÉ uniquement*, sur le principe qu'une *Société naissante*, & dont l'état étoit

étoit incertain , ne pouvoit recevoir de Statuts durables & permanens. La *Société* l'a reconnu dans plusieurs de ses Congrégations , & même dans celle qu'elle a tenue en 1755.

Ces Réglemens ainsi faits , changés , altérés , cassés , rétablis , ou innovés à discrétion , ne doivent être communiqués à personne , pas même à ceux qui se présentent pour s'y soumettre , sans une permission expresse du Supérieur , & pour des raisons particulières , plus mystérieuses encore que ces Réglemens eux-mêmes. Ainsi , on jure de suivre ce qu'on ignore ; & cependant on s'engage. On jure de suivre toute sa vie , ce qui peut cesser d'exister le jour même de son serment , & cependant on ne peut être dégagé qu'autant que le *Général* veut bien y consentir.

Le pouvoir du *Général* est sans bornes ; s'il est moins que Despote , il est beaucoup plus que Monarque. Il peut commander à tous & en toutes choses , en vertu de l'obéissance , tandis que les Régles mêmes ne commandent à personne. Elles sont sans lui des tables inanimées , il est lui seul la règle vivante. Obligé de prendre dans les choses graves , ou qui le lui paroîtront , l'avis du petit nombre d'hommes qui lui sont désignés , il peut ne s'en rapporter qu'à lui-même , & ne prendre d'autre règle de ses décisions que sa volonté. Il nomme aux Char-

ges. & aux Emplois, il en abrége ou proroge l'exercice à son gré; il communique des pouvoirs, il les retire; il approuve ou désapprouve ce qui s'en est suivi. Son Domaine est composé de tous les Biens dont la *Société* est propriétaire; il est Administrateur souverain de tous les autres; il peut créer sur tous des censives & les racheter. Tous ses Sujets lui sont irrévocablement soumis, sans qu'il soit lié à aucun d'eux. Nul ne peut se soustraire à son obéissance, & il peut retrancher du corps ceux qu'il lui plaît, sans autre raison que son bon plaisir, sans autre forme qu'un simple commandement. Il peut disposer des personnes en tout tems, en tous lieux, en toutes circonstances. Dans la *Société*, hors de la *Société*; dans le monde comme dans la retraite, on demeure sujet à son inspection & à sa discipline, quand on a une fois commencé d'en dépendre. La qualité même d'Evêque n'a pas le pouvoir d'en affranchir. „ Celui „ (des Nôtres) (dit l'*Institut*) qui se trou- „ vera élevé à quelque Prélatrice, doit pro- „ mettre à Dieu qu'il écouterait par la suite „ & en tout tems le conseil du *Général*, ou „ de quelqu'autre que le *Général* commet- „ tra à cet effet (a). Ainsi, le *Général* qui

(a) . . . Promittat etiam Deo quod si quando . . . compulsus, prælationem aliquam extra Societatem admittet, audiet postea quovis tempore, præpositi Generalis . . . concilium, vel alicujus

commande à la *Société*, pourroit, dans le fait, commander à l'Eglise entière; & de Chef d'un Corps particulier, le devenir de toute la Chrétienté, si l'Evêque obligé de l'écouter, en vertu de la promesse qu'on lui fait faire à Dieu même, parvenoit, comme il est possible, au souverain Pontificat. Le pouvoir chimérique du Pape sur les Rois, le droit imaginaire de les déposer, & les autres maximes de la *Société*, seroient bien-tôt des maximes triomphantes. Eh! que ne pourroit pas, avec cette autorité, un Corps qui a pu sans elle vaincre tous les obstacles opposés à son agrandissement? Mais continuons de faire uniquement l'analyse de l'*Institut*, & laissons à la Cour le soin d'en pénétrer les conséquences.

Pour mériter d'être élevé au grade de *Général*, & jouir de tous les droits attachés à sa dignité, droits communicables au gré de celui qui en est revêtu, & conséquemment aussi étendus que la *Société* elle-même peut jamais le devenir; il ne suffit pas de ces qualités ordinaires que l'on présume dans un Chef de Communauté; il faut joindre à cela de la grandeur d'ame dans la formation des entreprises, de la constance à en poursuivre l'événement, un caractère propre à figurer avec avantage dans

quem ille sibi ad hoc substitueret. *Constitut. cum declarat.* 10, pars, num. 3, vol. 1, pag. 446.

la bonne & la mauvaise fortune, dans les contradictions & dans les dangers. . . Est-ce bien là un Supérieur d'ordre de Religieux ? N'est-ce pas plutôt un Conquérant ? Eh ! que faudroit-il de plus à un Monarque universel ? Aussi celui des soi-disans *Jesuites* peut-il étendre indéfiniment les limites de son Empire. Il peut dans tous les lieux que le soleil éclaire , recevoir & former des Etablissmens , & accroître sans cesse le nombre de ses Sujets , sans qu'aucune Puissance particuliere ou publique , Ecclésiastique ou Séculiere , ait droit de s'y opposer. Il a dès l'instant même qu'il est élu , une juridiction entiere , absolue , souveraine sur tous ses justiciables quels qu'ils soient ; il a des prisons pour les délinquans ; il a pour le dehors son Code de loix particulier , sous le nom de *Privileges*. Il peut créer des Officiers pour les intimier , des Juges pour les faire respecter , traduire devant eux tous ses contradicteurs , sommer , contraindre même les Evêques , d'exécuter ses *Mandats* , soustraire ainsi de toutes manieres les peuples à l'obéissance légitime , & subjuguier par la voie des Censures , des excommunications , & de tout ce qu'on supposera qui en peut résulter , tous ceux qui auroient la témérité d'attenter à ses prérogatives.

Le *Général* , comme nous l'avons dit plus haut , a la faculté de disposer des biens de la *Société* , & de les régir. Chacun de ses

membres *doit* , suivant l'*Institut* , être prêt de verser son sang pour elle (a) : cependant par un contraste étrange , cette même *Société* établie en aparence pour l'utilité du prochain , est dispensée de concourir au soulagement même des pauvres. Formée , ce semble , pour la gloire de Dieu , elle ne doit rien pour l'honneur de la Religion : partageant avec les citoyens les douceurs de la paix & de la sûreté des Etats qu'elle habite , elle n'est point tenue de contribuer pour la défense de la Patrie. Ce seroit même un crime que de vouloir l'y assujettir ; ce seroit encourir des anathêmes éternels ; ce seroit perdre tout droit au Ministère dont on seroit revêtu. Quelle foule d'idées se présente ici à l'esprit ?

Ces immenses privilèges , pour être réprouvés & restreints en partie dans leurs effets , n'en existent pas moins réellement. Ce n'est point gratuitement qu'ils ont été mendiés ; & si les circonstances qui sont seules la règle & la mesure de leur application , s'y opposent plus ou moins , suivant la nature & la diversité des lieux , qu'il se présente un tems plus *opportun* , plus convenable à la fin , plus accommodé au but que se propose la *Société* ; elle saura se venger des outrages de celui qui aura précédé. L'autorité des loix , même répétées ; une pratique

(a) . . . Pro qua sanguinem fundere paratus esse debet. V. *Congreg. gener. decr.* 54 , vol. I , pag. 359.

contraire, même durable, rien ne peut lui porter atteinte. Chapitres, Communautés, Evêques, Archevêques, Patriarches, Puissances Ecclésiastiques de tous Ordres, Ducs, Princes, Rois, Empereurs, Puissances temporelles, quelles qu'elles soient, tout doit se confondre, s'abaisser & s'anéantir au nom de la *Société*. Point de *remedes*, de *droit*, de *fait*, de *grace*, de *privilege*, de *raison*, ni de *justice*, contre son *Institut*; & fût-il mille fois changé, modifié, corrigé, il pourra autant de fois reparoître, sans l'intervention d'aucune autorité, sous telle forme, sous telle date qu'il plaira à la *Société* de choisir. Point de moyen de traiter, de transiger avec elle: les conventions les plus saintes, les plus libres de leur nature, ne sçauroient l'obliger. Son *Général* peut scinder les Contrats, s'approprier ce qui lui est utile, ou ce qu'il juge lui être nécessaire, & en mépriser les conditions. Il peut fouler aux pieds ce que les Païens, les Barbares ont dans tous les tems regardé comme sacré; il peut violer les dernières volontés des Testateurs, sans autre attention que celle de veiller, à ce que leurs representans ignorent l'abus qu'il se permet d'en faire, pour éviter, dit l'*Institut*, de scandaliser ceux qui doivent payer: il peut tout cela; & ce qu'il y a de plus affreux, c'est qu'il le peut par principes, & tout ce qu'il peut par lui-même, & le peut par ses Préposés. Il peut... eh!

que ne peut-il pas ? il a , autant que l'humanité le permet , les attributs même de la Divinité. Il reçoit , au moment qu'il est élu , des hommages qui tiennent de l'adoration. Plus grand , plus fort , plus puissant qu'aucun mortel l'ait jamais été , il commande dans son ressort , aux facultés même de l'ame de ses Sujets. Arbitre souverain de la conduite , des biens , des emplois , de la demeure , de la destination , de la vocation même ; il l'est aussi de la manière de penser. Il faut se persuader aveuglément , que tout est de précepte dès qu'il ordonne , & que tout ce qu'il ordonne est juste. En vain les témoignages extérieurs paroîtroient s'y opposer ; on ne doit point prendre conseil du dehors. En vain l'entendement voudroit se permettre de raisonner , les raisons & raisonnemens sont un poison qu'il faut chasser de l'esprit. En vain les murmures de la conscience se feroient entendre ; il a , ainsi que ses Préposés , le privilege de les calmer. Les doutes , les scrupules , les difficultés de toute espece , présentes & à venir , sont partie de son Domaine. En vain en genre de Doctrine , l'Eglise & ses Docteurs réclameraient leurs droits ; c'est à la *Société* qu'il appartient de décider ; & si la décision se fait attendre , par le conflit des opinions , c'est aux Supérieurs à user d'animadversion contre ceux par la faute de qui arrive cette importune lenteur.

Ces excès paroissent incroyables ; mais ils sont consignés en textes dans le compte que nous venons de rendre. Nous avons plus d'une fois hésité en les retraçant. Nous soupçonnions à chaque instant nos yeux d'infidélité. Le défaut de vraisemblance nous faisoit douter du vrai , que nous touchions : la Cour s'en convaincra par son propre examen. Elle verra , par exemple , en matiere de religion , l'unité de supôt en Jesus-Christ , la nécessité d'une douleur surnaturelle pour se réconcilier avec l'être suprême , la prescience de celui à qui l'éternité toute entiere est présente , l'autorité des loix humaines & de l'Eglise , & plusieurs autres vérités dont un instant de doute seroit un instant criminel , scandaleusement réduites en problèmes. Elle verra des impiétés & des blasphèmes respectés & plus que respectés , même de nos jours , dans la dernière Congrégation générale de la *Société* , tenue en 1755. Elle verra l'affreux système du *probabilisme* solennellement & expressément révééré ; système apellé par un grand Evêque (a) *maxime la plus impie , erreur la plus dangereuse , venin le plus mortel de la morale chrétienne ... scandaleuse à l'Eglise , pernicieuse aux Etats , abominable aux yeux de Dieu , & devant être en exécution à tous les hommes ; système à la faveur duquel on peut résoudre tous les doutes , écarter tous les scrupules , aplanir*

(a) M. l'Evêque d'Angers.

toutes les *difficultés*, au gré de la cupidité de celui qui consulte, comme de celui qui est consulté; système qui, loin de mettre un frein aux passions, les favorise d'autant plus, qu'elles sont plus violentes, & fournit suivant le langage du Clergé de France, *l'invention de les satisfaire en conscience*; système enfin qui, secondé du fanatisme, peut par degrés conduire aux plus grands excès, inspirer aux coupables cette opiniâtreté prétendue religieuse, qui les fait dissimuler leurs complices, malgré les rigueurs de la torture; cette froideur stoïque qu'ils savent conserver au milieu des tourmens & au comble de l'opprobre; cette orgueilleuse sécurité qui prépare leur apothéose chez leurs pareils.

Ce ne sont point là, Messieurs, des traits d'une imagination qui aime à se donner l'essor sur des objets purement spéculatifs. Tous les livres retracent les forfaits des *Châtel*, des *Ravaillac*, des *Guignard*, & de leurs semblables: nul ne parle de leur repentir; nul ne dit qu'ils aient un seul instant regardé comme criminel le plus détestable des crimes. Mais revenons à l'*Institut* qui doit principalement nous fixer.

Par une singularité étrange, cet *Institut* dressé pour un Ordre Religieux, contient un chapitre particulier, concernant le meurtre des Rois. La *Société* auroit-elle donc le droit de juger les Juges de la terre? Mais voyons ce que dit le chapitre. Le

premier article extrait d'une lettre d'*Aquaviva*, en date du premier Août 1714, défend d'**AFFIRMER**, qu'il soit loisible à chacun d'attenter à la vie des Souverains : il permet donc de le penser, ou du moins, il le met en doute ; & voilà l'effet du *probabilisme*.

Ce n'est pas tout : comme si cet article eût trop engagé la *Société*, l'article suivant, extrait d'une autre lettre en date du lendemain, défend seulement de rien publier sur le *régicide*, **A MOINS QUE CELA N'AIT AUPARAVANT ÉTÉ REVU ET APPROUVÉ A ROME**, c'est-à-dire, par le *Général* de la *Société* qui y réside. Mais que décidera ce *Général* ? On ne doit, suivant ces principes, en attendre rien de favorable ; & dans l'ordre des présomptions, on peut tout en appréhender.

Le troisième article rend raison de la défense : que personne, y est-il dit, ne traite de la *puissance du Pape sur les Rois*, de la *faculté de les déposer*, &c. **POUR COUPER PIED AUX OFFENSES ET AUX PLAINTES**. La défense est donc de pure convenance, assortie aux *tems* & aux *lieux*, à la *fin* & au *but* que se propose la *Société*. De là, tant d'Écrits, dont les principes meurtriers ont ensanglanté les Trônes, & fait trembler toutes les Puissances.

Mais, dira-t-on, la Faculté de Théologie de Paris a condamné la proposition contenant en substance, que *tout sujet, en cas de tyrannie, peut attenter à la vie de son Roi.*

Or, défendre d'affirmer cette proposition ; n'est-ce pas se conformer au décret qui la condamne ? Défendre seulement d'affirmer cette proposition , c'est faire tout au plus une règle de politique, de ce dont le Décret fait un point de Doctrine. Voici ce que le Décret prononce : *C'est une chose séditeuse , IMPIE & HÉRÉTIQUE , que d'attenter & de porter des mains violentes sur les personnes sacrées des Rois & Princes , quelque prétexte que tout Sujet , Vassal ou Etranger puisse prendre ou chercher.* Voici au contraire ce que dit la SOCIÉTÉ : *Défendons qu'aucun de la Société ose affirmer qu'il est licite à toute personne de tuer les Rois.*

Le Décret Théologique de la Faculté anathématise le fond. Le Décret politique de la Société , ne parle que de l'enseignement , & même d'une manière équivoque , puisqu'il défend uniquement d'affirmer , ce que l'autre réprouve formellement. La Faculté décide qu'il n'est permis à personne d'attenter à la vie des Rois , sous quelque prétexte que ce puisse être : la Société se contente de dire , que cela n'est point licite à toutes personnes , sous toutes sortes de prétextes : il est donc des cas particuliers où quelqu'un peut à cet égard , ce que chacun ne peut pas ; il est même des cas où tout le monde peut , ce que chacun ne peut pas indifféremment dans tous. Voilà la conséquence naturelle du principe ; & comme chacun pourroit , au gré de sa passion , se

prétendre ou se supposer dans quelqu'un des cas exceptés , l'exception devient nécessairement illusoire dans la pratique , qui est sa partie principale ; à moins que, suivant *Mariana* (*Jés.*) & suivant toute la *Société* , au rapport de *Heiffius* (autre *Jés.*) le peuple ne consulte de *doctes & graves personnages* , lesquels , ajoute le même *Heiffius* , *doivent être des JÉSUITES* (*a*). Ainsi la Cour auroit ici à juger les arbitres de la vie des Souverains.

De combien d'horreurs cette idée ne rappelle-t-elle pas le souvenir ? Mais tâchons , s'il se peut , de l'étouffer. Bénissons celui qui fait les Rois de ce qu'il permet enfin à notre zele de vanger son autorité suprême , outragée depuis si long-temps dans la personne de ceux qui le représentent aux yeux des peuples.

APRÈS avoir tracé une foible image d'une *Société* , jugée dès sa naissance , *plus propre à détruire qu'à édifier* , & cependant employée presque de toutes parts aux fonctions les plus importantes du Gouvernement , à la formation des sujets destinés à être la lumière de l'Eglise , l'appui du Trône , le rempart de l'Etat ; voyons sommairement de qu'elle manière a pu se former , par quels moyens s'est établie parmi nous , & quelles prétentions peut légitimement y exercer

(*a*) *Declarat. Apolog. Ingolstadt. 1609. num. 97.*

cer cette *Société* infinie en personnes ; indéfinissable en principes ; formant en quelque sorte , au milieu des Nations , une Nation particulière , par la nature de son gouvernement ; universelle par sa mobilité & son aptitude à tout embrasser ; unique , par ses engagements absolus & illimités à l'égard d'elle-même & de son Monarque ; puissante par le nombre & l'union politique de ses Membres ; dangereuse , par son opposition à tout ce qui n'est point analogue à ses vues ; indépendante , par l'immensité de ses prétendus privilèges ; souveraine , par la multitude infinie de leurs rapports ; & irréformable , par les précautions les plus étudiées contre toute espèce de réforme possible.

Ce fut en 1540 , qu'après bien des contradictions & des refus , les Instituteurs de la *Société* des soi-disans *Jésuites* , obtinrent de la Cour de Rome la faculté d'exister en Corps , mais au nombre de soixante seulement , & cependant avec la liberté de bâtir de leurs propres mains l'Edifice de leurs Constitutions. Le Vœu spécial d'obéissance au Pape , vœu disposé dès-lors par celui d'une obéissance universelle au *Général* , à recevoir par la suite des limitations arbitraires , sembloit parer à tout inconvénient ; la manière d'être de soixante personnes répandues sur la surface de la terre , ou même destinées , suivant les apparences , à aller éprouver leur zèle chez les

Turcs , paroiffoit d'ailleurs peu importante au repos de la Chrétienté. *Bull. Regimini, vol. 1, pag. 5.*

Quoiqu'il en foit , dès 1543 , la nouvelle *Société* , qui ne demandoit que l'existence , fçut fe procurer la permission de s'accroître indéfiniment. Pour favoriser cette dérogation au plan réfléchi de fon établiffement , le Souverain Pontife , flatté d'une dépendance à fon égard , laquelle n'a au fond rien de réel , accorda en faveur des Récipiendaires une abfolution générale de toutes excommunications , interdits , fufpenfes , cenfures , fentences Eccléfiastiques , & peines de fait & de droit , encourues de quelque maniere & pour quelque caufe que ce fût. *Bull. Injunctum nobis, vol. 1, pag. 9.*

Ce moyen tout puiffant dans le fîecle d'alors , ne le parut point encore affez aux Chefs de la *Société* naiffante. Vraifemblablement plufieurs fe faifoient abfoudre & refufoient enfuite de s'engager. Pour remédier à cet inconvéniement , il intervint en 1549 , une autre Bulle , qui déclara relaps & déchus *ipfo facto* , du bienfait de l'abfolution , ceux qui l'ayant reçue , même fans réfervedans l'intention d'entrer dans la *Société* , ne rempliroient pas inceffamment cette intention , & ne feroient pas prêts à fe lier par des Vœux , dans le cas même où le Général leur accorderoit des délais. *Bull. Licet debitum, vol. 1, pag. 14.*

Que penferoit-on d'un Etabliffement po-

litique formé sur un pareil modèle ? C'est pourtant à ces moyens extraordinaires , que la Société des soi-disans *Jésuites* , est redevable de ses premiers progrès , progrès rapides & immenses , & qui mis à côté des obstacles qu'il lui a fallu surmonter , pourroient être annoncés comme miraculeux , à quiconque en ignoreroit les véritables causes.

La *Société* , ainsi formée , se présenta en France en 1550. Le Clergé Séculier & Régulier , l'Université & tous les autres Corps de l'Etat , se souleverent pour empêcher son admission , comme si une inspiration secrète leur eût fait apercevoir tous les maux qu'elle devoit produire.

Tout ce que purent le crédit & l'adresse fut employé par les soi-disans *Jésuites* pour rendre inutile les efforts de la Nation.

Le Parlement pressé de toutes les manières de conférer un caractère légal aux premiers élémens de l'*Institut* de la *Société* , ordonna qu'ils seroient préalablement communiqués à la Faculté de Théologie & à l'Evêque de Paris.

La Faculté donna son avis unanime & raisonné , contenant que „ cette nouvelle „ *Société* , qui s'attribue particulièrement „ le titre inusité du nom de *Jesus*... qui „ reçoit avec tant de liberté & sans aucun „ choix , toutes sortes de personnes , quelques criminelles , illégitimes & infâmes „ qu'elles soient... Cette *Société* à laquelle

„ ont été donnés tant de privileges & de
 „ libertés, principalement en ce qui con-
 „ cerne l'administration des Sacremens de la
 „ Pénitence & de l'Eucharistie , & sans au-
 „ cun égard ni distinction des lieux ou des
 „ personnes; comme aussi dans la fonction
 „ de prêcher, lire & enseigner, au préjudice
 „ des Ordinaires & de l'ordre Hiérar-
 „ chique, aussi - bien que des autres Or-
 „ dres Religieux, même au préjudice des
 „ Princes & des Seigneurs temporels, con-
 „ tre les privileges des Universités; enfin,
 „ à la grande charge du peuple... semble
 „ blesser l'honneur de l'Erat Monastique...
 „ affoiblit entièrement l'exercice des ver-
 „ tus, des abstinences, des cérémonies &
 „ de l'austérité... soustrait de l'obéissance &
 „ de la soumission dues aux Ordinaires;
 „ prive injustement les Seigneurs tant Tem-
 „ porels qu'Ecclésiastiques, de leurs droits;
 „ apporte du trouble dans l'une & dans l'au-
 „ tre Police... & différens schismes & divi-
 „ sions. C'est pourquoi (est-il ajouté) après
 „ avoir examiné toutes ces choses, & plu-
 „ sieurs autres avec beaucoup d'attention
 „ & de soin, cette *Société* paroît dange-
 „ reuse pour ce qui concerne la foi, capa-
 „ ble de troubler la paix de l'Eglise, de
 „ renverser l'Ordre Monastique, & PLUS
 „ PROPRE A DÉTRUIRE QU'A ÉDIFIER...
 Telle fut la conclusion de cette Faculté, dont
 l'Univers chrétien respectoit les décisions.

L'Evêque de Paris donna aussi son avis

motivé, & conclut que cette *Société* qui affectoit le titre de *Compagnie de Jesus*, TITRE QUI NE CONVIENT QU'A L'EGLISE UNIVERSELLE, devoit être envoyée dans le voisinage des Turcs, à l'instruction desquels on la disoit singulièrement destinée.

Ces deux avis mortifierent la *Société*; mais ils ne la déconcertèrent pas. L'histoire fait mention de ses orgueilleux procédés: nous ne parlerons ici que de ce qui a un rapport essentiel à son établissement.

Le Parlement pressé de nouveau, rendit le 22 du mois de Février 1560, un arrêt par lequel il renvoya l'affaire au Concile général, ou en l'assemblée prochaine qui se feroit de l'Eglise Gallicane.

L'assemblée tenue à Poissy, fit le 15 Septembre l'arrêté suivant.

„ L'Assemblée, suivant le renvoi de ladite
 „ COUR de Parlement de Paris, a reçu
 „ & reçoit, approuvé & approuve ladite So-
 „ ciété & Compagnie, par forme de *Société*
 „ & de *College*, & non de religion nouvel-
 „ lement instituée; à la charge qu'ils seront
 „ tenus de prendre autre titre que de So-
 „ ciété de *Jesus*, & que sur icelle dite So-
 „ ciété & *College*, l'Evêque Diocésain aura
 „ toute sur-intendance, juridiction &
 „ correction, de chasser & ôter de ladite
 „ Compagnie les forfaiteurs & mal-vivans;
 „ n'entreprendront les Freres d'icelle Com-
 „ pagnie, & ne feront ni en spirituel ni en
 „ temporel, aucune chose au préjudice des

„ Evêques, Chapitres, Curés, Paroisses &
 „ Universités, ne des autres Religieux :
 „ ains seront tenus de se conformer à la
 „ disposition du droit commun, sans qu'ils
 „ aient droit ne Jurisdiction aucune; &
 „ renonçant au préalable, & par exprès, à
 „ tous privileges portés dans leurs Bulles
 „ aux choses susdites contraires; autrement
 „ ou à faute de ce faire, ou que pour l'avenir
 „ ils en obtiennent d'autres, les présentes de-
 „ meureront nulles & de nul effet & vertu,
 „ SAUF LE DROIT DE LADITE ASSEMBLÉE,
 „ ET L'AUTRUI EN TOUTES CHOSES...

Voilà tout ce que les soi-disans *Jésuites* purent obtenir, malgré le crédit immense qu'ils avoient déjà eu le talent de se procurer depuis dix années que duroit leur incertitude. Mais comme nous l'avons observé plus haut, il leur suffit d'obtenir l'existence, assurés, d'après leurs principes, de la modifier par la suite à leur gré.

Munis de l'acte d'approbation que nous venons de rapporter, ils le présenterent au Parlement, qui rendit l'Arrêt dont voici le dispositif.

„ Ladite Cour a ordonné & or-
 „ donne, que ledit Acte de réception &
 „ approbation faite audit Concile & Assem-
 „ blée tenue à Poissy, sera enregistrée au
 „ Greffe d'icelle Cour, par forme de So-
 „ ciété & College, qui sera nommé le Col-
 „ lege de Clermont, aux charges & condi-
 „ tions contenue en leur susdite Déclara-

tion & lettres d'approbation susdites, &c.

Tel est, Messieurs, le premier titre légal de l'existence des soi-disans *Jésuites* en France. Ils chercherent quelques années après à s'établir dans cette province, & ils y réussirent par l'entremise, le crédit & les bienfaits du Cardinal de Bourbon, connu chez les Historiens *ligueurs*, sous le nom de *Charles X.*

Cependant ayant présenté leur requête afin d'être reçus, la COUR, par arrêt du 22 Avril 1570, leur enjoignit de prendre une autre dénomination que celle de *Société de Jesus ou Jésuites*, conformément à la délibération de l'Eglise Gallicane assemblée à *Poissy*, & de remettre préalablement au Greffe leurs Statuts & Réglemens, & divers autres Actes concernant les difficultés qu'ils avoient déjà eues avec plusieurs ordres de l'Etat. Mais cet Arrêt n'eut point d'exécution. L'intrigue prévalut, & nous vîmes paroître au milieu de nous des hommes déchus du bienfait de la réception dans le Royaume, par le titre seul sous lequel ils s'étoient annoncés pour entrer dans cette capitale.

Ainsi le premier pas qu'ont fait les soi-disans *Jésuites*, pour devenir nos Concitoyens, est un manque de foi à toute la Nation, & les circonstances à la faveur desquelles ils sont parvenus à s'établir, une protestation immortelle contre leur établissement.

Nous ne vous parlerons point, Messieurs, de la maniere dont la *Société* s'est répandue

dans le surplus du ressort de la Cour. L'obreption, la subreption & le *faux* ont été les moyens favoris pour s'y introduire & s'y accréditer. Ce qui reste d'anciens monumens dans les archives des différentes Villes, attestent cette scandaleuse vérité.

Passons à une autre époque, & rouvrons une plaie toujours & à jamais douloureuse, puisqu'ainsi le veut la loi du devoir, plus forte que celle du sentiment.

Henry IV. ce Prince, les délices de son peuple, héritier légitime du trône des François, y étant monté malgré les efforts de la *Société*, pensa plusieurs fois périr victime de son ressentiment. Les affreux parricides essayés sur sa personne, donnerent en 1595, occasion à l'Edit suivant, enregistré en la Cour, & consigné dans ses Registres :

„ HENRY, par la grace de Dieu, Roi de
 „ France & de Navarre : A tous ceux qui
 „ ces présentes Lettres verront, SALUT. De
 „ tous les moyens & instrumens desquels
 „ se sont servis ceux qui de si longue main
 „ ont aspiré à l'usurpation de cet Etat, &
 „ qui maintenant ne cherchent que la ruine
 „ & dissipation d'icelui, ne pouvant parvenir
 „ plus avant, il s'est apertement reconnu au-
 „ paravant l'émotion & pendant tout le cours
 „ des présens troubles, le ministère de ceux
 „ qui se disent de la *Société* & Congrégation
 „ du nom de Jesus, avoir été le mouvement,
 „ fomentation & apui de beaucoup de sinis-
 „ tres pratiques, desseins, menées, entre-

„ prises & exécutions d'icelles , qui se sont
 „ brassées pour l'éversion de l'autorité du dé-
 „ funt Roi, dernier décédé, notre très-ho-
 „ noré sieur & frere, & empêcher l'établif-
 „ sement de la nôtre ; lesquelles pratiques,
 „ menées, desseins & entreprises se sont
 „ trouvées d'autant plus pernicieuses, que
 „ le principal but d'icelles a été d'induire
 „ & persuader à nos Sujets secrettement &
 „ publiquement, sous prétexte de piété,
 „ la liberté de pouvoir attenter à la vie de
 „ leurs Rois ; ce qui s'est manifestement dé-
 „ couvert en la très-inhumaine & très-dé-
 „ loyale résolution de nous tuer, prise en
 „ l'année dernière par... *Barriere*, confir-
 „ mée & autorisée par la seule induction &
 „ instigation des principaux du *College de*
 „ *Clermont* de cette Ville, faisant profession
 „ de ladite *Société* & Congrégation, & ré-
 „ centement par l'attentat qu'un jeune gar-
 „ çon, âgé de 18 à 19 ans, nommé Jehan
 „ *Chatel*, enfant de cette Ville, a fait sur
 „ notre propre personne... Reconnoissant
 „ combien pernicieuse & dangereuse est
 „ la demeure & le séjour en notre Royau-
 „ me de ceux qui, par si exécrables & abo-
 „ minables moyens, en procurent & pour-
 „ suivent la ruine avec la nôtre. Après avoir
 „ mûrement, & avec l'avis des Princes de
 „ notre Sang, Officiers de notre Couronne,
 „ & plusieurs Seigneurs, & notables per-
 „ sonnes de notre Conseil, délibéré sur le
 „ fait dudit assassinat, & des causes, cir-

„ constances & conséquences d'icelui . . .
 „ Nous avons dit , déclaré & ordonné ; &
 „ par ces Présentes , disons , déclarons &
 „ ordonnons , voulons & nous plaît , que les
 „ Prêtres & Ecoliers du College de Cler-
 „ mont , & tous autres soi - disant de ladite
 „ Société & Congrégation , en quelque lieu &
 „ ville de notre Royaume qu'ils soient , comme
 „ CORRUPTEURS DE LA JEUNESSE , PER-
 „ TURBATEURS DU REPOS PUBLIC, ET NOS
 „ ENNEMIS ET DE L'ÉTAT ET COURONNE
 „ DE FRANCE , en vuid'eront dans trois jours ,
 „ après que ce commandement leur en aura été
 „ fait , & quinze jours après de notre Royau-
 „ me ; & que ledit tems passé , où ils seront
 „ trouvés , ils soient punis comme criminels
 „ & coupables du crime de lèze-Majesté , les
 „ déclarant dès à présent indignes possesseurs
 „ des biens , tant meubles qu'immeubles
 „ qu'ils tiennent en notre Royaume , que
 „ nous voulons être employés à œuvres pi-
 „ toyables, selon que par les Donataires d'i-
 „ ceux ils ont été destinés , & la distribu-
 „ tion que nous en ordonnerons ci-après ;
 „ Faisons en outre très - expresses défenses à
 „ tous nos Sujets , de *quelqu'état & condi-*
 „ *tion qu'ils soient* , d'envoyer des écoliers aux
 „ Colleges de ladite Société qui sont hors le
 „ Royaume , pour y être instruits , sous les
 „ mêmes peines de crime de lèze-Majesté . . .

Donné à Paris , le 7 Janvier 1595.
 Signé, HENRY , &c.

Cet Edit fut un coup de foudre pour les

foi-disans *Jésuites* ; ils cedèrent quelque-tems à l'orage , mais ils eurent le secret de le calmer. Dès 1603 , ils obtinrent de la facilité du Roi (qui , au raport de *Sully* , croyoit acheter sa sûreté) des Lettres - Patentes qui leur permirent de se rétablir , aux conditions néanmoins , entr'autres , de ne dresser aucun College ni résidence , sans la permission expresse du Souverain , sur peine d'être déchus du contenu auxdites Lettres de GRACE : *de faire serment par devant les Officiers des lieux , de ne rien faire ni entreprendre contre le service du Roi , la paix publique , & le repos du Royaume ;* enfin , de n'entreprendre ni de faire aucune chose , tant au spirituel qu'au temporel , au préjudice des Evêques , Chapitres , Curés , & Universités , ni des autres Religieux , & de se conformer au droit commun.

Ces Lettres furent enregistrées après Remontrances faites à Sa Majesté , & en conséquence de Lettres de jussion que des motifs de sûreté personnelle mystérieusement énoncés , rendoient aussi impérieuses aux yeux de la Cour , que l'ordre exprès du Monarque dont elle partageoit les craintes.

Voilà, Messieurs, le second titre de l'existence des foi-disans *Jésuites* dans le Royaume ; & c'est d'après l'un & l'autre que la Loi doit les envisager. Nous disons d'après l'un & l'autre , car nous ne pensons pas qu'on ose les diviser , en prétendant que le premier soit anéanti par le second. Ce se-

roit supposer dans celui-ci une dérogation qu'il n'exprime pas, lui ôter le caractère & le nom de *grace* qu'il contient expressément, confondre l'idée de *rétablissement* avec celle d'institution, vouloir transformer en mérite les motifs qui ont déterminé l'Edit de 1595, tirer avantage du crime & de l'opprobre ; & par un renversement étrange, présenter comme le prix d'une fidélité éprouvée, l'obligation extraordinaire de prêter serment de fidélité.

Or, que sont ou doivent être les soi-disans *Jésuites*, conséquemment à ces titres réunis ? Une *Société* de Clercs, sous un autre nom que celui de *Compagnie de Jesus*, dépouillée des Privileges contenus en ses premières Bulles, privée de la faculté d'en obtenir d'autres à l'avenir, soumise à l'inspection, juridiction & correction des Ordinaires, & en tout & par-tout assujettie au droit commun : le tout à peine de nullité de sa réception.

On opposeroit en vain la dénomination de *Jésuites* & de *Religieux* insérée dans quelques Arrêts. Des Arrêts particuliers n'ont point la force de détruire l'ouvrage du concours de l'une & de l'autre puissance ; d'ailleurs, pour jouir dans un état de la qualité de Religieux, il faut avoir des Régles qui y soient approuvées, & la *Société* n'en a aucunes.

On voudroit inutilement présenter comme une approbation, le langage du Concile
de

de Trente, lorsqu'il dit : *sans rien innover ; ni empêcher que la Religion des Clercs de la Compagnie de Jesus , ne puisse servir Dieu , suivant son pieux Institut* , APROUVÉ PAR LE S. SIÉGE. (a)

Cette exception faite par le Concile en faveur de la *Société*, aux Régles de discipline établies pour les Ordres Religieux en général, suppose uniquement l'approbation du Pape. La qualification quelconque de *pieux*, n'est qu'une suite de cette supposition, & les termes seuls, *aprouvé par le S. Siège*, excluent toute idée d'examen de la part du Concile. Cependant, une approbation est un jugement, & tout jugement doit être précédé d'un examen. Quelle est d'ailleurs l'approbation du Pape, supposée par les peres du Concile ? *Permettons à la SOCIÉTÉ de se faire des Constitutions & de les varier à son gré, voulant qu'elles soient censées confirmées, du moment qu'elles seront faites*: disposition abusive en elle-même, & qui loin de justifier l'*Institut*, est un des vices qu'on lui reproche.

Mais quand on suposeroit à l'expression du Concile tout le mérite, tout le poids, toute l'autorité d'une décision, qu'en résulteroit-il en faveur de la *Société*? Terminé en 1563, le Concile n'auroit pu entendre par l'*Institut* que ce qui en existoit alors; & alors

(a) *Seff. 25. chap. 6, de regularibus.*

il n'existoit encore que quelques Bulles en petit nombre, auxquelles la *Société* avoit renoncé en France, à peine de nullité de sa réception, & peut-être quelques règles écrites qui n'avoient été communiquées dans aucuns Tribunaux.

Enfin, le Concile de Trente n'est reçu généralement dans ce Royaume qu'en ce qui concerne la foi. Il est vrai que la *Société* exige pour son *Institut* un respect plus religieux, un acquiescement plus prompt, une soumission plus aveugle que n'en demande l'Eglise Universelle sur les points les plus importans de la Doctrine. Mais le style impératif & menaçant de ses Constitutions à cet égard, n'est visiblement qu'un ridicule & un vice de plus.

On chercheroit infructueusement à tirer avantage d'une longue tolérance : cette tolérance introduite de toutes parts par la violence, & par la surprise, au lieu de servir de titre, pourroit donner lieu à une foule d'accusations. La prétendue possession d'état de la *Société* n'est qu'une longue infraction de la Loi. La dénomination de *Jésuites* ne signifie rien de plus dans le langage ordinaire, que ne signifie, par exemple, celle d'*Illuminés* à l'égard d'une Secte née en Espagne, à peu près & dans le même-tems que la *Société* s'est présentée en cette Province. C'est une simple désignation dont on ne peut se prévaloir. Quant à la maniere d'être, le laps du tems ne peut la légitimer au préjudice de l'in-

térêt général. Le droit public est imprescriptible ; établies pour le bonheur des Nations, les Loix ne sçauroient se nuire à elles-mêmes.

Les soi-disans *Jésuites* n'ont donc d'état en France que celui qui résulte de l'Acte de *Poissy*, & des Lettres de *Grace* de 1603 ; ou plutôt ils n'en ont aucun. Au mépris des conditions irritantes de leur réception & de leur propre engagement , ils se sont obstinés à retenir le nom qui leur étoit interdit : ils ont dans tous les tems obtenu de nouvelles Bulles ; ils n'ont point cessé de se soustraire à la juridiction des Ordinaires & à l'ordre Hiérarchique en général. Ils sont demeurés attachés à leurs prétendus Privileges ; ils ont cherché sans cesse à en étendre l'usage, contre la disposition du droit commun. Ils ont donc , en manquant de toutes les manières aux clauses du contrat , perdu le droit de l'invoquer ; & de nationaux qu'ils étoient ou qu'ils pouvoient être, ils sont par leur propre fait , devenus étrangers dans le Royaume. Mais quand les Titres mêmes de leur existence ne solliciteroient pas contre eux, leur régime seul provoquerait leur extinction.

Joignez à cela , Messieurs, le témoignage de toutes les Histoires, celui des faits particuliers consignés dans vos archives, les plaintes constantes & unanimes de l'un & de l'autre continent... prêtez l'oreille à la voix d'un Monarque qui vient de citer au tribunal des nations cette *Société*, contre la-

Quelle toutes les nations ont intérêt de s'élever ; d'un Monarque récemment échappé aux coups parricides de plusieurs bras , insidieusement armés pour le perdre ; qui , les mains encore teintes de son propre sang , & tristement élevées vers toutes les Puissances , semble demander aux Rois , ses freres , les secours les plus prompts contre un peuple ingrat & perfide , ennemi de ses Etats , de son autorité & de sa Personne Sacrée.

Proscrivez d'une maniere digne de votre zele , une association formidable aux Maîtres même de la terre. Vengez à la fois la Religion , l'Etat , les Peuples & les Souverains. La renommée est aux portes de ce Sanctuaire auguste ; elle attend dans un silence respectueux que vous ayez prononcé , pour porter jusqu'aux extrémités du monde , la nouvelle d'un Arrêt qui prépare le repos Public , le triomphe des mœurs , l'indépendance des trônes , & la sûreté des Rois.

Vous tenteriez en vain , de réformer un corps qui compte , au nombre de ses prérogatives , celle d'être irréformable ; un corps dont le régime n'a essentiellement aucune consistance , & dont les membres asservis par préjugé , par habitude & par principes même de Religion , c'est-à-dire , par le plus fort lien qui fut jamais , à l'autorité absolue & universelle de leur Chef , font profession de n'en reconnoître aucune autre qu'ils doivent lui préférer.

Brisez le colosse d'une *Société* ennemie de tout ordre & de toute Hiérarchie, d'une *Société* que toutes les Loix réprouvent, & cependant devenue assez puissante pour balancer leur autorité, & le vœux général de la Nation, lors même que son crédit semble prêt d'expirer ; d'une *Société* qui paroît avoir entrepris de subjuguier l'Univers par la multitude, en modifiant à son gré les mœurs, les sentimens, les préjugés de tous les hommes, soit dans son sein, soit au dehors : dans son sein, en se défiant long-tems de ses propres sujets, avant que de les initier aux mystères de son Gouvernement ; comme si la piété du nom dont elle décore ses projets orgueilleux, ses règles politiques, ne pouvoit entrer dans le cœur des mortels, & se familiariser avec leur esprit, qu'après une épreuve de presque toute la vie : au-dehors, en remplissant le monde d'une foule d'ouvrages de tous genres, de toutes espèces & sous des titres variés à l'infini, ou, soit par des faits habilement déguisés, soit par des maximes insidieusement présentées, elle insinue constamment le venin de sa Doctrine.

Il n'est rien, Messieurs, qui puisse vous arrêter. Vous avez sous les yeux le livre de l'*Institut* : ce n'est point un Ouvrage tombé fortuitement dans vos mains, il est avoué, reconnu, présenté par les soi-disans *Jésuites* eux-mêmes, sans modification, sans restriction, sans réserve, com-

me contenant les principes d'après lesquels on peut les juger. Tout y respire l'abus : tout provoque la dissolution d'un corps qui n'a qu'une existence de fait, la nullité des Vœux qui en forment le lien, la réprobation d'un code de Loix injurieux à toutes les Puissances, & pernicieux dans l'Ordre même de la Foi. La Religion & l'Etat attendent de votre Justice, un Arrêt qui venge leurs droits les plus saints. Mais en veillant à leur défense, vous sçavez leur conserver des Sujets capables de les servir utilement par la suite. Vous ne confondrez pas les Victimes de la séduction avec ceux qui en sont les Auteurs. Vous distinguerez le crime de l'erreur.

On a vu en 1571, un Ordre nombreux, puissant & illustre, (*a*) foudroyé & anéanti, parce que trois de ses Membres (que pourtant il condamna lui-même, bien loin de s'en rendre l'apologiste), avoient osé conspirer contre les jours d'un Prélat (*b*). Cependant, ce Prélat, malgré sa dignité & la pourpre romaine dont il étoit revêtu, ne tenoit dans le monde que le rang de Sujet.

Nous pourrions, Messieurs, prendre dès maintenant des conclusions absolues & définitives contre une Société que l'univers accuse des plus grands excès; dont la naissance ;

(*a*) L'Ordre des *Humiliés*.

(*b*) S. Ch. Borrom.

les progrès & le régime portent un caractère manifeste de réprobation ; que toutes les puissances ont intérêt de détruire, & qui s'est elle-même condamnée au néant par l'infraction constante & opiniâtre des conditions auxquelles elle a été reçue dans l'Etat. Cependant nous nous conformerons au plan que plusieurs Cours du Royaume ont jusqu'ici cru devoir adopter.

POURQUOI, „ le Procureur Général du
 „ Roi requiert être reçu, en tant que besoin
 „ est ou seroit, apellant comme d'abus de
 „ la Bulle, commençant par le mot *Regi-*
 „ *mini*, donnée le 5 des Calendes d'Oc-
 „ tobre 1540, par Paul III. portant pour
 „ titre : *Prima Instituti Societatis Jesu apro-*
 „ *batio* ; d'autre Bulle commençant par ces
 „ mots : *Injunctum nobis*, donnée la veille
 „ des Ides de Mars 1543, portant pour
 „ titre : *Facultas quosvis idoneos ad Societa-*
 „ *tem Jesu, sine restrictione numeri admit-*
 „ *tendi & Constitutiones condendi* ; d'autre
 „ Bulle commençant par ces mots : *Expos-*
 „ *cit debitum*, donnée le 12 des Calendes
 „ d'Août 1550, portant pour titre : *Confir-*
 „ *matio alia Instituti, cum majoris, tum*
 „ *illius, tum aliorum Societatis indultorum*
 „ *declaratione* ; d'autre Bulle commençant
 „ par ces mots : *Sacra Religionis*, donnée
 „ le 31 Décembre 1752, portant pour ti-
 „ tre : *Confirmatio privilegiorum Societati*
 „ *concessorum & aliorum nova concessio*,
 „ & généralement de toutes les Bulles.

„ Brefs , Lettres Apostoliques , concer-
 „ nant les Prêtres & Ecoliers de la Société
 „ se disant de *Jésus*; Constitutions, déclara-
 „ tions sur leldites Constitutions, formules
 „ de Vœux , Décrets des Généraux, ou des
 „ Congrégations générales de ladite *Socié-*
 „ *té*; & généralement de tous autres Ré-
 „ glemens ou Actes semblables , même
 „ des vœux , & sermens faits par les Mem-
 „ bres d'icelle , de se soumettre & confor-
 „ mer aux Régles de ladite *Société*.

„ Notamment en ce quel l'Institut de ladite
 „ *Société* est variable au gré d'icelle , par le
 „ pouvoir qu'elle a de le changer , suivant
 „ les tems & les circonstances; susceptible
 „ d'une extenſion arbitraire par celui qu'elle
 „ a de les interpréter; consacré par sa nature
 „ à un mystere impénétrable ; intéressant
 „ pour tous les Etats par la multitude de
 „ ses rapports , & capable de causer les
 „ plus justes allarmes & les inquiétudes les
 „ mieux fondées , aux Princes & aux Na-
 „ tions les plus sûrement policées.

„ En ce que l'*Institut* attente formelle-
 „ ment au droit naturel , en liant irrévo-
 „ cablement , & de toutes les manieres
 „ possibles, les Sujets à leur *Général* , sans
 „ aucun engagement respectif de la part
 „ du *Général* envers ses Sujets.

„ En ce que ledit *Institut* est tout à la
 „ fois contraire au droit positif , public ,
 „ privé , politique & ecclésiastique , en tant
 „ qu'il attaque & tend à anéantir l'autori-

„ té des Loix & des Contrats les plus
 „ saints, l'autorité des Rois & des Magis-
 „ trats qui les représentent, celle de toutes
 „ les Puissances spirituelles, même de l'E-
 „ glise & de ses Conciles, les droits légit-
 „ mes des Pasteurs du second Ordre, ceux
 „ des Universités, & de tous les corps
 „ Religieux.

„ En ce que, sous le nom de la *Société*,
 „ un seul homme auroit une Puissance plus
 „ que Monarchique, sur l'Universalité des
 „ membres qui la composent, sur les per-
 „ sonnes vivantes sous son obéissance, mê-
 „ me sur celles qui seroient exemptes, mê-
 „ me sur celles qui seroient pourvues de
 „ facultés quelconques (ce qui peut s'é-
 „ tendre à l'infini) & que cette Puissance
 „ s'étendrait indistinctement sur les biens,
 „ les personnes, leur destination & leurs
 „ emplois, sur la liberté même naturelle
 „ d'agir & de penser, en tant qu'elle obli-
 „ geroit les Sujets de ladite *Société*, à faire
 „ au *Général* le sacrifice de leur volonté,
 „ de leur sentiment & de leur entende-
 „ ment; à le révéler comme le Lieutenant
 „ de Jesus-Christ, lors même qu'au mé-
 „ pris de la Foi publique, il désavouerait
 „ les Actes faits en conséquence & en ver-
 „ tu des pouvoirs qu'il auroit donnés; à
 „ avoir pour l'exécution de tout ce qu'il
 „ pourroit prescrire, la plénitude d'acquies-
 „ cement & d'adhésion due à l'Eglise entie-
 „ re, en matiere de Foi; à être dans les

„ mains comme un bâton dans celle d'un
 „ vieillard, comme un corps inanimé que
 „ l'on meut à discrétion , comme Abraham
 „ sous les Ordres de Dieu , qui lui com-
 „ mandoit d'immoler son fils.

„ En ce que , pour assurer d'autant plus
 „ le pouvoir immense du *Général* , l'esprit
 „ général dudit *Institut* seroit de n'établir
 „ différentes règles aparentes , que pour
 „ les détruire en même-tems , soit par
 „ d'autres règles oposées , soit par des ex-
 „ plications & des distinctions de toutes es-
 „ peces: en disant , par exemple , dans un
 „ endroit , qu'il ne faut point admettre de
 „ nouvelles Doctrines , & en attribuant
 „ dans un autre à la *Société* , la faculté de
 „ juger si une Doctrine est nouvelle , ou
 „ ne l'est pas , avec l'étrange pouvoir aux
 „ Supérieurs d'user d'animadversion contre
 „ ceux , par la faute de qui la décision se
 „ feroit trop attendre ; en obligeant à se
 „ soumettre par serment aux Constitu-
 „ tions , aux Bulles , aux Décrets des
 „ Congrégations ; & en décidant qu'au-
 „ cune Constitution , Déclaration , ou Ré-
 „ gle de Vie , n'a la force d'obliger sans
 „ le Commandement du *Général*.

„ En ce que le pouvoir du *Général* de
 „ ladite *Société* seroit destructif de tous les
 „ pouvoirs légitimes , en tant qu'il pour-
 „ roit obliger en toutes choses , tandis que ,
 „ suivant l'*Institut* , il est probable que les
 „ loix humaines , même celles de l'Eglise ,

„ n'ont point la force d'obliger , sous peine
 „ de péché mortel ; en conséquence de quoi
 „ les Sujets & les Fideles pourroient , en
 „ sûreté , se faire une conscience arbitraire.

„ En ce que ledit *Institut* présenteroit
 „ comme problématique des propositions
 „ impies , blasphématoires , & notées d'hé-
 „ réticité , par des Conciles généraux &
 „ particuliers , & permettroit d'enseigner
 „ indistinctement , avec la permission du
 „ *Général*, ayant égard aux tems & aux lieux.

„ En ce que ledit *Institut* favoriseroit par
 „ induction toutes les passions , & justifie-
 „ roit tous les excès au moyen du *probabilif-*
 „ *me* , nommément , & exprellément révé-
 „ ré sans en excepter même le meurtre des
 „ Rois , sur lequel il contient les principes
 „ les plus dangereux.

„ Notamment enfin , en ce qu'il seroit
 „ accordé audit *Institut* une foule de Privi-
 „ leges , que l'autorité des Rois , celle des
 „ Loix , celle des Magistrats , celle des Su-
 „ périeurs Ecclésiastiques , le droit ni le
 „ privilege d'autrui , une pratique contraire ,
 „ la nécessité , la raison , ni la justice nom-
 „ mément exprimées ; ne sçauroient abolir ,
 „ changer , altérer , ni même limiter ; pou-
 „ vant en cas de changement , altération ,
 „ limitation , correction , ou réforme quel-
 „ conque , reparoître dans tous les tems ,
 „ sous telle date qu'il plaira au *Général* & à
 „ la *Société* de choisir.

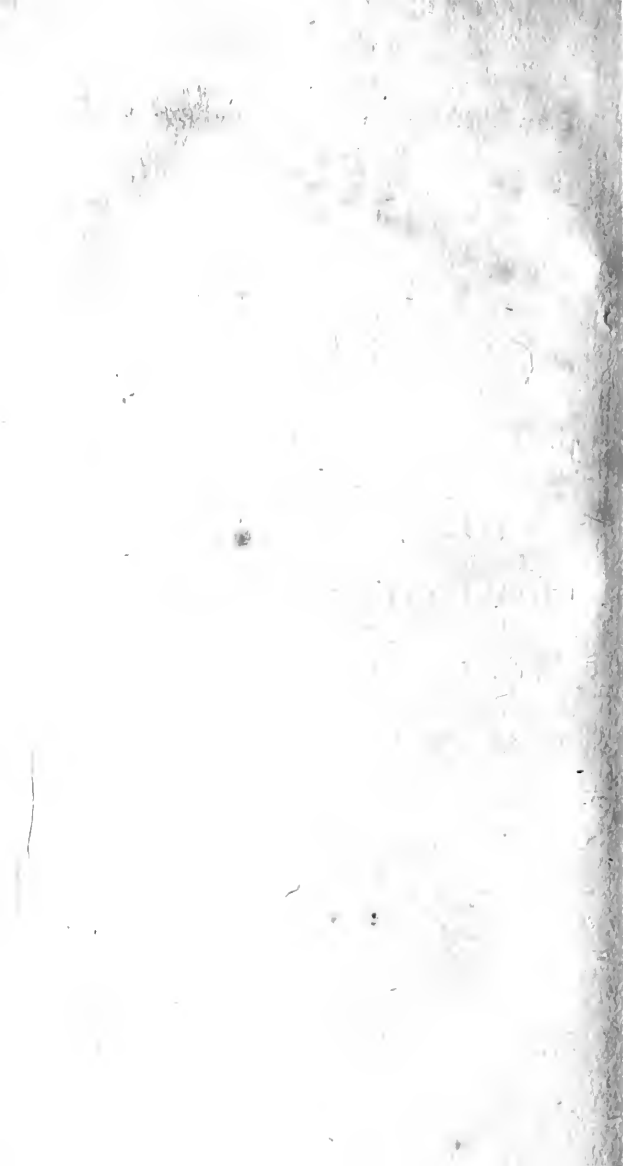
„ Et encore , en ce que ledit *Institut* pré-

„ sente dans tout son contenu , une infrac-
 „ tion formelle des clauses irritantes de la
 „ délibération du Clergé de France assem-
 „ blé à Poissy en 1561 , & prononce ainsi de
 „ lui-même la nullité de la réception dans
 „ le Royaume du Corps dont il est la regle.
 „ Lui permettre de faire intimer le *Gé-
 „ néral* , les Supérieurs préposés , & mem-
 „ bres de chacune des Maisons desdits Prê-
 „ tres & Ecoliers se disant de la *Société*
 „ de *Jésus* , étant dans le ressort de la Cour ,
 „ sur ledit apel comme d'abus , sur lequel
 „ il plaira à la Cour donner audience au
 „ premier jour , lors du jugement duquel
 „ apel comme d'abus seront rapportés à la
 „ Cour tous Edits , Déclarations , & Let-
 „ tres-Patentes , duement vérifiés en icelle
 „ concernant ladite *Société* , pour être sur
 „ le tout conjointement , ou autrement ,
 „ statué & ordonné ce qu'il apartiendra :
 „ ordonner que l'Arrêt à intervenir , sera
 „ signifié aux Maisons de ladite *Société* ,
 „ lu , publié & affiché par-tout où besoin
 „ sera.

FAIT au Parquet , ce 18 Janvier 1762.

Signé BORDIER.

COMPTÉ
DE LA DOCTRINE
DE LA SOCIÉTÉ
SE DISANT DE JÉSUS.
SECONDE PARTIE.



EXTRAIT DES REGISTRES

DE LA COUR DE PARLEMENT
DE NORMANDIE.

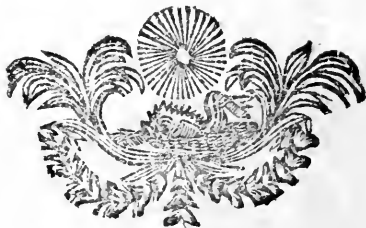
Du 19 Novembre 1761.

CE jour, toutes les Chambres assemblées, un de Messieurs a déferé à la Cour, & mis sur le Bureau plusieurs Volumes d'Ouvrages de différents Auteurs intitulés, &c.... Sur quoi délibéré ; LA COUR a arrêté, que le Procureur Général du Roi sera présentement mandé, pour lesdits Livres lui être remis, aux fins de les examiner & de donner ses Conclusions sur iceux.

Du 16 Janvier 1762.

CE jour, toutes les Chambres assemblées, un de Messieurs a déferé à la Cour plusieurs Volumes de différents Auteurs de la Société se disant de Jésus, intitulés, &c... Sur quoi délibéré, ensemble sur le recit fait à ladite Cour à l'occasion desdits Ouvrages, touchant

*la Doctrine morale & pratique des Prêtres
& Ecoliers de ladite Société se disant de Jésus;
LA COUR a arrêté que le tout sera commu-
niqué sur le champ au Procureur Général
du Roi, pour par lui en faire l'examen, en
rendre compte & prendre des Conclusions.*





COMPTÉ
DE LA DOCTRINE
DE LA SOCIÉTÉ
SE DISANT DE JÉSUS.



ESSIEURS,

APRÈS vous avoir rendu compte des *Constitutions* des soi disant *Jésuites*, il nous reste à vous entretenir de leur morale. C'est toujours l'intérêt de la Religion & de l'Etat qui nous amène dans ce Sanctuaire auguste de la Justice. Jamais il ne fut d'objet plus digne de l'attention des Magistrats, jamais cause plus importante n'exerça le zèle du ministère public.

Nous ne discuterons point séparément les Ouvrages qui nous ont été déferés par Arrêts des 19 Novembre & 16 de ce mois : nous n'en discuterons même exactement aucun , pour éviter des répétitions indispensables , & tout ce qui auroit l'apparence de problème. Nous rapporterons seulement des textes , sous les titres relatifs au sujet dont ils traitent ; & après avoir proposé sur chacun , les réflexions qui nous ont paru propres à en développer le danger , nous examinerons si la Doctrine qu'ils contiennent , doit être regardée comme la Doctrine de la *Société* , ou seulement comme celle de quelques particuliers.

Nous parlerons d'abord du *Probabilisme* , comme la source de toutes les erreurs. De-là nous passerons aux erreurs particulières touchant la prétendue puissance du Pape sur le temporel des Rois ; les devoirs des Juges , les Serments des témoins & des accusés ; les Restrictions mentales & le Faux ; l'Usure & la Simonie ; le Vol , l'Homicide & le Régicide , & enfin l'Impureté.

Cette annonce , Messieurs , a sans doute de quoi effrayer. Eh ! qui fait si le préjugé toujours prêt à s'allarmer , quand on touche à l'objet de son illusion , n'affectera pas un scandale factice à l'occasion de la juste reprise , dont notre ministère nous fait une Loi ? Mais nous concilierons la décence avec le zèle ; & en démasquant le crime , nous respecterons sans cesse la vertu.

Puissions-nous sur tous les objets que

nous avons à parcourir , remplir également l'intention de la Cour , & répondre à ce qu'exigent de nous la défense de la Religion & des Mœurs , le maintien de nos libertés , la sûreté des Personnes sacrées des Rois , & l'ordre public de l'Etat !



TITRE PREMIER.

LE PROBABILISME.

MESSIEURS,

LE *Probabilisme* est de tous les systèmes le plus dangereux ; il tolere , il permet , il justifie tous les excès : nous l'avons vu consigné en principes dans le Livre de l'*Institut* ; nous allons le revoir d'une manière plus développée dans les Maximes suivantes , extraites de quelques Casuistes de la *Société*.

“ Quelle conscience est probable , se demande *Escobar* ? (c'est répond-il) celle qui renferme un jugement sur quelque objet , en conséquence d'une opinion probable ; & (ajoute-t-il) une opinion est censée probable , lorsqu'elle est appuyée

„ sur quelques motifs de poids : de-là [continue-t-il] l'avis d'un seul Docteur grave peut , quelquefois rendre une opinion probable , par la raison qu'il n'est pas présumable qu'un homme , particulièrement attaché à l'étude de la Doctrine, acquiesce à un sentiment , sans y être excité par quelque motif supérieur ou *suffisant* [a].

„ Moyennant l'autorité d'un seul (dit *Moya*) on peut suivre dans la pratique une opinion , quoi qu'on la pense fautive d'après les principes intrinsèques , & nullement probable [b].

„ Chacun peut dans les conseils (dit le même) suivre en sûreté de conscience , telle opinion qu'il voudra , pourvu qu'elle soit conforme à celle de quelque grand Docteur , & cela avec raison : car plus de vingt-quatre Docteurs enseignent qu'un seul grand Docteur peut donner à une opinion le mérite de la probabilité (c).

(a) *Quanam probabilis conscientia ? quæ judicium continet alicujus rei ex opinione probabili ; probabilis autem ea opinio dicitur , quæ rationibus innititur alicujus momenti : undè aliquando unus tantum Doctor gravis admodum opinionem probabilem potest efficere ; quia vir Doctrinæ specialiter addictus haud adhaerebit sententiæ cuiuslibet , nisi præstantis seu sufficientis rationis vi allectus. Lib. Theol. mor. 24, Societ. Jes. Doctor referat , quem R. P. ant. de Escobar & Mendosa , vallisol. Societ. Jes. Theol. in exam. confess. dig. ff. addid. illustrav. p. 30, cap. 3, n. 8.*

(b) ... Ex auctoritate unius tantum posse quem illam (nempè opinionem) in praxi amplecti , licet à principiis intrinsecis falsam & improbabilem existimet. *MOYA* , p. 48 , num. 1.

(c) ... Quilibet homo cum salute potest sequi in

„ On peut [dit Emmanuel *SA*] faire ce
 „ qu'on croit licite , d'après une raison ou
 „ une autorité probable , quoique le con-
 „ traire paroisse plus sûr (*a*).

„ Quoiqu'une opinion soit fausse (dit
 „ *Moya*) chacun peut la suivre en sûreté
 „ de conscience & la pratiquer , à cause de
 „ l'autorité de celui qui l'enseigne (*b*).

Au rapport de *Moya* , le fond de cette doctrine a pour Apologistes *Suarez* , *Valentia* , *Vasquez* , *Azor* , *Sanchez* , *Filliucius* , *Becan* , *Lessius* , *Layman* , *Enriquez* , *Reginaldus* , *Santarel* , *Tannerus* , & un grand nombre d'autres qu'il ne nomme point pour abrégé. Nous la retrouvons dans le commentaire de *Lacroix* , sur la *Théologie morale* de *Bussembaum* , imprimé avec la permission du *Provincial* , donnée en vertu du pouvoir exprès émané du *Général* , après examen & approbation des *Peres* députés de la *Société*.

AINSI , Messieurs , il n'est rien qu'on ne puisse oser , conseiller ou se permettre sur la foi , sur le témoignage d'autrui , sans

consiliis quaecumque opinionem voluerit ; dummodo alicujus magni Doctorem sequatur , sic ille & merito ; nam unicum gravem Doctorem constituit opinionem extrinsecè probabilem , docent quatuor super viginti Doctores. *MOYA* , p. 49 , n. 3.

(*a*) Potest quis facere quod probabili ratione vel auctoritate putat licere , etiam si oppositum tutius sit. *Aphoris. Emman. SA* , verbo *Dubium* , p. 132 , n. 3.

(*b*) Quamvis opinio sit falsa , potest quilibet tutâ conscientia illam practicè sequi propter auctoritatem locentis. *MOYA* , p. 47 , *prop.* 1.

aucun examen , ou même contre sa propre conscience. Une opinion paroît probable ; c'en est assez pour pouvoir la suivre : elle ne le paroît point , au contraire , elle est fausse & *improbable* ; on peut la suivre encore , pourvu que plusieurs , ou même un seul Casuiste , un seul Docteur accrédité la trouvent , nous ne disons pas *vraie* , mais seulement *probable* , quelque fausse qu'elle puisse être.

Voilà le langage non pas d'un , mais d'une foule de Docteurs & de Casuistes de la *Société*. De-là , tantôt sévère , tantôt mesuré , tantôt indulgent à l'extrême , & toujours plus politique que chrétien , on peut accommoder sa morale aux temps , aux lieux , aux personnes & aux circonstances , & usurper l'empire des esprits sous le spécieux prétexte de les gagner à la religion & à la vérité. Que d'excès , que d'horreurs sont renfermées dans cet effrayant système !..... Mais rapprochons-en l'esprit de celui des *Constitutions*.

Si on peut suivre en conscience une opinion probable , quoique fausse ; si pour rendre une opinion probable , il suffit de l'autorité d'un seul homme , quel poids ne lui donnera pas aux yeux d'un *Jésuite* , la décision de ses Supérieurs , & sur-tout celle de son *Général* ?

Un *Jésuite* doit prêter l'oreille à la voix de son *Général* , comme à celle de J. C. même ; il doit lui soumettre son esprit & son cœur ; il doit croire ses définitions ,

comme il croit les plus importantes vérités de la Religion : il peut donc régler en conséquence ses actions personnelles , & diriger ses conseils au dehors.

Faisons de ces maximes une application particuliere : on a vu dans les *Constitutions* que nul de la *Société* ne peut rien publier sur la puissance ou le meurtre des Rois, *sans que l'Ouvrage ait été auparavant revu & approuvé à Rome*. Il y a donc à Rome un Arbitre Souverain de ces affreux problèmes : mais malheureusement il n'existe aucune règle dans l'*Institut* des soi-disant *Jésuites* qui les dispense dans aucun lieu du monde , de l'obéissance aveugle , absolue & universelle due à leur *Général*.

Nous ne nous étendrons pas , Messieurs , sur cette matiere ; qu'il nous suffise de vous avoir présenté des principes : vous en pénétrez tous les dangers , & les faits ne les constatent que trop. Bannissez du milieu de nous un système aussi affreux , un système destructif de toutes les vertus morales , sociales & chrétiennes ; un système qui prévient les scrupules , qui étouffe les remords , qui tendroit à établir l'arbitraire & peut-être un Pirrhonisme universel sur tous les genres de Doctrine , & qui , une fois introduit dans l'école des mœurs , imprimerait aux plus grands abus , un caractère d'*irréformabilité* , au moyen de la contrariété d'opinions que l'esprit d'indépendance , le préjugé ou le fanatisme ont de tous temps fait naître sur les objets les plus im-

portants de la part de différents Ecrivains ,
d'ailleurs recommandables par la supériorité
& la célébrité de leurs talents.



T I T R E S E C O N D.

LA PRETENDUE PUISSANCE DU PAPE SUR LE TEMPOREL DES ROIS.

LA Doctrine des soi-disant *Jésuites*, est
uniforme sur la prétendue puissance du
Pape sur le temporel des Rois : attachée par
principes & par politique à un gouverne-
ment Italien , aveuglément soumise à l'au-
torité absolue d'un *Général* ultramontain ,
la *Société* n'a d'autres opinions que celles
de son Supérieur ou de son conseil , d'au-
tres regles que des Constitutions abusives
& attentatoires aux droits de toutes les
Puissances , d'autres vues que celles d'ac-
crediter insensiblement des maximes d'in-
dépendance que la Loi réprouve , mais
que le temps peut introduire , & que le pré-
jugé , devenu universel , peut faire triom-
pher , au mépris de la Loi , de toute auto-
rité légitime. La notoriété des faits dépose
authentiquement de ces importantes & tris-
tes vérités. Nous croyons donc devoir ne
nous permettre que quelques citations sur
cette

cette matiere qui a plusieurs fois divisé l'Eglise & l'Etat, & fait couler des flots de sang.

Bellarmin prétend que “ le Souverain Pontife jouit seul d’une Puissance émanée de Dieu immédiatement, laquelle ne peut être changée par les hommes; qu’au contraire, les Princes & les Rois ne tiennent leurs Royaumes que des hommes qui peuvent les changer en d’autres formes de gouvernement,, (*a*).

De-là il conclut que “ la Puissance Ecclésiastique qui est spirituelle, & par cette raison naturellement supérieure à la Puissance Séculière, peut, quand il en est besoin, diriger celle-ci, la juger & la contraindre, & cela sans aucune sorte de retour,, (*b*).

Bencius animé du même esprit, s’explique ainsi avec enthousiasme; “ car que dirai-je du très-saint Gouverneur de l’Univers, & Pasteur de tous les peuples, auquel toute la puissance du Dieu immortel est transmise, de maniere qu’il confirme les Royaumes des Rois, affermit les

(*a*) Regna non sunt immediate à Deo instituta, & ideò ab hominibus mutari possunt in alias regiminis formas : Pontificatus autem à Deo immediate est institutus, & ideò non potest ab hominibus immutari. *BELLAR.* p. 255.

(*b*) . . . Sic igitur potestas Ecclesiastica quæ spiritualis est, ac per hoc naturaliter seculari superior, secularem potestatem, cum opus est, dirigere, judicare & coercere potest. Ipsam verò à seculari dirigi, vel judicari vel coerceri nullâ ratione permittitur. *Id.* p. 265.

„ Empires , que les plus grands Potentats de
 „ la terre se prosternent à ses pieds , les
 „ baissent en Suppliants , & professent de
 „ cœur & d'esprit d'exécuter ses ordres ;
 „ duquel l'autorité presque égale à celle de
 „ Dieu même , est & fera si grande , tant
 „ que l'espece humaine subsistera , qu'il a
 „ seul sur les hommes droit de vie & de
 „ mort éternelle ; en sorte que d'un seul mot
 „ il ouvre ou ferme à son gré la porte des
 „ Cieux aux mortels , (a).

Bussembaum , ses Commentateurs & appro-
 bateurs , soutiennent que “ le Pape a droit
 „ d'interdire la guerre aux Princes Chré-
 „ tiens , quand (il juge que) le bien de la
 „ Foi ou de la Religion l'exige , comme
 „ étant [même] à cet égard le Vicaire de J.
 „ C. revêtu de puissance [b].

(a) Nam quid dicam de beatissimo terrarum moderatore ac pastore populorum omnium , ad quem omnis immortalis Dei potentia ita translata est , ut & Regum regna confirmet & stabiliat imperia ; ut ad ejus pedes quos suppliciter exosculantur , abjiciant se amplissimi Principes orbis terræ , & imperata facturos , non minus libenter quam verè profiteantur ? Cujus tanta est auctoritas atque erit dum genus extabit humanum , nimirum Deo proxima , ut unus æternæ vitæ necisque in homines habeat potestatem , sic ut uno ejus verbo addito , vel tanquam prærogativâ aperiatur cœlum , vel tanquam præjudicio claudatur mortalibus. BENCIVS , p. 43.

(b) Papa habet potestatem prohibendi bella Principibus Christianis , quando ira exigat bonum commune fidei vel religionis , quia in his est Christi Vicarius cum potestate constitutus. BUSEMB., tom. I , p. 307 , col. I , n. 874.

Turselin plus timide ou plus mesuré , mais également faux & plus insidieux , enseigne pareillement l'*Ultramontanisme* , dans un Livre destiné à être dans les mains des jeunes gens , sous prétexte de les former à la latinité. Henri IV , les délices de la nation Française , ce Prince que les droits du sang appelloient au Trône , est constamment représenté par cet Auteur , comme n'y ayant que des droits équivoques , & dépendants d'un jugement prononcé au-delà des Monts [*a*].

Bauny , plus décidé ou plus hardi , prononce que l'excommunication prive le Prince & le Magistrat de tout pouvoir : " c'est , „ dit-il , un effet de cette censure , que l'ex- „ communié ne puisse faire fonction aucu- „ ne qui appartienne à l'office tant civil qu'ec- „ clésiastique dont il est pourvu , qu'avec „ péché & nullité de tout ce qui pourroit „ en provenir. pag. 751. „

(*a*) 1. Per eadem tempora , Gregorius Pontifex Henricum regem Catholicis infestum anathemate notatum regni jure privavit. *TURSELIN* , p. 374 & 375, édit. de Rouen de 1668.

2. Et in Franciâ , comitia de novo rege creando haud feliciter habita . . . & Navarrus se Catholicum professus adeò permovit Francam Nobilitatem ut Rex Franciæ salutaretur ; ex eo Lugdunum , aliæque præcipuæ regni civitates in novi Regis fidem venere , & Henricus , Parisiis proditione captis , à Parisiensibus consulatus Rex ad maximum urbis templum ivit , Catholici Regis edens indicia. Itaque Pontifice per legatum suum exorato , abolitâ anathematis notâ in integrum restituitur , & Rex Franciæ à Pontifice appellatur. *Idem* , p. 378.

Conink pose le même principe dans son traité de *Sacramentis & Censuris*. [a].

„ Les Clercs , dit *Bellarmin* , ne peuvent
 „ être jugés par un Juge Séculier , quoi-
 „ qu'ils n'observent pas les Loix civiles [b].

„ C'est , dit *Busenbaum* , un sacrilege [&
 „ conséquemment un sujet d'excommuni-
 „ cation] que de traduire un Clerc dans
 „ un tribunal Séculier „ (c).

„ Le Souverain Pontife , dit *Bellarmin* ,
 „ exempte tous les Clercs de la soumission
 „ aux Princes ; d'où il est conséquent que
 „ les Princes ne sont point Princes à leur
 „ égard , au moins Supérieurs en autorité (d).

„ Il y a , suivant *Polanco* , excommunication
 „ contre les Chanceliers des Princes , les Pré-
 „ sidents des Chancelleries , des Conseils &
 „ des Parlements , leurs Procureurs Généraux

(a) . . . Secunda sententia docet acta judicialia (ex-communicati) non tolerati esse invalida ; est seie communis Doctorum qui communiter asserunt pro hâ : sententiâ jura jam citata ; sed hæc eam non probant ; videtur tamen posse colligi ex Const. *Nos Sanctorum* 15 , p. 6 , ubi Pontifex liberat subditos à fidelitate Dominorum excommunicatorum , & præcipit ne iis obediant : quod fieri nequiret , si possint ab iis validè citari in judicium. CONINK , de *Sacramentis & Censuris* , p. 485.

(b) Non possunt Clerici à judice seculari judicari , etiam si leges civiles non servant. BELLAR. p. 253.

(c) Personale sacrilegium est . . . pertractatio ejusdem (Clerici) ad judiciumulare. BUSEMB. tom. 1 , p. 193 , col. 2 , n. 1.

(d) Summus Pontifex Clericos omnes exemt à subjectione Principum secularium ; sequitur ut , respectu Clericorum , non sint Principes superiores potestate. BELL. p. 255.

„ & ceux des autres Princes, les Arche-
 „ vêques, les Evêques, les Abbés & Offi-
 „ ciaux qui évoquent des Auditeurs & Com-
 „ missaires Apostoliques, les causes bénéfi-
 „ ciales & autres spirituelles & annexées à
 „ icelle, qui usent de l'autorité laïque pour
 „ mettre obstacle aux fonctions des Cha-
 „ pitres & Communautés sur ces objets,
 „ & se mêlent d'en connoître en qualité
 „ de Juges . . . Et l'excommunication une
 „ fois encourue, subsiste jusqu'à ce qu'ils
 „ aient révoqué publiquement leurs Actes,
 „ & qu'ils en aient informé le Pape, [a].

CE sont, Messieurs, ces maximes des-
 tructives de tout ordre, de toute subor-
 dination, qui ont fait naître en différents
 temps les dissensions les plus scandaleuses en-

(a) Excommunicantur Cancellarii, vice-Cancellarii, Cancellarii principum, aut Præsidentes Cancellariorum, Conciliorum ac Parliamentorum, ac Procuratores Generales eorum vel aliorum Principum, & Archiepiscopi, Episcopi, Abbates Commendatarii, Vicarii & Officiales, qui beneficiales & alias spirituales, vel spiritualibus annexas causas ab Auditoribus & Commissariis Apostolicis avocant, ac personas Capitula, Conventus, Collegia, causas hujusmodi exequi volentes auctoritate laicali impediunt, & ad illarum cognitionem, tanquam judices, se intromittunt, ac partes actrices, ad revocandum citationes, inhibitiones, aut alias litteras, ad absolvendum eos contra quos emanarunt, à censuris & pœnis in illis contentis, vel alias executionem litterarum vel executoriarum impediunt; qui non intelliguntur absoluti, nisi statuta, &c. publicè revocaverint, & ubi annotata sunt deleverint, & de revocatione & cassatione Papam certiores fecerint, cum proposito desistendi, &c.
 POLANC. *brev. direct.* p. 49 & *suiv.* n. 17.

tre l'Eglise & l'Etat : ce sont elles qui ont exposé aux plus longs travaux & aux plus grands dangers, un Prince dont la nature avoit formé le cœur pour commander au reste des mortels. Ce sont elles qui troublent sans cesse l'harmonie de la Société civile. Qu'elles soient à jamais bannies du milieu de nous !

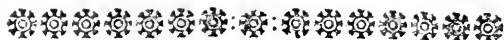
L'Eglise est dans l'Etat, non pour le régir, mais pour le sanctifier par la Doctrine, l'édifier par la voie des exemples, & concourir par l'autorité spirituelle à en faire observer les Loix.

Les Princes temporels sont les Protecteurs de l'Eglise & des saints Canons ; leur autorité est émanée de Dieu & ne connoît de Supérieur que lui.

Le concours de l'une & de l'autre Puissance fait le bonheur d'une Nation. La perfection d'un Gouvernement dépend de la subordination des Sujets envers le Souverain.

Le Citoyen est heureux par ses vertus : la nature & la raison lui dictent ses devoirs ; la Religion les éclaire & les dirige, & l'autorité des Loix en assure l'exercice.

Conservons, Messieurs, nos précieuses libertés : rendons sans cesse aux Ministres de l'Eglise, ce qui leur appartient dans toute l'étendue de Jurisdiction confiée à chacun d'eux ; mais apprenons à tous les sujets indistinctement à respecter les Rois & à leur obéir, comme étant les Images visibles de Dieu sur la terre.



TITRE TROISIEME.

LES DEVOIRS DES JUGES, SERMENT DES TÉMOINS ET DES ACCUSÉS, LES RESTRICTIONS MENTALES ET LE FAUX.

L Es Casuistes de *la Société*, non contents d'attaquer l'autorité civile dans ses fondements, cherchent à en avilir l'exercice, à en borner les fonctions, même à les rendre inutiles.

“ Un Juge (se demande *Escobar*) peut-il suivre, en jugeant une opinion probable, préférablement à une opinion plus probable? Il le peut (se répond-il) suivant *Castro Palau*; il peut même juger contre sa propre opinion, en matière de droit, [a].

Non seulement on peut préférer une opinion probable à un autre qui le feroit davantage, & même juger contre sa propre

(a) *Potest-ne Judex in sententiis ferendis opinionem probabilem, relictâ prebabiliori, sequi? Castro Palau posse docet, imò contra propriam opinionem, dummodò probabilitas sit circa jus. Lib. Theol. mor. DE ESCOBAR, p. 921, n. 45.*

opinion ; on peut encore recevoir des présents de la personne qu'on veut favoriser, suivant *Moya & Escobar*, compilateurs de la doctrine de la *Société*.

“ S'il arrive que deux personnes aient
 „ pour eux une opinion également proba-
 „ ble, le Juge peut recevoir de l'argent
 „ pour prononcer en faveur de l'un au pré-
 „ judice de l'autre (a).

„ Je suppose une cause égale: le Juge peut
 „ il recevoir quelque chose? *Rép.* FAGONDEZ
 „ enseigne que non seulement les Collateurs
 „ de dignités, de Chaires, de Chapelles, mais
 „ même les Juges peuvent recevoir, lorsqu'ils
 „ prononcent dans une cause égale, cessant
 „ une loi positive contraire; parce qu'ils peu-
 „ vent à leur gré faire triompher chacun des
 „ contendants, & il y a lieu à une gratifica-
 „ tion estimable en valeur, en ce que souvent
 „ il en résulte la perte de l'amitié & des
 „ bonnes grâces d'une des parties (b).

(a) Quando litigantes pro se habent opiniones æquè probabiles, potest judex pecuniam accipere pro ferendâ sententiâ in favorem unius præ alio. MOYA, p. 206, prop. 11.

(b) Suppono causam esse æqualem. Potest-ne aliquid judex accipere? Dccet Fagondes... aliquid accipi posse, non solum ab Electoribus ad majoratum, cathedram, capellam, sed etiam à judice, quando (ut supponis) sententiam profert in causâ æquali, seclusâ lege positivâ in contrarium; quia pro suo arbitratu potest cuilibet parti dare victoriam; quare datur locus gratificationi, quæ est pretio æstimabilis, utpote quæ plerumque cum jacturâ amicitiae & gratiæ alterius partis conjuncta est. ESCOBAR, p. 456, num. III.

„ Les opinions sont tellement partagées
 „ sur un procès, que le Juge peut en ju-
 „ geant se décider à son gré : un des Plai-
 „ deurs lui offre un présent, afin de se le ren-
 „ dre favorable : je demande si le Juge pe-
 „ che contre la justice en recevant ce pré-
 „ sent, pour se déterminer en faveur de
 „ celui qui le donne au préjudice de l'autre ?
 „ Je réponds avec *Lessius*, que le Juge, en
 „ agissant ainsi en matière de droit, ne pe-
 „ che point contre la justice, par la raison
 „ qu'il ne considère que le droit naturel :
 „ cependant cela est défendu par le droit
 „ positif (a).

Après avoir cherché à anéantir les devoirs
 les plus sacrés du Magistrat, à mettre en quel-
 que sorte la justice distributive à prix, & à li-
 vrer le plus foible à la discrétion du plus fort :
 les Casuistes de la *Société* entreprennent aussi
 sur la sûreté publique, en se déclarant pro-
 tecteurs des criminels contre l'autorité mê-
 me des loix; vous en serez convaincus,
 Messieurs, par les propositions suivantes.

“ Les Juges pechent, lorsqu'en matiè-
 „ re criminelle ou infamante, ils veulent

(a) *Circa litem hanc ea est varietas sententiarum ut possit iudex utramlibet in judicando sequi : unus litigantium, uti gratum magis sibi conciliet, ei offert munus : requiro num peccet Iudex contra justitiam illud accipiens, ut sequatur hanc partem potius quam illam ? Ex sententiâ Lessii, respondeo non peccare contra justitiam, quia processit id tantum jure naturæ spectato, quando est quæstio juris, non facti. Porro hæc omnia jure sunt positivo prohibita. ESCOBAR, p. 921, n. 441.*

„ obliger un coupable par serment à déclara-
 „ rer la vérité sur ce qui concerne le crime
 „ pour lequel il est arrêté, avant d'avoir
 „ une preuve contre lui (a).

„ Un Juge ne peut faire une informa-
 „ tion particulière, sans que l'infamie ou
 „ quelque chose d'équivalent ait précédé;
 „ par la raison qu'autrement il diffameroit
 „ sans cause, & qu'il doit procéder d'a-
 „ près la notoriété publique qu'il ne sau-
 „ roit avoir que par voie d'accusation, ou
 „ par la confession du coupable, ou par
 „ l'évidence du fait, ou par l'infamie. Pour
 „ acquérir cette notoriété, il ne suffit pas
 „ de deux témoins, quand même ils jure-
 „ roient avoir vu le crime se commettre;
 „ parce qu'alors il est encore caché: il faut
 „ préalablement que le bruit en soit répan-
 „ du dans la majeure partie de la Commu-
 „ nauté, c'est-à-dire, de la Ville, des en-
 „ virons ou du Monastere, & que ce bruit
 „ ne provienne pas de gens mal intention-
 „ nés (b).

(a) *Pecant Judices qui in causis criminalibus aut notabilis infamiae, reum comprehensum, antequam habeant probationem contra ipsum, juramento adstringunt ad dicendam veritatem de omnibus pertinentibus ad causam ob quam comprehensus est. Bus. tom. I, p. 700, n. 4.*

(b) *Ut Judex faciat inquisitionem specialem, debet saltem regulariter procedere infamia, vel quid æquipollens quod justam det causam. Ratio est, tum quia alioqui diffamaret sine causâ, tum quia iudex procedere debet ex scientiâ publicâ, quam non habet, nisi per accusationem, vel confessionem rei, vel evi-*

L'ordre public , les droits de la Justice intéressent si peu les Casuistes de la *Société*, qu'ils ne craignent point, au mépris de la parole même de Dieu , de dispenser les témoins de rendre hommage à la vérité. Ils autorisent le parjure d'une manière d'autant plus criminelle , qu'elle est plus artificieuse.

„ Qui sans cause n'obéit au Juge , com-
 „ mandant qu'il dénonce tels ou tels cri-
 „ mes ou délits, peche , & si le commande-
 „ ment a été sous peine d'excommunica-
 „ tion de sentence donnée , il est ex-
 „ communié & tenu à la restitution du dom-
 „ mage; mais il y a beaucoup de choses qui
 „ excusent; savoir , si le péché est secret,
 „ ou si le pécheur est amendé , ou s'il le peut
 „ être probablement par la correction fra-
 „ ternelle (a).

„ Lors d'une information [dont l'objet

dentiam facti, vel per infamiam; ad quam non sufficiunt duo testes, qui jurent se vidisse crimen admitti, quia adhuc est occultum; sed requiritur ut rumor sit sparsus per majorem partem communiteris, id est, civitatis, viciniae, vel monasterii, neque à maledicis sit exortus. BUSEMB. tom. I, p. 698, col. I, n. 1428, resp. 3.

(a) Qui absque causâ non paret judici præcipienti, ut denuntiet talia & talia crimina, vel delicta, peccat: & si mandatum fuit sub pœnâ excommunicationis latæ sententiæ, est excommunicatus, & tenetur ad restitutionem damni. Quæ autem ex-ulant sunt multa. Nimirum si peccatum est occultum, & peccator jam emendatus, aut si lâ fraternâ correctione probabiliter emendabilis. GIUVARA, pag. 206, num. 46, *Idem* SEGARD, traduc. p. 298, n. 56.

„ est de découvrir un crime caché] un su-
 „ jet, même pris par serment, ne peut &
 „ ne doit déclarer le criminel inconnu... S'il
 „ le déclare, il peche contre la justice, à
 „ moins que sa déposition ne dût produire
 „ l'amendement du coupable plutôt que sa
 „ punition, ou détourner un grand mal (a).

„ Dans quel cas un témoin est-il dispen-
 „ sé de confesser la vérité? *Rép.* En six oc-
 „ casions 1°. S'il n'est instruit que par la
 „ confession sacramentelle; 2°. s'il est inf-
 „ truit sous le sceau du secret naturel, à
 „ moins que sa réticence ne fût nuisible à
 „ un tiers; 3°. si le criminel n'est point in-
 „ fame, & s'il n'y a point d'autres inconvé-
 „ nients à appréhender; 4°. s'il ne fait rien
 „ que de la bouche de personnes qui ne
 „ soient pas très-dignes de foi; 5°. si son
 „ témoignage peut lui porter préjudice
 „ à lui-même; 6°. si on procède par voie
 „ d'accusation, & si le témoin voit que le
 „ délit ne peut être prouvé [b].

„ Un

(a) Subditus etiam rogatus sub juramento non tene-
 tur, imò nec potest prodere criminofum occultum...
 fi talem revelet, peccat contra justitiam, (nisi fortè
 cederet non tam in pœnam, quàm certam ejus, qui
 deliquit, emendationem, vel ad grave malum ab aliis
 avertendum) cum enim crimen, ut ponitur, probare
 non possit, ac proinde ex ejus revelatione non possit
 aliud sequi quàm infamia, nullum habet jus revelan-
 di. BUSEMB. tom. 1, p. 698, col. 1, n. 1428.

(b) Quandonam autem testis non tenetur fateri
 veritatem? Sex in casibus. 1. Si tantùm ex sacramen-
 tali confessione sciat; 2. Si sub secreti naturalis sigil-
 lo, nisi in damnum tertii vergat; 3. Si auctor non

„ Un crime est notoire & public , mais on
 „ n'en connoît point l'auteur : un témoin
 „ interrogé par le Juge , est-il obligé de ré-
 „ pondre ? Je réponds avec *Turriannus* ,
 „ qu'il n'est point obligé de répondre , par-
 „ ce qu'il n'est pas certain que le Juge qui
 „ l'interroge le fasse juridiquement , & une
 „ opinion probable assure qu'il ne le fait
 „ pas ; d'où il résulte que ce Juge n'est pas
 „ supérieur en ce cas. Le témoin est donc
 „ le maître de dire ou de taire la vérité , con-
 „ séquemment à la probabilité de l'une &
 „ de l'autre opinion [*a*].

„ Nul n'est tenu de déposer d'un fait ,
 „ quand on craint que ce fait étant connu ,
 „ ne cause à son Auteur un plus grand
 „ dommage , tel par exemple que la perte
 „ de sa réputation , qu'il n'en a causé à
 „ l'autre partie qui , par supposition , n'au-
 „ roit perdu que ses biens [*b*].

laboret infamiâ , nec aliud timeatur ; 4. Si acceptit à
 personis non admodum fide dignis ; 5. Si ex testifica-
 tione testi ipsi damnum immineat ; 6. Si procedatur
 viâ accusationis & testis videat rem probari non posse.
 ESCOB. *tract.* 6, *exam.* 6, *cap.* 3, *de teste*, n. 24, p. 917.

(*a*) *Crimen est notorium & publicum , sed ignoratur author : testis interrogatus à iudice tenetur-ne respondere ?* Negative respondeo cum *Turriano* ; quia dubium est , an Iudex legitimè interroget , & probabilis sententia asserit ipsum non interrogare juridicè , ac proinde ipsum non esse hoc in casu superiorem. Erit igitur testi liberum vel manifestare , vel occultare veritatem , juxtâ probabilitatem utriusque opinionis.
 ESCOBAR , p. 923, n. 54, *examen* 6.

(*b*) Non tenetur quis testificari , quando majus damnum detecti , V. G. famæ timeatur quàm damnicati V. G. bonorum. ALAGONA , p. 314, n. 4.

„ D. Est-il permis d'user d'équivoques
 „ en jurant ?

„ R. Il n'est jamais permis sans grande
 „ raison & sans grande nécessité. [*Cath.*
 „ DE POMEY , pag 168.]

„ Lorsqu'on n'est point tenu de répon-
 „ dre ; on peut le déclarer au Juge. Mais si
 „ on craint la colere du Juge , on peut
 „ dire qu'on ne fait rien , en sous-enten-
 „ dant *qu'on soit obligé de révéler* [*a*].

„ Interrogé par le Juge si on a emprun-
 „ té un argent qu'on ne doit plus , on peut
 „ jurer qu'on n'a rien reçu , attendu qu'on
 „ n'a rien reçu de maniere qu'on soit main-
 „ tenant obligé de rendre [*b*].

L'esprit d'indépendance , si naturel à la
Société , a porté les Casuistes jusqu'à vou-
 loir priver la Loi des secours qu'elle a droit
 d'attendre & d'exiger , indistinctement de
 tous les Sujets, pour assurer le repos public.

„ Un Clerc peche , quand il prête té-
 „ moignage dans un Tribunal séculier ,
 „ sans permission de l'Evêque , par la rai-
 „ son qu'il se soumet au Juge séculier [*c*].

(*a*) In casu quo quis non debet , potest respon-
 dere judici se non teneri ; si timet iram judicis ,
 dicat se nihil scire subintelligendo quod dicere te-
 neatur. ALAGONA , p. 314 , n. 43.

(*b*) Interrogatus à judice , num mutuo receperit
 nummos , quos reverà jam non debet , potest jurare
 se non recepisse , quia non recepit , ità ut nunc teneat-
 ur solvere. SANCHEZ , *aphor.* p. 427 , n. 20.

(*c*) Peccat etiam (Clericus) si in foro sæculari
 testetur sine facultate Episcopi , sic enim se subjicit
 judici sæculari.

„ Un Laïque ne peut prêter témoignage contre un Clerc en matière criminelle , à moins que le crime dont il s'agit , ne soit de nature à ne pouvoir être prouvé par des Clercs seuls (*a*).

„ Un Laïque séculier ne peut déposer contre un Religieux , que lorsqu'il s'agit d'un crime qui ne peut être prouvé autrement (*b*).

Les Casuistes de la *Société* ne sont pas moins favorables aux criminels , que faciles à l'égard des Témoins. On croiroit qu'ils auroient eu en vue de rendre inutiles toutes les précautions de la Loi , & d'enhardir les coupables par l'espérance de l'impunité.

„ Un Criminel n'est point tenu de confesser les choses , pour la révélation desquelles il seroit condamné injustement. Donc , il les peut nier en entendant qu'il ne les a pas faites , en sorte qu'il les doive dire (*c*).

„ Un Voleur qui a dérobé quelque chose , interrogé du Juge , non compétem-

(*a*) Laicus nequit in causâ criminali testari contra Clericum , nisi crimen sit tale , ut ex naturâ suâ nequeat probari sufficienter per solos Clericos.

(*b*) Laicus sæcularis nequit testari contra Religiosum , nisi crimen hujus occultum aliter probari non possit. BUSEMB. tom. 1, p. 715.

(*c*) Reus non tenetur illa fateri ob quæ revelata injustè condemnaretur. Potest ergo negare , intelligendo se non fecisse sic , ut teneatur prodere. EMM. SA, apbor. p. 190, n. 7.

„ ment ou non juridiquement , savoir s'il
 „ a dérobé telle chose , peut en sûreté de
 „ conscience répondre simplement : *je n'ai*
 „ *point dérobé* , entendant en soi-même ,
 „ *en tel jour ou en telle année (a)*.

„ Un Criminel qui n'est point interrogé
 „ légitimement , n'est point obligé d'avouer
 „ son crime ; il peut éluder la question , se
 „ servir de termes équivoques , ou même
 „ nier les faits , en usant néanmoins de res-
 „ trictions , afin de ne point mentir [*b*].

„ Il [un criminel] n'est point également
 „ tenu de répondre , s'il doute que le Juge
 „ qui l'interroge le fasse légitimement [*c*].

„ Pour que le criminel soit sûr d'être lé-
 „ gitimement interrogé , le Juge doit l'ins-
 „ truire de l'état du procès , des indices du
 „ crime , & de la manière dont il est prou-
 „ vé (*d*).

(*a*) Fur qui est furatus aliquid , si interrogetur à
 Iudice , non competenter vel non juridicè , an sit
 furatus tale quid , potest securâ conscientia respon-
 dere simpliciter : non sum furatus , intelligendo intra
 se : in tali die & anno. GIUVARA, *compend.* NAVAR.
 p. 48 , n. 38 , SEGARD , p. 94.

(*b*) Si (reus) non interrogetur legitimè , non tene-
 tur fateri suum crimen ; sed potest judicem eludere vel
 ambiguis verbis , vel etiam negando , cum aliquâ
 restrictione & in bono sensu ut mendacium absit.
 BUSEMB. tom. 1, p. 713, n. 1521.

(*c*) Nec tenetur , si dubitet an iudex legitime in-
 terroget. BUSEMB. tom. 1, p. 715, n. 1512.

(*d*) Iudex tenetur reo manifestare statum causæ ,
 & quæ sint indicia quomodolibet probetur delictum ,
 &c. ut reo constet an legitimè interrogetur. BUSEMB.
 tom. 1, p. 715, n. 1521.

„ La déposition des témoins n'est point connue du coupable ; doit-il en ce cas répondre au Juge qui l'interroge ? *Rép.* J'affirme qu'il n'y est pas tenu , parce qu'alors il n'est pas sûr d'être juridiquement interrogé (*a*).

„ Si un criminel est légitimement interrogé , mais sur une fausse présomption du crime ; savoir , par exemple , s'il est sorti de telle maison l'épée nue , il peut (& cela s'applique aussi au témoin) méconnoître le fait , quand même il le sauroit à demi-prouvé , quoiqu'en effet il soit sorti , mais sans avoir commis le crime & pour un autre sujet (*b*).

„ Est-il permis à quelqu'un qui jure dans une circonstance juste , d'user d'amphibologie ou d'équivoque , par exemple , en prononçant un serment qui soit entendu par les autres dans son sens ordinaire , mais qu'il entende lui-même différemment , en sous-entendant autre chose ? *Rép.* SANCHEZ dit que cela est permis , & je le confirme par des exemples prati-

(*a*) *Reo non innotescit testium depositio ; tenetur ne Judici respondere ? Non teneri affirmo cum Sanctio (Sanchez) ; quia ei non constat num juridicè interrogetur.* ESCOBAR , p. 924 , n. 60.

(*b*) Si reum juridicè quidem interroget Judex , sed non nisi ex falsâ præsumptione delicti , V. G. an exierit ex tali domo , stricto ense , potest reus (idem est de teste) , licet sciat semiplenè probatum esse , id negare , si exiit quidem , non tamen facto delicto , sed ob aliam causam. BUSEMB. tom. I, p. 715, & suiv. num. 4.

„ qués. Vous êtes interrogé par le juge sous
 „ la religion du serment, si vous avez tué
 „ François? si vous l'avez tué pour vous
 „ défendre, vous pouvez nier le meurtre,
 „ en sous-entendant un meurtre criminel.
 „ Ainsi pense *Lessius*: s'il y a une opinion
 „ probable qui dise que le prix fixé d'une
 „ chose n'est pas juste, & qu'en consé-
 „ quence le vendeur se dédommage par de
 „ faux poids ou autrement; interrogé ensui-
 „ ve par le juge, il peut nier le tout, même par
 „ serment, en sous-entendant qu'il n'a pas
 „ agi injustement... vous avez cachés quel-
 „ ques effets qui vous sont nécessaires, de
 „ peur qu'étant pris par vos créanciers,
 „ vous ne fussiez réduit dans la misère; in-
 „ terrogé par le Juge, vous pouvez nier,
 „ même par serment, avoir rien caché, sous-
 „ entendant que vous soyez tenu de mani-
 „ fester... c'est le sentiment de *Sanchez* &
 „ des autres (a).

(a) *Licetum-ne ex justâ causâ juranti uti amphibologiâ, seu equivocatione preferendo scilicet juramentum quod à circumstantibus in sensu communi accipitur, quo autem preferens aliud subintelligat?* Affirmat *Sanchez*. Exemplis practicis confirmo. A Judice interrogatus cum juramento, an Franciscum interfeceris? Si illum in propriam defensionem interfecisti, negare potes, subintelligendo de homicidio criminoso. *LESSIUS, lib. 2, dub. 9, c. 6, n. 47.* Si est probabilis opinio quod taxa alicujus rei sit injusta, & propterea venditor falsi ponderibus, vel aliâs injustitiam sibi compensat: à Judice postea interrogatus, potest id totum jure jurando negare, subintelligendo se injuste non egisse. *SANCHEZ, sum. rom. 1, lib. 3, c. 6, n. 29 . . . aliqua tibi necessaria*

„ Un criminel est-il tenu de révéler ses
 „ complices ? *Rép.* Si ces complices sont
 „ tout-à-fait cachés , & ne peuvent être
 „ convaincus par autres indices ou témoi-
 „ gnages , il ne peut & ne doit les déclarer.
 „ Il ne pécheroit pourtant pas *dans les cas*
 „ *ordinaires* , s'il les déclaroit , y étant for-
 „ ces par les rigueurs de la torture [*a*].

Suivant les Casuistes de la *Société* , on
 peut à l'aide de la *probabilité* , & des res-
 trictions mentales, attester le faux en justi-
 ce : on peut encore sans crime , y présen-
 ter comme vrais des titres fabriqués.

„ Ce n'est ni fausseté ni péché mortel ,
 „ lorsqu'on a perdu un titre de noblesse
 „ ou d'hérédité , que d'en fabriquer un au-
 „ tre semblable , attendu qu'on ne fait tort
 „ à personne [*b*].

„ Je ne croirois pas coupable de péché
 „ mortel quelqu'un qui ayant perdu un
 „ billet ou une quittance sous seing privé

bona abscondis ne à creditore capiuntur , & cogaris
 mendicare : potes interrogatus à Judice jurare re
 nulla abscondita habere , subintelligendo quæ tenear-
 is manifestare omnia ex Sanchez & aliis.
 ESCOBAR , p. 91, & *suiv.* n. 34.

(*a*) . . . An reus teneatur revelare complices ?

Rép. Si omnino occulti sint , nec aliis indiciis aut
 testimoniis convinci possint , non potest nec tenetur :
 Si tamen vi tormentorum coactus prodatur , ordinariè
 non peccabit. BUSEMB. *tom.* I, p. 716, *col.* 2, *art.* I.

(*b*) Falsare non est , nec peccatum mortale , amif-
 sâ scripturæ de hæreditate aut nobilitate , altam
 similem efficere. Nulli enim fit injuria. MOXA, p. 203,
num. 1.

„libératoite d'une somme , fabriquerait
 „une pièce suppiétive , ne pouvant se libé-
 „rer autrement ; attendu que ces faussetés
 „ne sont pas tant nuisibles à la Républi-
 „que [a].

Ce n'est pas seulement sous prétexte de
 sauver le coupable , ou pour défendre un
 intérêt quelconque , que les Casuistes de
 la *Société* cherchent à introduire la morale
 aussi commode que criminelle , dont la
 Cour vient d'entendre quelques extraits.
 La réticence , la dissimulation doivent sub-
 sister , suivant eux , même après tout in-
 térêt personnel.

„Un criminel légitimement interrogé
 „par le Juge nie la vérité , par la crainte
 „qu'il a de la mort : son Confesseur est-
 „il tenu de lui enjoindre de se rétracter ?
 „Rép. J'assure , d'après *Sanchez* , qu'il n'y
 „est pas tenu , parce que ce seroit obliger
 „le coupable à se produire lui-même. Il
 „y a plus : un coupable n'est pas obligé
 „de dire la vérité au Juge , ni pendant
 „l'instruction , ni même après une juste
 „condamnation à mort. Il doit cependant

(a) . . . Si quis privatam aliquam scripturam aut
 syngrapham , aut apocham , quâ constaret se cer-
 tæ quantitatis pecuniæ mutuo acceptæ satisfecisse ,
 falsificaret ; quia aliam legitimam à conditore con-
 fectam amisisset , nec aliò modo probare posset so-
 lutionem , non damnamus peccati mortalis , quia
 falsificationes hæ , privatarum videlicet scriptura-
 rum , non sunt ita Reipublicæ perniciosæ. *MOYA*,
 p. 204 , n. 3.

„ être dans la disposition de répondre vrai ,
 „ s'il étoit itérativement interrogé [a].

PERMETTEZ-NOUS , Messieurs , de vous présenter quelques réflexions sur les principes affreux que vous venez d'entendre.

L'indécision est quelquefois l'épreuve du magistrat : l'amour de la justice & la délicatesse de l'ame lui donnent un facile accès dans son esprit : une question épineuse & difficile , des loix , des autorités qui semblent se combattre , présentées avec tout l'art & les couleurs séduisantes que l'éloquence prête à l'Orateur , ne font que l'accroître : mais les motifs qui la produisent , la font bientôt disparaître. Une réflexion mûre , un travail assidu font pencher la balance , & fixent l'irrésolution. Jamais le Magistrat n'abandonna l'opinion *la plus probable* pour suivre *la moins probable* ; point d'opinions également probables à ses yeux : s'il en pouvoit être , il n'en seroit pas moins inaccessible à la faveur & aux présents : la raison , ses lumières , sa conscience , des considérations d'équité déterminent toujours son suffrage.

(a) *Reus legitimè interrogatus à Judice metu mortis negat veritatem : tenetur-ne Confessarius ei precipere ut dictum suum retractet ?* Ex sententiâ Sanchez non teneri assero , quia esset cogere reum ad se prodendum. Imò neque reus tenetur manifestare veritatem judici , non solum quandiu judicium durat , sed neque post justè latam mortis sententiam. Debet tamen habere voluntatem verè respondendi , si iterùm interrogetur. ESCOBAR , p. 924 , n. 62.

Tout Juge, soit ecclésiastique, soit séculier, jaloux de remplir le ministère terrible qui lui est confié, ne connoît que la justice : il la trouve gravée dans son cœur, dans la nature, dans son élévation, dans les ordonnances ; servir sa patrie, est sa seule ambition : l'estime, l'amitié, les louanges de la République sont l'unique récompense à laquelle il aspire ; s'il craint d'être séduit, c'est par sa religion, par ses vertus, par le mérite même de sa fermeté. L'intérêt & l'avarice ne ternirent jamais l'éclat de ses fonctions.

C'est une erreur de prétendre que le Juge peche, lorsqu'il oblige le prévenu d'un crime à le déclarer, ainsi que les circonstances qui l'accompagnent ; avant d'avoir la preuve qu'il en est l'auteur.

Le Juge est tenu, aux termes des ordonnances, de faire prêter interrogatoire à l'accusé dans les vingt-quatre heures de sa détention : s'il ne le fait pas, il sacrifie ses devoirs, & manque au serment qu'il a prêté d'exécuter les loix.

La preuve du crime n'est ordinairement que le fruit d'une instruction longue & pénible. L'attendre cette preuve, avant d'interroger, ce seroit rendre illusoire l'intention du Législateur qui a été de faciliter les moyens d'acquérir des connoissances par la bouche même du coupable ; l'interrogatoire deviendrait inutile ; il seroit même un jugement, puisque le Juge qui le feroit subir, détermineroit par-là même que la preuve seroit acquise.

Le décret se prononce contre le prévenu d'un crime, dont l'état est encore incertain, sur des indices, sur des présomptions violentes. Il s'en suivroit de l'opinion des Casuistes de la *Société*, qu'il ne pourroit & ne devoit être prononcé qu'après la preuve du délit.

Les temps, les circonstances ont fait même juger nécessaires les interrogatoires des accusés avant aucune instruction préalable. Un vagabond est arrêté, on commence par lui faire subir un interrogatoire; ce n'est qu'en tirant du propre témoignage de sa conscience, des déclarations & des reconnoissances que l'on peut apprendre l'histoire de sa vie, souvent celle des plus grands forfaits.

Autrefois, il est vrai, les accusés ne se défendoient que par le ministère d'Avocats, & non par leur bouche. Mais l'interrogatoire a été jugé nécessaire par M. le Chancelier *Poyet*, pour avoir la preuve entière du crime par la confession de l'accusé; il fit rendre l'Ordonnance en 1539, toujours observée depuis. Il faudroit donc anéantir les Ordonnances & les Loix qui ont décidé que la déposition d'un seul homme, jointe à la reconnoissance de l'accusé est suffisante pour prononcer contre ce dernier. Ces ordonnances ont été exactement suivies dans les Tribunaux Ecclésiastiques, comme dans les Tribunaux séculiers. Hé! combien de fois les coupables auroient-ils échapé à la juste punition de

leurs forfaits , sans cette sage & précieuse disposition !

C'est à vous , Messieurs , de sévir contre ces Casuistes qui blâment votre propre conduite , en attaquant celle de tous les Juges en général , & qui par des raisonnements dangereux , cherchent à renverser les loix du Royaume , les principes de la sûreté publique , & les monuments de la sagesse de nos Rois. Si le Juge ne pouvoit faire informer que de ce qui est *fameux & notoire* ; s'il péchoit par les mesures qu'il doit prendre pour découvrir le coupable & ses complices ; la négligence , la timidité , l'irrésolution aidée des peines inséparables d'une instruction , seroient bientôt une vertu aux yeux du Juge trop facile. Le crime pour être caché , ne cesse point d'être crime. Tout ce qui tend à le faire découvrir & à sa punition , est du devoir du Magistrat.

Tout Juge en cette qualité , dépositaire du salut du peuple , doit également éviter une rigueur inhumaine , & une compassion plus cruelle encore : la fonction qu'il exerce , lui prescrit la droiture & non l'aveuglement , la vigilance à découvrir le coupable , & non une criminelle facilité à fermer les yeux sur ses égarements. Criminel lui-même , s'il laisse tomber de ses mains les armes que la justice y a placées , ce n'est qu'en frappant les coupables qu'il peut effrayer les méchants & maintenir la sûreté publique.

Quelle plus grande absurdité que celle de prétendre qu'un Juge ne peut faire une
information

information particulière , pour la découverte d'un crime , à moins qu'un bruit général répandu dans les villes , dans les campagnes ne l'ait précédée ? Encore selon les Casuistes , ce bruit public ne doit pas être l'écho de la médisance.

Si toutes ces circonstances étoient nécessaires pour commencer l'instruction d'un procès , notre ministère seroit bientôt sans force & sans vigueur : uniquement occupés de la voix publique , nos démarches seroient toujours infructueuses. Quelle certitude pourrions-nous acquérir de ces bruits , qui passant de bouche en bouche , altèrent & défigurent la vérité ? Toujours renfermés dans des entraves & dans un cahos d'où il nous seroit impossible de sortir , il faudroit renoncer aux Ordonnances , aux Censures Ecclésiastiques ... Proscrivez , Messieurs , une morale si contraire à la police intérieure des Etats.

Le crime du coupable dicte son supplice , le témoin en est le premier juge : la Loi est écrite , le jugement & la peine sont gravés dans les fastes de la Monarchie. Le Magistrat n'en est que l'oracle & l'interprète ; il ne fait que l'indiquer. Plus la vérité attestée par serment aux yeux de Dieu & à la face des Ministres de sa justice , est sacrée & précieuse à l'Etat , plus le parjure est horrible & punissable ; les peines qu'il mérite sont également réservées au calomniateur & au rétentionnaire.

Suivant les principes des Casuistes de la
II. Partie.

Société, le témoin n'est point tenu de dire la vérité, si le délit est secret, si son auteur est amendé & s'il peut l'être. *Escobar* ajoute " si le témoin a connoissance du „ crime sous le secret naturel ; si le coupable n'est point infame ; si le témoin fait „ le crime par des personnes qui ne soient „ pas très-dignes de foi ; s'il présume que „ le crime ne sera point prouvé : „ dans tous ces cas le témoin ne doit point déposer ; il peut répondre au Juge qu'il ne fait rien, en sous-entendant *qu'il soit obligé de dire.*

La Loi de Dieu, ses commandemens portent *falsum testimonium non dices*. Cette loi n'est point conditionnelle : point de cas dans lequel le témoin ne soit tenu de rendre hommage à la vérité : le confesseur seul n'est point obligé à révélation, parce que la confession est faite à Dieu & non à l'homme comme homme, mais à l'homme comme Ministre de la sévérité & de la bonté de Dieu.

Les Loix de l'Etat défendent également le faux témoignage. L'Edit de François I. du mois de Mars 1531, prononce peine de mort contre ceux qui auront porté faux témoignage : Louis XIV. par son Ordonnance de 1670, veut que les témoins qui depuis le récolement, auront changé leurs dépositions dans des circonstances essentielles, soient punis comme faux témoins. Le même Roi, dans son Edit du mois de Mars 1680, veut que l'Ordonnance du mois de

Mars 1531, soit perpétuellement exécutée... juste sévérité dont la religion du serment & le repos public font un devoir indispensable.

Les Commandemens de Dieu, les Loix de l'Etat ne parlent point de ces restrictions mentales, de cette *probabilité* d'incompétence, de cet amendement contingent du criminel, présumable ou non présumable, suivant l'affection du témoin, ni de mille autres exceptions prétendues, enfantées par le relâchement & l'esprit d'indépendance, & proposées au détriment du bon ordre, par des Sophistes audacieux. Ces pernicieuses maximes attaquent trop ouvertement la pureté, la droiture & la majesté d'une Religion sainte & sacrée, & les sages dispositions de nos Loix, pour qu'on soit obligé de les réfuter. Elles font un objet de réprobation aux yeux de Dieu, & provoquent contre leurs auteurs l'indignation des hommes.

L'autorité Souveraine est le caractère éminent de la ressemblance de Dieu qui en est la source. Elle s'exerce sur tous les sujets de l'Etat indistinctement : le Clerc comme le Laïc est tenu de la respecter, & par un principe de conscience auquel il ne peut résister, sans résister à la volonté de Dieu même, & parce que le caractère dont il est revêtu, loin de l'affranchir de la soumission due aux Puissances, lui impose l'obligation d'en donner l'exemple. *Rendez à César ce qui appartient à César*, dit J. C. & *à Dieu ce qui est à DIEU*. *Obéissez aux Princes*, dit

l'Apôtre , *car toute Puissance vient de Dieu ;* non pas , comme l'observe M. le Chancelier d'Aguesseau , que l'Empire de César puisse être égalé à l'empire de Dieu , mais parce que c'est Dieu qui regne par César , & qu'en obéissant à César on obéit à Dieu.

Continuons d'entendre les Docteurs de la Société. „ Si une opinion probable dit „ que le prix apposé à une chose soit injuste , „ & qu'en conséquence le marchand se soit „ dédommagé en vendant à faux poids ; il „ peut , suivant Escobar , étant cité devant „ le Juge , nier avoir vendu à faux poids , „ entendant en soi-même qu'il *n'a point agi „ injustement.*

Ainsi le Magistrat fixeroit inutilement la valeur des choses nécessaires à la vie ; il s'étudieroit en vain à subvenir à la partie du peuple la plus précieuse aux yeux de l'humanité : un vendeur injuste & cruel pourroit licitement se jouer de toutes les regles , & s'engraisser impunément du sang des malheureux.

Voilà ce qu'enseigne un Docteur grave , dans un Ouvrage publié avec permission & approbation de ses Supérieurs. Voilà , au rapport de ce même Docteur , ce qu'enseigne une foule de Casuistes de sa Société. *Je parle , dit-il , d'après SANCHEZ & les autres. (Omnia ex Sanchez & aliis.)*

„ Un homme en a tué un autre dans le „ cas (réel ou prétendu) d'une légitime dé- „ fense : il peut , suivant le même Escobar , „ nier le meurtre à la face de la Justice , en-

» tendant en lui-même *un meurtre criminel.*

» Un Débiteur cherche à dérober la connaissance de ses biens à un Créancier légitime & les cache à cet effet : interrogé en justice , il peut affirmer qu'il n'en a recelé aucuns , entendant en lui-même *qu'il soit obligé de déclarer.*

Ainsi , après s'être permis de donner la mort à son semblable , ou de lui retenir injustement l'accessoire de la vie , au moyen du *Probabilisme* , favorable à tous les excès , on pourroit se flatter de l'impunité par des restrictions arbitraires , & ajouter le parjure aux premiers forfaits.

Qui pourroit ne pas détester les Apologistes de pareilles horreurs ? Que n'a-t'on pas lieu d'en appréhender , sur-tout dans le tribunal intérieur où l'on peut hazarder sans crainte les plus affreuses décisions ? Des traits d'élocution plus touchants qu'instructifs , fruits d'un zèle souvent factice & assorti aux circonstances , ne compensent point ces principes meurtriers ; ils ne font , au contraire , qu'ajouter au crime , en favorisant la prévention , suite naturelle d'une morale facile , accommodée à tous les états de la vie.

Il est naturel sans doute de veiller à sa propre conservation , & l'usage de forcer un coupable à devenir en quelque sorte ou accusateur , ou témoin contre lui-même , présente d'abord à l'esprit quelque chose de révoltant ; mais la sûreté publique l'exige , & la Loi en prononce l'obligation. Le coupable doit s'y soumettre avec résignation ,

sentir quel est son crime , & se préparer par le langage de la vérité à en recevoir le juste châtimement. Il doit chercher à sauver une ame immortelle préférablement à un corps périssable. Ces regles , quelques dures qu'elles paroissent , s'accordent avec les sentiments de tout cœur vertueux , ami de l'ordre & du bien public. Les méchants ont seuls intérêt de les combattre.

Quels autres que les Casuistes , du caractère de ceux que nous avons cités , oseroient dire , qu'un accusé peut attester le faux , s'il doute de la compétence du juge qui l'interroge , si l'instruction a été commencée sans accusation précédente , sans infamie , sans preuve , & si le Juge ne lui donne point connoissance de l'état du Procès ?

Nous n'opposerons à ces erreurs , que la disposition de la loi. Le Prévôt est incompetent , & cependant il commence une instruction criminelle , il décrète & fait subir interrogatoire avant le Jugement de sa compétence ; aux termes de l'Ordonnance , *la compétence ne peut être jugée , que l'Accusé n'ait été ouï en la chambre , dont sera fait mention dans le jugement.* Peut-on dire que dans ce cas , l'Accusé puisse nier son crime & se parjurer , parce qu'il est encore incertain si le Prévôt est compétent ? Les Déclarations par lui faites dans ses interrogatoires & à la Chambre , décident souvent la compétence. Un vagabond arrêté à la clameur publique , n'a d'autre crime que celui de défaut de domicile ; cependant il su-

bit interrogatoire , prête serment : & le Pré-
vôt est obligé de remplir cette formalité
dans les 24 heures.

La nécessité prétendue de donner con-
noissance des charges aux Accusés , est chi-
mérique. L'Ordonnance dit bien que les ac-
cusés seront interrogés sur les faits résultants
du Procès , quand l'interrogatoire est pré-
cédé d'une information ; mais elle ne parle
point de communication préalable des char-
ges. Il auroit été inutile aux Loix de prendre
des précautions exactes pour empêcher les
Parties d'avoir la communication des Pro-
cès , si le Juge eût été obligé de la leur don-
ner ; il est également contraire à l'esprit de
la Loi , de prétendre que les Accusés ne doi-
vent être interrogés que sur les charges du
Procès. S'il en étoit ainsi , il faudroit abro-
ger les Ordonnances , & notamment celle
de 1670. Combien de coupables échappe-
roient aux peines qui leur sont destinées ,
& qui sont nécessaires pour arrêter les désor-
dres , si l'on étoit obligé de s'en tenir uni-
quement aux charges ! Souvent le crime res-
teroit inconnu , & l'impunité du coupable
deviendrait meurtrière pour l'innocent. La
crainte peut seule arrêter la hardiesse des
cœurs corrompus ; il faut les effrayer par des
exemples capables d'imprimer la terreur à
ceux qui seroient insensibles aux attraits de
la vertu.

Oderunt peccare boni virtutis amore :

Oderunt peccare mali formidine pœnæ.

Fabriquer des titres de noblesse ou d'hérédité, & les actes les plus solennels de la Société civile, pour les substituer à ceux que l'on auroit perdus, ce n'est point un faux, ce n'est point un crime, disent les Théologiens de la *Société*.

Les Actes sont les interpretes & les dépositaires des conventions; ils en assurent l'existence & les clauses. Permettre la fabrication de nouveaux titres, ce seroit autoriser à repousser la fraude par la fraude, & à tirer de son ennemi tel parti que l'on jugeroit à propos par voie de compensation, de gratitude & autres, à réparer par soi-même sa négligence, & l'injustice que l'on prétendrait nous avoir été faite.

Ce principe que *Moya* dit modestement n'être pas *tant dommageable à la République*, ouvriroit dans l'ordre de la Société civile, la voie aux plus grands crimes & aux plus grands dangers: aux plus grands crimes, parce que l'homme injuste s'en feroit un titre pour couronner sa cupidité, pour envahir une succession, ou pour usurper une noblesse qui ne lui appartiendrait point: aux plus grands dangers, en ce qu'il peut induire l'homme peu instruit, auquel on contesteroit mal-à-propos les honneurs attachés à une noblesse ancienne & réelle, ou une succession opulente, à laquelle son droit ne peut être établi que par une généalogie bien constatée, à éprouver la honte & les rigueurs du dernier supplice. Il suffit de contrefaire le sceau du Souverain, sa signature, celle de

les Officiers ou de ses Ministres , de quel-
qu'état qu'ils soient , pour mériter la mort. Il
en est de celui qui contrefait des Actes &
des signatures , comme de celui qui fabri-
queroit ou altéreroit la monnoie publique
pour payer aux Receveurs du Prince une
imposition que ses facultés ne lui permet-
troient point de contester. Tout Acte faux ,
quand même il seroit fait pour se rédim-
er d'une injustice, est une fausse monnoie dont
la fabrication est digne de mort.

Par l'Edit & Ordonnance de François I.
du mois de Mars 1531 , & du mois d'Oc-
tobre 1535 , *ch. 19 , art. 9.* & d'Henry III.
de l'an 1583 , compilés par *Théveneau, Liv.*
4, tit. 17 , art. 3. & renouvelés par un Edit
du 24 Mai 1680 , il est ordonné que " tous
„ ceux qui seront convaincus d'avoir fait &
„ d'avoir passé faux contrats , & porté faux
„ témoignage en justice , en matiere civile
„ ou criminelle , ensemble les suborneurs
„ desdits faux témoins , seront exécutés à
„ mort , telle que les Juges l'arbitreront ,
„ suivant l'exigence du cas.

„ Celui qui a fait la piece fausse , est puni ,
„ quoiqu'il déclare nes'en pas vouloir servir.
Leg. 8, Cod. ad legem Cornel. de falsis.

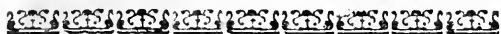
Quels conseils osent encore donner les
Casuistes de la *Société* aux Confesseurs des
criminels ! Ils prétendent qu'ils ne doivent
point exiger du criminel devenu parjure ,
qu'il répare sa faute en avouant son crime ,
même après une Sentence de mort justement
prononcée.

C'est ainsi qu'ils dispensent des réparations dues à la justice divine & humaine. Puissent les Confesseurs assez charitables pour se livrer à la direction des âmes de ceux dont la sûreté publique demande la mort, n'être jamais séduits par ces maximes pernicieuses ! Auroient-ils deux religions ; une pour le citoyen qu'ils assujettissent à la satisfaction , & une autre pour celui qui gémit sous le faix de ses crimes, auquel ils permettroient d'y être indifférent ?

-L'obligation imposée par la loi de confesser son crime ne se prescrit point par la néance. Le parjure ne sauroit devenir un titre d'exemption. Cette obligation est encore plus étroite , en ce qui regarde les complices , par la considération de l'intérêt public. Cependant les Commentateurs & Approbateurs de *Bussembaum* ne craignent pas de dire , que “ lorsque les complices sont in-
,, connus , le Criminel ne doit point les dé-
,, clarer “ ; ajoutant néanmoins , ” que s'il
,, les déclare par un effet des rigueurs de la
,, torture , il ne pèche point dans les cas or-
,, dinaires.

Nous abandonnons , Messieurs , à vos réflexions ces *cas extra-ordinaires* , que supposent ici les Commentateurs de *Bussembaum*, dans lesquels un criminel doit taire ses complices , malgré les rigueurs de la torture. Leur silence , à cet égard , joint à leur scandaleuse attention à entrer sur tout autre objet , dans les plus grands détails, pourroit autoriser des conjectures , auxquelles le témoi-

gnage des faits ne donneroit que trop de vraisemblance ; mais par respect pour votre sensibilité , nous nous dissimulerons à nous-mêmes, tout ce qui pourroit l'alarmer.



TITRE QUATRIEME.

L' U S U R E.

V O U S avez vu , Messieurs , sous le titre précédent que, suivant les Casuistes de la *Société*, il ne s'agit que de diriger son intention pour justifier le crime. Vous verrez sous celui-ci, cette même intention rectifier les contrats les plus injustes , les accommoder aux regles de l'équité , quand l'intérêt qui leur donne naissance , peut se colorer des apparences d'une fin honnête. Quelques textes suffiront pour démasquer cette pernicieuse doctrine.

“ Il est permis (dit *Moya*) à celui qui „ prête , d'exiger quelque-chose au-delà du „ principal, à raison du danger auquel il est „ exposé pour le recouvrement du principal . . . “ Et (comme le danger est inséparable du prêt, il s'ensuit évidemment que „ cette seule proposition rend inutiles & sans „ force toutes les loix qui interdisent l'usure) : „ c'est pourquoi celui qui vend à crédit, peut

„ aussi vendre plus cher, à raison du danger
 „ auquel il s'expose pour recouvrer le paie-
 „ ment ; il pourra faire la même chose dans
 „ les prêts & les changes [*a*].

„ Quoique ce soit usure , quand on re-
 „ çoit quelque chose au-delà du principal
 „ à titre de prêt ; cependant ce n'est pas usu-
 „ re quand on le reçoit à raison du danger ,
 „ & seulement comme le prix du danger . . .
 „ Il n'y a personne , quelqu'assurance qu'on
 „ lui ait donnée , à qui il ne puisse survenir
 „ quelque danger , ou du moins quelque
 „ difficulté , ou quelque peine pour le re-
 „ couvrement de ce qui lui appartient [*b*].

„ Par ce moyen , l'on ouvre & l'on appla-
 „ nit un chemin où il n'y a point de danger ,
 „ & cette opinion est le sentiment commun des
 „ JESUITES [*c*]. Les

(*a*) Mutuanti licitum est aliquid ultra sortem exigere ratione periculi , cui in eâ recuperandâ exponitur ; *Rebellus Jesuitæ* : (cum autem hoc periculum inseparabile sit à mutuo ; planè deducitur hâc solâ propositione omnes leges prohibentes usuram , cassas & inanes reddi) : unde vendens creditò poterit etiam ratione periculi in recuperando pretio carius vendere ; & sic in aliis locationibus & cambiis. *MOYA*, p. 287.

(*b*) Quamvis enim usura sit , si quis recipit ultra sortem ratione mutui ; non est usura , si recipit ratione periculi , tantum ut pretium periculi . . . Nullus potest esse ita securus , cui non possit aliquod intervenire periculum , vel saltem aliqua difficultas , vel labor in re habendâ. *Idem* , p. 288.

(*c*) Ex usuris plana & incolumis aperitur via ; nihilominus prædicta opinio est communis inter Jesuitas. *Idem* , p. 287.

Les mêmes risques, les mêmes dangers se trouvant dans le cautionnement, il eût été inconséquent de ne pas les faire servir aux mêmes fins : *Bauny* y a pourvu par le texte suivant.

“ Le Répondant, à raison du danger où
 „ il se met de payer pour celui qu’il cau-
 „ tionne, peut pour cela exiger de lui autant
 „ que ce hazard est estimé pouvoir valoir...
 „ Car tant la peine de recouvrer le sien d’un
 „ homme qu’on ne connoît, ou si l’on en a
 „ connoissance, qu’on fait être affronteur,
 „ tant la peine, dis-je, que le hazard où
 „ l’on s’expose de n’en retirer jamais rien que
 „ par procès & à la longue, sont bien confi-
 „ dérables & dignes qu’on les récompense.
 „ *Bauny*, p. 324.

Cette supputation arbitraire & criminelle d’un danger apparent ou supposé, n’est pas même un motif, auquel les Casuistes de la *Société* soient uniquement attachés; le temps qu’on accorde à un Créancier pour payer, excuse indistinctement toute demande d’intérêt.

“ Il est aussi permis à celui qui prête de
 „ demander quelque chose au-delà du prin-
 „ cipal, s’il s’oblige de ne point redeman-
 „ der le principal avant un temps limité (a).

“ Il est évident que ce n’est pas une chose

(a) Licitum est etiam mutuanti aliquid ultra sortem exigere, si se obliget ad non repetendam sortem usque ad certum terminum. *Idem*, p. 291.

„ défendue en elle-même à celui qui prête ,
 „ de s'exprimer ainsi : Je ne vous prêterai
 „ point , si vous ne me donnez pour intérêt
 „ quelque chose de déterminé au-delà du
 „ principal [*a*]. „

C'est d'après ces principes qu'Escobar se fait les deux questions suivantes.

“ Antoine prête à Pierre sous cette condition , qu'à l'instant l'emprunteur lui conférera un bénéfice , non à titre de prix du prêt , mais à titre de reconnoissance ; on demande si c'est une usure ? Je réponds que non ; parce que cet engagement dure fort peu de temps , & ne peut être mis à aucun prix. [*b*]

„ Est-ce une usure que d'espérer de recevoir quelque chose du prêt , non à titre de justice , mais à titre d'amitié ou de reconnoissance ? *Rep.* J'ai déjà dit qu'il n'y a d'usure que quand on s'attend de recevoir quelque chose du prêt , en vertu du prêt , & par une obligation civile. C'est pourquoi ce n'est pas une usure *mentale* que d'espérer de recevoir , en vertu du prêt , l'amitié , ou quelque présent de la recon-

(*a*) Et si mutnans dicat : non mutuabo , nisi ultra fortem loco interesse aliquid certum solvas ; quòd hoc non sit illicitum de se , apparet ex dictis. *Idem* , p. 294.

(*b*) Mutuat Antonius Petro cum pacto , ut saltem conferatur à mutuatario beneficium , non in pretium mutui , sed in gratitudinem : an sit usura ? non ; quia talis obligatio brevi durat , ac proinde non est pretio æstimabilis. ESCOBAR , p. 510 , n. 31.

„noissance de celui qui emprunte : ce n'est
 „pas non plus une usure réelle que d'exiger
 „ce présent en vertu d'une obligation de
 „cette espece ; parce que l'acte interne &
 „externe sont également bons ou égale-
 „ment mauvais (*a*). „

Ouvrir la voie aux usures dans les prêts sous des prétextes frivoles de danger , de reconnoissance ou autres , c'étoit trop peu. La malheureuse fécondité des Auteurs dont l'examen a été déferé à notre ministère , nous entraîne malgré nous jusques dans les injustices que des Marchands sans foi & sans probité pourroient se permettre. La situation fâcheuse de l'indigent p-eut-elle jamais justifier leurs démarches ? C'est ce que les Casuistes de la *Société* osent avancer.

“ Il est permis à un Marchand de ven-
 „dre ses marchandises au plus haut prix ;
 „[par exemple , pour 100 liv.] & de les
 „racheter à l'instant pour de l'argent comp-
 „tant à 80 liv. , qui en est le plus bas
 „prix [*b*].

(*a*) *Est-ne usura aliquid sperare ex mutuo , non ex justitiâ , sed ex amicitia aut gratitudine ?* Dixi non esse usuram , nisi expectetur aliquid ex mutuo vi mutui , & cum civili obligatione : unde sperare per mutuum , amicitiam vel aliquod donum ex gratitudine mutuatarii , non est usura mentalis ; nec tale donum ex tali obligatione exigere , est usura realis ; quia actus internus & externus sunt ejusdem bonitatis aut malitiæ. ESCOBAR , p. 511 , n. 33.

(*b*) *Licitum est Mercatori credito vendere merces pretio riguroso , verbi gratiâ 100 , & statim numeratâ pecuniâ eas emere 80 , quod est pretium infimum.* MOYA , p. 198.

„ Et il n'importe que quelqu'un vende
 „ ses biens dans une nécessité pressante (*a*).

„ Celui qui vend à crédit à un pauvre ,
 „ (par exemple) du drap , & cela au plus
 „ haut prix , le peut racheter à un prix moins
 „ considérable , pourvu que cela se passe
 „ sans scandale (*b*).

„ L'on peut acheter quelque chose à
 „ meilleur marché de celui qui par la né-
 „ cessité , est contraint de vendre son bien ;
 „ parce que le prix d'une chose devient
 „ moindre par la manière dont elle est ven-
 „ due , & les marchandises sont réduites à
 „ n'avoir point de prix que celui qu'on y
 „ veut mettre (*c*).

„ Une chose devient moins chère , non
 „ seulement d'un tiers , mais même de la
 „ moitié , quand on est obligé de la vendre
 „ par nécessité (*d*). „

L'artifice dans le cœur , le poison sur les
 levres , les Casuistes de la *Société* semblent
 appréhender que la cupidité n'abuse pas as-
 sez de leurs détestables maximes. On croi-

(*a*) Nec etiam ad rem facit , si quis vendat ex ne-
 cessitate oppressus. *Idem* , p. 302.

(*b*) Qui egenti pecuniis vendit creditò , v. g. pan-
 num riguroso pretio , potest reemere pretio pio , si fiat
 sine scandalo. *ALAGONA* , p. 272.

(*c*) . . . Possè aliquem emere rem viliùs ab illo qui
 vendit necessitate compulsus ; quia ex modo vendendi
 minuitur pretium rei , & merces officiuntur ultioneæ.
MOYA , p. 302 , n. 7.

(*d*) Vilescit res non solum pro tertiâ , sed etiam
 pro dimidiâ parte , quando quis illam vendere neces-
 sitate compellitur. *MOYA* , *ibid.*

roît qu'ils se feroient proposés de tendre des pièges à la vertu , aux scrupules & aux remords : une infame complaisance les fait entrer dans tous les détails. Le Commerce , ce ressort de l'Etat , dont la bonne foi est le principal appui , est généralement exposé au déshonneur qu'ils cherchent à imprimer à toutes les actions de la vie civile.

“ Si , suivant MOYA , on ajoute à un contrat de Société un contrat d'assurance du capital , & de vente d'un profit incertain pour un profit certain , il est permis alors d'exiger un gain certain avec une assurance du capital [*a*]. ”

Bauny explique avec plus d'étendue la conduite que l'on doit tenir pour justifier ces sortes de contrats. *Somme de péchés* , pag. 334 , 335 , 336 , 337 , 338 & 342.

“ Celui qui a donc besoin d'argent , venant à expliquer le desir qu'il a d'en recouvrer , en telle ou telle quantité , le Créancier futur lui pourra répondre : Je n'ai point d'argent à prêter , si bien à mettre à profit honnête & licite ; si vous desirez la somme que demandez pour la faire valoir par votre industrie à moitié perte , à moitié gain , peut-être m'y résoudrai-je ; bien est vrai qu'à cause qu'il y a trop de peine à s'accorder pour le profit , si vous m'en

(*a*) Si contractui Societatis superaddantur contractus aſſecuratione capitalis & venditionis lucri incerti pro lucro certo , ex vi horum licitum est exigere lucrum certum ſalvâ ſorte. MOYA , p. 303 , n. 2.

„ voulez assurer un certain , & quant &
 „ quant aussi mon sort principal ; qu'il ne
 „ coure fortune , nous tomberons bientôt
 „ d'accord , & vous ferai toucher argent dès
 „ cette heure. Ainsi l'accord fait de paroles
 „ entre les Parties , le contrat se passera.

„ Il ne faut pas que ce qu'on demande
 „ soit excessif ; communément il se faudra te-
 „ nir dans l'Ordonnance , & se contenter du
 „ prix que le Roi permet par icelle , qui est
 „ au denier douze pour les Marchands , &
 „ au denier dix-huit pour les autres , *ne fût*
 „ *que pour certaines considérations dont le ju-*
 „ *gement est réservé aux sages , il fallût l'ac-*
 „ *croître ou le diminuer.*

„ Pour plus grande assurance , il est bon
 „ que le Créancier dise à celui qui se conf-
 „ titue Débiteur , que son *intention* en ce
 „ contrat , n'est usuraire , bien en l'obligeant
 „ de ses deniers , de les faire profiter , avec
 „ protestation de sa part , de ne vouloir rien
 „ faire contre Dieu & sa conscience : car par
 „ cela il se déclare porté au bien , éloigné du
 „ péché , dans les dispositions de ne contrac-
 „ ter point , *si sciret titulum hujus contractûs*
 „ *non esse justum. . . .*

„ Tous les contrats d'argent prêté se font
 „ en général de cette sorte , par toutes ma-
 „ nieres de personnes... lesquels , en ce qu'ils
 „ se font payer l'intérêt de leurdit argent ,
 „ les uns au denier douze , les autres à dix
 „ pour cent , qui excède le prix de l'Ordon-
 „ nance , me semblent reprehensibles , n'é-
 „ toit que leurs Débiteurs le fassent de gré.

„ à gré , & fans y être contraints , & que pour
 „ justes causes , ils dussent passer le prix de
 „ ladite Ordonnance.

„ Or est à noter que la Coutume porte
 „ que , lorsque le terme dudit paiement est
 „ échu , si le Débiteur n'a moyen de payer
 „ le principal , il va payer & avancer l'in-
 „ térêt encore pour un an , & son Créancier
 „ lui baille un prolongement . . .

„ Voilà , à mon avis , le moyen par lequel
 „ dans le monde quantité de personnes qui ,
 „ par leurs usures , extorsions & contrats il-
 „ licites , se provoquent la juste indignation
 „ de Dieu , se peuvent sauver , si au lieu de
 „ prêter le leur , ils le baillent en la façon
 „ dessusdite , qui n'est de mon invention ,
 „ mais de quantité de grands hommes dont
 „ je juge à propos d'insérer ici les paroles ,
 „ pour parer aux reproches de ceux à qui cette
 „ opinion pourroit sembler improbable
 „ & nouvelle . . . » [*Ces grands hommes sont*
presque tous Jésuites] .

„ Notre opinion n'est donc pas si nou-
 „ velle ni si peu vraisemblable qu'on la crie ,
 „ puisqu'elle est défendue de tant de per-
 „ sonnages dont le moindre est capable de lui
 „ donner créance & nous tirer de blâme d'au-
 „ toriser ce dont tous ces Auteurs nous ont
 „ baillé l'exemple . ,

Aux extraits que nous avons cités , nous
 pourrions en joindre beaucoup d'autres qui
 renferment la même doctrine : vous avez
 vu , Messieurs , que *Bauny* a cru se mettre à
 couvert en s'appuyant de l'autorité de plu-

fieurs Ecrivains , presque tous de la *Société* dont le moindre , suivant lui , est capable de donner créance à ses décisions. pag. 342.

L'USURE est un crime qui viole également les Loix divines & humaines ; les Casuistes de la *Société* ne sauroient le méconnoître. Faut-il donc que l'usurier change de conduite ? Nullement : mais ils lui apprennent à diriger son intention , qu'il avoit la mal-adresse de ne pas tourner vers un but honnête ; & dès-lors ce qui étoit usure ne l'est plus.

C'est ainsi qu'en se faisant une fausse conscience , on pourroit préparer aux autres un malheur réel. Les risques plus ou moins grands , devant être la règle des intérêts , l'avarice deviendrait la mesure de la cruauté , & les besoins d'autrui sa justification ; le commerce ne seroit plus qu'un brigandage pallié ; les beaux noms de reconnaissance & de gratitude légitimeroient les plus criantes exactions ; des conditions injustes changeroient de nature , étant habilement présentées ; la manière de commettre le crime pourroit presque le transformer en mérite ; réduite en principes & en méthode , l'usure deviendrait un art & une science particulière.

Il n'est point de contrats dans la *Société* civile, où il n'y ait quelques risques à courir. Il n'en est donc aucun qui ne puisse donner lieu à ces récompenses de précaution , & cependant absolues , à ces dédommagements de pertes ou de peines contingentes , qu'une barbare prévoyance croiroit pouvoir exiger.

Qui peut assurer que l'homme élevé au faite des biens & des richesses ne tombera point dans l'anéantissement ? Une navigation heureuse rapporte des trésors à l'Armateur ; le flot qui les amène au port , peut les engloutir dans l'immensité des mers : les nuages , les tempêtes s'élèvent quelquefois du calme d'un commerce florissant , du sein d'une vie privée , comme de celui de la magnificence & de la grandeur. La foiblesse de l'humanité , l'inconstance de ses mœurs & de ses goûts , de son esprit & de son cœur , sont des écueils contre lesquels peut échouer la prudence humaine : les passions changent quelquefois l'économie en prodigalité , font de l'homme rangé un dissipateur ; une simple signature surprise à la droiture & à la probité , des pertes , des maladies font souvent les malheureux. Il est un temps où les passions s'enflamment ; les plaisirs , dangers brillants d'une âge facile à séduire , n'entraînent que trop souvent une jeunesse inconsidérée dans des sentiers épineux , dont la surface ne lui offroit que des fleurs . . . Que de risques aux yeux d'un Usurier , appréciateur avide de tout ce qui semble autoriser ses concussions !

Quoique dans l'usure il ne paroisse point d'engagement contre le gré de l'acheteur ou de l'emprunteur , il n'en est pas moins vrai que son consentement est forcé. Que ne fait point le Militaire pour se procurer l'argent dont il a besoin pour son Service ? L'honneur l'appelle sous les drapeaux de Mars ; une

campagne prochaine lui ouvre le champ de la gloire ; il brûle du desir de servir son Prince & sa Patrie : la fortune s'oppose à son impatience, il veut en réparer les torts : rien ne lui coûte, tout est sacrifié : occupé à combattre les ennemis de l'Etat, ses biens deviennent la proie d'infames Usuriers.

Le crédit est l'ame du Commerce, il en facilite & multiplie les opérations : l'exactitude dans les paiemens y met la confiance. Il n'est rien que le Négociant ne sacrifie pour le conserver. Une lettre de change est-elle échue ? le défaut d'argent pour y faire honneur le fait recourir aux expédients : il emprunte des fonds pour l'acquitter, & se ruine par degrés, pour maintenir le secret de ses affaires.

Nous pourrions parcourir tous les états & toutes les situations de la vie humaine : nous les trouverions toutes exposées à la cupidité dévorante & insatiable de l'Usurier, enhardi par des maximes qui ne blessent pas moins l'autorité des Loix, que les regles de la conscience & les principes de l'humanité.

Flétrissez, Messieurs, un système barbare qui met cruellement à prix les besoins, l'indigence, la nécessité, la pauvreté même.





TITRE CINQUIEME.

 LA SIMONIE.

LES Casuistes dont nous examinons les Ouvrages, n'ont pas seulement introduit le système impie de la direction d'intention dans les Contrats purement civils; ils l'ont encore étendue aux choses les plus saintes & les plus sacrées. Au mépris des saints Canons, ils ne craignent point de faire servir la nomination aux Bénéfices, à calmer les craintes, à appaiser la colere d'un ennemi, à mériter la protection d'un Prince, à se procurer le paiement d'une dette, à obtenir l'absolution d'un coupable.

C'est ainsi que s'explique *Filliucius.* „ Il „ n'y a point de Simonie à donner un Béné- „ fice en vue de la parenté, non plus à cause „ de la crainte, ni quand on le donne à un „ ennemi afin qu'il ne fasse point de tort, „ pourvu qu'il n'y ait point de pacte; de „ même il n'y a pas de simonie à conférer un „ Bénéfice à la sollicitation d'un Prince, „ pourvu qu'il n'y ait point de convention; „ ni à le donner à son Débiteur, afin qu'il „ paie ce qu'il doit, pourvu qu'il n'y ait

„ point de convention ; ni à présenter le fils
 „ d'un Juge , afin que celui-ci absolve un
 „ coupable , pourvu qu'il n'y ait point de
 „ pacte [*a*].

Ces erreurs se renouvellent sous différentes faces à chaque Auteur que nous touchons. *SA*, *Moya*, *Bussembaum* permettent d'acheter les Bénéfices , pourvu qu'un motif honnête , prétexte cette étrange convention.

SA parle ainsi : “ Il n'y a point de simonie
 „ à réligner son Bénéfice en faveur d'un au-
 „ tre . . . non plus qu'à donner quelque cho-
 „ se [à celui dont dépend le Bénéfice) pour
 „ gagner son amitié , par laquelle ensuite on
 „ gagnera le Bénéfice (*b*).

„ De même (dit *Moya*) il n'y a point de
 „ simonie de donner de l'argent à un tiers ,
 „ afin qu'auprès d'une autre personne qui
 „ n'est point chargée de conférer le Bénéfice ,
 „ ni de choisir le sujet , ni de le présenter , il
 „ sollicite qu'on donne le Bénéfice à celui
 „ pour qui il s'intéresse ; c'est pourquoi il n'y
 aura

(*a*) Hinc ob consanguinitatem dare beneficium simonia non est , nec ob timorem , nec si detur inimico ne officiat , secluso tamen pacto , eodemque modo si beneficium detur ad petitionem Principis , simonia non est , si pactum absit ; nec si detur debitori ut solvat debitum absque pacto , nec præsentare filium Judicis , ut absolvat reum , modò pactum absit. *FILLIUCIUS* , p. 846.

(*b*) Non est simonia renuntiare beneficium in favorem alterius . . . & nec si quis det ad obtinendam amicitiam , ex quâ deindè consequitur beneficium. *SA* , p. 630.

„ aura pas de simonie à donner quelque cho-
 „ se au Domestique d'un Ministre dans le
 „ dessein qu'il prie son Maître de me présen-
 „ ter au Roi pour avoir le Bénéfice (a).

Bussembaum ajoute : “ Il n'y a point de si-
 „ monie à donner ou à recevoir de l'argent
 „ pour avoir un accès facile auprès du Col-
 „ lateur. C'est pourquoi il n'y a aucune si-
 „ monie à donner de l'argent au Maître-
 „ d'Hôtel d'un Evêque , afin que vous soyez
 „ admis au nombre des personnes qui l'ap-
 „ prochent , avec cette intention de vous
 „ rendre agréable à l'Evêque par les servi-
 „ ces que vous lui rendrez , & que par-là
 „ vous obteniez de lui le Bénéfice. Car alors
 „ vous ne donnez pas de l'argent pour le Bé-
 „ néfice , mais pour l'occasion de pouvoir
 „ vous rendre l'Evêque favorable , de rece-
 „ voir de lui le Bénéfice gratis ; il est vrai
 „ que par l'argent vous vous frayez le chemin
 „ pour arriver aux Bénéfices ; mais ce n'est
 „ que de loin & indirectement , ce qu'il n'est
 „ pas défendu de faire (b). „

(a) Item non est simonia dare pretium cuidam tertio , ut intercedat apud alterum cui non incumbit conferre , neque eligere , neque præsentare , ut iste tertius roget ut detur illi beneficium , unde non erit simonia dare aliquid famulo Auditoris , ut obsecret suum herum , ut hic me proponat Regi ad beneficium. *MORA* , p. 180.

(b) Non est simonia , si detur vel acceptetur pecunia pro habendo faciliiori aditu ad Collatorem ; hinc nulla erit simonia , si œconomus Episcopi des pecuniam ut admittaris in ejus familiam , id inten- dens , ut Episcopo per obsequia fias carus , & sic ab

Ainsi les biens temporels pourroient devenir le prix des choses saintes, par l'abondance des motifs particuliers & illusoires, sur lesquels une attention adroitement fixée, écarteroit tous chagrins & toutes inquiétudes.

Sa & *Moya* permettent ce calme à différentes conditions.

Suivant le premier " il n'y a point d'usage à conférer un Bénéfice pour quelque bien temporel, pourvu que ce ne soit pas là votre intention principale, mais seulement la seconde. (*a*)

Le second confirme le principe en ces termes : " Il n'y a point de simonie à s'obliger par un pacte exprès de donner par reconnaissance quelque chose de temporel pour le spirituel. (*b*).

Il n'est point contraire à la justice de ne pas conférer *gratis* les Bénéfices Ecclésiastiques, parce que le Collateur, en vous les donnant, moyennant votre argent, n'exige point cet argent pour la collation de ce Bé-

eo beneficium obtineas : tùm enim non das pecuniam pro beneficio, sed pro opportunitate demerendi Episcopum & accipiendi ab eo gratis beneficium, & per pecuniam sternis quidem viam ad beneficia, sed remotè & indirectè quod non est illicitum. BUSEMBAUM, tom. I. pag. 202. §. 15.

(*a*) Non est usura, si des beneficium non principaliter, sed secundariò ob bonum temporale. EMM. SA, pag. 630.

(*b*) Non est simonia, pacto expresso, se obligare ad aliquid temporale pro spirituali, ex animo conferendum. MOYA. pag. 271.

„ néfice ; mais comme si c'étoit pour l'avantage temporel , qu'il n'est pas obligé de vous procurer , & aussi parce qu'en vous donnant le Bénéfice à l'exclusion de toute autre personne , il vous donne la préférence , il fixe en vous son affection , & se prive du pouvoir d'en gratifier un autre , ce qui peut être apprécié à un très-haut prix (*a*).

Rien n'échappe à la facilité des *Casuistes*. La mauvaise foi & l'hypocrisie n'excluent pas même de la possession d'un Bénéfice. Sa en devient le défenseur dans deux propositions aussi contraires à l'ordre public de l'Etat qu'à la Religion.

„ Celui qui , pendant l'espace de trois ans , quoique de [mauvaise foi , possède en paix un Bénéfice en devient Propriétaire [*b*].

„ Celui qui , par hipocrisie , ou par quelque causes honteuses , a obtenu un Bénéfice , n'est pas obligé de le résigner , [*c*].

(*a*) Non est contrà justitiā beneficia Ecclesiastica non conferre gratis , quia Collator conferens illa beneficia , pecuniā interveniente , non exigit illam pro collatione beneficii , sed veluti pro emolumento temporali quod tibi conferre non tenebatur , tūm quia dūm seclusis aliis te præfert conferendo tibi beneficium , affectum ad te determinat , & se privat potestate alteri gratificandi , quod est magno pretio æstimabile. *Idem* , pag. 207.

(*b*) Triennio possidens beneficium pacificè , etiamsi malâ fide , sit ejus Dominus. EMM. SA , verbo *Beneficium* , pag. 36 , num. 14.

(*c*) Qui beneficium obtinuit simulatâ sanctitate , vel ob turpem causam , non tenetur resignare. EMM. SA , *Ibid.* pag. 39.

NOUS pourrions, Messieurs, vous rapporter beaucoup d'autres textes; mais vous voyez la simonie assez préconisée, pour nous dispenser d'un plus grand nombre de citations.

Tous les Docteurs Catholiques ont cru que dans la collation des Bénéfices, on devoit consulter la Religion, la vertu, la science & les talents du Sujet, pour l'édification & la conduite des ames. Mais une morale corrompue, introduite depuis deux siècles diminue de jour en jour les précautions que la piété de nos peres leur faisoit prendre : nous ne voyons que trop souvent des Bénéfices conférés à des personnes incapables de les remplir. Des raisons de convenance, de parenté, de protection, de crainte & d'espérance, sont souvent les seuls motifs déterminants.

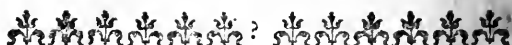
Les brigues, les demandes, les sollicitations obtiennent plus de Bénéfices, que les qualités essentielles du Ministre n'en procurent. Il est vrai que plusieurs des Casuistes que nous venons de citer, disent qu'il ne doit point y avoir de convention; mais à l'aide d'une direction d'intention & d'une restriction mentale, il seroit facile d'introduire le commerce des choses saintes, de donner aux Fideles de mauvais guides, & de compromettre l'intérêt de l'Etat en exposant aussi visiblement celui de la Religion qui en est le plus ferme appui.

Dans le système de *Sal* & de *Moya*, celui qui donneroit un bénéfice pour de l'ar-

gent , ou pour quelque chose temporelle ; n'est point simoniaque , encore que son intention fût d'avoir de l'argent ou quelque autre chose temporelle ; il suffit que cette intention ne soit pas la première & la principale qui porte le Collateur à donner le Bénéfice ; mais bien la raison de préférence qu'il accorde à son présenté , au préjudice de plusieurs autres , & le tribut de reconnaissance qui lui en est dû.

Ainsi , les Bénéfices se donneroient à raison de la reconnaissance que l'on attendroit ; la préférence entre les concurrents se décideroit par le plus ou le moins d'argent ; il en résulteroit un abus monstrueux qui , par ses rapports , intervertiroit toute l'économie Ecclésiastique , & par ses suites , celle de l'Etat en général.

Celui qui auroit été possesseur de mauvaise foi d'un Bénéfice pendant trois ans , ou qui l'auroit obtenu par des moyens honteux & deshonnêtes , pourroit , suivant *Emmanuel Sa* , en demeurer tranquille possesseur , par la seule raison qu'il en auroit joui ; la turpitude , l'infamie , la mauvaise foi deviendroient légitimes , parce que le coupable en auroit recueilli les fruits. Si dans ce qui intéresse d'aussi près la Religion , on ose hasarder de semblables maximes , à quoi ne doit-on pas s'attendre dans ce qui regarde seulement l'ordre politique ? Le crime en général cesseroit d'être crime , dès qu'il seroit heureux.



TITRE SIXIÈME.

 L E V O I.

L Es égarements des Théologiens de la *Société* s'étendent à tous les objets ; le larcin, tout honteux qu'il est, les a aussi pour apologistes ; quelques assertions vous mettront , Messieurs , en état d'en juger.

Escobard s'explique ainsi : “ Quel est ,
 „ (dit-il) la quantité suffisante dans le vol
 „ pour faire la matière d'un péché mortel ?
 „ *Rep.....* Les Docteurs répondent à cela
 „ différemment : les uns disent que quatre
 „ jules ou quatre réaux sont une somme con-
 „ sidérable à l'égard de tout le monde ; les
 „ autres qu'une monnoie d'or est une som-
 „ me notable pour les riches , la moitié
 „ d'une monnoie d'or pour les personnes
 „ moins aisées ; & à l'égard des pauvres ,
 „ deux réaux , & même qu'à l'égard de
 „ quelques particuliers , une moindre quan-
 „ té suffit quelquefois pour faire une ma-
 „ tière grave : mais laissant là ces quanti-
 „ tés & d'autres que chacun détermine se-
 „ lon sa fantaisie , je n'approuve pas cette
 „ fixation limitée , parce que l'estimation
 „ de l'argent est différente selon les diffé-

„ rents Royaumes ; c'est pourquoy on ne peut
 „ donner aucune regle générale & sûre
 „ en se fondant sur la détermination d'une
 „ somme d'argent. Je crois donc qu'en fait
 „ de larcin , la quantité suffisante pour
 „ faire une matiere grave est celle qui , tou-
 „ tes choses étant considérées , cause un
 „ grand dommage à celui qui en étoit le
 „ maître , ou qui le prive d'une utilité con-
 „ sidérable , ayant ainsi égard aux person-
 „ nes par rapport auxquelles il faut estimer
 „ la gravité ou la légereté du vol , selon la
 „ coutume des Royaumes qui fait croître
 „ ou diminuer l'appréciation de l'argent.
 „ J'ajoute encore que la quantité qui cau-
 „ se un grand dommage , ou prive d'une
 „ utilité considérable , est celle qui suffit
 „ pour l'honnête entretien de celui auquel
 „ on cause ce dommage , selon son état &
 „ sa condition. Par exemple , un homme
 ● riche a-t-il besoin d'une monnoie d'or pour
 „ vivre honnêtement ? Une monnoie d'or
 „ est par rapport à lui une matiere grave :
 „ un homme moins aisé a-t-il besoin de la
 „ moitié d'une monnoie d'or ? La moitié
 „ d'une monnoie d'or sera à son égard une
 „ matiere considérable ; que s'il avoit besoin
 „ de deux , de trois , de quatre , ou même
 „ d'une seule réale , cette valeur seroit une
 „ matiere assez grave pour faire un peché
 „ mortel. Mais si quelqu'un par hazard étoit
 „ si pauvre , qu'il n'eût besoin pour vivre hon-
 „ nêtement que d'une demi-réale , cette
 „ très-petite quantité seroit une matiere

„suffisante pour faire que le larcin fût une
 „faute grave. l'en conclus qu'à l'égard des
 „Princes , il faut observer la même pro-
 „portion , en ne considérant pas l'excès
 „qu'il peut y avoir dans cette quantité ,
 „mais ce que demande une médiocrité
 „convenable , trois monnoies d'or étant
 „suffisantes pour fournir ce qu'il faut pour
 „la table d'un Prince ; parce qu'il ne
 „faut avoir égard qu'à la Personne du Roi
 „& non à sa Maison , pour l'entretien
 „de laquelle on fait de très - grandes dé-
 „penses „ (a).

(a) Quænam quantitas est sufficiens materia ad peccatum mortale furri? Variè respondent Doctores: alii enim quatuor juliorum vel regalium summam gravem esse respectu omnium asserunt ; alii aureum quid esse notabile affirmant respectu divitum ; respectu mediocrium medium aureum ; respectu autem pauperum duorum regalium ; immò minorem quantitatem respectu alicujus particularis sufficere per accidens ad gravem materiam : profectò missis his aliisque assignatis ultrò quantitatis , non approbo determinatam hujusmodi assignationem , quia pro regnorum varietate varia est nummorum æstimatio ; unde ex nummorum assignatione non potest generalis certa regula præscribi : unde , opinor illam quantitatem respectu alicujus particularis sufficere per accidens ad gravem materiamfurti quæ , omnibus consideratis , infert Domino grave damnum , aut notabili privat utilitate , habitâ quidem ratione personarum in ordine , ad quas metienda est gravitas , aut levitas furti juxta regnorum consuetudinem , ex quâ crescit aut minuitur nummorum æstimatio. Adde illam quantitatem grave damnum inferre aut notabili privare utilitate , quæ sufficit ad congruam sustentationem ejus cui damnum infertur juxta statûs sui qualitatem : verbi gratia , dives aureo indiget ad honestum vic-

Bécan suit la même route. “ Afin que le
 „ larcin soit un péché mortel , il faut que
 „ la quantité soit considérable.

„ *D.* Quelle est la quantité que l’on doit
 „ regarder comme considérable?

„ *Navarre* est d’avis qu’une demi-réale ;
 „ *Tolet* , qu’une réale ou deux ; *Sotus* ,
 „ qu’une ou deux monnoies d’or ; d’autres ,
 „ que cent monnoies d’or fussent pour
 „ cela : d’autres pensent qu’on ne peut pas
 „ déterminer généralement quelle est la
 „ quantité qui est considérable , mais qu’il
 „ la faut fixer par le jugement des person-
 „ nes prudentes , selon la différente qualité
 „ des lieux & des personnes : parce que
 „ ce qui est regardé comme considérable à
 „ l’égard d’une personne , n’est pas regar-
 „ dé comme tel à l’égard d’une autre. Selon
 „ ce sentiment :

„ Je dis qu’il paroît qu’une monnoie d’or
 „ est quelque chose de considérable à l’é-

tum? aureus est respectu illius gravis materia : eget
 mediocris medio aureo ? medius aureus est materia
 notabilis ; quòd si duobus , vel tribus , vel quatuor ,
 vel uno regali indigeret , hoc esset adæquata ad mor-
 tale materia. Si verò per accidens , quis tam pau-
 per dimidio regali solummodò ad congruum victum
 indigeat , hæc minima quantitas erit sufficiens ma-
 teria ad gravitatem furti. Hinc colligo circa Princi-
 pes etiam servandam proportionem , non considerato
 quantitatis excessu , sed decentiæ mediocritate , suffi-
 cientibus quidem tribus aureis ad Principis mensam ,
 quia solius regiæ personæ habenda est ratio , non
 familiæ , cujus sustentationi copia ingens impendi-
 tur. ESCOBAR , pag. 202. & 203.

„ gard de tout le monde, même à l'égard
 „ d'un Roi & d'un homme extrêmement
 „ riche, & conséquemment que le vol d'u-
 „ ne monnoie d'or est un péché mortel ;
 „ & ceci n'est pas détruit par la considéra-
 „ tion, que cette quantité paroît bien pe-
 „ tite pour un Roi : car quoiqu'elle soit
 „ petite pour faire des présents dignes de la
 „ magnificence royale, cependant elle n'est
 „ pas petite, eu égard à toutes les char-
 „ ges que le Roi porte, pour le soulage-
 „ ment desquelles cette quantité aide confi-
 „ dérablement, comme il paroît quand on
 „ le donne en paiement à un soldat qui
 „ pendant le temps d'un mois, expose sa vie
 „ pour une monnoie d'or ; & en second lieu
 „ cette quantité est regardée comme confi-
 „ dérable, lorsqu'il s'agit du tort que l'on
 „ fait au Roi ; car un Roi ne souhaite pas
 „ moins que tout autre personne, que tous
 „ ses biens soient en sûreté contre toute
 „ injustice.

„ Qu'à l'égard des personnes médiocre-
 „ ment riches, quatre réaux ou un florin
 „ passent pour quelque chose de considéra-
 „ ble, selon le P. *Navarre*, parce que (cet-
 „ te somme) leur suffit.

„ Qu'à l'égard des Artisans, deux réaux
 „ sont assez selon *Med.* parce qu'avec cela
 „ ils peuvent vivre honnêtement, & que
 „ cette somme fait à peu près la journée
 „ d'un homme.

„ Qu'à l'égard des pauvres, il ne faut

„ qu'une réelle, ou même une demi-réale. (a)
Ce ridicule & dangereux arbitrage se re-
trouve dans *Busenbaum*.

„ Il paroît que la quantité respectivement
„ grave peut être déterminée de manière
„ que pour la former, il faille deux ducats à
„ l'égard d'un Roi quelconque, même le
„ plus riche : à l'égard d'un Prince infé-
„ rieur, un Ducat ; à l'égard d'un homme de

(a) Ut furtum sit peccatum mortale, requiritur
ut materiæ quantitas sit notabilis.

Quæres. Quæ censenda sit notabilis? Nav. putat
dimidium regalem ad hoc sufficere ; Toletus unum
regalem vel duos ; Sotus unum vel duos aureos ;
alii putant non posse in genere taxari, quæ quan-
titas sit notabilis, sed eam statuendam arbitrio
prudentium, pro variâ personarum & locorum con-
ditione : ratio est quia, quod respectu unius cen-
setur notabile, respectu alterius non censetur tale :
juxta hanc sententiam.

Dico respectu omnium, etiam Regis & prædi-
vitis hominis unum aureum videri quid notabile ;
ac proinde furtum unius aurei esse peccatum mor-
tale ; nec obstat quod hæc quantitas respectu Regis
modica videatur : nam etsi modica sit ad donatio-
nes pro regiâ magnificentia faciendas, non tamen
est modica, spectatis omnibus regis oneribus, ad quæ
sublevenda hæc quantitas notabiliter juvat, ut patet,
cum militi solvendum est, qui per unum mensem
pro uno aureo vitam exponit ; deinde censetur no-
tabilis cum agitur de injuriâ subeunda ; non enim
minus Rex sua omnia vult esse tuta ab injuriâ,
quàm alius quilibet.

Respectu mediocriter divitum, quatuor regales
sive unum florenum censeri quid notabile juxta P.
Nav. quia sufficit illis.

Respectu mechanicorum, duos regales sufficere
juxta Med. ; inde enim commodè victitant, ut hæc
summa ferè arguat mercedem diurnam.

Respectu pauperis unum regalem, vel etiam di-
midium sufficere. BECAN, pag. 719, col. 1. quæst.
3, conc. 3.

„ grande noblesse, ou d'un très riche Né-
 „ gociant, un écu ; à l'égard d'un Marchand
 „ médiocrement riche, trente sols ; à l'é-
 „ gard d'un Artisan, vingt sols ; à l'égard
 „ d'un Bourgeois moins à son aise, ou d'un
 „ homme de Campagne, deux sols ; à l'é-
 „ gard d'un homme qui n'est pas absolu-
 „ ment pauvre, un sol & demi ; à l'égard
 „ d'un homme absolument pauvre, même
 „ un sol ; & il faut dire à proportion la
 „ même chose de toutes les personnes qui se-
 „ roient entre deux. (*a*)

Pomey dans son Catéchisme, adopte le même système.

„ *D.* Celui qui dérobe ou qui retient le
 „ bien d'autrui injustement, peche-t'il mor-
 „ tellement ou véniellement ?

„ *R.* Il peche mortellement, si ce qu'il
 „ dérobe ou ce qu'il retient, est de consé-
 „ quence ; mais son péché sera véniel, si ce
 „ qu'il a pris, n'est pas de grande valeur.

„ *D.* De quelle valeur doit être la nature
 „ du larcin pour faire un péché mortel ?

R.

(*a*) *Quantitas respectivè gravis videtur sic posse probabiliter statui, ut respectu cujuscumque etiam ditissimi regis, sint duo ducati ; respectu inferioris Principis unus ducatus ; respectu viri perillitris, aut mercatoris valdè divitis, unus imperialis ; respectu mercatoris mediocriter divitis medius imperialis ; respectu civis mechanici, tertia pars imperialis ; respectu tenuioris civis vel rustici duo solidi ; respectu hominis utcumque pauperis, sèsqui solidus ; respectu planè pauperis etiam unicus solidus ; & de omnibus intermediis loquendum est cum proportionè, BUSEMBAUM, pag. 325 & 326.*

„ R. Quelques Docteurs estiment qu'il
 „ suffit d'avoir dérobé la valeur d'un quart
 „ d'écu ; d'autres celle d'un demi-écu ; d'au-
 „ tres d'un écu ou de deux. *Catéchisme de*
POMEY, pag. 131.

La faveur accordée par les *Casuistes* aux voleurs en général , s'étend même aux voleurs domestiques.

On lit dans *Bauny* , p. 213 , ce qui suit.

„ D. Si les valets qui se plaignent de leurs
 „ gages , les peuvent d'eux-mêmes croître ,
 „ en se garnissant les mains d'autant de
 „ bien appartenant à leurs maîtres , comme
 „ ils s'imaginent en être nécessaire , pour
 „ égaler lesdits gages à leur peine ?

„ R. Ils le peuvent en deux rencontres ,
 „ & ce , sans faute ; la première est quand
 „ ils n'ont convenu du prix dû à leurs pei-
 „ nes qu'avec condition , que si leurs maî-
 „ tres les reconnoissent utiles & profitables
 „ au bien de leurs affaires , ils iroient aug-
 „ mentant jusqu'à la somme que raison &
 „ justice demandent ; & si néanmoins lesdits
 „ maîtres & maîtresses n'en font rien ; en
 „ ce cas là ne sont blâmables les serviteurs
 „ & servantes qui font leurs mains des biens
 „ de leursdits maîtres , jusqu'à la concu-
 „ rence de la somme requise à mettre éga-
 „ lité entr'eux , & lesdits maîtres auxquels
 „ ils servent la récompense de leur mérite :
 „ car ce dont ils se vont en tel cas saisif-
 „ sant , leur est véritablement dû , & se l'at-
 „ tribuant eux-mêmes par leurs mains , ne
 „ font que ce à quoi leurs maîtres étoient

„tenus en leur particulier.

„L'autre occurrence en laquelle jecrois
„les serviteurs exempts de faute, c'est
„lorsqu'ils s'accommodent de ce qui n'est à
„eux, mais à leurs maîtres;

„C'est quand ils se sont vus réduits au
„point auquel par la nécessité de leurs af-
„faires, ils ont été contraints d'accepter
„toute & telle condition que les maîtres
„ont voulu, de peur de n'être à la men-
„dicité; car en ce cas lesdits valets ne ce-
„dent à leurs maîtres le surplus du juste prix
„de leurs travaux: donc comme ceux-ci
„ont l'obligation d'y satisfaire *usque ad*
„*equivalentiam*; ainsi, s'ils y manquent, les
„serviteurs & les servantes ne manquent
„d'autorité de se pourvoir par leurs mains
„propres.

Escobar & Busenbaum autorisent le vol domestique, d'une façon également odieuse & reprehensible.

Le premier se fait cette question. (a) “ Un
„domestique peche-t-il mortellement quand
„il emporte une quantité notable du bien
„de son maître? *Rep.* Il peche mortelle-
„ment, si ce n'est que le maître fût dérai-
„sonnable. Par exemple, s'il ne donne pas

(a) *Servus ne peccat mortaliter, quando in quantitate notabili à suo Domino aufert? peccat, nisi Dominus sit irrationabiliter invitatus: verbi gratia, si necessaria non suppeditet; tunc enim servus habet jus sibi succurrendi, ita jure naturæ dictante. ESCOBAR, pag. 206, num. 14.*

„ le nécessaire à son domestique : car dans
 „ ce cas , celui-ci a droit de venir au se-
 „ cours de lui-même , puisque le droit de
 „ la nature le dicte ainsi. -

Le second confirme cette opinion. “ Ce-
 „ lui qui prend quelque chose pour user de
 „ juste compensation , ne peche pas non
 „ plus , s’il n’a point d’autre voie pour re-
 „ couvrir ce qui lui est dû. Par exemple ,
 „ si un domestique n’a d’autre voie pour
 „ se faire payer ses gages , ou qu’on l’eût en-
 „ gagé d’une manière injuste à servir pour
 „ un salaire qui ne fût pas juste. (a)

A ces principes révoltants , leurs apolo-
 gistes ne craignent pas d’ajouter l’indiffé-
 rence la plus scandaleuse sur le lieu où se
 commet le crime. Non contents de favori-
 ser le vol , ils cherchent à justifier la profa-
 nation.

Bauny se fait à cet égard une objection
 qu’il résout affirmativement.

„ Si dérober la bourse à un particulier ,
 „ ou autre chose dans l’Eglise , est une cir-
 „ constance qui de nécessité doit être con-
 „ fessée ?

„ Je dis que prendre dans quelque lieu

(a) Nec item furatur qui accipit in compensatio-
 nem justam , si aliter sibi debitum accipere nequeat :
 v. g. si famulus justum stipendium non possit aliter
 obtinere , vel iniquè inductus sit ad serviendum ini-
 quo pretio. BUSEMB AUM , tom. I , pag. 318 ,
 num. 3.

„ saint , quelque chose qui ne soit dédiée à
 „ Dieu , par l'application que l'on en au-
 „ roit fait à l'Eglise pour l'embellir ou ai-
 „ der au service d'icelle , n'est pas une cir-
 „ constance qui change ledit larcin en sacri-
 „ lege , conséquemment qui oblige à le dire :
 „ 1°. d'autant que la sainteté du lieu n'en
 „ est pas profanée : 2°. que le Pape & les
 „ Conciles ne l'ont spécialement défendu ,
 „ sans considération aucune du respect &
 „ de la vénération qui sont dûs aux Egli-
 „ ses. pag. 943 , 944.

La complaisance des Casuistes de la *Société* va jusqu'à permettre de profiter des choses volées, sans le plus léger scrupule.

On lit dans Escobar ce qui suit. “ J'ai
 „ mangé de bonne foi chez un voleur des
 „ choses volées, ai-je péché? *Rep.* Point du
 „ tout. *Sanchez* cependant dit que vous êtes
 „ obligé de faire au propriétaire restitution
 „ de la chose en laquelle vous êtes devenu
 „ plus riche. Mais avec la permission d'un
 „ si grand homme, je soutiens què vous
 „ n'êtes pas obligé à cette compensation, si
 „ ce n'est que vous eussiez mangé des cho-
 „ ses de mauvaise foi ; & même si vous n'a-
 „ vez pas été complice du vol, il paroît
 „ qu'en mangeant des choses volées, vous
 „ ne faites tort qu'au voleur qui vous donne
 „ pour rien les choses qu'il doit restituer,
 „ parce qu'il les a volées. C'est pourquoi
 „ je crois qu'il est probable que vous
 „ n'êtes pas obligé à restitution, quoi-

„ que vous les eussiez mangées de mauvaise
 „ foi (*a*).

Sanchez qu'*Escobar* contredit d'une ma-
 niere si scandaleuse, est peut-être encore
 plus dangereux que lui, en ce qu'il prépa-
 re des prétextes à la complicité.

„ Celui qui prête secours au voleur, &
 „ transporte la chose volée afin de causer un
 „ moindre dommage, ne peche point, &
 „ n'est pas obligé à restitution „ (*b*).

Une grande nécessité est aux yeux d'*Ef-
 cobar* & de *Moya*, un titre qui justifie le vol.
 Il ne s'agit suivant le premier que de sa-
 voir le commettre.

“ Vous avez dit que dans une grande né-
 „ cessité, il n'est pas permis de voler en ca-
 „ chette le bien d'autrui ; le sentiment con-
 „ traire est-il probable ? *Rep.* Je le crois
 „ probable par l'enseignement de *Lessius* ;
 „ parce que, de la même maniere qu'un

(*a*) *Comedi apud furem bona fide cibos furtivos,*
num deliqui ? Minimè. Attamen *Sanchez* affirmat
 teneri te restituere Domino, id in quo factus es ditior:
 ego autem tanti viri veniâ, assero non teneri ad hu-
 jusmodi compensationem, nisi quando malâ fide
 comedisses ; imò si furti consors non fuisti, come-
 dens ex furtivis solum vi-deris lædere furem, qui
 gratis dat tibi quod ipse subripiens restituere tenetur:
 unde probabile existimo non teneri ad restitutionem,
 licet malâ fide comedisses. *ESCOBAR*, pag. 210 &
 211, num. 32.

(*b*) Ferens opem latroni ac rem furto ablatam
 convehens, quò minus damnum inferat, nec pecca-
 to, nec subindè restitutioni obnoxius est. *SANCHEZ*,
 pag. 141, num. 4.

„riche est obligé de donner son bien dans
 „une grande nécessité, de même aussi un
 „pauvre le peut prendre sans lui faire
 „injustice; & le riche ne peut raisonnable-
 „ment s'opposer à ce que la chose en elle-
 „même lui soit enlevée; il n'y a que la
 „manière qui lui puisse déplaire (a).

„Remarquez que *Bannez* & bien d'autres
 „pensent qu'il est permis de voler, non
 „seulement dans la dernière nécessité, mais
 „aussi dans une grande nécessité: par exem-
 „ple, quand il y a du danger de perdre
 „son honneur, & qu'il seroit pour quel-
 „qu'un fort déshonorant de mendier,
 „pourvu qu'il ne puisse pas par d'autres
 „moyens se secourir, & qu'il ait l'inten-
 „tion de restituer, lorsqu'il le pourra fai-
 „re, [b].

Les Théologiens de la *Société* ne respec-
 tent rien. Ils violent tranquillement les prin-

(a) *Dixisti in gravi necessitate non licere alienæ occultè furari; num probabilis contraria sententia? Ex doctrinâ L. ssiii probabilem existimo, quia, sicut dives in gravi necessitate tenetur dare, ita pauper potest accipere absque injuriâ; neque dives in hoc casu potest esse rationabiliter invitatus circa substantiam rei acceptæ; sed tantum potest ei modus displicere. ESCOBAR, pag. 210, num. 29.*

(b) Nota *Bannez* cum aliis existimare non solum in externâ, sed in gravi etiam necessitate licitum esse furari: verbi gratiâ, quando est periculum amittendi honorem, & homini valdè inhonestum esset mendicare, dummodò aliter non posset sibi succurrere, & habeat animum restituendi, cùm possit. MOYA, pag. 510, num. 4.

cipes de la Religion , le droit du Citoyen & la police générale du Royaume.

“ Il est [dit *Moya*] permis aux Cabare-
 „ tiers de mettre de l’eau dans leur vin , &
 „ aux Laboureurs de mêler de la paille dans
 „ leur bled , & de les vendre au prix ordi-
 „ naire , pourvu que ces choses ne soient
 „ point par-là rendues moindres que celles
 „ que l’on vend ordinairement „ [*a*]

LES étranges calculs que vous venez d’en-
 tendre , Messieurs , sur la quotité nécessaire
 d’une somme volée pour produire un pé-
 ché mortel ou véniel , sont également faux ,
 ridicules & dangereux. Sans égard pour
 les Loix , pour les circonstances , pour les
 lieux , pour la qualité respective des parties ,
 les Casuistes contre lesquels nous sommes
 forcés de nous élever , paroissent s’être uni-
 quement attachés au dommage fait à la
 personne , à l’étendue de ses facultés , à
 son affection pour la chose dont on la pri-
 ve ; d’où l’on pourroit conclure , que c’est
 un plus grand mal de voler un avare qu’un
 prodigue , son affection pour la chose vo-
 lée étant plus forte.

C’est une erreur de prétendre que le vol
 fait à un riche n’est qu’une faute vénielle ,
 sous prétexte qu’il peut se passer de ce
 qu’on lui enleve injustement. Le vol , pour

(*a*) Licitum est tabernariis vinum aquâ miscere
 & agricolis triticum paleis , & communi pretio ven-
 dere , dummodò deteriora non reddantur eis quæ
 communiter venduntur. *MOYA*) pag. 314 , prop. 4.

être fait à une personne riche , blesse-t-il moins les droits de propriété & de jouissance que la Loi assure à chaque Citoyen ? Est-il moins subordonné aux peines qu'elle prononce contre l'usurpateur ?

Il est sans doute divers genres de vols : tous ne sont pas également criminels ; mais ils sont tous condamnables. Les circonstances qui les accompagnent , n'influent que sur leur gravité ; mais jamais elles ne peuvent les rendre indifférents. Un maître , par exemple , est volé par son domestique : quelle que soit sa fortune , le crime est un manque de foi , une trahison , dont l'intérêt de la société civile demande une punition exemplaire.

Si, comme le prétendent quelques Casuistes du nombre de ceux que nous venons de citer , un serviteur pouvoit se garnir les mains d'autant de bien qu'il s'imagine lui en être dû pour ses gages & ses peines ; si , suivant cette dangereuse maxime , il pouvoit lui-même apprécier ses services & les récompenser à son gré , le patrimoine des maîtres deviendrait bientôt un Pays de conquête que les serviteurs mettroient à contribution , sous des prétextes que la cupidité ne manqueroit jamais de colorer du beau nom de justice.

“ Profiter des choses volées , quand on „ n'a point participé au vol , ce n'est point „ un crime , dit *Escobar*. „ Ainsi la fréquentation des voleurs seroit une action indifférente. Morale pernicieuse , capable de cor-

rompre les plus heureuses dispositions , & de conduire aux plus grands forfaits par la contagion inséparable de l'exemple !

Sanchez n'est pas moins inexcusable , quand il suppose que le desir d'occasionner moins de perte à la personne volée , excuse la complicité du vol , & les secours que l'on prêteroit à un voleur pour consommer son crime. Outre que dans l'ordre ordinaire on ne conçoit point de ces cas particuliers , dont on ne peut sans surprise voir la supposition dans un livre de morale , il est certain que le sentiment de *Sanchez* , ce Docteur grave de la *Société* , est bien moins une regle de mœurs , qu'un piège tendu aux consciences. Il n'est point de voleur , qui , à la faveur de ce système , ne trouvât bientôt une excuse dans une prétendue droiture d'intention. La Loi ne connoît point ces prétextes frivoles , applicables à toutes les circonstances & à tous les événements , & sans cesse préconisés par les Ecrivains de la *Société* , pour déguiser le crime & le masquer des fausses apparences de la vertu. Il n'est point de distinction à faire entre le voleur & le complice : tous deux sont coupables , & vouloir les excuser , c'est se faire légitimement soupçonner d'être en principes ce qu'ils sont en réalité ; c'est annoncer toute la bassesse des sentiments qui les font agir.

Les Casuistes de la *Société* ne conspirent pas seulement contre les Citoyens opulents :

le pauvre est confondu avec le riche , ils exposent l'un & l'autre à éprouver les injustices qu'ils autorisent.

Suivant *Moya & Lessius* , il est permis aux Cabaretiers d'altérer leur vin , & aux Laboureurs de mêler de la paille dans leur bled . . .

Nous ne nous étendrons pas , Messieurs , sur des maximes aussi honteuses pour leurs Auteurs & leurs Apologistes , que contraires aux principes de la raison & à l'humanité. L'indignation & le mépris qu'elles excitent , provoquent également leur réprobation.





TITRE SEPTIEME.

 L'HOMICIDE.

A TTAKER l'autorité des Rois, favoriser l'usure, la simonie, le vol, c'étoit trop peu pour les Casuistes de la *Société*: étouffant jusqu'à la voix de la nature, ils n'ont pas craint d'autoriser les meurtres, les assassinats, le duel, le parricide, l'avortement, le poison, le tyrannicide, le régicide même: ils parlent de la vie des hommes, comme s'ils en étoient les arbitres souverains.

L'homicide peut être considéré sous différents points de vue; nous allons les parcourir & exposer successivement l'horreur des maximes enseignées par ces Théologiens sanguinaires.

§. I.

Desirs de la mort d'autrui.

“ Il est permis, dit *Moya*, de desirer la mort de son prochain, & de s'en réjouir, non précisément comme étant un mal pour lui, mais en tant que c'est un bien

„ pour vous , par exemple , afin de lui suc-
 „ céder dans les biens [*a*].

„ On doit excuser de péché mortel une
 „ mere qui fouhaite la mort à ses filles , par-
 „ ce qu'elles font l'occasion des mauvais trai-
 „ tements qu'elle reçoit de son mari , ou des
 „ paroles injurieuses dont il l'accable [*b*].

„ Il m'est permis de desirer & demander
 „ à Dieu qu'il fasse mourir mon ennemi ,
 „ s'il n'y a pas d'autres moyens d'éviter le
 „ tort qu'il me veut faire [*c*].

„ Il est licite sans pécher de desirer la
 „ mort , ou maladie , ou perte de biens à
 „ quelqu'un pour un respect honnête ; par
 „ exemple , afin qu'il se convertisse , ou afin
 „ qu'il ne pèche plus grièvement ; & de
 „ desirer la mort à ses ennemis & hérési-
 „ ques , afin que le Christianisme soit déli-
 „ vré de la tyrannie , s'ils ne se convertis-
 „ sent ; ainsi aussi à nos ennemis chrétiens
 „ nous persécutant injustement , si nous
 „ ne pouvons plus commodément en être
 „ délivrés

(*a*) Licitum est desiderare alteri mortem , & de illâ gaudere , non quatenus illi mala , sed quatenus tibi bona , verbi gratiâ , ut ei bonis succedas , MOYA , pag. 168.

(*b*) A mortali excusatur mater quæ mortem filiabus exoptat , quia occasione ipsarum malè secum agitur à marito , aut injuriis afficitur. MOYA , pag. 12 , num. 1.

(*c*) Licitè possum desiderare & à Deo petere ut inimicum è vivis tollat , si damna mihi inferenda nequaquam aliter evadere possim. MOYA , pag. 168.

„ délivrés. SEGARD , pag. 114. „ [a].

LA nature a gravé dans nos cœurs des principes d'amour & de charité pour nos semblables. Jamais un intérêt sordide ne fut, aux yeux même des Païens, un motif de les violer.

La Religion ordonne d'aimer jusqu'à ses ennemis, & cet effort qu'elle exige de nous, distingue particulièrement sa morale de toutes celles dont la raison admire d'ailleurs les maximes.

Qui croiroit que des Chrétiens, des Prêtres, des hommes qui se disent *Religieux*, osassent insulter à la fois la Religion & la nature ?

Souhaits honteux & barbares, fruits amers de la haine & de l'intérêt ; sentiments enfantés par la cupidité, le désespoir & le fanatisme, rentrez dans le néant.

La main devient aisément complice du cœur ; du desir à l'action le passage est facile. Les Théologiens de la *Société* l'auroient-ils senti ? Auroient-ils voulu prévenir tous remords ? Non seulement ils autorisent ces desirs monstrueux, ils permettent encore de les exécuter. Vous en ferez convaincus, Messieurs par les textes suivans.

(a) Licet sine peccato optare mortem, vel morbum, vel jacturam bonorum alicui propter respectum honestum ; v. g. ut convertatur, vel ne gravius peccet, sic desirare mortem inimicis, & hæreticis ut Christianismus liberetur à tyrannide, si non se convertant : sic inimicis Christianis injustè nos persequentibus, si commodius non possumus liberari.

ALAGONA, pag. 117 & 118.

§. II.

Liberté d'attenter à la vie d'autrui.

ON peut licitement ensanglanter ses mains, non seulement pour la défense de sa vie, mais encore pour celle de ses biens & de sa réputation. On peut même venger ou prévenir, par le meurtre, les outrages auxquels d'autres que nous seroient exposés. Tel est en substance le langage des Docteurs les plus renommés de la *Société*.

“ M'est-il permis, se demande *Escobar*,
 „ de tuer un voleur de grand chemin ? *Rép.*
 „ Il vous est permis de le faire pour votre
 „ propre défense, & celle des autres à qui il
 „ a dessein d'ôter la vie, ou de causer quel-
 „ qu'autre perte [*a*].

„ Je demande qu'elle doit être la valeur
 „ d'une chose pour la conservation de la-
 „ quelle il m'est permis de tuer un voleur ?
 „ *Rép.* Il ne faut pas que ce soit une chose
 „ de peu de conséquence, si ce n'est que le
 „ voleur pour la conserver, veuille se jeter
 „ sur celui qui veut la lui faire rendre ;
 „ ou que cette chose, quoique de peu de
 „ conséquence en elle-même, fût d'un grand

(*a*) *Num possim interficere grassatorem vias publicas tenentem ?* Petes in propriam defensionem & aliorum quibus ille mortem & alia damna parat. ESCOBAR, pag. 146, *num* 34.

„ prix à cause de la vertu qui lui est pro-
 „ pre , comme pourroit être , par exemple ,
 „ une pierre médicinale ; ou bien que celui
 „ qui la prend , le fît en causant beaucoup
 „ de tort... *Molina* la met régulièrement à
 „ une monnoie d'or [*a*].

„ Il n'est pas permis de tuer un voleur
 „ pour de minces objets ; mais il est per-
 „ mis de tuer un homme qui nous enleve
 „ une considération très-distinguée , ou des
 „ biens d'un grand prix , à moins que par
 „ une autre voie , comme celle de droit , ou
 „ autrement , on pût repousser la violence
 „ & recouvrer son bien... Si on ne peut pas
 „ prendre le voleur de jour , ou si on ne peut
 „ lui faire rendre ce qu'il a pris , qu'en lui
 „ ôtant la vie , il est alors permis de le tuer.
 „ Il ne faut pourtant pas que l'objet soit
 „ de peu de conséquence ; au moins doit-
 „ il être d'une monnoie d'or , selon *Mo-*
 „ *lina* ... ou plutôt de deux selon d'au-
 „ tres. [*b*].

(*a*) *Quaerim quanti valoris debeat esse res pro
 cuius conservatione furem possum occidere ?* Non
 debet esse res parva , nisi ut defendat fur rem
 parvam , velit repetentem invadere ; vel res parvi
 momenti in se , magnâ sit in virtute , verbi gra-
 tiâ lapis medicus ; vel tolleretur cum injuriâ ...
 regulariter autem *Molina* ... unum aureum affig-
 nat. ESCOBAR , pag. 149 , num. 44.

(*b*) Non licet occidere furem ob res exiguas :
 licet autem , si quis auferat honorem valde no-
 tabilem aut bona magni momenti , nisi tamen aliâ
 viâ , v. g. juris , vel aliter , arceri aut recuperari
 possint ... si diurnus (fur) non potest capi , nec

„ Si quelqu'un me vouloit tuer ou blesser,
 „ ou me ravir l'honneur , ou m'ôter la
 „ bourse, & que je ne pusse pas me dé-
 „ fendre , ni repousser la force qu'il me fe-
 „ roit, qu'en le tuant ; ferois-je mal de le
 „ tuer? *Rép.* Non : car il est toujours permis
 „ de se défendre & de repousser la force par
 „ la force , si on ne le peut autrement. *Cath.*
 „ *de Pomey, pag. 129.*

„ Est-il permis , après avoir reçu un
 „ soufflet , de poursuivre & de tuer celui
 „ qui l'a donné? *Rép.* Il y en a qui disent que
 „ ce n'est pas permis , parce que ce seroit
 „ une vengeance de l'injure qu'on a reçue ,
 „ & non pas une défense. *Lessius* cepen-
 „ dant croit que c'est permis dans la spécu-
 „ lation , mais qu'il ne faut pas le conseiller
 „ dans la pratique, à cause du danger qu'il
 „ y a que ce sentiment ne favorise la haine ,
 „ la vengeance , les violences , les meurtres
 „ qui tendent à ruiner l'Etat. D'autres sont
 „ d'avis que , dans les cas où ce danger ne
 „ se trouve point , ce sentiment est proba-
 „ ble & sûr dans la pratique... La raison
 „ en est qu'on a droit de se défendre , tant
 „ que le dommage qu'on a reçu , n'est pas
 „ réparé , comme il paroît dans le cas d'un
 „ homme qui poursuit un voleur pour re-

repeti ab eo quod aufert, nisi occidendo, id licet:
 ea tamen non debent esse parvi momenti, & mi-
 nimum unius aurei secundum Molinam... vel po-
 tius secundum alios duorum. *BUSEMBAUM, tom. I,*
pag. 295, num. 798.

„ couvrir ce que celui-ci lui a enlevé : car
 „ quoique l'honneur ne soit pas dans les
 „ mains du voleur , comme la chose volée
 „ s'y trouve, cependant on peut le recouvrer
 „ aussi-bien que la chose volée , en donnant
 „ des marques de distinction , & en tâchant
 „ de gagner l'estime des hommes. N'est-il
 „ pas vrai que celui qui a reçu un soufflet ,
 „ est regardé comme ayant perdu son hon-
 „ neur , tant qu'il n'a pas tué son adver-
 „ saire [a] ?

„ Si quelqu'un entreprend de donner un
 „ soufflet ou des coups de bâton à un hom-
 „ me de condition , est-il permis à celui-ci
 „ de prévenir l'agresseur & de le tuer ?
 „ *Rép. Lessius* dit qu'il est permis de le faire,
 „ parce que dans plusieurs pays on regarde
 „ comme un très-grand déshonneur de ne
 „ se point venger des soufflets , ou des

(a) *An liceat post impactam alapam percutientem
 insequi , & interimere ? alii negant , quia id esset
 injuriam vindicare , non deffendere. At Lessius . . .
 licere existimat speculative , sed in praxi non con-
 sulendum ob periculum odii , vindictæ & excessuum ,
 pugnarum & cædium in reipublicæ perniciem.
 Alii seclusis his periculis in praxi probabilem &
 tutam judicarunt . . . ratio est quia , quandiu dam-
 num illatum manet in suspenso , semper est locus
 deffensionis , ut patet in eo qui furem insequitur
 fugientem , ad recuperandum ablatum ; nam quam-
 vis honor non sit apud percussorem , sicut ablata
 res apud furem ; potest tamen non secus ac res fur-
 tiva recuperari , ostendendo signa excellentiæ , &
 æstimationem apud homines captando. An non
 alapâ percussus censetur tandiù honore privatus ,
 tandiù adversarium non interimit ? ESCOBAR ,
 pag. 150 & 151 , num. 48.*

„ coups de bâton qu'on a reçus. Je restreins
 „ cependant ce sentiment aux personnes de
 „ condition , car ce n'est pas un si grand
 „ déshonneur pour un Roturier de rece-
 „ voir des soufflets ou des coups de bâ-
 „ ton [*a*].

„ Le droit naturel permet de repousser la
 „ force par la force , de prévenir & de tuer
 „ un agresseur qui entreprend de nous en-
 „ lever injustement la vie ou les choses né-
 „ cessaires pour mener une vie honnête ,
 „ comme sont les biens temporels , les
 „ dignités , l'honneur , la chasteté , l'inté-
 „ grité des membres [*b*].

„ Il est permis à un Ecclésiastique ou à
 „ un Religieux de tuer celui qui menace de
 „ répandre des accusations graves contre
 „ sa personne ou contre son Ordre , quand
 „ il n'y a point d'autre moyen de se dé-
 „ fendre [*c*].

(*a*) *Aggreditur quis virum nobilem , seu ala-
 pā , seu baculo percutere : licebit-ne ei prius occidere
 aggressorem ? affirmat Lessius. . . quia maximum in
 aliquibus regionibus dedecus est alapas , vel baculi
 verbera absque vindictā relinquere. Limite tamen
 sententiam ad viros nobiles ; plebeiis enim alapæ &
 verbera parum sunt dedecori. ESCOBAR. pag. 150 ,
 num. 47.*

(*b*) *Jus naturæ permitit ut vim vi repellas , & ag-
 gressorem qui iniquè arripere tibi conatur vitam , aut
 quæ ad eam honestè agendam tibi sunt necessaria , ut
 bona temporalia , honores , pudicitiam , membrorum
 integritatem. BUSEMBAUM , tom. 1. p. 295 , num. 798.*

(*c*) *Licitum est Clerico vel Religioso calumnia-
 torem gravia crimina de se , vel de suâ religione
 spargere minantem occidere , quandò alius defen-
 dendî modus non suppetit. MOYA , pag. 169.*

„ Est-il permis à un Religieux de tuer
 „ un calomniateur qui répand des accusa-
 „ tions graves contre son Ordre , comme il
 „ est permis à tout le monde de tuer avec la
 „ modération d'une juste & légitime dé-
 „ fense, pour conserver son honneur ? *Rép.*
 „ Le *P. Lami* . . . n'ose pas embrasser l'affir-
 „ mative, de peur de paroître opposé au sen-
 „ timent commun : il la fortifie néanmoins
 „ par cet argument ; si cela est permis à un
 „ Laïc pour conserver son honneur & sa ré-
 „ putation , il semble que cela doit être per-
 „ mis à plus forte raison à un Clerc & à un
 „ Religieux : car la profession, la sagesse &
 „ la vertu qui produisent l'honneur des
 „ Clercs & des Religieux, sont bien plus in-
 „ téressants que la valeur militaire dont ré-
 „ sulte l'honneur des Séculiers. Il est égale-
 „ ment permis aux Clercs & aux Religieux
 „ de tuer un voleur pour conserver leurs
 „ biens , s'ils ne peuvent trouver d'autre
 „ moyen ; donc il leur est aussi permis de
 „ tuer pour conserver leur honneur [*a*].

(*a*) *Licetum-ne Religiosò occidere calumniatorem gravia de se , vel de suâ religione spargentem, sicut licetum est cuilibet pro tuendo honore , cum modamine interimere ? P. Amicus* (cujus octo de cursu Theologico volumina nuper ad meas venere manus) non audet affirmativè sententiæ hærescere , ne comuni adversari videatur ; attamen sic arguendi gratiâ , corroboravit. Si Laico (ait) propter honorem & famam , hoc licetum est , multò magis videtur licere Clerico & Religioso : si quidem professio , sapientia & virtus ex quibus hic Clerici & Religiosi honor progignitur , sunt majora quàm dexteritas armorum ex quâ honor secularibus nascitur. Tum li-

„ Est-il permis à une personne de considé-
 „ ration de tuer un calomniateur ou un hom-
 „ me qui lui diroit , *vous en avez menti* ? *Rép.*
 „ *Azor* dit qu'il n'est pas permis , parce que
 „ l'on peut repousser par des paroles les in-
 „ jures qui ne consistent qu'en paroles : *Bal-*
 „ *det* cependant... est d'avis qu'il est permis
 „ de tuer un calomniateur , mais seulement
 „ dans le cas où on ne le pourroit repousser
 „ autrement ; & cela pour ne pas donner
 „ aux méchants entière liberté d'outrager les
 „ gens de bien. [*a*].

„ il est aussi permis de tuer celui qui char-
 „ ge d'injures une personne de considéra-
 „ tion , quand il n'y a point d'autre moyen
 „ de lui imposer silence , car c'est un hom-
 „ me qui envahit l'honneur de son pro-
 „ chain (*b*).

„ Est-il permis de tuer celui qui s'empare
 „ de nos biens ? *Rép.* La perte considérable

citum est Clericis & Religiosis , in tutelam suarum
 facultatum furem occidere , si alius modus non sup-
 petat : ergo & in tutelam honoris. ESCOBAR , p. 150.
num. 46

(*a*) Num liceat contumeliosum seu profanum ,
 mentiris , honorato viro internecari ? Negat *Azo-*
rius . . . quia verbales injuria verbis possunt repelli :
 at *Balder* . . . putat licitum esse occidere contumelio-
 sum , sed in casu quo aliter arceri non potest , ne
 detur licentia improbitati optimos viros contumeliis
 affligendi , quam facta acerbioribus. *Idem* , p. 151.
num. 49

(*b*) Potest etiam interfici qui virum aliquem ho-
 noratum convitiis & maledictis afficit , nec potest
 aliter cogi ut taceat ; talis est enim invasor ho-
 noris. AMAD. GUIM. pag: 170 , *num.* 1.

„ des biens est un grand dommage ; il est
 „ donc permis, afin de l'éloigner, de tuer ce-
 „ lui qui s'en empare, parce que les biens
 „ extérieurs sont les moyens nécessaires de
 „ conserver la vie, & de soutenir son état.
 „ C'est pourquoi ces mêmes biens sont appel-
 „ lés la vie & le sang des hommes... on peut
 „ donc les défendre de la même manière
 „ que l'on peut défendre sa vie aux dépens
 „ de la vie d'autrui. C'est l'avis de *Molina*...
 „ qui étend cette doctrine même aux Ecclé-
 „ siastiques. Mais peut-on l'étendre jus-
 „ qu'aux Religieux, vu qu'ils n'ont pas de
 „ biens en propre ? *Rép.* On le peut, parce
 „ que chacun a le droit de défendre, non
 „ seulement ce qui lui appartient, mais aussi
 „ les biens qu'il possède en commun [a].

„ Est-il permis de tuer celui qui n'est
 „ pas usurpateur actuel, mais qui a résolu
 „ de le devenir ? *Rép.* *Molina* enseigne...
 „ qu'il vous est permis de le prévenir,
 „ quand en conséquence de cette résolution
 „ votre vie est exposée à un danger extrê-

(a) *Potest-ne quis bonorum invasorem interimere?*
 Bonorum notabilis amissio, grave damnum est,
 ad quod repellendum, licet occidere invasorem,
 quia bona externa media sunt ad vitæ, honoris
 & statûs sustentationem; ideò bona externa, vita
 & sanguis hominum appellantur... undè defendi
 possunt, sicut & vita cum dispendio vitæ alterius.
Molina sic... extendens doctrinam ad Clericos.
*An possit extendi ad Religiosos, cum proprium hi
 non habeant?* Potest, quia unusquisque habet jus
 defendendi non solum propria, sed ea quæ po-
 ssidet in communi. ESCOBAR, pag. 149, num. 43.

„ me & mortel ; car il n'est pas permis de
 „ tuer un agresseur injuste , précisément
 „ parce qu'il est agresseur , mais parce qu'en
 „ attaquant quelqu'un , il met la vie de
 „ son prochain en danger : de sorte que
 „ celui-ci ne peut pas autrement se défen-
 „ dre qu'en le tuant. C'est pourquoi il est
 „ aussi permis de le tuer , si par la résolu-
 „ tion injuste qu'il a prise de s'emparer des
 „ biens d'autrui , il expose la vie de son
 „ prochain à un semblable danger [a].

„ Est-il permis de tuer l'injuste agresseur
 „ de la vie du prochain ? *Rép. Filliucius*
 „ répond affirmativement . . . parce que se-
 „ lon la loi de la charité , il m'est permis
 „ de faire pour un autre ce que je puis faire
 „ pour moi-même. (Mais) celui qui est at-
 „ taqué renonce à son droit ? *Rép.* Il est ,
 „ nonobstant cela , permis de tuer l'agres-
 „ seur , parce que celui qui est attaqué n'est
 „ pas le maître de sa vie : conséquemment
 „ il ne peut renoncer à son droit [b].

(a) *Licet-ne occidere eum qui non invadit actu , sed decrevit invadere ? Docet Molina . . . posse præveniri , quando ex aggressionis decreto vita tua periculo maximo & capitali est obnoxia , quia non ad id præcisè licitum est injustum aggressorem occidere , quòd aggreditur ; sed quòd suâ aggressionem alterius vitam discrimini addixit : ità ut non valeat aliter se defendere , nisi occidendo. Undè si injusto decreto invadendi , vitam alterius ad hujusmodi discrimen adducat , potest etiam occidi. ESCOBAR , pag. 147 , num. 37.*

(b) *Licet-ne occidere vitam proximi injustum invadentem ? Respondet affirmativè Filliucius . . . quia*

„ Est-il permis de tuer celui qui s'empare
 „ des biens d'autrui ? *Rép. Molina* embrasse
 „ l'affirmative , comme , quand il est ques-
 „ tion de la vie du prochain. Mais y est-on
 „ obligé ? *Rép.* Le même Docteur enseigne
 „ qu'un particulier & celui qui par le devoir
 „ de son état n'est pas chargé de le faire, n'est
 „ pas aussi lié par cette obligation étroite
 „ que dicte la charité , ni tenu d'ôter à l'a-
 „ gresseur la vie temporelle, & souvent la vie
 „ éternelle , pour la conservation des biens
 „ qui sont d'un ordre beaucoup inférieur à
 „ la vie [a].

DIEU seul est l'arbitre de la vie des hom-
 mes , & ce n'est qu'en vertu d'une autorité
 émanée de lui , que la loi en dispose, quand
 l'intérêt de l'Etat l'exige. Que seroit-ce ,
 Messieurs , si chacun étoit le maître de s'at-
 tribuer cette autorité suprême , qui n'appar-
 tient qu'à ceux qui représentent la Divinité
 aux yeux des peuples ? Si chacun pouvoit être

ex lege caritatis licitè pro alio gero quod pro me
 ipso possum. *Cedit invasus juri suo ?* Invasor po-
 test occidi , quia invasus non est dominus vitæ suæ :
 undè non potest suo juri cedere. ESCOBAR, pag. 148.
 num. 41.

(a) *Licet-ne invadentem res proximi necare ?*
 Responder affirmativè *Molina*. . . sicut de vitâ pro-
 ximi invadente affirmarat. *An teneatur ?* Idem doc-
 tor in privato homine , & qui ad hoc non est depu-
 tatus ex officio abnegat , tantam caritatis adesse obli-
 gationem , ut ad deffendenda bona proximi longè
 inferioris ordinis quàm vita , teneatur invasori vi-
 tam temporalem & plerumque æternam auferre.
 ESCOBAR , pag. 149. num. 45.

à la fois partie , juge & exécuter de ses jugements , que deviendrait l'économie politique ? Le commerce de la société civile fondé sur les besoins respectifs , estimé de tout temps , si propre à adoucir les mœurs , & regardé dans l'ordre de la Religion comme le symbole de cette union future , pour laquelle le Créateur nous a tous formés , deviendrait plus redoutable que la plus affreuse solitude.

Telles seroient , Messieurs , les affreuses conséquences de la doctrine des Casuistes que nous venons de citer.

Après avoir en quelque sorte armé le citoyen contre le citoyen sous des prétextes frivoles , tous également réprouvés par la raison & la religion , ces mêmes Casuistes ne rougissent pas de chercher à inspirer le venin de leur morale à ceux mêmes dont le cœur & l'esprit , préparés par la naissance , embellis par l'éducation , promettent la plus inviolable fidélité aux loix de Dieu & à celles de l'Etat.

§. III.

Le Duel.

Vous ne présumez pas sans doute , Messieurs , que les Casuistes de la *Société* , après avoir débité tant d'horreurs sur l'Homicide en général , seront plus réservés sur l'article du Duel. Même égarement sur ce point de morale que sur les autres. N'est-il pas assez triste que le préjugé & le faux point d'honneur moissonnent si souvent la
fleur

fleur de la Noblesse du Royaume , sans que des Casuistes viennent encore apprendre à s'y livrer sans scrupule , & non seulement à accepter , mais même à provoquer ces combats singuliers , également contraires aux devoirs de chrétien , de citoyen & de sujet ?

„ Mon ennemi m'a fait un appel ; comment (se demande *Pomey*) dois-je me comporter dans cette rencontre , sans blesser mon honneur ? *Rép.* Répondez-lui que Dieu défend les Duels , & que vous ne voulez pas l'offenser ; cependant afin qu'il n'impute pas ce refus à lâcheté , vous ne fuirez point sa rencontre , & vous vous défendrez lorsqu'on vous attaquera. *Catéchisme de Pomey , page 174.*

„ Est-il permis à un Gentilhomme d'accepter un duel pour la défense de sa noblesse ? *Rép.* Il lui est permis de l'accepter , si en le refusant il devoit perdre son honneur ou ses charges publiques ; par exemple ; si quelqu'un reprochoit à un Gentilhomme un crime dont il fût innocent , qui cependant l'exposeroit à perdre sa noblesse & ses charges , & qu'on croiroit être bien prouvé , s'il n'acceptoit le duel. En voici la raison : c'est que dans ce cas l'acceptation du duel est le seul moyen de conserver la noblesse & ses charges (*a*).

(*a*) *Potest-ne quis vir nobilis acceptare duellum in nobilitatis defensionem ? Potest , si ex illius accu-*
II. Partie, I

„ Est-il permis d'accepter le duel pour la
 „ conservation de ses biens temporels ? *Rép.*
 „ Il est permis de le faire , s'il n'y a pas d'au-
 „ tre moyen pour les conserver , soit que le
 „ duel serve à justifier ou qu'il n'y serve
 „ pas (*a*).

„ Et on pourroit citer pour ce sentiment
 „ des Docteurs qui enseignent , que pour la
 „ conservation de son honneur , il est per-
 „ mis non seulement d'accepter le duel , sans
 „ intention de se battre , mais même de le
 „ provoquer (*b*).

„ Quand on juge prudemment qu'il n'y
 „ a pas d'autre moyen d'éviter l'infamie ,
 „ que d'accepter le duel , il est permis alors
 „ de l'accepter & de se trouver dans le lieu
 „ désigné ; quoique de cette action il s'en-
 „ suive que l'on vienne aux mains , & qu'un
 „ des deux qui se battent , meure ou soit

satione honorem aut munia publica esset amissurus :
 v. g. objicit quis viro nobili innocenti crimen dignum
 amissione nobilitatis, & munitur, quod nisi ille duel-
 lum acceptet , probatum censebitur. Ratio est quia
 in tali casu acceptatio duelli ad tuendam nobilita-
 tem & munia , medium est unicum. ESCOBAR , pag.
 164.

(*a*) *An duellum possit acceptari in temporalium
 bonorum defensionem ?* Potest si non adest alia via
 tuendi , sive duellum sit purgativum , sive non purga-
 tivum , quia unusquisque habet jus sua bona tuendi ,
 etiam cum inimici internectione. *Idem* , pag. 165.

(*b*) Possentque pro illâ citari doctores asserentes
 honoris defendendi causâ , non solum licere accep-
 tare duellum absque animo pugnandi , sed etiam ad
 illud provocare. AMAD. GUIM , pag. 161.

„ blessé. Il faut dire la même chose de l'appel (*a*).

„ Un accusateur injuste me charge de
 „ calomnies, & tâche de me faire condam-
 „ ner à mort ; m'est-il permis de l'appeller en
 „ duel ? *Rép.* Il vous est permis de le faire ,
 „ pourvu qu'il n'y ait pas d'autre voie pour
 „ éviter une mort injuste , parce qu'un appel
 „ de cette sorte est comme une défense juste
 „ & légitime ; car il n'importe que l'ac-
 „ cusateur ne vous attaque pas par lui-
 „ même , mais qu'il le fasse par le ministère
 „ du Juge . . . *Sanchez* ajoute . . . que dans
 „ ce cas , il est permis de tuer en cachette
 „ l'accusateur (*b*).

„ Mais si quelqu'un ayant reçu quelque
 „ affront , appelle à un duel celui qui le lui
 „ a fait , n'ayant cependant pas intention de
 „ se battre , & sachant que l'action ne s'en-
 „ suivra pas , parce que les amis de côté &
 „ d'autre y mettront l'obstacle , & qu'il se

(*a*) Ad vitandam infamiam quando prudenter judicatur non superesse aliud remedium , nisi acceptatio & in præfixum locum egressio ; quamvis sequatur congressio , & ex istâ mors , vel vulneratio alicujus certantium , licitè potest acceptari. Idem dici debet de oblatione. *AMAD GUIM. pag. 164.*

(*b*) *Accusator injustus me calumniis afficit & morti addicit , licitum ne ad certamen provocare ?* Ità quidem , si non est alia via injustæ mortis evadendæ , quia hujusmodi provocatio locum habet inculpatæ tutelæ : nihil enim refert quòd accusator non per se , sed per judicem aggrediatur . . . addit *Sanchez* . . . tali in casu licere accusatorem occultè occidere. *ESCOBAR , pag. 164.*

„ conduite seulement ainsi pour rétablir son
 „ honneur qui a été blessé ? *Rép.* Il est cer-
 „ tain, selon le sentiment de *Filliucius*, qu’au-
 „ cun des deux n’encourroit l’excommuni-
 „ cation, quoiqu’ils se presentassent dans le
 „ lieu assigné, & qu’ils tiraissent leurs épées(a).

Si l’honneur véritable d’une ame droite est fondé sur la Religion, sur les Loix de l’Etat, sur l’humanité, sur la vertu : tout ce qui tend à en violer les droits sacrés, n’est qu’un honneur frivole, qu’une extravagante férocité, qu’une lâcheté farouche, qu’une barbarie sacrilege, qui ne peut s’accorder avec la vraie valeur de l’homme raisonnable. Voler aux champs de la victoire, exposer ses jours pour la défense de la patrie, chercher la gloire dans le devoir, assurer sa réputation par un courage invincible & des actions nobles & généreuses, être brave & vertueux ; telle est la valeur que l’Etat exige, & que la raison autorise : mais attacher une satisfaction déplorable à une vengeance brutale & personnelle, à une fausse bravoure, à une ostentation puérile, à un courage équivoque, c’est une action qui répugne à l’humanité, à la raison, à la reli-

(a) *Quid si offensus quis ab alio, illum provocet ad duellum, non tamen habeat animum pugnandi, & sciat certamen non secuturum, eo quod sit ab amicis impediendum : sed hoc agat ad honorem laesum reparandum ?* Profectò ex ejusdem *Filliucii* sententiâ, etiamsi uterque veniat ad designatum locum, & gladios stringant, neuter excommunicationem incurreret. *ESCOB. pag. 167.*

gion , & aux loix les plus sages du Royaume.

Le duel fut inconnu parmi les Grecs & les Romains , les deux Peuples du monde les plus belliqueux : il s'introduisit avec le Christianisme parmi les nations Allemandes , & leur barbarie l'a fait passer jusqu'à nous dans le sein même du Christianisme , & au milieu d'un Peuple ami de la gloire & de la vertu.

Le duel prend sa source dans cette vengeance qui s'oppose à toute réflexion , & que la colere inspire ; la lumiere naturelle qui dicte à chacun de veiller à sa propre conservation , ne la lui présente jamais sans ces mouvements involontaires mêlés d'inquiétudes , qui caractérisent toujours un bien faux & imaginaire. Les païens eux-mêmes regardoient le duel , non comme une action de générosité & de courage , mais comme une foiblesse marquée. Ils disoient que celui qui savoit commander à ses passions avoit plus de valeur , & se montroit plus grand que celui qui prenoit & renversoit les villes. Le duel répugne donc à la nature éclairée par la raison : il dégrade l'homme , il avilit la plus belle partie de son être , dont le devoir est de commander aux passions.

Le duel n'est point une preuve de bravoure. Souvent on a vu les plus braves tomber sous les coups d'une main timide.

Le duel ne porte avec lui aucun caractère de justification. Il efface en on par le duel des impressions odieuses , gravées dans l'es-

prit du Public ? Sera-t-on justifié , quand on aura trempé ses mains dans le sang de ses concitoyens , quand on se sera procuré la mort ou quelques blessures ? Ne seroit-il pas plus noble de montrer dans l'innocence de ses mœurs , dans l'intégrité de sa conduite, l'injustice des insultes qu'on a reçues, & de faire retomber sur le calomniateur la bassesse & l'iniquité de son outrage ?

Sur le fondement ridicule d'un faux point d'honneur, le duel n'est souvent que la vengeance des foibles, la triste consolation des coupables, & la ressource de ceux qui n'en peuvent trouver dans la vertu & dans l'innocence.

Nul n'est maître de sa vie, & moins encore de celle de son prochain. Elle appartient au Créateur, & après lui à la Société. Quoi donc de plus contraire aux loix du Christianisme, que ces combats singuliers qui prennent leur source dans une vaine opinion, qui arme l'humanité contre l'humanité, le parent contre le parent, l'Etat contre l'Etat ? Si de prétendus sentiments d'honneur ne l'ont emporté que trop souvent sur la Loi de Dieu, peut-on en induire que la Religion qui pardonne, deviendrait une lâcheté ? Quoi ! l'on ne seroit pas déshonoré par le meurtre, & on le seroit en obéissant à Dieu & au Souverain !

Toutes les Loix concourent à réprimer le Duel : sa proscription a toujours été l'objet de l'attention de nos Rois. Louis XIV a renouvelé à cet égard les ancien-

nes Ordonnances , & a enjoint à la Noblesse d'attendre la justice de l'injure qui lui seroit faite de ceux auxquels Dieu l'a mise aux mains. LOUIS XV, ce Prince dans le cœur duquel l'humanité semble avoir établir son trône , en a juré l'observation à la face des Autels.

Cependant nous voyons le Duel permis par les Théologiens de la *Société*. Seroient-ils eux-mêmes séduits dans la spéculation par un faux point d'honneur ? Non , Messieurs , cet honneur chimérique n'influe même que par occasion sur leur morale. Le poison & plusieurs autres genres de crimes , également infames aux yeux même du préjugé , éprouvent de leur part les plus scandaleux ménagements.

§. I V.

Trahison , Avortement , Poison , &c.

IL est des forfaits dont la noirceur est telle, qu'il semble que la Loi auroit pu se dispenser de chercher à les prévenir. Mais en est-il que les Casuistes dont nous parlons, n'aient essayé de justifier ? Leur complaisante morale se prête à tous les crimes.

Suivant *Escobar* , un mari voulant tuer sa femme , a caché un poignard sous son tra- versin ; la femme le fait , elle n'aperçoit point d'autre moyen (d'échapper) elle peut prévenir son mari & le tuer (a).

(a) Maritus condidit sub cervicali pugionem ut uxorem interficiat. Uxor id certò sciens , & aliud non aspiciens remedium potest pravenire , & auxilium occidere. ESCOBAR , pag. 148.

„ Je ne connois que *Basile Ponce* , qui
 „ enseigne que cette opinion (qui dit qu'un
 „ pere qui surprend sa fille en adultere la
 „ peut tuer ; & qu'un mari peut dans le
 „ même cas tuer sa femme) n'est pas pro-
 „ bable ; car à mon avis, en m'appuyant sur
 „ l'autorité , je la trouve probable ; & en
 „ consultant la raison que *Basile* auroit dû
 „ savoir parfaitement , je la trouve certaine
 „ & évidente (*a*).

„ Quand quelqu'un a préparé du poison
 „ pour empoisonner un autre , il est permis,
 „ suivant *Lessius* , de le faire mourir adroi-
 „ tement par le même poison, s'il n'y a point
 „ d'autre moyen d'échapper (*b*).

„ Qu'est-il permis de faire à l'occasion
 „ d'un banni par le Pape ? *Rép.* Il est permis
 „ de le tuer par-tout où on le trouveroit ,
 „ parce que la juridiction du Souverain
 „ Pontife s'étend sur toute la terre (*c*).

„ Est-il permis de tuer un banni par tra-
 „ hison & par artifice ? *Rép.* *Molina* dit ,

(*a*) Nescio ab alio quàm à *Basilio Pontio* im-
 probabilem dici , (opinionem asserentem patrem
 posse occidere filiam in adulterio deprehensam ,
 & maritum similiter uxorem ,) me enim judice stan-
 do auctoritati , est probabilis ; & stando rationi
 quam debuisset percallere *Basilius* , certa & evidens.
MOYA , pag. 185 , num. 3.

(*b*) Quis alteri venenum præparavit, Poteest eo-
 dem veneno industriose occidi, *Lessio*, autore , si aliud
 non est evadendi remedium. *ESCOBAR* , pag. 148.

(*a*) *Quid si proscriptus à Pontifice ?* Licet ubique
 occidere illum , quia præsulis summi jurisdictio to-
 tum orbem complectitur. *ESCOBAR* , pag. 146.

„ qu'il est permis de le faire. . . & que le dan-
 „ ger de sa damnation ne doit point empê-
 „ cher , parce qu'il faut avoir plus d'égard
 „ au bien public qu'au bien d'un particulier ,
 „ lequel peut lui-même pourvoir à son salut ,
 „ en cessant de pécher. . . . Est-il également
 „ permis aux bannis de se tuer les uns les
 „ autres ? *Rép.* Il le leur est permis , pour ac-
 „ quérir leur liberté ou quelque récompen-
 „ se , parce que c'est une chose avantageuse
 „ pour le bien commun (*a*).

„ Une femme est prête de se tuer pour
 „ éviter l'infamie que sa grossesse lui pour-
 „ roit procurer ; est-il permis de lui conseil-
 „ ler l'avortement ? *Rép.* *Le Cardinal de*
 „ *LUGO* . . . répond affirmativement , s'il n'y
 „ a pas d'autre moyen de la détourner de
 „ cette volonté , parce qu'alors on ne l'in-
 „ duiroit point au mal , mais à choisir un
 „ moindre mal (*b*).

„ Il est permis de procurer l'avortement

(*a*) *Potest-ne proditoriè & per insidias bannitus occi-
 di ? Affirmat Molina . . . nec ob stare periculum
 damnationis illius , quia major ratio habenda boni
 publici quam particularis , qui prospicere potest sa-
 luti , à culpis abstinendo . . . Num bannitis liceat se
 invicem occidere ? Licet ad libertatem aut præmium
 acquirendum , quia communi bono expedit.* ESCOBAR ,
pag. 146.

(*b*) *Est fœmina parata sibi necem inferre ad vi-
 tandam pragnationis infamiam ; licitum-ne ei abor-
 tum suadere ? CARDINALIS DE LUGO . . . affirma-
 tivè responder , si alio modo non posset ab hâc ve-
 luntate averti ; quia hoc non est ad malum inducere ,
 sed ad minoris mali electionem.* ESCOBAR , *pag. 157.*

„ pour conserver la vie de la mere , quand
 „ il est probablement certain que le fœtus
 „ n'est pas encore animé (*a*).

„ Celui qui cause la mort à un Clerc , en
 „ mettant du poison dans sa nourriture , ou
 „ dans sa boisson , n'est pas pour cela ex-
 „ communié (*b*).

„ De même , selon le sentiment de quel-
 „ ques-uns , l'excommunication prononcée
 „ contre celui qui tue un Ecclésiastique ,
 „ n'est point encourue par celui qui le fait
 „ mourir par le poison , si ce n'est qu'on le
 „ fit mourir par violence (*c*).

„ Et ils le prouvent , parce que les termes
 „ de la Loi portent : *Si quelqu'un tue par*
 „ *violence* : or celui qui tue par le poison ,
 „ ne tue point par violence , si ce n'est qu'il
 „ forçât à prendre le poison : donc il n'en-
 „ court point l'excommunication (*d*).

Nous craindrions , Messieurs , d'abuser
 de votre patience , si nous entreprenions de

(*a*) Abortum procurare licet ad tuendam vitam
 matris , quando constat fœtum nondum esse ani-
 matum. SANCHEZ , *de matrimonio* , pag. 1 , num. 1.

(*b*) Qui Clericum occidit veneno in cibo vel in
 potu , non incurrit excommunicationem. MOYA ,
 pag. 521.

(*c*) Item , excommunicatio canonis posita oc-
 cidenti Clericum (aiunt quidam) non incurritur ,
 illum veneno occidendo , nisi per vim illum in-
 terficeret. *Ibid.*

(*d*) Probant ex eo quòd lex dicat , *si quis per*
manus violentas , &c. sed non occidit illum ma-
 nibus violentis qui prædicto modo occidit , nisi per
 vim cogat venenum sumere. Ergo . . . *Ibid.* p. 522.

réfuter des maximes dont l'exposition seule fait frémir la nature. Passons à un objet qui nous intéresse plus puissamment.

§. V.

Leze-Majesté.

Ce n'est plus ici , Messieurs , la sûreté des particuliers que vous avez à défendre , c'est la vie précieuse des Rois ; vengez-la des atteintes que des Ecrivains révoltés contre toute autorité , ont cherché à lui porter. Vengez la nation des outrages faits à sa sensibilité & à son amour pour ses Souverains.

Bussembaum dit qu'il est " permis à un fils „ de tuer son pere ; à un Religieux, son Supérieur ; à un sujet, son Prince, pour défendre „ leur vie & l'intégrité de leurs membres , „ pourvu que ces meurtres n'occasionnent pas „ des guerres & de trop grands désordres (a).

L'esprit sanguinaire qui anime les Casuistes de la *Société*, ne se borne pas à ces cas particuliers ; prenant un essor plus audacieux , ils arment le bras de chaque Citoyen contre un Roi qui seroit tyran. Eh ! que

(a) Ad defensionem vitæ & integritatis membrorum licet etiam filio , Religioso & subdito se tueri , si opus sit , cum occisione contra ipsum parentem , Abbatem , Principem , nisi fortè propter mortem ejus secutura essent nimis magna incommoda , ut bella , &c. BUSEMB. tom. 1 , pag. 295 , num. 8.

faut-il pour constituer un tyran ? L'expérience n'a que trop appris que ces Casuistes donnent souvent ce titre odieux aux meilleurs Princes.

„ Est-il permis de tuer un tyran (se de-
 „ mande *Escobar* ?) *Rép.* Il est probable
 „ qu'on le peut tuer de son autorité privée,
 „ quand il s'empare actuellement du Ro-
 „ yaume ; parce qu'alors les Habitants du
 „ Royaume , en tuant le Commandant de
 „ l'Armée ennemie , par un moyen court
 „ & abrégé pour parvenir à la liberté , ne
 „ feroient que se servir de leur droit , d'une
 „ manière plus expédiente , pour se défen-
 „ dre d'une invasion injuste (a). „

*Que ne puis-je faire aux Dieux une liba-
 tion du sang d'une tête si odieuse ! Jamais
 liqueur plus agréable n'eût teint leurs Au-
 tels : jamais victime plus importante , ni plus
 grasse ne peut être immolée à Jupiter , qu'un
 méchant Roi.*

„ Certainement il est permis à tout le
 „ monde de tuer un tyran qui s'est emparé
 „ du souverain pouvoir , si l'on ne peut au-
 „ trement faire cesser la tyrannie. Mais pour
 „ celui

(a) *Licet-ne occidere tyrannum ?* Si actu regnum invadit , probabile est occidi posse auctoritate privata , quia tunc regnicolæ jure se defenderent ab injustâ invasione ducem adversarii exercitus trucidando , expeditiori quidem ad libertatem viâ. *ESCOBAR*, pag. 146. num. 31.

„ celui qui est Prince, soit de droit, soit
 „ par succession, quoiqu'il devienne tyran
 „ par sa conduite, il n'est pas permis à un
 „ particulier de lui donner la mort... si
 „ ce n'est dans le cas où l'on voit décidé
 „ dans *Carrerius* qu'il est permis de tuer
 „ un Empereur ou un Pape même... sa-
 „ voir, quand il s'agit de défendre son
 „ propre corps [a].

„ Il peut arriver en deux manieres que
 „ quelqu'un soit un tyran; 1°. à raison du
Titre, 2°. à raison du *Gouvernement*.

„ Celui qui est tyran, à raison du *titre*,
 „ c'est-à-dire, celui qui sans aucun droit
 „ envahit ou se rend maître de l'Etat, de
 „ même que les Turcs se sont emparés des
 „ Royaumes d'Orient & autres Pays voi-
 „ sins, peut être tué par toute personne du
 „ Royaume, par le droit de défendre les
 „ innocens.

(a) Utinam cruorem capitis invisi Deis
 Libare possem ! gratior nullus liquor
 Tinxisset aras : victima haud ulla amplior
 Potest magisque opima mactari Jovi,
 Quàm Rex iniquus.

Planè tyrannum qui principatum occupavit, si ty-
 rannis aliter tolli non possit, interficere cuilibet li-
 citum est; sed illum qui jure successionis, electio-
 nis-ve, princeps est, quamvis tyrannus fiat, privato
 non licet occidere... nisi uno casu, quo etiam Im-
 peratorem & Pontificem occidere fas esse voluerunt
 Cardinalis & Capitius, teste Carrerio... scilicet ad
 corporis sui defensionem. DELRIO, pag. 145, col.
 1. & 2.

„ Remarquez , 1°. qu'il y a un double
 „ droit de tuer un tyran de cette sorte ; sa-
 „ voir , 1°. le droit de la défense des inno-
 „ cents ; 2°. le droit de la vengeance. En
 „ vertu du premier droit , tout particulier
 „ peut le tuer , comme il est dit dans la con-
 „ clusion. La raison est que tout homme
 „ peut tuer un ennemi qui l'attaque , s'il n'a
 „ pas d'autre moyen de se délivrer : or , un
 „ tel tyran est un ennemi qui opprime la Ré-
 „ publique & les Particuliers ; il est donc
 „ permis à tous Particuliers de le tuer...
 „ Enfin parmi toutes les Nations , on a
 „ rendu publiquement de grands honneurs à
 „ ceux qui ont tué de semblables tyrans...
 „ Mais par le second droit , il ne peut pas
 „ être tué par chaque particulier. Il faut
 „ que cela se fasse par l'autorité publique ,
 „ & par la main du Soldat revêtu de pou-
 „ voir. La raison est que la vengeance (la
 „ punition) requiert l'autorité. C'est pour-
 „ quoi dans le temps de paix on ne fait
 „ mourir que par Sentence de Juge , & dans
 „ celui de Guerre que par la main du Soldat.

„ Remarquez cependant en second lieu
 „ qu'il est nécessaire : 1°. Qu'on soit assuré
 „ que c'est un tyran & un injuste usurpa-
 „ teur ; car s'il a un droit probable , il n'est
 „ pas censé usurpateur. 2°. Qu'il n'y ait pas
 „ de plus grands maux à craindre de la part
 „ du fils du tyran & de ses Partisans. 3°. Que
 „ ce ne soit point contre l'expresse volonté
 „ de la République ; car c'est à elle de
 „ donner l'autorité , ou du moins à con-

„ sentir. Or , elle est censée consentir
 „ lorsque la plupart des Citoyens souhai-
 „ tent qu'on le mette à mort (le tyran) &
 „ même lorsqu'il n'est pas constant qu'elle n'a
 „ pas une volonté contraire. Car alors on
 „ présume qu'elle veut ce qu'elle peut vou-
 „ loir justement pour sa délivrance : or, elle
 „ peut vouloir justement (que le tyran soit
 „ tué) lorsqu'elle n'a pas d'autre moyen
 „ (de s'en délivrer.)

„ Celui qui est tyran à raison de son
 „ *Gouvernement* , c'est-à-dire , qui étant
 „ vrai Prince , gouverne cependant d'une
 „ manière tyrannique , cherchant plutôt
 „ ses intérêts particuliers , que les intérêts
 „ publics ; chargeant d'injustes impôts la
 „ République ; vendant les Charges, la Jus-
 „ tice : un tel tyran ne peut être tué par un
 „ Particulier , tant qu'il reste Prince : cela
 „ paroît par le Concile de Constance , Sess.
 „ 15. La raison est qu'un Prince , quoique
 „ son Gouvernement soit tyrannique , ne
 „ laisse pas d'être supérieur : ainsi il ne
 „ peut pas être tué par un inférieur , à moins
 „ que cela ne fût nécessaire pour sa propre
 „ défense.

„ Mais, me direz-vous, si la tyrannie vient
 „ à un tel point qu'elle ne soit plus sup-
 „ portable , & qu'il n'y ait pas d'autre
 „ moyen ? Je réponds qu'il faut que ce
 „ tyran soit d'abord déposé & déclaré en-
 „ nemi par la République , ou par les
 „ Etats généraux du Royaume , ou par quel-
 „ qu'un qui ait autorité , pour qu'il soit

„ permis d'entreprendre quelque chose
 „ contre lui : car alors il cesse d'être Prin-
 „ ce [a].

(a) Potest aliquis dupliciter esse tyrannus ; 1. ratione tituli , 2. ratione administrationis.

Qui est tyrannus ratione tituli , id est , qui absque ullo jure , armis principatum vel occupat , vel invadit , sicut Turca regna Orientis & vicina , potest à quovis de regno interfici jure defensionis innocentium.

Nota 1. hujusmodi tyrannum duplici jure posse occidi. 1. Jure defensionis innocentium : 2. Jure vindictæ. Priori jure potest occidi à quovis privato homine , ut asseritur in Conclusionè. Ratio est quia quivis potest inimicum invasorem è medio tollere , quando non suppetit alius modus se liberandi : sed talis tyrannus est inimicus invasor Reipublicæ & singulorum ; ergo quivis potest eum è medio tollere. Denique apud omnes gentes passim maximis honoribus affecti sunt , qui tales tyrannos occiderunt. At posteriori jure non potest occidi à quolibet privato , sed ab autoritate publicâ & à milite auctorato. Ratio est quia vindicta requirit auctoritatem , undè in pace non inferitur , nisi per sententiam judicis ; in bello nisi per milites.

Nota tamen 2º. necessarium esse primò , ut constet illum esse tyrannum , & injustum invasorem : si enim aliquod probabile jus habet , non censetur tyrannus : undè non licet interficere. 2º. Ut non timeantur majora mala à filio tyranni & amicis. 3º. Ut non sit contrà expressam Reipublicæ voluntatem : hujus enim est auctoritatem istam vel certè consensum dare , censetur autem consentire , quando passim cives optant illum sublatum : imò quando non constat de contrariâ voluntate. Nam tunc præsumitur velle quod justè velle potest , ut liberetur. Atqui hoc justè potest velle , cum alia via non suppetat.

Qui est tyrannus ratione administrationis , id est , qui cum sit verus Princeps , tyrannicè tamen administrat , quærendo potius privata commoda , quàm publica , onerando Rempublicam injustis exactionibus , vendendo officia , judicium , non

„ La révolte d'un Ecclésiastique contre
 „ le Roi, n'est pas un crime de Leze-Ma-
 „ jesté; parce que l'Ecclésiastique n'est pas
 „ sujet du Roi [*a*].

„ Celui qui gouverne tyranniquement
 „ un Etat qu'il a justement acquis, ne peut
 „ en être dépouillé sans un Jugement pu-
 „ blic. Mais dès que la Sentence est pro-
 „ noncée, tout homme peut s'en rendre
 „ l'exécuteur. Or, un tel Prince peut être
 „ déposé par le peuple, quand même il lui
 „ auroit juré une obéissance éternelle; lors-
 „ qu'après avoir été averti de sa mauvaise
 „ administration, il ne se corrige pas.. Mais
 „ pour celui qui envahit tyranniquement
 „ la Puissance (Souveraine), tout homme
 „ d'entre le peuple peut, s'il n'y a point
 „ d'autre remède, le tuer; car c'est un en-
 „ nemi public *b*).

potest à privatis interfici, quandiū manet Prin-
 cept. Patet ex *Concil. Constant. Sess. 15.* Ratio est
 quia Princeps, etsi tyrannicè regat, manet ta-
 men superior: ergo non potest à subdito interfici,
 nisi fortè ob necessariam sui defensionem.

Dices, quid si Tyrannus exerceat ut non videatur
 amplius tolerabilis, nec ullum aliud medium
 supersit? Respondeo; tunc primum à Republicâ,
 vel Comitibus Regni, vel alio habente auctoritatem
 est deponendus & hostis declarandus, ut in ip-
 sum liceat quidquam attentare: tunc enim desinit
 esse Princeps. BECAN, pag. 713 & 714.

(*a*) Clerici rebellio in Regem non est crimen
 læsæ Majestatis, quia non est subjectus Regis.
 EMM. SA, verbo *Clericus*, pag. 514.

(*b*) Tyrannicè gubernans justè acquisitum domi-
 nium, non potest spoliari sine judicio publico;
 latâ verò sententiâ, potest quisque fieri executor.
 Potest autem deponi à populo, etiam qui juravit

„ Il y a un cas dans lequel il est permis
 „ de tuer ; par exemple, lorsque le tyran
 „ est dans quelque Ville d'où les Citoyens
 „ n'ont pas d'autre moyen de le chasser...
 „ Cependant , faites attention qu'il y a deux
 „ sortes de tyrans , l'un par la puissance &
 „ la possession , qui n'a pas un véritable
 „ titre , mais qui usurpe une autorité tyran-
 „ nique sur la République. Il est permis
 „ de tuer celui-ci , comme nous l'avons
 „ dit , lorsqu'on ne peut autrement déli-
 „ vrer la République , & qu'il y a une es-
 „ pérance probable qu'elle sera délivrée :
 „ autrement il n'est pas permis à tout Par-
 „ ticulier de le tuer. L'autre espece de ty-
 „ ran est celui qui l'est par sa conduite dans
 „ le Gouvernement , qui à la vérité a un
 „ vrai titre , mais qui traite ses Sujets d'une
 „ maniere tyrannique. Il n'est pas permis
 „ de tuer celui-là sans l'autorité publique :
 „ soutenir le contraire , c'est ce qui a été
 „ condamné comme hérétique par le Con-
 „ cile de Constance , *Sess.* 15 ; mais cette
 „ condamnation ne doit pas s'entendre du
 „ premier tyran [*a*].

ei obedientiam perpetuam , si monitus non vult cor-
 rigi. At occupantem tyrannicè potestatem , quisque
 de populo potest occidere , si aliud non sit reme-
 dium ; est enim publicus hostis. EMM. SA , pag. 670.

(*a*) Est autem unus casus in quo licet privato cui-
 libet occidere ; cum putà tyrannus est in civitate ali-
 quâ , quem aliter cives non possunt expellere. . . .
 Tamen adverte duplicem esse tyrannum , unum po-
 testate & dominio , qui non habet titulum verum ,

„ Si Caius a un dessein purement extérieur
 „ de tuer le Roi , & qu'il le manifeste à
 „ Titius dans la spéculation seulement , &
 „ non relativement à son exécution , ou
 „ pour l'engager à le seconder ; ce n'est
 „ toujours dans l'ordre de délit , qu'une
 „ simple intention & un propos intérieur ,
 „ contre lequel on ne peut pas informer ,
 „ dans le cas où Titius le dénonce. On peut
 „ cependant prendre des précautions pour
 „ que Caius ne puisse pas exécuter son
 „ dessein [a]. „

Berruyer , dans son *Histoire du Peuple de Dieu* , parlant d'Eglon massacré par Aod ,
 „ s'explique ainsi : “ Aod proposa l'expédient
 „ que l'esprit de Dieu lui suggéroit : on l'ap-
 „ prouva & on convint que la ruse étoit lé-
 „ gitime contre un violent oppresseur, qu'on

sed tyrannicè occupat Rempublicam : & hunc licet
 occidere ut diximus ; dùm aliter non potest Respu-
 blica liberari , & dùm spes est probabilis liberatio-
 nis : aliter non licet privato cuilibet occidere. Alte-
 rum tyrannum administratione , qui habet quidem
 verum titulum , sed tyranni è tractat subditos , &
 hunc non licet absque publicâ auctoritate occidere ;
 asserere contrarium , damnatur hæreticum in Conc.
 Const. Sess. 15 : non tamen ista damnatio de priori
 tyranno est intelligenda.

(a) Si Caius habeat propositum merè externum
 occidendi Regem , & illud manifestavit Titio spe-
 culativè tantùm ; & non in ordine ad cooperationem
 & exécutionem , propositum illud manet merè inter-
 num in ratione delicti ; hinc in illud inquiri non po-
 test , quamvis Titius deferat. Potest tamen precau-
 tio adhiberi ne Caius possit illud exequi. BUSEM-
 BAUM , Tom. I , pag. 698 , num. 1430.

„ n'étoit pas en état d'attaquer à force ouverte, avant que d'avoir mis le trouble dans ses Etats par quelques coups extraordinaires. „ *Hist. du Peuple de Dieu*, 2. part., tom. 4. pag. 230.

Le même Auteur parlant du Voyage de Rome fait par *Archelaüs* fils d'*Hérode* Roi de la Judée, pour être substitué à son Pere, & régner aux mêmes conditions que lui, fait la remarque suivante : “ On savoit dans le Pays le motif de son voyage ; il n'étoit point aimé de ses Citoyens ; ceux-ci envoyèrent une Ambassade au Souverain qui dispoſoit de leur Couronne ; ils chargerent les Envoyés de lui représenter qu'ils ne vouloient point ce Seigneur pour leur Roi, & qu'ils ne pouvoient se résoudre à le reconnoître.

„ Il ne faut hazarder de pareilles démarches, que quand on est bien assuré du succès ou du secret. „ *Idem*, 2. partie, tom. 4. pag. 252.

[a] “ Tel est le caractère d'un Tyran, telles

(a) Tale est tyranni ingenium moresque cœlo æquè ac hominibus invisi : ut maximè felix esse videatur, flagitia in supplicium vertuntur. Ut corpora verberibus, ità sævitia, libidine, metu pravus animus & conscientia laceratur. Quem cœlestis vindicta premit, in exitum urget, mentem, consiliumque eripit. Irritatae multitudinis odio principis quantæ sint vires, populi invidiam rectoris exitium esse, multis exemplis tum antiquis, tum recentibus explicare promptum est. Nuperque in Galliâ monumentum notabile est constitutum, quo perspicitur quanti referat popularium animos pacatos esse, quibus non

„ sont les mœurs odieuses à Dieu comme
 „ elles le sont aux hommes ; quelqu'heureux
 „ qu'il paroisse , les crimes se changent pour
 „ lui en supplice. De même que le corps est

perindè ac corporibus imperatur , insigne ad memoriam atque miserabile. Henricus eo nomine tertius Galliarum Rex jacet manu monachi peremptus , medicato cultro in viscera adactò. Fœdum spectaculum in paucis memorabile ! sed quo Principes doceantur impios ausus haud impunè cadere , Principum potentiam imbecillam esse , si reverentia ab animis subditorum semel abcefferit. Parabat ille , quoniam prole carebat , sororio Henrico Vendomiensi regnum relinquere , quamvis à tenerâ ætate pravis de religionis opinionibus infecto , eoque tempore diris devoto à Pontificibus Romanis , jureque successionis spoliato. . . . Simul suo sanguine patriæ communis & gentis libertatem redemptam , inter ictus & vulnera impensè latabatur ; scilicet cæso Rege ingens sibi nomen fecit. Cæde cædes expiata , ac manibus Guisiani Ducis perfidè perempti regio sanguine est parentatum. Sic Clemens periit æternum Galliarum decus , ut plerisque visum est , viginti quatuor natus annos , simplici juvenis ingenio , neque robusto corpore : sed major vis vires & animum confirmabat. . . . Sed cesserunt prima postremis , bonaque juventutis major ætas flugitio obliteravit. Defuncto fratre revocatus in patriam , Rexque Galliarum renunciatus , omnia in ludibrium vertit : ut non aliâ causâ videatur ad rerum fastigium sublatus , nisi ut graviori casu præcipitaret. Sic fortuna seu vis major ludit in rebus humanis. . . . Nam si Princeps populi consensu aut jure hæreditario imperium tenet , ejus vitia & libidines ferendæ sunt eatenus , quoad eas leges honestatis & pudicitiae , quibus est astrictus , negligat. Neque enim facile Principes mutandi sunt , ne in majora mala incurrantur , gravesque motus existant , . . . Si vero rempublicam pessundet , publicas privatasque fortunas prædæ habet , leges publicas & sacrosanctam religionem contemptui , virtutem in superbiâ ponit , in audaciâ atque adversus Superos impietate , dissimulandum non est. Attentè

„ déchiré par les coups qu'on lui porte , de
 „ même l'esprit & la conscience du Tyran
 „ sont déchirés par sa cruauté , par ses dé-
 „ bauches & par la crainte. La vengeance

tamen cogitandum quæ ratio ejus Principis abdicandi teneri debeat , ne malum malo cumuletur , scelus vindicetur scelere . Atque ea expedita maximè & tutavia est , si publici conventûs facultas detur , communi consensu quid statuendum sit deliberare : fixum ratumque habere quod communi sententiæ steterit ; in quo his gradibus procedatur . Monendus imprimis Princeps erit , atque ad sanitatem revocandus , qui si morem gesserit , si reipublicæ satisfecerit , peccataque correxerit vitæ superioris , desistendum arbitror , neque acerbiora remedia tentanda . Si medicinam respuat , neque spes ulla sanitatis relinquatur , sententiâ pronuntiâtâ licebit reipublicæ ejus imperium detrectare primum ; & quoniam bellum necessariò concitabitur , ejus defendendi consilia explicare , expedire arma , pecunias in belli sumptus imperare populis : et si res feret , neque aliter se respublica tueri possit , eodem deffensionis jure ac verò potiori autoritate & propriâ , Principem publicum hostem declaratum ferro perimere . Eadenique facultas esto cuicumque privato , qui spe impunitatis abiecta , neglecta salute in conatum juvandi rempublicam ingredi voluerit . Reges quid faciendum , si publici conventûs facultas erit sublata quod sæpè potest contingere . Par profectò , meâ quidem sententiâ , judicium erit , cum Principis tyrannide oppressa república : sublata civibus inter se conveniendi facultate voluntas non desit delendæ tyrannidis , scelera Principis manifesta modo & intoleranda vindicandi , exitiales conatus comprimendi : ut si sacra patria pessunder , publicosque hostes in provinciam attrahat : qui votis publicis favens eum perimere tentarit , haud quaquam iniquè eum fecisse existimabo ; quod satis iis argumentis confirmatur , quæ posteriori loco adversus tyrannum in hac disputatione sunt posita . Ita facti quæstio in controversiâ es , quis meritò tyrannus

„ Divine le poursuit , le pousse à sa perte ,
 „ & lui ôte l'esprit & tout conseil. Il n'y
 „ a rien de plus facile que de montrer par
 „ plusieurs exemples tant anciens que mo-

habeatur : juris in aperto , fas fore tyrannum perimere. Neque est periculum ut multi eo exemplo in Principum vitam sæviant quasi tyranni sint , neque enim id in cujusquam privati arbitrio ponimus , non in multorum , nisi publica vox populi adsit , viri eruditi & graves in consilium adhibeantur. Præclare cum rebus humanis ageretur , si multi homines forti pectore invenirentur pro libertate patriæ , vitæ contemptores & salutis , sed plerosque incolumitatis cupiditas retinet magnis sæpe conatibus adversa. Itaque ex tanto numero tyrannorum , quales antiquis temporibus extiterunt paucos quosdam numerare licet ferro suorum perisse : in Hispania vix unum aut alterum , quamvis id subditorum fidei tribui debet , Principum clementiæ ; qui imperium optimo jure acceptum modestè atque humaniter exercuerunt. Est tamen salutaris cogitatio , ut sit Principibus persuasum , si rempublicam oppresserint , si vitiis & foeditate intolerandi erunt , eâ conditione vivere ut non jure tantum , sed cum laude & gloriâ periri possint. Fortassis is metus aliquem retardabit , ne se penitus vitiis atque adulteribus corrupendum tradat , frenos injiciet furori. Quod caput est , sit Principi persuasum totius reipublicæ majorem , quàm ipsius unius auctoritatem esse , neque pessimis hominibus credat diversum affirmantibus gratificandi studio , quæ magna perniciēs est . . . Denique motus reipublicæ vitandos judicamus , ne lætitia obdepulsum tyrannum brevi luxuriet vanaque evadat , providendum : atque omnia remedia sanando Principe tentanda , priusquàm ad extremum illud & gravissimum perveniatur. Quod si omnis spes est sublata , in periculum salutis publicæ , religionis sanctitas vocatur : quis erit tam inops consilii , qui non confiteatur tyrannidem excutere fas fore , jure legibus & armis ? Moveat fortassis ad extremum , quod à Patribus Concilii Constantiensis sessione

„dernes, combien la force d'une multitu-
 „de irritée par la haine qu'elle porte à son
 „Prince est formidable, & de faire voir
 „que l'aversion du peuple est la perte de
 „celui

quinta decima reprobaturum est, *Tyrannum posse & debere occidi à quocumque subdito non aperta vi modo, sed etiam per insidias & fraudes.* Verum id decretum Romano Pontifici Martino quinto probatum non invenio, non Eugenio aut successoribus, quorum consensu Conciliorum Ecclesiasticorum sanctitas stat: ejus præsertim quod non sine ecclesiæ motu, tricipiti Pontificum dissidio de summo Pontificatu contenditum celebratum fuisse sciimus... Miseram planè vitam (tyranni) cujus ea conditio est ut qui occiderit, in magnâ, tum gratiâ, tum laude futurus sit. Hoc omne genus pestiferum & exitiale ex hominum communitate exterminare gloriosum est. Enim verò membra quædam secantur, si putrida sunt, ne reliquum corpus inficiant, sic ista, in hominis specie, bestię immanitas à republicâ tanquam à corpore amoveri debet, ferroque excindi. Timeat videlicet necesse est, qui terret: neque major sit terror incussus quam metus susceptus. Non tantum præsidii in viribus, armis & copiis est quantum periculi in invidiâ populari, undè exitium imminet. Terribilis nequitie atque ignaviae sordibus nobile portentum cuncti ordines amovere satagunt: auctisque in dies odiis aut in aperta vim prorumpitur, seditione factâ, armisque publicè sumptis (spiritum quem naturæ debemus, patriæ reddere præclarum, quomodo non pauci tyranni perierunt aperta vi) aut majori cautione, fraude & ex insidiis perimit, uno aut paucis in ejus caput occultè conjuratis, suoque periculo reipublicæ incolumitatem redimere satagentibus. Quod si evaserint, instar magnorum Heroum in omni vitâ suscipiuntur: si secus accadat, grata superis, grata hominibus hostia cadunt, nobili conatu ad omnem posteritatis memoriam illustrati. Itaque aperta vi & armis posse occidi tyrannum, sive impetu in regiam facto,

„ celui qui le gouverne. On en a donné en
 „ France, il n'y a pas long-temps, une
 „ preuve publique & remarquable, par la-
 „ quelle on voit de quelle importance il
 „ est que l'esprit du peuple, auquel on ne
 „ commande pas comme on commande au
 „ corps, soit calme & tranquille. Henri III.

sive commissâ pugnâ in confesso est. Sed & dolo atque insidiis exceptum : quod fecit Aod datis muneribus confisctoque divino responso propiùs accedens, remotis arbitris Eglonem Moabitarum regem peremit. Est quidem majoris virtutis & animi similitudinem apertè exercere, palàm in hostem reipublicæ irruere : sed non minoris prudentiæ, fraudi & insidiis locum captare, quòd sine motu contingat minori certè periculo publico atque privato. . . Quæstionem tamen habet, an par facultas sit veneno herbisque lethalibus hostem publicum tyrannumque (idem enim judicium est) occidendi. . . & sæpè factum scimus. . . Nos tamen de nostris moribus sublatum videmus, quod Athenis atque Romæ frequens antiquis temporibus fuit, rerum capitalium convictos noxio medicamento tollere. Nimirum crudele existimarent, atque à Christianis moribus alienum, quantumvis flagitiis coopertum, eò adigere hominem, ut sibi ipsi manus inferat, pugione in viscera adactò, aut lethali veneno in cibo aut potu temperato. Perinde enim est, neque minùs humanitatis legibus, juriq; naturæ contrarium ; quo in vitam suam sævire vetatur omnibus. Negamus ergo hostem quem fraude dedimus perimi posse, veneno interfici jure. Ergo, me auctore, neque noxium medicamentum hosti detur, neque lethale venenum in cibo & potu temperetur in ejus perniciem. Hoc tamen temperamento uti in hac quidem disputatione licebit, si non ipse qui perimitur venenum haurire cogitur, quo intimis medullis concepto pereat, sed exteriùs ab alio adhibeatur nihil adjuvante eo qui perimendus est ; nimirum cum tanta vis est veneni, ut fellâ eo aut veste delibutâ vim interficiendi habeat. MARIANA, liv. 1, chap. 6 & 7, pag. 65, 66, 68, 69, 75, 76, 77, 78, 79, 82, 83, 84, & 85.

„ Roi de France , est tué par la main d'un
 „ Moine qui lui a enfoncé dans le cœur un
 „ couteau empoisonné. Spectacle affreux ,
 „ digne de mémoire , & dont il y a peu
 „ d'exemples ; mais par lequel les Princes
 „ peuvent apprendre que l'impiété de leurs
 „ entreprises ne demeure pas impunie , que
 „ leur puissance est sans force dès que le
 „ respect se retire de l'esprit de leurs Su-
 „ jets. Ce Roi n'ayant point de lignée ,
 „ prenoit ses mesures pour faire passer son
 „ Royaume à Henri Duc de Vendôme ,
 „ fils de sa sœur , quoique celui-ci dès sa
 „ plus tendre jeunesse fût infecté de mau-
 „ vais sentiments pour la Religion , qu'il
 „ fut dans ce temps-là excommunié par les
 „ Pontifes Romains , & privé par eux du
 „ droit de la succession à la Couronne . . .
 „ (Jacques Clément) se félicitoit en même-
 „ temps au milieu des coups & des blessu-
 „ res , d'avoir par son sang procuré à sa Pa-
 „ trie & à sa Nation le recouvrement de la
 „ liberté. Le massacre du Roi lui fit une
 „ grande réputation. Le meurtre fut expié
 „ par le meurtre , & les manes du Duc de
 „ Guise , injustement égorgé , furent vengés
 „ par l'effusion du sang Royal. Ainsi périt
 „ Clément , l'ornement éternel de la France ,
 „ à l'âge de vingt-quatre ans , jeune homme
 „ d'un caractère simple , & d'une comple-
 „ xion assez foible ; mais une vertu plus
 „ grande soutenoit son courage & ses forces.
 „ (Henri III.) avoit effacé par ses crimes
 „ dans un âge plus avancé , le bien qu'il avoit

„ fait dans sa jeunesse, & étant monté sur le
 „ Trône, après la mort de son Frere, il se
 „ jouoit de tout & parut n'avoir été élevé
 „ que pour tomber de plus haut, & plus
 „ lourdement c'est ainsi que les
 „ choses humaines deviennent le jouet du
 „ destin ou d'une Puissance supérieure . . .
 „ Que si le Prince tient son pouvoir du
 „ choix du Peuple, ou du droit de sa
 „ naissance, c'est un devoir de tolérer ses
 „ vices & ses débauches, jusqu'à ce qu'il
 „ néglige les loix de l'honneur & de la
 „ pudeur auxquelles il est obligé : car il
 „ n'est pas à propos de changer facilement
 „ de Prince, pour ne pas tomber par-là
 „ dans de plus grands maux, & exciter des
 „ mouvemens très-fâcheux.

„ Mais s'il renverse la République, s'il
 „ pille les fortunes publiques, s'il méprise
 „ notre sainte Religion & les Loix publi-
 „ ques ; s'il place la vertu dans l'orgueil,
 „ dans l'audace & le mépris de la Divinité ;
 „ c'est alors qu'il n'est plus permis de dissi-
 „ muler. Cependant il est nécessaire de con-
 „ sidérer avec attention comment on doit
 „ s'y prendre pour la déposition d'un Prin-
 „ ce, de peur d'ajouter un mal à un autre,
 „ & de punir un crime par un crime. Or,
 „ voici la voie la plus courte & la plus sûre
 „ pour réussir : ce seroit de délibérer en com-
 „ mun, s'il y avoit moyen de s'assembler
 „ publiquement, sur les mesures qu'il fau-
 „ droit prendre, & de tenir pour loi fixe
 „ & irrévocable, ce que l'Assemblée auroit

„ arrêté. Ensuite l'exécution procéderoit par
 „ les degrés suivans : d'abord , avant toutes
 „ choses , on avertira le Prince , & on l'in-
 „ vitera à se corriger. Que s'il défère à ces
 „ remontrances , s'il satisfait à la Républi-
 „ que , & répare ses fautes passées ; je pense
 „ qu'il faut en demeurer là , & ne pas ten-
 „ ter des remèdes plus violens. Mais si au
 „ contraire il rejette le remède qu'on lui
 „ offre , & ne laisse aucune espérance de
 „ guérison , alors il sera permis à la Répu-
 „ blique , après avoir prononcé la Sentence
 „ de déposition ; premierement , de ne plus
 „ le reconnoître , & comme de-là la guerre
 „ doit suivre nécessairement , elle aura soin
 „ de rendre public le dessein où elle est de
 „ se défendre , se mettra sous les armes ,
 „ imposera des taxes sur les Peuples pour
 „ subvenir aux frais de la guerre. Enfin , si
 „ les circonstances le permettent , & qu'elle
 „ ne puisse autrement pourvoir à son salut ,
 „ le même droit de défense , que dis-je ? une
 „ autorité bien supérieure & qui lui appar-
 „ tient en propriété , lui permet de porter
 „ le fer dans le sein du Prince , déclaré en-
 „ nemi public. Le même pouvoir est dévolu
 „ à tout Particulier , qui renonçant à l'es-
 „ poir de l'impunité , voudra faire effort
 „ pour secourir la République au péril de
 „ ses jours. Mais s'il n'y a pas moyen , com-
 „ me il arrive souvent , de tenir des assem-
 „ blées publiques , que faudra-il faire alors ?
 „ A mon avis , il faut juger de cette cir-
 „ constance sur les mêmes principes ; car

„ l'oppression que souffre la République, &
 „ le pouvoir qui lui manque de s'assembler,
 „ n'ôte point la volonté d'abolir la tyran-
 „ nie, de venger les crimes du Prince,
 „ pourvu qu'ils soient manifestes & intolé-
 „ rables, & de réprimer ses pernicieux at-
 „ tentats, comme s'il détruisoit la Religion
 „ du Pays, ou qu'il attirât l'ennemi dans
 „ ses États. Quiconque entreprendra sur la
 „ vie d'un tel Prince, jamais je ne le croi-
 „ rai coupable d'une action injuste : ce qui
 „ est assez établi par les preuves que nous
 „ avons apportées en dernier lieu dans cette
 „ dissertation contre le Tyran. Ainsi la
 „ question du fait est controversée; sçavoir,
 „ quel est le Prince qu'on doit regarder com-
 „ me un Tyran : mais la question du droit,
 „ sçavoir, qu'il est permis de tuer un Ty-
 „ ran, ne souffre aucune difficulté. Qu'on
 „ n'apprehende pas au reste que bien des
 „ gens abusent de cette maxime pour atten-
 „ ter à la vie des Princes, sous prétextes de
 „ tyrannie. Car nous n'abandonnons point
 „ la décision de ce point au jugement de tout
 „ Particulier, ni même à celui de la Multi-
 „ tude, à moins que la voix publique ne se
 „ fasse entendre, & qu'on n'ait pris les suffra-
 „ ges des hommes graves & savans. Cer-
 „ tes, le genre humain seroit trop heureux,
 „ s'il se rencontroit un grand nombre de
 „ ces courages mâles & vigoureux, qui por-
 „ tent le zèle pour la liberté de leur Patrie
 „ jusqu'au mépris de leurs jours. Mais l'a-
 „ mour excessif de sa propre conservation,

„ sentiment qui ne s'accorde pas ordinaire-
 „ ment avec les grandes entreprises , retient
 „ la plupart des hommes. C'est pour cela que
 „ d'un si grand nombre de Tyrans que
 „ l'Antiquité nous montre, on en voit si peu
 „ qui aient péri par le fer de leurs Sujets.
 „ A peine en trouvera-t-on un ou deux en
 „ Espagne , ce qu'il faut attribuer à la fidé-
 „ lité des Sujets & à la douceur des Prin-
 „ ces , qui étant parvenus au Gouverne-
 „ ment par le droit le plus incontestable , s'en
 „ sont acquittés avec beaucoup de retenue
 „ & d'humanité. C'est cependant une pen-
 „ sée salutaire à inspirer aux Princes , que
 „ de leur persuader , que s'ils oppriment
 „ leurs Peuples en se rendant insupportables
 „ par l'excès de leurs vices & l'infamie de
 „ leur conduite, ils vivent à telle condition,
 „ qu'on peut non seulement à bon droit les
 „ mettre à mort , mais qu'il y a de la gloire
 „ & de l'héroïsme à le faire. Peut-être que
 „ cette crainte empêchera quelques-uns de
 „ se livrer entièrement aux vices , & de se
 „ laisser corrompre par les flatteurs ; peut-
 „ être qu'elle contiendra leur fureur. Mais
 „ ce qui est le plus intéressant , c'est que le
 „ Prince soit bien persuadé que l'autorité
 „ de la République est plus grande que son
 „ autorité seule : & qu'il ne croie point ces
 „ hommes pernicioeux , qui pour gagner
 „ ses bonnes grâces lui diront le contraire, ce
 „ qui ne lui peut être que très-nuisible... En-
 „ fin , nous croyons qu'il faut éviter le
 „ trouble dans la République , & qu'il faut

„ avoir soin que la joie causée par l'ex-
 „ pulsion du Tyran , ne devienne bientôt
 „ excessive, & que par-là elle ne soit rendue
 „ vaine & trompeuse : qu'il faut aussi essayer
 „ tous les moyens propres pour engager le
 „ Prince à se corriger , avant que d'en ve-
 „ nir à cette extrémité & à cette dernière
 „ violence. Que si après cela il n'y a plus
 „ d'espérance (d'amendement) , & que le
 „ salut de la République aussi-bien que la
 „ sainteté de la Religion soient en danger ,
 „ y aura-t-il quelqu'un assez insensé pour ne
 „ point convenir qu'il sera permis de secouer
 „ par la voie de droit , par la voie des loix
 „ & celle des armes , le joug de la tyrannie ?
 „ On fera peut-être arrêté par la décision du
 „ Concile de Constance , qui condamne cet-
 „ te proposition : *Un Tyran peut & doit être*
 „ *tué par tout Sujet , non seulement par force*
 „ *ouverte , mais encore par artifice & par*
 „ *embûches*. Mais je ne vois nulle part que
 „ ce Décret ait été approuvé par Martin V.
 „ ou par le Pape Eugene, ou par ses Succes-
 „ seurs. Or , la validité des Conciles Ecclé-
 „ siastiques , dépend du consentement des
 „ Papes , & sur-tout la validité de ce Con-
 „ cile , que nous savons avoir été tenu dans
 „ le temps des troubles causés dans l'Eglise
 „ par la division des trois Papes qui se dispu-
 „ terent la dignité de Souverain Pontife...
 „ En vérité , la vie d'un Tyran est bien
 „ misérable ! Vie si peu assurée , que celui
 „ qui pourra le tuer doit s'attendre à la fa-
 „ veur & aux applaudissements du Public. Il

„ est glorieux , en effet , d'exterminer cette
 „ espèce d'hommes pernicious & funestes à
 „ la Société... Car de même qu'on coupe un
 „ membre pourri , de peur qu'il n'infecte le
 „ reste du corps , ainsi l'on doit retrancher du
 „ Corps de la République cette bête féroce ,
 „ couverte des apparences de l'Humanité.
 „ Tremble donc , quiconque régné par la
 „ crainte , & que la terreur qu'il reçoit ne le
 „ cède point à celle qu'il imprime. Non , les
 „ ressources que procurent au Tyran la force ,
 „ les Armes & les Troupes , n'égalent pas le
 „ danger dont le menace la haine publique ,
 „ toujours prête à l'opprimer. Tous les Or-
 „ dres en effet , sont occupés des moyens d'é-
 „ carter un monstre illustre par ses crimes &
 „ sa lâcheté. La haine croissant de jour en
 „ jour , ou bien on en vient à la force ouverte
 „ par la sédition & par une guerre publique ,
 „ (il est beau de rendre à la Patrie une
 „ vie que nous tenons de la nature ,) & c'est
 „ ainsi que plusieurs Tyrans ont péri , ou
 „ bien usant d'une plus grande circonspec-
 „ tion , on emploie l'artifice & les embu-
 „ ches pour le perdre , effet de la conspi-
 „ ration d'un seul homme ou d'un petit
 „ nombre , lesquels déterminés à lui ôter
 „ la vie au risque de la leur , cherchent à
 „ assurer par-là le salut de leur Patrie. Ont-
 „ ils le bonheur d'échapper au danger ? Les
 „ voilà désormais regardés comme des Hé-
 „ ros dans tout le temps de leur vie. Le
 „ contraire arrive-t'il ? ce sont des victimes
 „ agréables au Ciel & à la Terre , qui en

„ tombant se rendent illustres à jamais par
 „ la noblesse de leur entreprise.

„ Il est donc avoué qu'on peut mettre à
 „ mort un Tyran , non seulement à force
 „ ouverte & les armes à la main , soit en
 „ faisant irruption dans son Palais, soit en
 „ lui livrant bataille ; mais encore en appel-
 „ lant au secours la feinte & la surprise : &
 „ c'est ce que fit Aod, lorsque s'étant approché
 „ d'Eglon avec des présents à la main , &
 „ feignant une révélation divine , il perça
 „ ce Tyran. Il est vrai qu'il y a plus de
 „ courage & de valeur à manifester sa haine
 „ & à fondre ouvertement sur l'ennemi de
 „ l'Etat : mais il n'y a guere moins de pru-
 „ dence à placer à propos la ruse & les em-
 „ buches ; si cette voie est moins tumultu-
 „ tueuse , elle est certainement moins pé-
 „ rilleuse & pour le particulier & pour le
 „ public... On est cependant en peine de
 „ savoir , s'il est permis d'employer le poi-
 „ son pour faire périr un ennemi public &
 „ un Tyran , (car on doit porter le même
 „ jugement de l'un & de l'autre...) & nous
 „ savons que cela est arrivé souvent ; ce-
 „ pendant nous voyons que nos mœurs
 „ n'admettent point l'usage fort commun au-
 „ trefois dans Athenes & dans Rome, de faire
 „ périr par le poison les coupables convain-
 „ cus de crimes atroces. C'est ce qu'en effet
 „ on a regardé comme un acte de cruau-
 „ té , opposée à la Doctrine Chrétienne ,
 „ de forcer un homme , quelque couvert
 „ qu'il fût de crimes , à s'enfoncer lui-mê-

„ même un poignard dans le sein , ou à
 „ prendre soit des aliments , soit un breu-
 „ vage. Car il en est de l'un de ces expé-
 „ dients comme de l'autre , & tous les deux
 „ répugnent également aux loix de l'huma-
 „ nité & au droit de la nature , qui dé-
 „ fend à tout homme d'attenter à sa propre
 „ vie. Nous nions donc qu'il soit permis
 „ de faire mourir par le poison , l'enne-
 „ mi dont nous avons accordé qu'il étoit
 „ permis de se défaire par l'artifice & la
 „ surprise. C'est pourquoi , suivant mon
 „ avis , on ne doit jamais présenter à un
 „ ennemi des drogues funestes , ni mêler
 „ dans ses aliments un poison mortel , à
 „ dessein de lui ôter la vie. Voici néan-
 „ moins un tempérament dont il est per-
 „ mis d'user dans cette matiere ; c'est de
 „ ne pas contraindre celui que l'on veut met-
 „ tre à mort , de prendre lui-même un poi-
 „ son qui le fasse périr , mais de le faire don-
 „ ner extérieurement par un autre , de manie-
 „ re que celui qui doit périr n'y influe en rien :
 „ ce qui arrive lorsque la force du poison
 „ est si grande , qu'il suffit d'en frotter , le
 „ siege , ou les habits , pour causer la mort.

QUELLE morale venez-vous d'entendre,
 Messieurs ! Que ne pouvons-nous nous la
 dissimuler à nous-mêmes ! Quoi ! il ne suffit
 pas aux Théologiens de la *Société* d'au-
 toriser indéfiniment le meurtre en tout
 genre , il faut encore que leurs détesta-
 bles maximes enveloppent nommément la

Personne sacrée des Souverains dans les Arrêts de mort dont elles semblent menacer l'Humanité? Ces Casuistes ont-ils appréhendé que la Majesté du Trône n'apportât par elle-même aux regles générales qu'ils ont osé tracer une exception que leur cœur défavouoit? Ont-ils craint que la qualité d'Oingt du Seigneur ne prévalût dans l'esprit des peuples sur leur détestable doctrine?

Suivant ces Docteurs, l'homicide en lui-même est permis, dans tous les cas qu'ils ont la criminelle attention de prévoir; mais le régicide peut devenir louable & méritoire. Ils pressentent les difficultés qui pourroient mettre obstacle au crime, mais ils ne s'y arrêtent que pour les applanir. Est-il question de la vie d'un particulier? Il suffit d'innocenter le meurtre: la passion accréditera sans effort une simple tolérance. Mais s'agit-il de profaner l'image de la Divinité? il faut des motifs plus puissants: on érige en vertu ce qui dans le premier cas n'est présenté que comme une chose licite: maximes exécrables, abominable précaution! Le sang peut-il ne se pas glacer d'effroi?

Il est vrai que ces mêmes Casuistes distinguent la Royauté de la Tyrannie: mais qu'inférer de cette distinction, sinon qu'ils cherchent à pallier un enseignement détestable? Quel sujet pourroit jamais concevoir l'affreuse résolution de devenir régicide, sans auparavant se représenter son Roi sous les traits d'un Tyran?

Les faits n'ont que trop constaté l'inu-

tilité de ces fausses & artificieuses explications qui ne tendroient à rien moins qu'à rendre chaque particulier arbitre & Juge souverain des mœurs, des actions, & de la vie de son Roi.

Nous ne devons pas supposer aisément des Rois tyrans : mais quand il en seroit, le Concile de Constance défend indistinctement & sous quelque prétexte que ce soit, d'attenter à leurs jours.

„ Le Concile voulant employer sa sol-
 „ litude à l'extirpation des erreurs & des
 „ hérésies qui se répandent en diverses par-
 „ ties du monde, comme il y est obligé,
 „ & étant assemblé pour cela, ayant appris
 „ que depuis peu on a publié quelques pro-
 „ positions erronnées dans la Foi & dans
 „ les Mœurs, scandaleuses en toutes ma-
 „ nières, & ne tendant qu'à troubler &
 „ renverser les Etats, entr'autres, celle-ci :
 „ *Un Tyran peut & doit être tué licitement*
 „ *& d'une manière méritoire par chacun de*
 „ *ses vassaux & de ses sujets, même clan-*
 „ *destinement, par embuches secretes, par*
 „ *flattements ou caresses; nonobstant toute pro-*
 „ *messe, serment & confédération faite avec*
 „ *lui, & sans attendre la Sentence ou l'Or-*
 „ *dre d'aucun Juge.* Le Concile donc,
 „ pour extirper cette erreur, déclare & dé-
 „ finit après une mûre délibération, que
 „ *cette Doctrine est hérétique, scandaleuse,*
 „ *séditieuse, & qu'elle ne peut tendre qu'à*
 „ *autoriser les fourberies, les mensonges,*
 „ *les trahisons & les parjures.* De plus,
 „ le

„ le Concile déclare hérétiques tous ceux
 „ qui soutiendront opiniâtrément cette
 „ Doctrine, & prétend que comme tels,
 „ ils soient punis suivant les Canons & les
 „ Loix de l'Eglise (a).

Telle est, Messieurs, la Doctrine de
 l'Eglise sur ce qui intéresse la Personne des
 Rois. Cependant *Busenbaum* ne craint pas
 de dire, qu'un Sujet se proposant dans la
 spéculation d'assassiner son Souverain, ne
 peut être inquiété. Si, aux termes des Or-
 donnances *, un perturbateur du repos

(a) Præcipuâ sollicitudine volens, hæc sacro-
 sanctæ Synodus ad extirpationem errorum & hæ-
 resum in diversis mundi partibus invalescentium
 providere, sicut tenetur, & ad hoc collecta est :
 nuper accepit, quod nonnullæ assertiones erro-
 neæ in fide & bonis moribus, ac multipliciter
 scandalosæ toriusque reipublicæ statum & ordi-
 nem subvertere molientes dogmatizatae sunt, inter
 quas hæc assertio delita est : *Quilibet Tyrannus
 potest & debet licitè & meritorie occidi per quem-
 cumque vassallum suum vel subditum; etiam per
 clanculares insidias, & subtiles blanditias vel adu-
 lationes, nonobstante quocumque præstito juramen-
 to, seu confœderatione factis cum eo, non expecta-
 tâ sententiâ vel mandato Judicis cujuscumque.* Ad-
 versus hunc errorem satagens hæc sancta Synodus
 insurgere, & ipsum funditus tollere, præhabita de-
 liberatione maturâ, declarat, decernit & definit,
 hujusmodi doctrinam erroneam esse in fide & mori-
 bus, ipsamque tanquam hæreticam, scandalosam,
 & ad fraudes, deceptiones, mendacia, perditiones
 & perjurias vias dantem, reprobât & condemnat.
 Declarat insuper, decernit & definit, quod pertina-
 citer doctrinam hanc perniciosissimam asserentes,
 sunt hæretici, & tanquam tales juxta canonicas sanc-
 tiones puniendi. *Conc. Constant. Sess. XV.*

* Charles IX. 1561. Henry IV. 1595.

II. Partie.

M

public est digne de mort, quelle peine ne doit pas être réservée à celui qui ose concevoir le plus grand des forfaits? On chercheroit en vain à excuser cette maxime, sous prétexte qu'il ne s'y agit que d'un crime de *spéculation*: c'est pour ne rien dire de plus, une illusion grossière; on pourroit peut-être ajouter que c'est un artifice méchamment employé, pour donner passage à un principe meurtrier. La volonté adopte aisément les dispositions du cœur; & si une fois on pouvoit impunément délibérer sur le sort des Rois, leur vie seroit bientôt à la discrétion des circonstances: le défaut d'occasion de la leur ravir seroit leur unique sûreté.

La morale de *Berruyer* dans son *Histoire du peuple de Dieu*, n'est ni moins dangereuse, ni moins reprehensible. S'il parle de la conduite des Ambassadeurs de la Judée vers leur Souverain, c'est pour approuver les Sujets qui voudroient priver de la Couronne les Princes que la naissance y appelle. L'espoir de réussir ou de l'impunité, favorise-t-il leur entreprise? elle excite son admiration. Il ne faut, reprend-il avec réflexion, *hasarder de semblables démarches, que quand on est bien assuré du succès ou du secret*. Réflexion scandaleuse, qui sembleroit donner au peuple le droit de détrôner ses Rois; & qui, comptant le devoir pour rien, n'oppose à la sédition & aux révoltes d'autre barrière que la crainte!

La narration du meurtre d'*Eglon* par le

même auteur , justifie l'usage de la ruse , de l'intrigue & des manœuvres contre un Souverain à qui on donneroit le nom odieux d'oppresseur. Il avoue que l'expédient proposé par *Aod* , lui étoit suggéré par l'esprit de Dieu ; cependant il le fait envisager comme un moyen licite en général : il insinue qu'il est permis d'attaquer un Souverain , à force ouverte , de jeter le trouble dans ses Etats , & même d'attenter à ses jours , quand on ne peut lui ravir autrement l'autorité qu'il exerce.

Cet auteur auroit dû remarquer lui-même , & en avertir ensuite ses lecteurs , que c'étoit ici une de ces occasions extraordinaires , où Dieu , arbitre souverain de la vie des hommes , se sert pour l'exécution de ses volontés , de tel ministre qu'il lui plaît de choisir.

L'ordre de Dieu rendoit l'action d'*Aod* légitime , dans un temps où il faisoit connoître sensiblement sa volonté à son peuple. Mais présentement il ne nous parle que par sa loi , & sa loi prononce sans réserve l'obligation d'obéir aux Puissances , & de les respecter.

Ces réflexions naturelles ont dû se présenter à l'esprit du frere *Berruyer* : pourquoi les a-t-il négligées ? Pourquoi , non content de les omettre , leur en a-t'il substitué de capables de favoriser les séditions & le meurtre ?

Rien de plus pernicieux que l'Ouvrage de *Mariana* : maître dans l'art de la ven-

geance , il surpasse ses confreres même dans la doctrine du régicide. Enivré de maximes détestables & perfides , il paroît altéré du sang des Souverains ; il accuse de négligence le Dieu de l'Univers ; se saisit de son tonnerre pour en armer des mains criminelles qu'il dirige avec enthousiasme vers les objets de sa fureur.

C'est par Moi que regnent les Rois , dit l'E'TERNEL : *per me Reges regnant.* *MARIANA* , au contraire , ose dépouiller les Rois de leur puissance , pour la remettre aux mains des peuples.

Ainsi l'autorité suprême que les Rois tiennent de Dieu , ne seroit qu'une autorité précaire , dépendante de l'inconstance du peuple , s'il suivoit son propre mouvement , ou d'un intérêt étranger , s'il prenoit conseil de ceux que *Heissius* lui assigne pour guides.

Les Souverains ne dépendent que de Dieu , auquel seul appartient le droit de les juger. Ils en sont les Images sur la terre ; c'est en son nom qu'ils commandent ; les armes sont dans leurs mains pour combattre leurs ennemis , soumettre les rebelles , & maintenir l'ordre dans leurs Etats.

Il n'est point de droit public qui donne pouvoir à la Nation de déposer son Roi : il est au contraire une Loi positive d'obéissance & de respect , fondée sur l'essence de la Souveraineté , & consacrée par la Religion , qui assure aux Princes le tribut d'hommage qui leur est dû , aux Sujets la

tranquillité , & la stabilité aux Empirès.

Cependant , au mépris de ces puissants motifs , *Mariana* conseille contre les Souverains des guerres ouvertes , des levées de troupes & de deniers , les ruses , les fraudes , les embuches & les trahisons ; & parce que le Christianisme réprouve l'usage des Athéniens qui faisoient prendre aux criminels des breuvages empoisonnés , il excepte du nombre des moyens qu'il autorise , celui du poison mêlé dans les aliments.

Assemblage bizarre & affreux d'un voile de piété , & des maximes les plus opposées à son esprit ! Exception ridicule à la faveur de laquelle ce téméraire Auteur cherche à se jouer de la crédulité du vulgaire , en témoignant pour la Religion qu'il outrage un respect hypocrite & superstitieux !

Voulant , s'il se pouvoit , justifier par les faits une Doctrine que rien ne sauroit excuser , ce séditieux Ecrivain entreprend de caractériser *Henri III* , & exalte sans mesure l'action de Clément , son assassin.

Pour établir le vœu chimérique du peuple dans le meurtre de ce Prince , il trace ses mœurs & sa conduite au gré de la passion dont il est agité.

Il le représente comme se jouant de tout , *Omnia in ludibrium vertit*. Il lui fait un crime d'avoir voulu transmettre son Diadème à *Henri de Vendôme* , son beau-frère , infecté , dit-il , dès sa jeunesse de mauvaises opinions ; & dépouillé par le Pon-

tise Romain du droit de succéder à la Couronne.

Henri fut néanmoins sincèrement attaché à la Religion de ses peres. S'il ne conserva pas sur le Trône tout l'éclat des vertus qu'il avoit montrées étant Duc d'Anjou, il n'en fut ni moins juste, ni moins porté à faire le bien. Il voulut assurer après lui la Couronne au Duc de Vendôme; mais les droits du sang, les Loix du Royaume, le mérite personnel; tout disoit aux François que ce Prince devoit les commander & les rendre heureux.

Si l'on peut, sans remords, commettre le plus grand des attentats sous la domination d'un Roi tel que *Henri III*, quel Monarque peut respirer sans crainte? Si l'on ne peut reprocher à son Gouvernement les défauts de celui de *Henri*, on lui en supposera d'autres. Jamais le faux zele ne manque de prétextes: aveugle dans sa fureur, il n'éprouve que ses transports.

Un crime de sa part n'est souvent que l'annonce d'un autre: le Fanatisme se reproduit sans cesse, s'il n'est entièrement détruit. C'est une hydre qu'il faut respecter en esclave ou exterminer en héros. Les grâces qu'il sollicite en suppliant, quand la nécessité l'y force, sont fatales à quiconque a la générosité de les accorder. Le Successeur du Prince dont nous parlons, en est un exemple à jamais mémorable: indulgent, bienfaisant, ami de la vérité, heureux enfin s'il eût su se défier de son propre cœur; ce Roi

citoyen , que ses vertus rendent immortel , a malheureusement succombé sous les coups redoublés du monstre contre lequel notre voix s'élève en ce jour ; en ce jour que l'autorité des Loix dont vous êtes , Messieurs , les Ministres , peut rendre un jour de salut pour les Nations.

Nous pourrions à ces exemples en joindre plusieurs autres : mais ne rouvrons nos plaies que pour en prévenir efficacement de nouvelles.

Reprenons la doctrine de *Mariana* , doctrine abominable , & néanmoins publiée avec l'approbation des Supérieurs de la *Société*. On ne sauroit trop rappeler un Ouvrage aussi capable de donner une juste idée de la fureur prétendue religieuse qui anime les partisans des maximes qu'il renferme.

Non content de relever avec une affectation criminelle le courage & la fermeté de *Clément* , sans se ri n permettre qui puisse rassurer un instant seulement les Souverains contre ses semblables ; non content de peindre ce parricide comme un homme supérieur à lui même , & de préconiser avec enthousiasme son audace sacrilege , il discute avec une perfide complaisance les mesures barbares que l'on doit prendre pour commettre les forfaits qu'il conseille. Se livrant ensuite à ses propres réflexions , ce seroit [dit-il] un grand avantage pour les Gouvernemens , s'il se trouvoit beaucoup de gens assez détachés de leur propre vie , pour la sacrifier à

à la liberté de la patrie : mais [ajoute-t'il , avec amertume] la plupart sont retenus par un amour déréglé de leur propre conservation , qui les rend incapables des grandes entreprises. Aussi a-t-on vu dans les siècles passés que du nombre des Tyrans , très-peu ont péri par le fer de leurs Sujets : l'Espagne n'en compte qu'un ou deux.

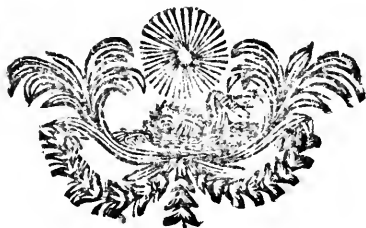
C'est ainsi que cet Auteur convie les forcenés à attenter aux jours de leurs Rois : il les appelle à la vengeance , les pique par les reproches , les anime par les exemples & insinue dans leurs ames le poison meurtrier qui infecte la sienne. Il poursuit les Souverains le poignard à la main ; il les menace de la mort ; il cherche de l'œil des bras disposés à servir sa rage , & leur promet pour récompense la gloire & les louanges de la République.

Les jours des Monarques seroient donc tissus par les ennuis & par les craintes : chaque image leur représenteroit un assassin prêt à tremper ses mains dans leur sang !

Eloignons , Messieurs, ces idées sinistres du Trône : que le Siege de la Majesté soit celui de la tranquillité & de la paix ; que l'Univers apprenne de plus en plus qu'un Roi est au milieu de ses Sujets comme un pere de famille au milieu de ses enfants. Le respect , l'amour & l'obéissance doivent être les plus sûrs gardes : redoublons nos efforts pour les lui conserver.

Offrons au Souverain , sous l'empire duquel nous avons le bonheur de vivre , le

gage de nos sentiments. Qu'un Prince , à qui la Nation a déferé le nom de *Bien-aimé*, nom supérieur à tous ceux que l'Antiquité a donné à ses Héros , goûte plus que jamais ce plaisir noble & attendrissant , cette volupté des grandes ames , fruit de la conviction que le nom glorieux qu'il porte est un présent du cœur & non de l'adulation ; un présent que ses vertus lui ont acquis , & que la Postérité lui confirmera.



TITRE HUITIEME.

I M P U R E T E'.

„ **C**OPULARI antè benedictionem, leve
 „ peccatum est (etsi quidam mortale
 „ esse putant,) quin etiam expedit, si mul-
 „ tum illa differatur, & sit periculum incon-
 „ tinentiæ. EMM. SA, pag. 103, num. 6.

„ Copulari in loco sacro mortale esse pec-
 „ catum etiam reddentis quidam aiunt: ego
 „ etiam petitionem puto aliquandò posse à
 „ mortali excusari, ut si fiat ad vitandum
 „ peccati periculum aut aliâ justâ causâ.
 EMM. SA, pag. 105. num. 12.

„ Locutio rerum turpium ex se res indif-
 „ ferens est: ob curiositatem tantum, vel le-
 „ vitatem, sublato periculo, aut alio malo
 „ fine, veniale peccatum est; ob delectatio-
 „ nem autem est peccatum quale res de qui-
 „ bus est sermo: si res sint mortales, etiam
 „ locutio mortalis erit: si veniales, venialis.
 „ Ob delectationem verò ex narratione non
 „ excedit venialem culpam: cavenda tamen
 „ hujusmodi locutio propter periculum fre-
 „ quenter imminens. ESCOBAR, pag. 180.
 „ num. 2.

„ Aspectus ob curiositatem culpam ve-

nialem non excedit, modò periculum omne seculum sit transeundi ad delectationem carnalem ; enim verò si esset aspectus partium quas pudor velat, vel ipsius concubitûs, speculativè tamen non damnamus, practicè autem sub mortali damnum existimo, ob periculum faciliter transeundi ad illicita : consulatur cujusvis complexio & ætas. ESCOBAR, pag. 180, *num. 4.*

„ Si (tactus) fiant ob solam delectationem sensibilem, non sunt lethalia peccata, sed venialia, nisi admisceatur delectatio venerea ; practicè tamen vitandi sunt sub mortali, ob periculum adducendi delectationem concubitûs, vel veneream. ESCOBAR, pag. 181. *num. 7.*

„ Autores plures quàm viginti . . . dicunt non esse mortale velle delectationem tantum sensibilem, quæ oritur in osculis vel tactibus ; 1º. quia per se non est mala, alioqui nunquàm liceret, ne quidem ex urbanitate, more patriæ, vel necessitate : imò . . . in cœlo erunt illæ delectationes sensuum. Ergo sistendo in eis non peccatur saltem graviter ; 2º. quia si sistatur in illâ delectatione sensibili, non additur ullus finis mortaliter malus, quia hîc nulla est propriè libido, vel luxuria. Nam ad hanc requiritur exercitatio obscœnarum partium corporis, aut saltem spirituum genitalium circâ illas. . . . ergo etiam non apparet cur peccetur graviter. Hæc sententia est saltem speculativè pro-

„babilis , & etiam practicè respectu il-
 „lius , cui post quæsitam & admissam ta-
 „lem delectationem sensibilem per se lo-
 „quendo , non est periculum proximum
 „delectationis venereæ ; etiam si per acci-
 „dens quandoquè oriatur , dummodò non
 „detur consensus. *Bus. tom. 1. pag. 311.*
num. 895.

„Quamvis aliqui doceant puellam quæ
 „semel consensit in copulam , non posse
 „postea , pœnitentiâ ductam , viro semi-
 „nante , non recipere ejus semen , quia
 „pejus videtur semen prodigere , quàm
 „copulam inchoatam complere ; quam
 „sententiam *Sanchez* de matrimonio . vo-
 „cat probabilem ; censet tamen idem *San-*
 „„chez , pœnitentiâ ductam teneri semen
 „non admittere , sicque permittere pollu-
 „tionem maris , quia tenetur non conti-
 „nuare peccatum , quod incepit , nec po-
 „test habere veram pœnitentiam de illo ,
 „nisi abrumpat : quod valet secundùm om-
 „nes cum *Lugo* si vi apprimatur , ac
 „tenetur etiam omni modo conari , ne ap-
 „primere volens possit semen injicere , ibi
 „enim si se passivè habeat , hoc ipso cen-
 „setur positivè consentiri , quia copulam
 „pati , est eam admittere. Hinc *Cai.* dicit
 „etiam teneri clamare , ut invasorem abi-
 „gat. *Sol.* tamen , *Nav. Reg. Bonac.* di-
 „cunt non teneri clamare , si indè timeat
 „sibi mortem , gravem infamiam vel ni-
 „miam verecundiam ; certum autem est
 „nunquàm licere illi semen admissum eji-
 „cere.

„ cere. BUS. *tom. 1 , pag. 317 , num. 928.*

„ Defloratio Virginis spontè consentien-
 „ tis etiam sub paternâ potestate , malitiam
 „ tantùm simplicis fornicationis continet ,
 „ & per consequens circumstantiam Virgi-
 „ nitatis in confessione explicare , non est
 „ necesse. AMAD. GUIM. *pag. 371.*

„ Religiosus professus , qui judicio sibi
 „ probabili , crederet sibi factam à Deo reve-
 „ lationem de dispensatione ad contrahen-
 „ dum matrimonium , posset licitè contra-
 „ here. AMAD. GUIM. *pag. 447 , prop. 2.*

„ *Fœmina non seminat in copulâ : potest-ne*
 „ *postea se manibus aut motu corporis provo-*
 „ *care ?* Affirmativè respondet Sanchez ;
 „ quia quamvis semen mulieris ad genera-
 „ tionem non sit necessarium , multùm ta-
 „ men conferre medici asseruere. ESCOBAR ,
 „ *pag. 193 , num. 69.*

„ *Licet-ne in conjugis absentia verenda*
 „ *propria libidinese attrectare ?* Existimat Præ-
 „ positus , si hujusmodi tactus ad illicitum
 „ actum non referantur , etiam si adsit pollu-
 „ tionis periculum. . . approbat Gaspar Hur-
 „ tado. Vasquez contrarium asserit.
 „ ESCOBAR , *pag. 193 , num. 73.*

„ Furtum triginta regalum , majus est
 „ peccatum quàm sodomia. MOYA, *pag. 43 ,*
 „ *prop. 12.*

„ Stupre , est quand l'acte se fait avec une
 „ Vierge , contre sa volonté & par force. . . .
 „ Quand elle s'y est portée de gré à gré &
 „ volontairement , ce n'est pas stupre , mais
 „ fornication ; & lors il n'est nécessaire en

„ conscience de la doter , quelques prières
 „ & persuasions qui y soient intervenues de
 „ la part de l'homme ; moins de la prendre
 „ à femme , n'étant pas encore mariés ,
 „ pource qu'en ce cas , celui qui a eu affaire
 „ avec elle , ne lui a fait aucune injure.
 BAUNY , pag. 143.

„ Ce qu'il faut faire avec les serviteurs &
 „ servantes , les cousins & cousines , les maî-
 „ tres & leurs servantes , qui mutuellement
 „ se portent & s'entr'aident à pécher , ou en
 „ prennent sujet du domicile où ils sont , des
 „ occasions qu'ils en ont ? Quand les rechutes
 „ sont fréquentes & quasi journalières ,
 „ *Nav. Graff. . . Suarez. . .* tiennent qu'il les
 „ faut renvoyer comme incapables de possé-
 „ der le bien pour lequel ils se présentent au
 „ Sacrement ; car s'ils étoient touchés d'un
 „ regret véritable de leurs fautes , ils en évit-
 „ teroient (se disent-ils) la cause , ainsi qu'ils
 „ y sont obligés. Donc à faute de douleur ,
 „ leur Confession est invalide & nulle
 „ (concluent-ils) & eux ensuite indisposés à
 „ recevoir la grace par absolution. Si toute-
 „ fois (ajoutent-ils) ils n'offensent que rare-
 „ ment par ensemble , comme une fois ou
 „ deux le mois , ils pourroient être absous.
 BAUNY , pag. 1089 , num. 5.

„ D. Nos autres sens jouiront-ils dans le
 „ paradis du plaisir qui leur est propre ?

„ R. Oui , & ce qui est du tout admira-
 „ ble , ils en jouiront éternellement sans
 „ aucun ennui.

„ D. Quoi ! l'ouïe , l'odorat , le goût &

„ l'attouchement auront tout le plaisir qu'ils
 „ peuvent recevoir ?

„ R. Oui, sans doute. L'ouïe sera charmée
 „ de la douceur du son & de l'harmonie.
 „ L'odorat recevra le plaisir de l'odeur &
 „ des parfums. Le goût , celui des saveurs ;
 „ enfin rien ne manquera de tout ce qui est
 „ capable de délecter l'attouchement. Po-
 „ MEY , pag. 206.

NOUS ne nous permettrons aucunes
 réflexions sur une matière que nous n'a-
 vons même annoncée qu'avec répugnance.
Fornicatio..... & omnis immunditia... nec
*nominetur in vobis , sicut decet Sanctos. **
 (S. Paul aux Ephés. chap. 5 , v. 3.) Telle
 est la règle que nous avons cru devoir nous
 prescrire.

NOUS nous arrêtons , Messieurs , & ne
 porterons pas plus loin l'examen d'Ouvra-
 ges remplis d'affertions fausses & dange-
 reuses en tout genre. Chacun d'eux exige-
 roit une étude particulière & un travail de
 plusieurs mois. *Busembaum* seul demande-
 roit des années. Nous ne devons cepen-
 dant pas vous dissimuler , que plusieurs con-
 tiennent des principes fort utiles , & que la
 vérité s'y rencontre souvent à côté de l'er-
 reur ; c'est un témoignage que l'équité exige
 de nous.

* Que la fornication & l'impudicité ne soient
 pas même nommées parmi vous ... (S. Paul aux
 Ephés.)

Dans le nombre des matieres qui y sont traitées, beaucoup nous ont paru intéresser plus particulièrement la Puissance Ecclésiastique. L'attachement ferme & inaltérable des Prélats à l'honneur de la Religion & au maintien de l'Ordre Hiérarchique, nous répond de l'ardeur avec laquelle ils donneront des preuves authentiques & des monuments solennels de leur horreur pour le relâchement, & de leur tendre sollicitude sur le sort des ames confiées à leurs instructions. Nous ne chercherons point à prévenir leur zele.



APRES vous avoir entretenu , Messieurs , de la Doctrine contenue dans les ouvrages qui nous ont été déferés , il nous reste à examiner , si cette Doctrine est celle de la *Société* , ou seulement de quelques-uns de ses membres.

Nous savons que cette *Société* a produit des Théologiens habiles , des Savants en tous genres , des Ministres fideles , animés d'un zele pur pour le salut des ames , & pénétrés de respect & de soumission pour les Puissances que Dieu a placées sur nos têtes. Mais ces hommes privilégiés ont-ils été communs ? Est-ce par leur esprit & leurs vues que la *Société* s'est conduite ? Si , pleine d'attachement aux vérités saintes dont le dépôt est confié à l'Eglise , elle a gémi de voir plusieurs de ses membres prostituer leur langue & leur plume aux maximes abominables dont nous avons mis une partie sous vos yeux : si , s'opposant comme un mur d'airain au débordement de l'erreur , elle a condamné , puni , proscrit ces téméraires Auteurs : si , par le plus grand nombre & les plus distingués de ses sujets , elle a fait une profession ouverte de la plus saine morale , & de la soumission la plus sincère à l'autorité des Souverains ; nous n'hésitons point à le dire , elle mérite tous nos éloges.

Mais si au contraire, elle a toujours préconisé ses Ecrivains les plus repréhensibles : si elle les a toujours soutenus , défendus, élevés en honneur : si jamais elle ne s'est portée d'elle-même à professer des vérités importantes, sur lesquelles elle a trompé la vigilance des Magistrats par des Déclarations frauduleuses ; de quel nom pouvons-nous nous servir pour la caractériser ? Ici le vice de la conduite vient à l'appui du vice des Constitutions , & ces deux vices réunis feront sentir ce que nous avons à craindre d'un Corps nombreux, puissant, corrompu , & malheureusement irréformable.

Pour vous mettre, Messieurs, en état de juger cette importante question , nous croyons devoir vous tracer un tableau abrégé de la conduite qu'ont tenu les soi-disant *Jésuites* depuis qu'ils sont en France. Ce ne sont point des faits inconnus que nous vous présenterons : ils sont appuyés sur des témoignages authentiques. En les retraçant dans l'ordre des dates, leur enchaînement vous manifestera l'esprit qui domine dans la *Société*, & établira de plus en plus cette *uniformité* scandaleuse *tant de fois recommandée dans les Constitutions*.

Vous vous rappelez, Messieurs, l'époque de 1550, où Henri II accorda au Cardinal de Lorraine l'entrée des soi-disant *Jésuites* dans le Royaume, conformément au Bref du Pape *Paul III* de

1540. Ce Bref & les Lettres-Patentes obtenues par la *Société*, furent présentés au Parlement de Paris, & communiqués à l'Evêque & à la Faculté de Théologie, qui déclara „ que cette *Société* énerroit la Discipline, en se dispensant des pieux exercices qui entretiennent la ferveur, & soutiennent la vertu; que la recevoir, c'étoit introduire des troubles dans l'Eglise „ & des divisions dans l'Etat; & enfin, que „ cette *Société* étoit plus propre à détruire „ qu'à édifier.

Les soi-disant *Jésuites* firent condamner par l'Inquisition d'Espagne le décret de la Faculté qui les avoit réjetés; ils gardèrent le silence jusqu'au regne de François II; & la maison de Guise qui les favorisoit, étant à la tête des affaires, ils recommencerent leurs poursuites.

Le sentiment de l'Evêque de Paris vous est, Messieurs, également présent. Ce Prélat déclara au Parlement „ que cette *Société* „ paroïsoit plutôt instituée pour exciter des „ troubles, que pour établir la paix & la concorde dans l'Eglise. Il désapprouva avec „ l'Université le nom de *Jésuites*, comme un „ titre plein d'arrogance, par lequel ces „ Peres s'attribuoient à eux seuls ce qui „ convenoit à toute l'Eglise Catholique, „ qu'on peut proprement appeller l'Assemblée ou la Société des Fideles dont J. C. „ est le Chef. . . Il observa, que dans les privilèges accordés à cette *Société* par le „ Pape Paul III, il y avoit beaucoup de

„ choses contraires au droit commun, &
 „ préjudiciables à l'autorité & à la puissance
 „ des Evêques, des Curés & des Uni-
 „ versités. Il en conclut que, puisque le
 „ Pape avoit obligé les Confreres de cette
 „ *Société* à instruire les Turcs & les Infidèles,
 „ & à leur prêcher la parole de
 „ Dieu, il étoit plus à propos qu'on leur
 „ donnât des établissemens dans les lieux
 „ qui en sont proches, de même que les
 „ Chevaliers de Rhodes furent autrefois
 „ placés comme en sentinelle sur les frontières
 „ de la Chrétienté.

Malgré ces oppositions, les soi-disans *Jésuites*
 eurent l'habileté de se faire recevoir dans
 l'Assemblée de l'Eglise Gallicane tenue à
 Poissy; mais “ à condition qu'ils prendroient
 un autre nom que celui de *Société de Jésus*
 ou de *Jésuites*; que chaque Evêque dans
 son Diocèse auroit une Jurisdiction entiere
 sur eux comme sur les autres Prêtres; qu'ils
 ne pourroient rien faire au préjudice des
 Evêques, des Chapitres, des Curés, des
 Universités & des autres Ordres, ni contre
 leur autorité & leurs fonctions; qu'ils
 seroient gouvernés selon le droit commun,
 & qu'ils renonceroient aux privileges qui
 lui étoient contraires. On ajouta, que s'ils
 n'observoient régulièrement ces conditions,
 ou que si dans la suite ils obtenoient de
 nouveaux privileges des Papes, l'approbation
 de leur *Société* faite par ce Decret, seroit
 tenue comme ré-

voquée dès à présent, comme nous l'avons dit dans le compte des *Constitutions*.

En vertu de cette délibération, ils ouvrirent leur College à Paris en 1561. L'Université réclama : l'affaire fut de nouveau portée au Parlement. Charles *Dumoulin*, ce Jurisconsulte éclairé, dont le savoir & la profondeur de génie perpétueront à jamais le nom & les ouvrages, fut consulté par l'Université : il lui présagea, ainsi qu'à l'Etat & au Clergé, les plus grands dangers dans l'élévation de la nouvelle *Société*. La cause fut plaidée au Parlement. Quelle éloquence, quelle force *Pasquier* n'employa-t'il pas pour faire chasser du Royaume cette *Société* qu'il traita de Secte ambitieuse ? Il lui reprocha d'épuiser les familles par des testaments suggérés, & de séduire & corrompre la jeunesse par une apparence de piété. Il l'accusa de jeter déjà des semences de sédition & de révolte qui éclorroient quelque jour, à la ruine du Royaume. Il combattit enfin cette obéissance aveugle, qui soumet tous les membres aux volontés arbitraires d'un seul Supérieur. M. l'Avocat Général *Dumesnil* adopta dans ses Conclusions les moyens de *Pasquier*. Les soi-disant *Jésuites*, plus heureux que méritants, durent aux circonstances la faculté d'ouvrir par provision leur College, sauf à délibérer plus amplement.

En 1589, sédition à Bordeaux, excitée singulièrement par ces prétendus Religieux. Ils sont chassés de cette Ville par le Maré-

chal de Matignon, Gouverneur de Guienne.

En 1593, Barriere forme le dessein d'assassiner le Roi. Un membre de la *Société* le confesse & lui donne la communion pour le préparer à cet horrible parricide.

En 1594, l'Université desirant marquer son attachement à son légitime Souverain, fait d'une voix unanime ce fameux Decret sur l'obéissance & la soumission dues aux Puissances temporelles: les soi-disant *Jésuites* refusent de s'y soumettre. Nouveau motif pour l'Université de réclamer contre un enseignement usurpé. Elle reprend son procès, elle cite les soi-disant *Jésuites* au Tribunal de la Justice, "comme des
 „ esprits séditeux, espions des Espagnols,
 „ auteurs de tous les troubles de la ligue
 „ funeste qui avoit désolé le Royaume,
 „ tendants à ruiner toute discipline de l'E-
 „ glise & de l'Etat, détruisant la soumission
 „ due aux Archevêques, Evêques, Cu-
 „ rés, & en général à tous les Supé-
 „ rieurs Ecclésiastiques, & demande qu'ils
 „ soient bannis, non seulement de l'Uni-
 „ versité de Paris, mais encore de toute la
 „ France.

La cause fut plaidée: Antoine *Arnauld*, Avocat de l'Université, fit valoir la puissance du *Général* de la *Société*, son empire absolu & illimité sur tous les membres qui la composent... Il soutint que les premiers complots de la ligue s'étoient formés dans la Maison des *Jésuites* de Paris; qu'ils avoient abusé de tout ce qu'il y avoit de

plus saint pour en perpétuer les fureurs ; il reprocha au Frere *Commolet* d'avoir pris en 1594 , pour texte d'un Sermon , l'endroit du Livre des Juges , où il est rapporté qu'*Aod* tua le Roi des Moabites , & de s'être écrié : *Il nous faut un Aod , fût-il Moine , fût-il Soldat , fût-il Berger ;* au Frere *Palmio* , d'avoir persuadé à Guillaume *Patry* qu'il étoit permis de tuer un Roi excommunié par le Pape ; au Frere *Coudret* , d'avoir assuré *Patry* que le sentiment du Prêtre *Vias* , qui lui avoit marqué de l'horreur pour son entreprise , étoit hérétique ; & qu'une telle action méritoit le Ciel à quiconque étoit assez hardi pour l'exécuter. Il accusa les Freres *Bernard* & *Commolet* d'avoir traité le Roi d'*Holopherne* , de *Moab* , de *Néron* , & d'*Hérode* ; d'avoir dit dans leurs Sermons que la Couronne se pouvoit transporter par élection dans une famille étrangere. Il leur reprocha de n'avoir point exécuté les conditions auxquelles ils avoient été reçus dans le Royaume ; & conclut à ce qu'ils fussent obligés d'en sortir quinze jours après que l'Arrêt auroit été signifié à chacun de leurs Colleges.

Les Curés de Paris intervenus dans l'instance prétendirent que les *Jésuites* troubloient la Hiérarchie Ecclésiastique ; qu'en 1564 , ils avoient protesté qu'ils se conformeroient en tout au réglemeut de *Poissi* , & ne feroient aucune entreprise dont les Curés pussent se plaindre ; mais qu'ils n'a-

voient tenu aucune de leurs promesses. Ils reprocherent au Frere *Matthieu*, Confesseur de *Henri III*, d'avoir été à Rome pour engager le Pape à excommunier le Roi ; au Frere *Bernard* d'avoir insolemment déclamé en chaire à *Bourges* contre le Pape Sixte V, qui se repentoit d'avoir excommunié *Henri III*. Ils accusèrent les *Jésuites* de complicité dans les conjurations formées contre le Prince d'Orange ; d'avoir armé en Angleterre les mains des *Patry*, *Patrice*, *Callen*, *Edmond d'Yorck* & *Richard Villiams*, en Ecosse de *Jacques Gordon* & d'*Edmond d'Hay* ; & qu'enfin avant leur arrivée en France, le Régicide étoit inconnu parmi nous ; ils conclurent à ce qu'ils fussent bannis, comme le demandoit l'Université, ou au moins qu'il leur fût fait défenses d'administrer à l'avenir les Sacraments, & de faire aucunes des fonctions qui appartiennent aux Curés.

L'Avocat des soi-disant *Jésuites* se borna à nier les faits, & à demander que s'ils étoient coupables, ils fussent poursuivis dans les formes. Le Frere *Barney* publia une réponse plus détaillée ; il convint que le Pere *Pigenat* avoit été du conseil des Seize, mais envoyé par le Duc de Mayenne, qui, craignant beaucoup plus les Seize qu'il ne les aimoit, avoit cru que ce Pere pourroit contenir par sa présence les emportements de ces furieux. Enfin, la *Société* nia d'avoir tenu dans les maisons des assemblées de ligueurs.

Nous nous abstenons, Messieurs, de prononcer sur ces faits. Le témoignage des Histoires pourroit à cet égard nous être d'un puissant secours; mais nous voulons bien nous le dissimuler, & ne prêter l'oreille qu'à la voix des présomptions: un Corps célèbre tel que celui de l'Université, un Clergé nombreux, savant & illustre comme celui de Paris, se seroient-ils permis sans motifs des accusations aussi graves? Le Public les auroit-il entendues sans murmure, si elles n'avoient été fondées; & la Postérité les auroit-elle transmises jusqu'à nous sans réclamation?... Après bien des soutiens respectifs le procès fut appointé en Grand'Chambre où il est encore indécis.

En 1594, *Henri IV* est blessé par *Châtel*, âgé de 19 ans, qui avoit étudié chez les soi-disant *Jésuites*, y avoit fait depuis peu un exercice public, & reçu pendant deux ans en Philosophie les leçons du Frere *Gueret*. Il résolut, dit *M. de Thou* d'assassiner le Roi, sur ce qu'il avoit souvent oui dire aux *Jésuites*, non seulement qu'il le pouvoit sans crime, mais que ce seroit même rendre un grand service à la Religion. Il est condamné au dernier supplice par Arrêt du Parlement du 29 Décembre, & les soi-disant *Jésuites*, les maîtres, les conseils, les instigateurs, sont chassés du Royaume comme *corrupteurs de la Jeunesse*, *perturbateurs du repos public*, & *ennemis du Roi & de l'Etat*... On saisit chez le Frere *Guignard* des Ecrits injurieux au feu Roi & au Roi ré-

gnant , des libelles diffamatoires , tendants à la sédition & au régicide...; il est convaincu de les avoir écrits de sa main , obligé de se rétracter , & condamné à être pendu par Arrêt du 7 Janvier.

Gueret , Régent de Châtel , & *Alexandre Hay* (*Jésuites*) sont bannis à perpétuité , l'un pour les instructions par lui données à son Disciple , & l'autre pour avoir tenu des discours attentatoires à la sûreté de la Personne du Souverain.

Le 7 Janvier 1595 , le Roi rend un Edit qui enjoint aux soi-disant *Jésuites* de vider le Royaume. Cet Edit est consigné dans les Registres de la Cour : nous en avons donné lecture dans le compte des *Constitutions*. Vous vous rappelez , Messieurs , que la doctrine régicide en est le motif.

Dès 1598 , ils saisissent l'occasion de présenter une requête à Sa Majesté. Ils sollicitent vivement leur rappel en 1603 ; profitant d'un voyage que le Prince fit à Metz , quatre députés lui parlent , le prient d'oublier ce qu'un petit nombre de particuliers a dit ou fait de mal par un zèle mal entendu , lui protestent la plus fidele & la plus sincere obéissance , & l'assurent qu'ils ne se mêlent , ni des affaires publiques , ni de celles de l'Erat. Le Roi leur répond que l'Arrêt que son Parlement avoit rendu ne l'avoit été qu'après une mûre Délibération.

Cependant le Roi est incertain. Ce Prince qui ne craignoit jamais ses ennemis dans les combat , avoit appri s par une funeste expé-

rience à craindre ceux mêmes à qui il avoit droit de commander.

Les Mémoires de *Sully*, son confident, son Ministre, & après lui le bienfacteur des François, nous apprennent les motifs qui déterminèrent ce Monarque. “ Par nécessité „ il me faut à présent faire de deux choses „ l’une ; à savoir, les admettre (les *Jésuites*) „ purement & simplement ; les décharger „ des diffames & opprobres desquels ils ont „ été flétris, & les mettre à l’épreuve de „ leurs tant beaux serments & promesses excellentes, ou bien les rejeter plus absolument que jamais, & leur user de toutes „ rigueurs & duretés dont l’on se pourra „ aviser, afin qu’ils ne s’approchent jamais „ de moi ni de mes Etats : auquel cas il n’y „ a point de doute que ce ne soit les jeter „ au dernier désespoir, & par icelui dans „ des desseins d’attenter à ma vie ; ce qui „ me la rendroit si misérable & langoureux „ se, demeurant toujours dans les défiances d’être empoisonné ou bien assassiné ; „ car ces gens ont des intelligences & correspondances par-tout, & grande dextérité à disposer les esprits selon qu’il leur „ plaît (*a*). „ Funeste inquiétude ! ménagements dangereux ! Craindre un Corps déjà redoutable, c’est lui prêter de nouvelles forces ; c’est le mettre dans le cas de cher-

(*a*) Mémoires de *Sully*, tome 2. pag. 265, imprimés à Paris chez Jolly, en 1664.

cher par tous les ressorts de la politique à s'assurer à l'avenir une impunité qu'il n'a due d'abord qu'à la clémence.

Au commencement de l'année 1604, ces hommes redoutés furent rétablis en France. Le Roi, alors à Rouen, envoya des Lettres-Patentes à Paris. M. le Président de Harlay fit des remontrances très-énergiques à Sa Majesté. Il lui fit une peinture affreuse des maux qui avoient désolé le Royaume, depuis que les soi-disant *Jésuites* s'y étoient introduits, & les dangers auxquels ils avoient exposé sa Personne Sacrée.

„ Nous avons, dit ce Magistrat, été si mal-
 „ heureux en nos jours d'avoir vu les dé-
 „ testables effets de leur instruction en vo-
 „ tre Personne Sacrée. *Barriere* (je tremble,
 „ Sire, de proférer ce nom) avoit été inf-
 „ truit par Varade *Jésuite*, & confessa avoir
 „ reçu la communion sur le serment fait
 „ entre ses mains pour Vous assassiner.

„ Leur Doctrine & leurs déportements
 „ passés furent cause que lorsque Châtel s'é-
 „ leva contre Vous, s'ensuivit l'Arrêt tant
 „ contre lui que contre ceux de leur *Société*
 „ condamnés par Votre bouche. . . Les Fre-
 „ res *Humiliés* avoient moins failli qu'eux ;
 „ car un seul étoit l'auteur de l'assassinat
 „ du Cardinal (S. Charles Borromée) pour
 „ lequel crime tout l'Ordre fut détruit ; mais
 „ eux tous sont coupables de Votre parricide par le moyen de leur instruction.

„ Le Roi (dit M. le Président de Thou
 „ répondit à ce discours (d'Achille de Har-

„ lay) avec beaucoup de douceur , & re-
 „ mercia en termes pleins d'affection son
 „ Parlement du zele qu'il montroit pour sa
 „ Personne & pour la sûreté de son Royau-
 „ me. „

Quant au danger qu'il y avoit à rétablir les *Jésuites* , il témoigna s'en mettre un peu en peine , & répliqua sans aigreur aux raisons alléguées à ce sujet. “ Il dit qu'il avoit
 „ mûrement réfléchi sur cette matiere , &
 „ qu'il s'étoit enfin déterminé à rappeler
 „ la *Société* bannie du Royaume ; qu'il es-
 „ péroit que plus on l'avoit jugée criminel-
 „ le dans le temps , plus elle s'efforceroit
 „ d'être fidelle après son rappel. Que pour
 „ le péril qu'on se figuroit , il s'en rendoit
 „ garant , & qu'il en avoit bravé bien d'au-
 „ tres par la grace de Dieu.

Henry IV échappé deux fois aux coups du Fanatisme , y succomba par la main de *Ravaillac* en 1610. Ce monstre prêtant interrogatoire , dit avoir postulé pour être reçu parmi les Freres *Jésuites* , appelés *Coadjuteurs temporels* ; mais qu'on l'avoit refusé , parce qu'ayant été Feuillant , la *Société* ne recevoit personne qui eût été dans un autre Ordre. Il déclara avoir eu des conférences avec le Frere d'*Aubigny* ; celui-ci est confronté & nie le fait. *Ravaillac* est jugé. M. de *Thou* propose un Règlement pour détruire la fausse opinion du pouvoir absolu du Pape & les maximes pernicieuses qui conduisent au régicide. Les Doyen & Syndic de Sorbonne sont mandés. M. le Premier Pré-

fidement leur ordonne de renouveler le Décret du Concile de Constance sur la sûreté de la Personne des Rois : la Sorbonne s'y conforme , & nous croyons, Messieurs devoir ajouter pour preuve de son attachement aux véritables maximes , qu'elle le fit unanimement.

Aquaviva , Général de la *Société* , forcé par le Parlement de donner un Décret sur la même matière , le fait dans les termes les plus équivoques : “ Que personne , dit-il , „ n’ose affirmer qu’il est permis à chacun , „ sous quelque prétexte que ce soit de tyrannie , d’assassiner les Rois ; „ ce qui suppose que cela est permis à quelques-uns , & sous certains prétextes.

Nous pourrions rapporter ici les affaires que les soi-disant *Jésuites* se sont attirées dans ces temps orageux , aux Pays-Bas , en Angleterre , à Dantzick , en Italie , & en Portugal ; mais nous nous bornerons à vous retracer rapidement quelques faits.

Le 18 Mai 1578 , ils sont chassés d’Anvers pour avoir refusé de jurer l’observation de la pacification de Gand.

En 1598 , projet d’assassinat contre Maurice de *Nassau* , conduit par le Provincial de Douay.

En Angleterre , *Campion* , *Skerwin* & *Briant* sont accusés d’avoir conspiré contre la Reine , & condamnés à mort le 20 Décembre 1581 , comme criminels de Lèze-Majesté.

En 1585 , le Parlement d’Angleterre fais

publier un Edit qui leur ordonne de sortir du Royaume dans les quarante jours de la publication ; à peine , ledit temps passé , d'être traités comme criminels de Leze-Majesté , avec défense à qui que ce soit d'étudier chez eux.

En 1601 , quelques *Jésuites* qui s'étoient glissés en Angleterre , sont déclarés infâmes , & menacés du dernier supplice , comme perturbateurs du repos public.

Lester , du consentement de son Provincial , écrit contre les Prêtres Anglois qu'il traite de Schismatiques. Ceux-ci sont persécutés & excommuniés ; ils ont recours à l'Université de Paris , & ensuite au Pape , qui condamne la conduite des *Jésuites* , & est obligé d'interposer son autorité pour rétablir le calme dans ce Royaume.

En 1605 , les *Jésuites* sont regardés comme les auteurs & instigateurs de la conjuration des poudres. *Garnet* est arrêté. *Oldcorne* fait son apologie , soutient que l'entreprise étoit bonne & louable , & est , ainsi que son confrere , condamné à être pendu.

A Dantzick en 1606 , les *Jésuites* s'emparent du Monastere des Religieuses de Sainte *Brigitte* : on est obligé le 24 Août de faire contr'eux un Décret dans la Maison de Ville , & de les contraindre à en sortir dans trois jours.

Le 12 Octobre suivant , les Magistrats d'*Aborn* en Prusse , & les Bourgeois assemblés par députés dressent un décret , par le-

quel il est ordonné à Pierre *Lasset*, à *Valentin*, & autres de la *Société*, de restituer au Curé *Plébain* la grande Eglise de la Ville dont ils s'étoient emparés, ainsi que du College.

En Italie, le Cardinal *Borromée* est obligé de leur ôter la direction du séminaire de Milan.

En 1591, à Padoue, ils entreprennent d'enseigner la Jeunesse. L'Université s'en plaint; le Sénat donne un décret par lequel il est enjoint aux Podestats de Padoue de leur faire défense de contrevenir aux Statuts & Privileges de l'Université, leur permettant seulement d'avoir des Ecoles particulières pour l'instruction des jeunes gens de leur *Société*.

En 1605, ils veulent exécuter l'interdit prononcé par le Pape contre la République de Venise; le frere *Berisony* sort de cette Ville avec tous ceux de sa Compagnie, malgré les défenses de l'Etat.

Après leur retraite, ils sont accusés d'avoir voulu inspirer aux femmes la désobéissance envers leurs maris, & aux enfants l'aversion pour leurs peres & meres, qu'ils prétendoient être excommuniés.

On intercepte une lettre écrite par un *Jésuite* au Pape pour l'informer qu'il y avoit dans la seule Ville de Venise plus de trois cents jeunes gens de la Noblesse prêts à obéir à tout ce que le Pape exigeroit d'eux.

Le Sénat déclare que les *Jésuites* se servoient du Tribunal de la Pénitence, pour

savoir les secrets des familles , les facultés , les forces , les ressources , les secrets de l'Etat , & qu'ils envoient tous les six mois un mémoire à leur *Général* par leurs Provinciaux & Visiteurs.

Le Sénat dresse des Procès-verbaux des accusations intentées contr'eux ; & enfin , intervient un décret qui les bannit des terres de l'obéissance de la Seigneurie de Venise , & ordonne qu'ils ne pourront jamais être rétablis que du consentement de tout le Sénat , avec défense à toutes personnes de recevoir de leurs lettres. L'Espagne elle-même concourt à engager le Pape à se relâcher sur leur rétablissement.

Ils sont soupçonnés d'avoir voulu faire assassiner *Frapaolo* & autres Vénitiens fideles aux intérêts de leur Patrie.

Sous prétexte de réprimer le luxe des Portugais , ils prennent en 1577 occasion de se mêler du Gouvernement en Portugal. Ils sont chassés de la Cour , & n'y reviennent qu'après la mort de *Sébastien*.

Ils favorisent le parti de Philippe II , au préjudice du légitime Roi de Portugal.

Ils font plus à *Tercère* , Isle de la Domination Portugaise : ils se déclarent pour Philippe II , Roi d'Espagne.

C'est dans toutes ces différentes circonstances qui précéderent la mort d'Henry IV , que parurent une foule d'Ecrits séditieux , composés la plupart par des Auteurs de la *Société* ; c'est dans ce temps qu'on publia entr'autres , les ouvrages de *Polanco* , de

Madridio, de *Navarre*, de *Giuvana*, d'*A-lagona*, d'*Enreikton*, de *Bellarmin*, d'*Aqua-pontanus*, de *Delrio*, de *Valentia*, de *Richeome*, d'*Azorius*, d'*Emanuel Sa*, de *Tolet*, de *Molina*, de *Bencius*, de *Salmeron*, de *Mariana*; en 1605, de *Scribanius*, de *Gretzer*, de *Lessius*, Auteurs de différentes nations, mais répandus dans toutes, avec l'approbation des Supérieurs de la *Société*. Le Roi d'Espagne favorisoit la Ligue; le Pape avoit excommunié Henry IV; la licence dans les ouvrages, la hardiesse dans la Chaire étoient portées à l'excès; le Fanatisme couvroit fauffement toutes ces actions du voile sacré de la Religion.

Si les *Jésuites* François avoient désapprouvé ces Ecrits séditeux, nous ne leur imputerions pas le crime de leurs confreres étrangers, qui, emportés par le tourbillon des temps & des circonstances, ont pu de bonne foi saisir l'opinion du jour, ignorer nos libertés & nos privileges. Mais nous blâmons la *Société* en général, non pas seulement de n'avoir point combattu, mais d'avoir approuvé & souvent protégé leurs erreurs. Nous blâmons la *Société* d'avoir été à la tête de la Ligue, & d'avoir allumé en quelque sorte l'incendie qui embrasa tout le Royaume: si d'autres furent criminels, c'étoient des particuliers, & non des Corps. Voyons ce qu'en disoit M. de Harlay, adressant la parole à Henri IV. “ Conjurateurs contre Votre Majesté, comme
„ contre celle du feu Roi (Henri III)

„ d'heureuse mémoire ; ayant été de son
 „ temps les Auteurs & principaux Ministres
 „ de la rebellion , & non innocents de son
 „ parricide... ; parce qu'encore qu'il se trou-
 „ ve de la faute en tous les Ordres & tou-
 „ tes les Compagnies , toutefois elle n'a pas
 „ été universelle ; les Compagnies étoient
 „ diverses ; tous ceux qui en font part , ne
 „ se sont pas distraits de l'obéissance due à
 „ Votre Majesté : mais ceux de la *Société*
 „ sont demeurés resserrés & fort unis en
 „ leurs rebellions ; non seulement aucun
 „ ne vous a servi , mais eux seuls se sont
 „ rendus les plus partiaux pour les anciens
 „ ennemis de votre Couronne qui fussent en
 „ votre Royaume : comme tel *Odo* , l'un de
 „ leur *Société* , fut choisi par les seize con-
 „ jurés pour être leur Chef. „

Si nous ne considérons , Messieurs , que les différents ouvrages qui ont paru avant la mort de Henri IV , sans examiner les faits qui les accompagnèrent ; ce seroit avec peine que nous nous déterminerions à accuser toute la *Société* des erreurs qu'ils renferment. Mais ce n'est pas seulement par ses ouvrages que nous pouvons la juger. Il est certain que Ravaiillac n'avoit jamais lu *Mariana* , quoique ce livre fût très-propre à lui inspirer son détestable projet.

Le sentiment de l'Université ; celui d'Eustache du Bellay , Evêque de Paris ; les précautions jugées nécessaires par le Clergé de France assemblé à *Poissy* ; la réclamation de

l'Université contre la liberté accordée à la *Société* par l'Assemblée d'ouvrir un College ; le sentiment de Dumoulin ; les Conclusions de M. l'Avocat-Général Dumefnil ; la sédition de Bordeaux ; le Frere *Varade* plus que soupçonné d'avoir induit Barriere à assassiner le Roi ; le défaut de soumission de la *Société* aux statuts & à la discipline de l'Université ; la reprise du procès de l'Université où elle accuse les membres de la *Société* d'être les Auteurs des troubles qui ont ravagé le Royaume, & d'avoir été introduits pour ruiner la discipline de l'Eglise & de l'Etat ; l'intervention des Curés de Paris dans ce procès ; les reproches sanglants faits par les Avocats dans les plaidoiries , reproches que la Majesté du Tribunal n'auroit point permis , s'ils n'eussent eu au moins les apparences de la vérité ; la reconnoissance même des *Jésuites* que le Pere *Odo* ou *Pigenac* avoit été à la tête des Seize dans les assemblées des Ligueurs ; l'assassinat du Roi Henri IV , tenté par Châtel : l'Arrêt d'expulsion de 1594 ; les Ecrits séditieux trouvés chez le Frere *Guignard* puni de mort ; le bannissement des Freres *Gueret* & *Hay* ; les termes de l'Edit d'expulsion de 1595 ; les motifs du rappel attestés par M. de Sully ; l'Edit de rappel même : enfin la mort malheureuse d'un Roi adoré de ses Sujets. Combien de titres s'élèvent contre la *Société*, & combien d'autres ne pourrions-nous pas joindre à ceux que nous venons d'indiquer !

Passons

Passons, Messieurs, à une deuxième époque, & voyons si le sang d'un Monarque, qui vit encore dans nos cœurs, a pu éteindre cette fureur meurtrière qui l'enleva au respect & à l'amour de ses peuples.

Ce fut en 1610, que le Parlement de Paris exigea d'*Aquaviva* un Décret qui proscrivît la Doctrine régicide. Décret équivoque de la part de ce *Général*.

L'année suivante paroît le Livre de *Keller* sur le Tyrannicide, décoré du titre imposant de Dogme Catholique, *scitum catholicum*, & approuvé par le Frere *Burée*, Provincial, de l'autorité d'*Aquaviva*.

En 1612, *Vasquez* est imprimé avec la permission de deux Supérieurs députés par le *Général*.

En 1613, François *Richeome* fait imprimer les mêmes horreurs à Bordeaux, avec l'approbation de Jean *Lorin*, & de Joseph *Augustin*.

En 1614, *Suarez* est imprimé à Cologne, avec permission des deux Provinciaux Jean *Alvarus* & Henry *Scherenus*, en vertu des pouvoirs à eux accordés à cet effet par le *Général*, & avec l'approbation des graves Docteurs & personnages de la *Société*: il se débite à Rouen, & est saisi chez *Berthelin*, Libraire, au Palais.

Ces Ecrivains sont condamnés par Arrêt du 2 Janvier 1615. Cependant *Fenandus* & *Coninck* recommencent en 1616. *Turfelin* paroît en 1617, & n'a point cessé

depuis ce temps d'être entre les mains de la Jeunesse. Les Editions en ont été multipliées dans le ressort de la Cour, & même sous ses yeux, avec un supplément du Frere *Briet* d'Abbeville, également injurieux au Souverain, aux *Princes* de son Sang, aux *Officiers* de la Couronne, aux principaux *Seigneurs* de l'Etat, aux *Personnes* de son Conseil, & à la Magistrature en général. *

En 1617, Louis *Torrez* & Jean *Lorin* écrivent contre la puissance & la sûreté de la vie des Rois, & tous deux ont le scandaleux avantage d'être approuvés par leurs Supérieurs.

En 1619, l'Ouvrage de *Tolet*, partisan du Régicide, est imprimé avec la permission du Général.

Le Livre de *Suarez* reparoit en 1620, avec la vie & l'éloge de l'Auteur...

Jugez, Messieurs, par cet abrégé de faits, de la sincérité qui régnoit dans le Décret donné par *Aquaviva* en 1610.

En la même année 1620, le Frere *Gran-cher* débite dans la chaire de la Cathédrale de cette ville, des propos séditieux contre les Edits du Roi, & provoque par son insolence des dénonciations publiques.

Le 21 Janvier 1625, furent vues en cette Cour des lettres de Commission pour

* V. la *continuat. de Turssell.* pag. 7, & l'Edit d'expuls. des soi-disant *Jésuites* de 1595.

faire & parfaire le Procès criminel de François *Martel*, Curé d'Esfran, proche Dieppe, & de Nicolas *Galleran*, prévenus d'attentat contre la Personne du Roi & d'autres crimes. Il intervint contr'eux Arrêt de mort le 27 du même mois; & le lendemain 28, sur le résultat du Procès verbal de torture, il fut prononcé Decret de prise de corps contre les Freres Ambroise *Guyot* & Etienne *Chapuy*, résidants à Dieppe, chargés par la confession des condamnés.

Il est, suivant les Commentateurs de *Busembaum*, des cas extra-ordinaires dans lesquels un criminel doit taire ses complices, malgré les rigueurs de la torture: ces cas imprévus par la Loi, prévus sans doute, & cependant non expliqués par ces Casuistes, mais rendus intelligibles par le silence que plusieurs de nos Historiens attestent avoir été imposé à *Ravaillac*, après son parricide, par un Religieux qui avoit de grandes obligations au (feu) Roi * étoient sans doute ignorés de *Martel* & de *Galleran*.

Dans le cours de l'instruction contre *Guyot* & *Chapuy*, la Cour reçut une lettre close, par laquelle Sa Majesté pressoit le jugement du Procès. Le porteur de cette lettre, remit en même-temps à M. le Premier Président, une note apologétique en faveur de la *Société*, à la fin de laquelle

* V. l'Etoile, & l'Abrégé Chronologique de l'Histoire de France, par *Mézéray*, année 1610.

on lisoit, qu'il eût été plus à propos de mettre le *P. Ambroise Guyot* entre les mains de son Supérieur que dans la Conciergerie. Ce Magistrat fut chargé par la Compagnie d'écrire à *M. Docquerre*, Secrétaire des Commandemens de Sa Majesté, & de lui envoyer copie de la note pour en savoir la vérité. *M. Docquerre* répondit que cette note n'étoit point partie de ses mains. . . . & qu'il étoit facile de juger que son dessein n'étoit pas de rien ajouter à la lettre.

Il fut arrêté en conséquence que l'instruction seroit continuée comme auparavant ; & un nommé *Jean Philippe*, Prêtre, ainsi que le Courrier qui avoit apporté la note, furent décrétés d'ajournement personnel... Le Procès se poursuivoit, & approchoit du terme fatal que les accusés avoient intérêt d'éluder. Le 20 Février le Ministère public fut chargé de donner des Conclusions définitives : mais dès le 22, il fut présenté à la Cour un Arrêt du Conseil du Roi, par lequel Sa Majesté ordonnoit que toute la procédure lui seroit envoyée, & qu'*Ambroise Guyot* seroit mis entre les mains d'un envoyé à cet effet, pour être remis ensuite à qui il seroit par Elle ordonné.

Nous laissons à la réflexion le soin d'approfondir les motifs d'une précaution aussi étrange : nous observerons seulement que ce n'est point ainsi que se défend l'innocence, & que l'honneur même dédaigne les

moyens qui furent alors mis en usage pour procurer l'impunité.

En la même année 1625, l'affreux Ouvrage de *Santarel*, condamné peu après aux flammes, parut imprimé à Rome, avec la permission de *Vittelleschi*; à Rome où suivant le langage des *Constitutions*, tout ce qui émane de la *Société* concernant la vie & la puissance des Rois, doit être approuvé avant que de voir le jour.

Remarquez, Messieurs, qu'*Aquaviva* avoit précédemment défendu de rien publier touchant la sûreté de la personne, & l'indépendance de l'autorité des Souverains, sans qu'auparavant les ouvrages eussent été approuvés à Rome. Politiquement frappé de l'horreur qu'inspire la doctrine contenue dans ces Ouvrages, *Vittelleschi* en défend l'enseignement en 1627, pour couper pied aux offenses & aux plaintes. Mais quelle confiance donner à des Réglements qui semblent protester contre eux-mêmes? On voit éclore sous le Général *Vittelleschi*, comme on l'avoit vu sous *Aquaviva*, une foule de livres attentatoires aux droits sacrés, qui paroïssoient devoir être respectés au moins extérieurement. Dès la même année *Tanner* & *Bertrix* publient leurs productions. Les Tables Chronologiques de ce dernier, imprimées en cette Ville, sous le nom de *Tanquerel*, ont été supprimées par Arrêt de la Cour du 20 Décembre 1630. *Lessius*, *Tyrin* & autres, suivent de près ces premiers.

La *Société* qui s'est fait une regle dans son *Institut* de pouvoir enseigner la Doctrine & administrer les Sacrements sans la permission des Evêques & des Curés, n'a pas craint de soutenir en France contre la Sorbonne & contre l'Eglise Gallicane en corps, qu'il n'y avoit rien de moins nécessaire à toute une Eglise d'un grand Royaume, que des Evêques & des Curés, & qu'on pouvoit très-bien s'en passer.

En 1625, le Pape Urbain VIII ayant envoyé en Angleterre l'Evêque de Chalcédoine pour gouverner l'Eglise Catholique de ce Royaume, ce Prélat fait un règlement pour l'exécution du decret de Pie V, qui défend aux Réguliers d'entendre les confessions, qu'ils ne soient approuvés de leur Evêque. La *Société* regardant ce règlement comme un attentat à ses privileges, refuse de s'y soumettre, & souleve contre son Auteur un grand nombre de Catholiques: il est contraint de disparoître. Le Docteur *Kellison*, Président du College des Anglois à Douay, écrit pour sa défense un traité intitulé, *De la Hiérarchie Ecclésiastique*, dans lequel il soutient l'autorité des Evêques. Aussi-tôt Edouard *Knot*, Vice-Provincial des soi-disant *Jésuites* en Angleterre, publie un Livre intitulé, *Modeste & courte discussion de quelques propositions du Docteur Kellison*, qu'il met sous le nom d'un parent de l'Evêque, nommé *Nicolas Smith*, qui avoit été dans la *Société* & y étoit

mort. Le Clergé d'Angleterre où ce livre s'étoit répandu , en tire quelques propositions & les envoie aux Facultés de Théologie de Paris & de Louvain. Celle de Paris ayant proposé cette affaire dans ses assemblées , on voit paroître un Livre Anglois, intitulé , *Apologie de la conduite du S. Siège Apostolique dans le gouvernement des Catholiques pendant la persécution*, sous le nom de *Daniel à Jesu* : ce Livre composé par Jean Floide , Jésuite Anglois, Professeur à S. Omer, & celui de *Knot* ayant été dénoncés à l'Archevêque de Paris, ce Prélat prévient la censure de Sorbonne, par celle qu'il fait le 30 Janvier 1631, dans laquelle il condamne en général les propositions envoyées d'Angleterre & défend la lecture des Livres dénoncés. La Faculté de Théologie les condamne à son tour le 15 Février 1631.

Les Ouvrages de *Knot* & de *Floide* tenoient à établir l'inutilité prétendue des Evêques & des Curés, en mettant en thèse *ex professo*, que les Réguliers & sur-tout les *Jésuites*, étoient plus utiles & plus nécessaires à l'Eglise que les Evêques & les Curés, en soutenant que ces Réguliers étoient d'un rang plus élevé que les Prêtres séculiers, qu'ils étoient immédiatement soumis au Pape, exempts de la Jurisdiction des Evêques; qu'ils succédoient proprement aux soixante & douze Disciples, les plus proches en dignité des Apôtres, & qu'ainsi ils devoient être préférés aux Curés qui

obéissent à un Evêque particulier ; que le Sacrement de Confirmation n'étant d'aucune nécessité au salut, les Evêques n'étoient nécessaires que pour ordonner des Prêtres.

Ces Ecrits blasphématoires contre l'Ordre établi de Dieu, furent déferés à l'assemblée du Clergé de France tenue en 1631. Les Evêques manderent le Provincial, qui répondit d'abord qu'il n'avoit pas le temps de se rendre à l'assemblée, & envoya pour lui le Recteur de la Maison professe qui déclara ne savoir ce qu'étoient ces Livres dont il n'avoit presque pas oui parler, & demanda ce qu'ils contenoient. Les Prélats lui répondirent que le Provincial pouvoit bien interrompre ses exercices pour leur venir parler sur une matiere aussi importante pour l'Eglise. Le Provincial vint, & reconnut que le Livre de *Smith* étoit l'ouvrage de quelqu'un de sa Compagnie qu'il n'approuvoit point, non plus que l'*apologie* dont il ne connoissoit pas l'Auteur. Il demanda néanmoins qu'on ne fît rien contre ces deux ouvrages, „ murmura en s'en allant, & dit que si on alloit en avant, „ on verroit autre chose, & que la dernière erreur seroit pire que la première. „ Quoique l'assemblée ne fût pas satisfaite, elle se contenta de condamner les propositions de ces Livres, sans parler de leurs Auteurs : ce ménagement de la part du Clergé, n'empêcha pas l'effet des menaces du Provincial. Il parut peu après une foule

d'Ecrits en faveur de *Knot* & de *Floide*, & injurieux aux Censeurs de leurs opinions. *Alegambe* (Jésuite) faisant alors le catalogue des Ouvrages & des Auteurs de la *Société*, Catalogue approuvé par le *Général*, y mit avec les plus grands éloges tous les libelles faits contre le Clergé de France & la Sorbonne, & les qualifia d'Ouvrages de controverse contre les Novateurs: *contra Novatores*.

En 1634, parut la *somme des péchés de Bauny*, avec l'approbation du frere *Jacquinot*, Provincial en la Province de France, qui dit l'avoir fait voir à trois Peres de sa Compagnie.

En 1640, le Frere *Beaumer* déclama dans la Chaire de Saint Ouen de cette Ville contre la Hierarchie & l'ordre prescrit par M. l'Archevêque de Rouen. *Celot* fut obligé d'en faire satisfaction au Prélat, au nom de son Provincial.

En 1641, *Celot* renouvela la Doctrine condamnée en 1631 par l'assemblée du Clergé. Son livre imprimé en cette Ville fut déféré par le Syndic à l'assemblée de la Faculté de Théologie de Paris, le premier Février de la même année. Le 3 Avril suivant il y fut condamné, comme contenant des propositions nouvelles, fausses, dangereuses, téméraires, ridicules, contraires à l'humilité & à la charité chrétiennes, tendantes à rabaisser les fonctions & le ministère de l'Ordre Hiérarchique, honteuses pour les Moines & les Réguliers, injurieuses aux Evê-

ques & au Clergé, contraires aux decrets des Conciles & des Papes , induisant à l'erreur & à l'hérésie , impies , &c. . Cette censure étant arrêtée & prête à paroître , M. le Cardinal de Richelieu nomma des Docteurs pour régler cette affaire , sur des offres que *Celot* avoit faites de corriger & d'expliquer son sentiment sur les propositions censurables. *Celot* se présenta accompagné de trois de ses confreres , rétracta plusieurs propositions, en adoucit d'autres , donna un sens catholique à quelques-unes & avoua que les autres lui étoient échappées. Il protesta qu'il n'avoit point prétendu diminuer la dignité , la puissance & la sainteté de l'Episcopat , qu'au contraire , son dessein avoit été de l'élever ; qu'il respectoit aussi le Clergé séculier , & que son intention n'avoit point été de rien dire en faveur du Clergé régulier , au préjudice des droits du séculier. Cependant les écrits de *Bauny* & de *Celot* furent condamnés par l'Assemblée du Clergé de France tenue à Mantes en 1642 : ceux de *Celot* comme enseignant “ une
 „ doctrine nouvelle , téméraire , fausse ,
 „ pernicieuse & séditeuse , tendante à di-
 „ minuer l'autorité du Saint Siege , à for-
 „ mer des schismes dans l'Eglise , soutenant
 „ les inférieurs contre les supérieurs , à con-
 „ fondre la Hiérarchie & l'Ordre que Jésus-
 „ Christ a établi dans son Eglise , à ren-
 „ verser la discipline des anciens Canons , &
 „ mettre en mépris les nouveaux par des pro-
 „ positions erronnées , absurdes & fausses , ,

& ceux de *Bauny*, comme contenant des principes qui “ portent les ames au libertinage, à la corruption des bonnes mœurs & violent l'équité naturelle & le droit des gens, excusent les blasphêmes, usures, simonies, & plusieurs autres péchés des plus enormes, comme légers.

Le livre de *Celot* fut mis à Rome à l'*Index* des livres défendus jusqu'à ce qu'il fût corrigé. Une improbation aussi générale ne laissoit à la *Société* d'autre parti à prendre que celui de se soumettre : mais le Cardinal de Richelieu, fermement attaché aux véritables maximes de l'Eglise, étant mort, *Pinthereau* [Jésuite] dans sa *Théologie morale*, imprimée à Paris avec l'approbation de ses Supérieurs, avança “ que *Celot* n'avoit pas pu renoncer à des privileges dont il n'étoit pas le maître, & que quand il auroit confirmé sa rétractation par un serment ; le tout n'en seroit pas moins nul.

Aussi *Celot* ne manqua-t-il pas de se rétracter & de soutenir que sa Déclaration étoit la confirmation de la Doctrine mal-à-propos condamnée par les Evêques. Il opposa à l'ouvrage d'*Hallier*, qui avoit été chargé de le réfuter, un Ecrit intitulé : *Heures subsisives pour bien entendre le Traité de la Hiérarchie de François Hallier*. Il y répéta les sentiments qu'il avoit montrés dans le livre de la *Hiérarchie*, & fit un récit artificieux de l'histoire de sa rétracta-

tion , pour persuader qu'il ne l'avoit pas faite , pour rien corriger de ce qu'il avoit écrit.

Une conduite aussi audacieuse obligea la Faculté de Théologie de Paris de publier en 1648 , la Déclaration qu'il avoit donnée , pour prouver son infidélité , & la charité avec laquelle on en avoit usé à son égard , en substituant une conférence amicale à un jugement , & en donnant le nom de déclaration à un acte par lequel il révoquoit ouvertement des sentiments qu'il avoit soutenus , & des propositions qu'il avoit avancées. Deux années après , l'Assemblée du Clergé crut devoir implorer l'autorité du Roi pour imposer silence à la *Société*.

Cette démarche de la part du Clergé avoit été précédée de plusieurs faits. Le frere *Héreau* , Lecteur des cas de conscience au College de *Clermont* à Paris , avoit enseigné en 1641 des principes meurtriers. Les Freres *Flahaut* & le *Court* avoient fait la même chose à Caen , ce qui donna lieu à l'Université de présenter plusieurs requêtes au Parlement. Par la première , elle demandoit que défenses fussent faites à la *Société* d'enseigner la Théologie au Collège de *Clermont* & ailleurs. Elle l'accusoit dans la seconde de n'être pas innocente de la Doctrine du Frere *Héreau* , qu'on ne pouvoit regarder comme celle d'un particulier seulement. La troisième tendoit à faire ordonner la suppression d'un Livre du Frere *Causfin* , intitulé : *Apologie pour les Religieux*
de

de la *Compagnie de JESUS*, lequel étoit véritablement l'apologie des erreurs reprochées à cette Compagnie.

Le Roi instruit des enseignements pernicieux de la *Société* dans le College de *Clermont*, manda le Provincial & autres Supérieurs, leur marqua son mécontentement, & leur ordonna de veiller à ce qu'il n'y fût plus donné occasion. Le 28 Avril 1644, il rendit en son Conseil un arrêt, par lequel il défendit aux *Jésuites* de traiter à l'avenir les matières qui avoient excité tant de réclamations. Leurs sentiments étoient tellement notoires, que désespérant de leur en inspirer d'autres, on se seroit trouvé heureux de pouvoir les réduire au silence.

En 1649, l'assemblée provinciale de la Métropole de *Sens*, qui se tenoit à Paris, censura différents libelles, dans lesquels la *Société* s'étoit élevée au dessus de l'Episcopat.

Ces nouveaux libelles déterminent l'Assemblée du Clergé de 1650 à écrire le 18 Août une lettre circulaire à tous les Evêques de France, dans laquelle elle expose en détail la révolte des soi-disant *Jésuites* contre leurs Supérieurs spirituels.

Cette lettre est une preuve authentique des entreprises multipliées de la *Société*, & un gage assuré de l'idée qu'avoit l'Eglise de France des dispositions imprescriptibles de l'acte de *Poissy*, que nous avons rappelé dans le compte que nous avons rendu des Constitutions. Mais ne nous bor-

nous pas à indiquer ce monument précieux dans une circonstance où le préjugé voudroit peut-être jeter des nuages sur une vérité importante. “ Les Jésuites (dit le „ Clergé de France) ne peuvent être considérés [dans le Royaume] comme „ exempts... ils ont renoncé à tous privilèges lors de leur réception.... ils se sont „ soumis à la disposition du droit commun... ne pouvant légitimement prétendre aucune exemption , & se trouvant „ soumis à l'autorité épiscopale, de même „ que les autres Prêtres, ils veulent néanmoins agir indépendamment, & même „ contre la volonté des Evêques dans l'administration des Sacrements. . . s'il leur „ est permis de résilier des protestations „ qu'ils ont si solennellement faites, (protestations) reçues par la Faculté de „ Théologie de Paris , par M. *Eustache du Bellai* , lors Evêque dudit Paris , & par „ toute l'Eglise de France assemblée à *Poissy* ; „ quelle sûreté pourra-t-on prendre désormais de cette Compagnie, & quel garant „ le reste de l'Etat aura-t-il de sa fidélité, „ si elle en manque pour l'Eglise ?

„ Mais quand ils [les soi-disant *Jésuites*] „ pourroient par quelque adresse , se sauver „ à la faveur d'une proposition équivoque ; „ il n'y en peut avoir dans l'Arrêt du Parlement de Paris, qui n'a autorisé leur „ réception en France qu'aux conditions „ susdites ; & étant Ecclésiastiques, ils auront le déplaisir de faire par l'autorité

„ des Puissances séculières , ce qu'ils n'au-
 „ ront pas voulu déferer à celle de l'Eglise ;
 „ puisque vivant dans le Royaume , ils ne
 „ peuvent être indépendans du Roi & de
 „ ses Ministres , comme ils le veulent être
 „ de ceux de J. C.

L'esprit d'indépendance qui anime la *Société* , n'a peut-être jamais éclaté plus puissamment que sous le regne de *Louis XIV.* Abusant d'une manière révoltante & scandaleuse de la confiance que leur donnoit ce Monarque , les soi-disant *Jésuites* ont eu le secret d'obtenir de son Conseil plusieurs Arrêts contre différents Evêques , & notamment contre l'Archevêque de *Bordeaux* , l'Evêque de *Blois* & l'Evêque d'*Amiens*. Accusés , cités aux Officialités , interdits & même décrétés d'ajournement personnel , ils se sont fait maintenir dans l'exercice de prêcher & de confesser par provision , avec défense aux Evêques & aux Officiaux d'attenter à leurs privileges : ils ont fait déclarer leurs Juges naturels , incompétents à leur égard , & obtenu d'être renvoyés devant le Pontife Romain duquel seul ils soutenoient être justiciables en fait de prédication & d'administration. Mais la surprise ne triomphe pas toujours sous la domination d'un Prince ami de la vérité.

Le 4 Mars 1669 , *Louis XIV* jugea solennellement en son Conseil une question fameuse entre les Evêques de France & le Frere *Dupont* , comme Syndic , tant des soi-disant *Jésuites* , que de quelques autres

mendiants par eux ameutés contre l'Episcopat. Il s'agissoit de savoir si plusieurs membres de la *Société* nommés dans l'Arrêt, avoient pu & dû prêcher & confesser, non seulement sans la permission, mais même contre les défenses expresse & réitérées de l'Evêque diocésain ? Cet Arrêt fut favorable aux Evêques : au nombre des titres produits pour le Clergé, le Roi rappella le colloque de *Poissy*. Dans cette cause singulière, le Frere *Dupont* avoit fait signifier à un Evêque “ que les *Jésuites* ne dépendent „ point de la juridiction épiscopale, mais „ immédiatement du Pape, par l'autorité „ duquel les Evêques étoient soumis à des „ censures, s'ils violoient les privileges „ des Ordres mendiants, & sur-tout des *Jésuites* „.

Quoique depuis cet Arrêt la *Société* n'ait plus osé faire corps au Conseil contre l'Episcopat, il n'en est pas moins vrai que ses membres n'ont pas cessé de réclamer leurs prétendus privileges contre plusieurs Archevêques & Evêques de France; en sorte qu'ils ont levé l'étendard de la révolte toutes les fois qu'un Evêque quelconque a voulu exercer sur eux la juridiction naturelle qui lui appartient, & qui est confirmée par les Loix de l'Eglise & de l'Etat.

Les soi-disant *Jésuites* ayant osé attaquer l'autorité des Evêques, on ne doit pas croire qu'ils aient été plus mesurés à l'égard des pasteurs du second Ordre. Nous succomberions sous la multitude des faits,

si nous entreprenions seulement de les indiquer.

Si la *Société* refusoit de prêter l'oreille aux cris de la vérité outragée, elle devoit au moins par la considération de son propre intérêt prendre les plus justes mesures pour arrêter le cours des mortifications que ses procédés lui occasionnoient sans cesse : mais incapable de suivre d'autres regles que ses préjugés, d'autre guide que son orgueil, elle tombe d'abyme en abyme : dans ces temps où l'œil du Public étoit plus que jamais ouvert sur sa conduite, où la prévention ne l'avoit point encore fasciné, elle ne craint point de publier la Théologie morale d'*Eſcobar*, cet Ouvrage pernicieux en tous genres, annoncé comme le recueil des sentiments des Docteurs les plus graves de la *Société*, & mis au jour avec la permission & l'approbation des Supérieurs. *Lamy*, *Discartille* & plusieurs autres mettent le comble au scandale par leurs infames productions.

Le second Ordre du Clergé croit devoir élever la voix : mais la *Société* se croit elle-même fondée en droit ou en crédit à défendre efficacement ses Casuistes.

M. *Dufour*, Abbé d'Aulney, Trésorier de l'Eglise Cathédrale de cette Ville, ayant parlé avec beaucoup de zèle dans plusieurs de ses Sermons, & notamment dans un, prêché au Synode le 30 Mai 1656, en présence de M. l'Archevêque & de plus de douze cents Curés, la *Société* s'en trou-

va offensée, quoiqu'elle n'eût été ni nommée, ni désignée. En conséquence, elle porta ses plaintes au Prélat par une longue Requête qui lui fut présentée au nom du Frere *Brisacier*, Recteur du College, dans laquelle le sieur *Dufour* étoit traité de téméraire, de séditieux, de rebelle, de fauteur de l'hérésie & de calomniateur.

Les Curés de Rouen, après avoir consulté les Livres où devoient se trouver consignées les erreurs contre lesquelles leur confrere s'étoit élevé, firent l'extrait d'un grand nombre de Propositions qu'ils présentèrent à M. l'Archevêque, avec une Requête pour en obtenir la censure. Ils conclurent dans cette Requête qu'il seroit enjoint au Frere *Brisacier* de faire au sieur *Dufour* réparation des calomnies qu'il s'étoit permises contre lui; de désavouer *sincèrement* ses opinions détestables..., & à leur égard à ce qu'en
 „ condamnant les mauvaises Doctrines, il
 „ plût [au Prélat] retenir dans le silence
 „ ceux qui les voudroient empêcher de les
 „ décrier & d'en faire connoître les mauvai-
 „ ses conséquences; le suppliant de con-
 „ sidérer combien il étoit fâcheux de souffrir
 „ que quelques particuliers d'entre les *Jé-*
 „ *suites* entreprissent de leur fermer la bou-
 „ che, de les empêcher de prêcher la vérité,
 „ & de combattre les égarements de la fausse
 „ morale, durant que l'on souffre que ces
 „ mêmes particuliers les favorisent & les dé-
 „ fendent publiquement, comme fait jour-
 „ nellement le Pere *Brisacier* lui-même, tant

„ par écrit , que de vive voix ; ce que fait à
 „ son exemple avec plus de scandale & de
 „ danger, le Pere *Dubois* , Régent de Théo-
 „ logie au même College , qui non content
 „ d'avoir combattu & taché de détruire,
 „ comme il avoit fait l'année précédente , le
 „ point de la Discipline Ecclésiastique & Hié-
 „ rarchique, le mieux établi dans le Diocèse,
 „ ayant fait plusieurs discours exprès à ses
 „ Ecoliers , presque tous Prêtres habitués
 „ en leurs Paroisses , contre l'obligation de
 „ la Messe Paroissiale , & contre l'autorité
 „ qu'ont les Prélats d'y obliger les Peuples ,
 „ a quitté ses leçons ordinaires depuis un
 „ mois , pour excuser & même pour défen-
 „ dre la mauvaise Doctrine des Casuistes les
 „ plus décriés de son Ordre ; ayant entrepris
 „ de justifier entr'autres le Livre du Pere
 „ *Bauny* , intitulé *Somme des péchés* , & de
 „ faire passer sa Doctrine pour sainte
 „ & innocente , bien que ce Livre ait été
 „ censuré à Rome & en France par les Pré-
 „ lats en une Assemblée générale ; & c'est en-
 „ core avec une pareille hardiesse que le Pe-
 „ re *Dubois* a osé défendre le Pere *Lamy* ,
 „ Théologien de sa Compagnie , sur le sujet
 „ du meurtre de ceux qui calomnient ou
 „ menacent de calomnier les Prêtres ou
 „ Religieux , jusques-là même que dans une
 „ des dernières Leçons qu'il a faites à ses
 „ Ecoliers depuis peu de jours , il a insinué
 „ qu'il étoit permis aux Prêtres & Religieux
 „ de défendre *etiam cum morte in va-joris* ,
 „ l'honneur qu'ils ont acquis par leur vertu

„ & leur sagesse , lorsqu'il n'y a pas d'autre
 „ moyen d'empêcher le Calomniateur. „

Pourquoi demanderent qu'il plût à M.
 l'Archevêque “ ordonner à ce Régent, de ré-
 „ tracter & désavouer publiquement les pro-
 „ positions qu'il avoit avancées , tant contre
 „ les bonnes mœurs , que contre l'ordre & la
 „ discipline du Diocèse & de toute l'Eglise ;
 „ & qu'il lui fût fait défense d'enseigner à
 „ l'avenir pareilles Doctrines scandaleuses
 „ sous les peines de droit.

M. l'Archevêque renvoya l'affaire à l'As-
 semblée générale du Clergé , & députa mê-
 me un de ses Grands-Vicaires pour y pré-
 senter de sa part cette Requête & les Extraits
 de ses Curés. L'Assemblée en retint la con-
 noissance.

La Requête des Curés dont nous venons
 de parler , est du 28 Août 1656 ; le 26 Oc-
 tobre suivant, ils en présentèrent une seconde
 à l'Officiel du Diocèse , dans laquelle ils ex-
 posèrent que depuis quelques jours les
Jésuites du College de Rouen , & notam-
 ment les Freres *Brisacier* , *Bérard* & de la
Briere avoient distribué à diverses personnes
 un libelle diffamatoire contr'eux . . . Ils de-
 manderent à Mr. l'Archevêque d'ordon-
 ner “ que lesdits Freres *Brisacier* , *Bérard* &
 „ de la *Briere* comparoîtroient devant lui
 „ en personne , pour dire & déclarer , qui
 „ leur avoit mis entre les mains ledit libelle
 „ diffamatoire ; & faute par eux de compa-
 „ roir , les déclarer convaincus de l'avoir
 „ composé & fait imprimer , & comme tels

„ & distributeurs d'icelui , condamnés à leur
 „ faire réparation d'honneur , comme ca-
 „ lomniateurs publics , imposteurs & pertur-
 „ bateurs du repos public ; qu'il fût fait dé-
 „ fense auxdits *Jésuites* de publier à l'avenir
 „ & de distribuer semblables libelles , à pei-
 „ ne d'excommunication *ipso facto* , & autres
 „ peines canoniques , portées par les saints
 „ Décrets contre les Auteurs des libelles dif-
 „ famatoires ; que la Sentence fût lue & pu-
 „ bliée aux Prônes des Paroisses & autres
 „ lieux où besoin seroit , pour détromper les
 „ Peuples des calomnies, injures & impostu-
 „ res infamantes, dont lesdits *Jésuites* vou-
 „ loient les noircir par ledit libelle.

M. l'Archevêque , occupé du soin de con-
 server l'union des esprits & des cœurs dans
 son Diocèse, sur la déclaration faite par le
 Frere *Brisacier* qu'il reconnoissoit le Sieur
Dufour & les autres Curés de Rouen , pour
 personnes d'une probité recommandable ,
 & d'une doctrine très orthodoxe ; & qu'il ne
 connoissoit point l'Auteur de l'Ecrit (intitulé
réponse d'un Théologien) mit sur le tout les
 Parties hors de Cour & de Procès , leur
 enjoignant de vivre en paix & charité ; &
 en ce qui concernoit les Auteurs qui avoient
 excédé , tant sur le fait de la Théologie mo-
 rale , que de la Hiérarchie de l'Eglise , en
 renvoya le jugement aux Prélats de l'Assem-
 blée générale du Clergé , conformément
 à sa premiere Ordonnance. Cette Sentence
 est du 26 Janvier 1657.

Le 27 Octobre 1656 , l'affaire fut portée

à l'Assemblée générale, qui nomma des Députés pour l'examen des propositions.

Le 24 Novembre 1656, les Curés de Paris, qui s'étoient unis aux Curés de Rouen; & avoient exposé leurs griefs particuliers, présentèrent une nouvelle Requête avec un nouvel extrait de plusieurs propositions des nouveaux Casuistes de la *Société*. Ils représentèrent aux Evêques les maux sous lesquels l'Eglise gémissoit, le mépris que les *Jésuites* faisoient de la censure prononcée en 1652 contre le livre de *Bauny*, préconisé depuis, & réimprimé sans retranchement ni correction.

L'Assemblée résolut de ne se point séparer sans laisser des marques authentiques de son indignation contre les relâchemens, & du desir qu'elle auroit eu d'en faire une condamnation solemnelle, si le temps le lui eût permis; & pour le faire connoître à tout le monde, elle écrivit une lettre circulaire à tous les Prélats du Royaume, en leur envoyant le Livre des *instructions pour les Confesseurs*, dressées par *S. Charles Borromée*. Voici comment s'expliquent les Evêques au sujet de la *Probabilité*, fondement des autres erreurs " Il y a long-temps que nous
 „ gémissons avec raison de voir nos Diocèses
 „ pour ce point, non seulement au même état
 „ que la Province de *Saint Charles*; mais dans
 „ un qui est beaucoup plus déplorable;
 „ car si nos Confesseurs sont plus éclairés
 „ que les siens, il y a grand danger qu'ils
 „ ne s'engagent dans certaines opinions mo-

„ dernes, qui ont tellement altéré la Morale
 „ Chrétienne & les Maximes de l'Evangile,
 „ qu'une profonde ignorance seroit beau-
 „ coup plus souhaitable qu'une telle science,
 „ qui apprend à tenir toutes choses problé-
 „ matiques, & à chercher des moyens, non
 „ pas pour exterminer les mauvaises habitu-
 „ des des hommes, mais pour les justifier &
 „ pour leur donner l'invention de les satis-
 „ faire en conscience.

Parlant ensuite des accommodements in-
 ventés sur ce principe de la *Probabilité*: “ au
 „ lieu que J. C. nous donne ses préceptes,
 „ & nous laisse ses exemples, afin que ceux
 „ qui croient en lui, lui obéissent & y ac-
 „ commodent leur vie; le dessein de ces Au-
 „ teurs paroît être d'accommoder les pré-
 „ ceptes & les regles de J. C. aux intérêts,
 „ aux plaisirs & aux passions des hommes:
 „ tant ils se montrent ingénieux à flatter leur
 „ avarice & leur ambition, par des ouvertures
 „ qu'ils leur donnent pour se venger de leurs
 „ ennemis, pour prêter leur argent à usure,
 „ pour entrer dans les Dignités Ecclésiasti-
 „ ques par toutes sortes de voies, & pour
 „ conserver le faux honneur que le monde a
 „ établi, par des voies toutes sanglantes!

Ils passent de là à l'absurdité de la *direction
 d'intention*, & enfin pour témoigner à toute
 l'Eglise que ce qu'ils ont fait étoit peu de
 chose au prix de ce qu'ils eussent voulu faire,
 ils finissent en cette sorte. “ Plusieurs Curés
 „ de la Ville de Paris & des autres Villes
 „ Principales de ce Royaume, par les plain-

„ tes qu'ils nous ont faites de ces désordres
 „ avec la permission de Messieurs leurs
 „ Prélats , & par les conjurations d'y ap-
 „ porter quelque remede , ont encore aug-
 „ menté notre zele & redoublé notre dou-
 „ leur ; s'ils se fussent plutôt adressés à no-
 „ tre Assemblée qu'ils n'ont fait , nous euf-
 „ sions examiné avec un soin très-exact
 „ toutes les propositions nouvelles des Ca-
 „ suistes dont ils nous ont donné les extraits ,
 „ & prononcé un Jugement solennel qui
 „ eût arrêté le cours de cette peste des conf-
 „ sciences ; mais ayant manqué de loisir
 „ pour faire cet examen avec toute la dili-
 „ gence & l'exactitude que demandoit l'im-
 „ portance du sujet , nous avons cru que
 „ nous ne pouvions pour le présent appor-
 „ ter un meilleur remede à un désordre si
 „ déplorable , que de faire imprimer aux dé-
 „ pens du Clergé , les instructions dressées
 „ par S. Charles Borromée , pour apprendre
 „ à ses Confesseurs de qu'elle façon ils se
 „ doivent conduire en l'administration du
 „ Sacrement de Pénitence , & de les envoyer
 „ à tous les Evêques du Royaume. „

L'on croyoit la paix rétablie dans l'Eglise,
 lorsque parut en 1657 le Livre de *Pirot* in-
 titulé, *Apologie des Casuistes*. Les Curés de Pa-
 ris éleverent de nouveau la voix avec le zele
 & l'ardeur que la Religion inspire à ses Mi-
 nistres fideles. Ils s'expriment ainsi dans leur
 premier Mémoire :

„ Voilà le comble de l'insolence où les
 „ *Jésuites* ont élevé les Casuistes. Après avoir
 abusé

„ abusé de la modération des Ministres de
 „ l'Eglise , pour introduire leurs opinions
 „ impies , ils sont aujourd'hui arrivés à
 „ vouloir chasser du Ministère de l'Eglise
 „ ceux qui refusent d'y consentir.

„ “ Cette entreprise séditieuse & schisma-
 „ matique par laquelle on essaie de jeter la
 „ division entre le Peuple & les Pasteurs lé-
 „ gitimes , en l'incitant à les fuir comme des
 „ faux Pasteurs & des Loups , par cette
 „ seule raison qu'ils s'opposent à une morale
 „ toute impure , est d'une telle importance
 „ dans l'Eglise , que nous n'y pourrions
 „ plus servir avec utilité , si cette insolence
 „ n'étoit réprimée ; car enfin , il faudroit
 „ renoncer à nos Charges & abandonner
 „ nos Eglises , si au milieu de tous les Tri-
 „ bunaux Chrétiens établis pour maintenir
 „ en vigueur les Regles Evangéliques , il ne
 „ nous étoit permis , sans être diffamés
 „ comme des Loups & des faux Pasteurs ,
 „ de dire à ceux que nous sommes obli-
 „ gés d'instruire , que c'est toujours un
 „ crime de calomnier son prochain ; qu'il
 „ est plus sûr en conscience de tendre l'autre
 „ joue après avoir reçu un soufflet , que
 „ de tuer celui qui s'enfuit après l'avoir
 „ donné ; que le duel est toujours un cri-
 „ me ; & que c'est une fausseté horrible
 „ de dire , *que c'est à la raison naturelle de*
 „ *discerner quand il est permis ou défendu de*
 „ *tuer son prochain*. Si nous n'avons la liber-
 „ té de parler en cette sorte , sans qu'on
 „ voie incontinent paroître des Livres soute-

„ nus publiquement par le Corps des *Jésuites*
 „ qui nous traitent de factieux , d'ignorants
 „ & de faux Pasteurs ; il nous est impossible
 „ de gouverner fidèlement les troupeaux
 „ qui nous sont commis.

„ Il n'y a point de lieu parmi les Infide-
 „ les & les Sauvages où il ne soit permis de
 „ dire que la calomnie est un crime , &
 „ qu'il n'est pas permis de tuer son pro-
 „ chain , pour la seule défense de son hon-
 „ neur ; il n'y a que les lieux où sont les *Jé-*
 „ *suites* où l'on n'ose parler ainsi. Il faut per-
 „ mettre les calomnies , les homicides & la
 „ profanation des Sacrements , ou s'exposer
 „ aux effets de leur vengeance ; cependant
 „ nous sommes ordonnés de Dieu pour por-
 „ ter ses Commandements à son peuple ; &
 „ nous n'oserons lui obéir sans ressentir la
 „ fureur de ces Casuistes de chair & de
 „ sang ? En quel état sommes-nous donc ré-
 „ duits aujourd'hui ? Malheur sur nous , dit
 „ l'Écriture , si nous n'évangélisons ; la co-
 „ lère de Dieu nous menace d'une part ,
 „ & l'audace des hommes de l'autre : ce qui
 „ nous met dans la nécessité , ou de devenir
 „ en effet de faux Pasteurs & des Loups , ou
 „ d'être déchirés comme tels par trente
 „ mille bouches qui nous décrient. „

Les autres Curés du Royaume ne tarde-
 rent pas à prendre parti dans une affaire qui
 les intéressoit également.

Ceux de Rouen qui avoient été les pre-
 miers à soutenir la cause de la vérité , furent
 aussi , après ceux de Paris , les premiers

qui marquerent le plus de zèle pour la condamnation de l'*Apologie des Casuistes*.

En Février 1658, ils présentèrent une Requête à la Cour & à M. l'Archevêque : la Cour ordonna qu'elle nous seroit communiquée. M. l'Archevêque la renvoya ainsi que le livre à ses Grands-Vicaires pour les examiner sans délai, en présence de M. l'Evêque d'Olone.

Le 15 Avril 1658, M. l'Evêque d'Olone, & le Conseil de M. l'Archevêque, lui envoyèrent leur avis doctrinal, portant que ce livre
 „ doit être entièrement défendu & condam-
 „ né comme contenant plusieurs propositions
 „ scandaleuses, pernicieuses, qui offensent les
 „ oreilles chastes, qui ouvrent le chemin aux
 „ usures, à la simonie, aux meurtres, aux lar-
 „ cins & autres crimes, qui sont contraires
 „ aux principes de l'Evangile, injurieuses aux
 „ Sacrements de Jésus-Christ & calomnieu-
 „ ses; & que pour cela il est nécessaire de
 „ défendre sous de très-grièves peines, que
 „ personne ne soit assez présomptueux que
 „ de soutenir ou mettre en pratique la doc-
 „ trine de ce Livre, & beaucoup moins en-
 „ core de s'en servir dans la conduite des
 „ consciences.

Après cet avis, les Curés de Rouen présentèrent encore une Requête au Prélat. Que ne nous est-il possible, Messieurs, de faire l'analyse de cet important Ouvrage ! Il contient une généreuse défense de la morale chrétienne, & une solide réfutation de tous les principes répandus dans cette *Apo-*

logie , sur la simonie , l'usure , le meurtre , la vengeance , la fraude , les larcins , & plusieurs autres genres de crimes dont les Païens mêmes auroient eu horreur : principes faux , appuyés par les *Jésuites* d'exemples & de passages tirés de l'Ecriture Sainte , interprétés suivant l'esprit de la *Société*.

Enfin , cette *Apologie* fut condamnée par un Mandement de M. l'Archevêque de Rouen , le 4 Janvier 1659.

Pendant que les Curés de Paris sollicitoient de leur côté la censure du même Ouvrage , on vit paroître un Ecrit intitulé , *Réfutation des calomnies nouvellement publiées par les Auteurs d'un Factum sous le nom des Curés de Paris*. Les *Jésuites* osèrent se nommer , & dirent qu'il n'y avoit que des Hérétiques qui contredisoient leurs maximes ; qu'ils n'avoient point d'autres armes que l'humilité pour attaquer leurs ennemis , & la priere pour se défendre ; & que leur coutume n'est pas de persécuter , mais d'être persécutés , ni de faire sentir au moindre de tous les hommes les effets de leur vengeance , mais de vaincre celle de leurs ennemis par tous les bons offices qu'ils leur peuvent rendre Cet éloge pompeux que la *Société* fait d'elle-même , est-il bien d'accord avec les faits ?

Les Curés de Paris firent différents Ecrits les premier Avril , 7 & 23 Mai , 11 Juin & 24 Juillet 1658 ; dans le premier , ils soutinrent leur *Factum* ; dans le second , ils firent voir que tout ce que les *Jésuites* avoient allégué

des Saints Peres & des Docteurs de l'Eglise pour autoriser leurs pernicieuses maximes, étoit absolument faux & contraire à la doctrine de ces Saints; dans le troisieme, ils montrerent combien étoit ridicule l'ostentation des *Jésuites*, qui prétendoient que le nombre de leurs Casuistes devoit donner de l'autorité à leurs opinions, & empêcher qu'on ne les condamnât; le quatrieme, eut pour objet les avantages que les Hérétiques prenoient contre l'Eglise de la morale des Casuistes; dans le cinquieme, ils répondirent à un Ecrit intitulé, *Sentiments des Jésuites*, dans lequel ces prétendus Religieux parloient en leur propre & privé nom, & de la part de tout le Corps. Ils firent voir que la *Société* entiere étoit résolue de ne point condamner l'*Apologie*; démontrèrent par plusieurs exemples qu'un de ses principes étoit de défendre en corps, les sentiments de ses Docteurs particuliers.

Enfin, l'*Apologie des Casuistes* fut censurée par la Sorbonne, malgré les intrigues des *Jésuites*: elle l'avoit précédemment été par M. l'Evêque d'Orléans le 4 Juin 1658; elle le fut à Paris par les Vicaires Généraux de M. le Cardinal de Retz le 28 Août suivant.

En la même année 1658, les Curés d'Amiens sollicitèrent auprès de leur Evêque la censure du même ouvrage. Ils joignirent à leur Requête des extraits de cahiers dictés dans leur Ville par les Freres *Longuet*, de *Lejjant* & *Poignant*, Professeurs des Cas

de conscience pendant les années 1656 & 1657, sur la simonie, l'usure, l'homicide, le duel, le viol, la Probabilité, l'obligation d'aimer Dieu, l'Office divin, le devoir des enfants envers leurs peres, celui des femmes envers leurs maris, l'aumône, le scandale, la disposition au sacrement de Pénitence, les occasions prochaines du péché &c.

Les Curés de Nevers, de Beauvais, de Sens, de Lisieux, d'Evreux, & autres, demanderent également la condamnation de l'*Apologie des Casuistes*, qui fut en effet censurée par les Evêques du Royaume, dans des Mandemens & des Lettres Pastorales. L'amour de la Religion, de la Discipline Ecclésiastique & des bonnes mœurs, ont dicté ces monuments précieux, que l'Eglise conservera à jamais comme des témoignages authentiques de piété, de respect & de zele pour l'Ecriture, les Saints Peres & la sûreté des Etats.

Les *Jésuites* ne voyoient pas indifféremment ces censures. Le Frere *Grandami*, Recteur de leur College à Bourges, avoit remis lui-même au Prélat de cette Ville un exemplaire de leur *Apologie*, en accusant d'injustice la condamnation prononcée par M. l'Evêque d'Orléans. Mais le Frere *Garnier*, Professeur de Théologie Scholastique au même College, ayant dans le même temps enseigné des Propositions pernicieuses sur l'usage des Biens Ecclésiastiques, ces propositions furent relevées & condamnées par le Prélat dans la censure qu'il fit de l'*Apologie*

le 6 Février 1659, & qu'il adressa à ses Curés par une Lettre circulaire du 15 Mars suivant.

Les *Jésuites* s'en plainquirent avec aigreur, & prétendirent que les Écrits présentés au Promoteur étoient faux. Le Frere *Guyot* composa un libelle sans nom d'auteur sous le titre d'*Errata*, que ses Confreres firent paroître & distribuer aux Curés le propre jour du Synode.

Garnier prenant lui-même la défense de ses erreurs, accusa dans ses Cahiers le Promoteur de calomnie. Il fit plus, il assembla extraordinairement quelques Docteurs dont il surprit l'approbation : mais son triomphe fut de courte durée. La Faculté en corps cassa par un Decret solennel cette décision clandestine.

Requête présentée à l'Evêque pour obtenir la révocation de la censure qu'il avoit procée ; il la confirme : appel en Cour de Rome de la part des *Jésuites*.

Guyot, Auteur du Libelle intitulé, *Errata*, coupable en outre de différents autres égarements, & en conséquence décrété d'ajournement personnel, après une information juridique, comparoit devant le Prélat, non pour lui rendre compte de sa conduite, mais pour le soutenir incompetent, & réclamer les prétendus privileges & l'indépendance de sa *Société*. Sa réclamation n'est point écoutée, mais la *Société* obtient du Conseil un Arrêt suspensif du Decret prononcé, & appelle de nouveau en Cour de Rome. Ainsi sans soumission pour les Juges naturels, la *Société* refuse indécemment de les reconnoître ; sans respect pour le Conseil

du Prince ; elle n'invoque son autorité que pour s'y soustraire , & se rendre justiciable en apparence d'une Puissance étrangère, bien assurée de ne dépendre réellement d'aucune.

Quoique l'affaire des Curés parût terminée , & l'Apologie des Casuistes foudroyée en 1660 , les *Jésuites* ne se rendirent pas : en 1665 parut l'infame Livre de *Moya*, *Jésuite* de S. Omer. Cet Ouvrage est un cloaque où les abominations des Casuistes de la *Société* se trouvent réunies.

L'Auteur déclare dans sa Préface , qu'il entreprend de venger les sentiments des Ecrivains de sa *Société*, contre les calomnies de ses Persécuteurs. Le Frere *Jérôme Lachiana* , commis par sa Compagnie pour la censure des Livres , assure dans son approbation , que l'*Amadeus Guimenius* ne contient rien de contraire à la Foi Catholique , aux bonnes mœurs & à l'Autorité Royale , & qu'il est très-propre à confondre les calomnies dont on a voulu noircir les Auteurs de la *Société de Jésus* (a).

Vous n'avez pas trouvé assurément , Messieurs , dans *Amadeus Guimenius* , ce livre très-utile , le défenseur de la Foi Ca-

(a) Et cum nihil in eo repererim quod fidei catholicæ aut bonis moribus repugnet , nec aliquid contineat , quod regiam jurisdictionem perturber , & valde utilem legentibus fore deprehenderim , propter multiplicem quâ repletus est ordinationem , & ad reprimendas in posteris calumnias nonnullis scriptoribus Societatis J-su objectas maxime opportunum existimen , illum dignissimum esse cenfeo , qui typis mandetur.

tholique & des bonnes mœurs que vous promettoit dans son approbation le Censeur de la *Société*. La lecture des Extraits a excité votre indignation. La Sorbonne l'a devancée en condamnant en 1665 cette production infame.

En 1680, parut *Bussembaum*, augmenté par le Frere de la Croix, ouvrage semblable pour le plan & l'exécution à celui d'*Escobar*. Comme lui, il cite les Auteurs de la *Société*: comme lui, il approuve le Régicide: on a fait de ce livre un nombre prodigieux d'éditions. Voyons ce que la *Société* en pense. C'est ainsi qu'elle s'explique dans le *Journal de Trévoux* de 1729, art. 75, pag 1481, 1482 & 1483. "De Lyon. On trouve chez les Freres „ de Tournes, la nouvelle édition *in-folio*, intitulée, *Claudii la Croix, Theologia Moralis*. „ Le P. Bussembaum, Allemand, mort en „ 1688, avoit donné sous le titre de *Médulla* „ *Theologia Moralis*, une Somme abrégée des „ cas de conscience, *si bien dirigée & si judi-* „ *cieusement*, qu'elle a été depuis imprimée „ en plusieurs Provinces plus de cinquante „ fois. Le P. Claude la Croix, aussi Alle- „ mand, a jugé à propos en réimprimant le „ texte de *Bussembaum*, d'ajouter sur chaque „ article ce qui lui a paru nécessaire pour „ que les matieres soient suffisamment trai- „ tées pour le temps présent: il a donc fait „ d'un *in-12* deux *in-folio*, & sous cette forme le *Bussembaum* du P. la Croix a déjà „ plusieurs fois vu le jour en vingt années... „ La table qui est à la fin de l'ouvrage, &

„ qui en augmente l'utilité , mérite un éloge
 „ particulier par l'ordre & la précision qui
 „ y regnent ; c'est un Sommaire alphabé-
 „ tique de toute la Doctrine du Livre. Le
 „ P. *Colendall* en est l'Auteur. „

C'est en 1709 que *Bussembaum* avoit com-
 mencé d'être ainsi augmenté. L'édition de
 1709 , étoit donc au moins la cinquante-
 deuxième. La *Société* voudroit-elle feindre
 de l'ignorer ? Qu'elle consulte *Colonia* , un
 de ses membres , dans son histoire littéraire
 de Lyon , pag 756. “ Le P. François de
 „ Montausan, *Jésuite*, né à Villefranche en
 „ Beaujolois le 15 Décembre 1697 , a donné
 „ en 1729 une nouvelle édition de Théolo-
 „ gie morale du P. *la Croix* en 2 vol. *in-folio* ,
 „ avec quelques augmentations à la tête de
 „ cet Ouvrage. „

L'Ouvrage de *Bussembaum* & de *la Croix* ,
 approuvé en 1707 par Jean Dirckinch ,
 Provincial en la Province du Bas-Rhin , en
 vertu du pouvoir à lui donné par Michel
Tamburini , Général , après la lecture & exa-
 men des *Peres députés* , a été réimprimé en
 1757 , dans des circonstances dont le seul
 souvenir glace d'effroi tous les cœurs
 François.

Zachéria s'imaginant que les Cours su-
 périeures qui condamnerent cet Ouvrage ,
 avoient fait injustice à ses Auteurs , s'expli-
 quoit ainsi en 1758 : “ De ce qu'un livre est
 „ brûlé par l'ordre d'un Souverain ou d'un
 „ Magistrat , il ne s'enfuit pas que cette con-
 „ damnation nuise à la gloire de l'Auteur.

„ Les Magistrats de Toulouse & de Paris
 „ ont pu user du droit qu'ils ont de condam-
 „ ner ces deux Théologiens, *Bussembaum* & *la*
 „ *Croix* : mais cette condamnation ne fait
 „ aucune breche au mérite de ces Auteurs ;
 „ ces Magistrats sans s'écarter des Loix usi-
 „ tées en France , pouvoient même épargner
 „ ces Ecrivains , puisque les François ac-
 „ cordent sans peine aux Etrangers de pen-
 „ ser & d'écrire comme on pense & comme
 „ on écrit dans le pays où ils ont écrit.

„ Cependant les *Jésuites* de Toulouse par
 „ une soumission très louable , ont souscrit
 „ à l'Arrêt , & consenti de signer les quatre
 „ articles qu'on lit dans leur Déclaration ;
 „ la prudence vouloit qu'ils se comportassent
 „ ainsi vis-à-vis de ceux qui ont la force en
 „ main. Ils ont été mus aussi par esprit de
 „ bons Patriotes , & à raison de la soumis-
 „ sion qu'ils doivent au Souverain , & à un
 „ Souverain aussi favorable à leur Compa-
 „ gnie , que l'est en effet le Roi très-Chré-
 „ tien. „ N'est-ce donc que par reconnois-
 „ sance que les *Jésuites* sont fideles ? N'est-ce
 „ qu'à raison des circonstances & de la néces-
 „ sité qu'ils paroissent se conformer aux Loix ?

„ Vous avez vu , Messieurs , quel étoit ce
 „ livre de *Bussembaum* : un tissu d'absurdités &
 „ d'horreurs. Après les différents Auteurs de
 „ la *Société* qui ont soutenu la même doctri-
 „ ne , les louanges outrées dont elle a comblé
 „ les *Bussembaum* , les *la Croix* , les *Colendall* ,
 „ les *Montausan* , après des approbations écri-
 „ tes , & que nous retrouvons dans la bouche

des *Colonia*, des Journalistes de *Trévoux*, des *Zachéria*; dira-t-on que cet Ouvrage ne peut être regardé comme celui du Corps?

Revenons, Messieurs, sur nos pas pour examiner une Thèse soutenue à Caen au Collège des *Jésuites* le 30 Janvier 1693: en voici quelques propositions.

„Celui qui diroit que la Religion Chrétienne est évidemment vraie, nous le forcerions de convenir qu'elle est évidemment fautive: *imò qui aiunt Religionem Christianam esse evidenter veram, fateantur necesse est falsam evidenter esse.*

„Il n'est pas évident, 1^o. qu'il existe maintenant sur la terre quelque Religion qui soit vraie; car qui peut vous assurer que toute chair n'ait point corrompu sa voie? *Non evidens . . . quòd existat nunc in terris aliqua vera Religio, undè enim habes non omnem carnem corrupisse viam suam?*

„2^o. Que de toutes les Religions qui existent sur la terre, la Chrétienne soit la plus ressemblante à la véritable; car avez-vous parcouru tout le Monde, ou savez-vous qu'il ait été parcouru par d'autres? *Non evidens quòd omnium quæ in terris existunt vera simillima sit Christiana: an enim terras omnes peragrasti, aut peragratas ab aliis nosti?*

„3^o. Que la Divinité du *Christ* ait été manifestement connue des Apôtres & des Démon; autrement il faudroit dire que le *Christ* est manifestement Dieu. (*Non evidens*) *quòd & Apostolis & Demonibus manifesta*

„ manifesta fuerit Divinitas Christi ; id enim
 „ si doces , docere te oportet Christum manifes-
 „ tē Deum esse.

„ 4°. Que les Oracles des Prophetes aient
 „ été inspirés de Dieu ; car que m'opposerez-
 „ vous , si je nie qu'ils aient été de vrais Pro-
 „ phetes , ou si j'affirme qu'ils n'ont eu que
 „ des conjectures ? (*Non evidens*) quòd as-
 „ flante Deo fusa sint Prophetarum Oracula ;
 „ quid enim mihi opponas , si vel negem illa fuisse
 „ vera vaticinia , vel affirmem fuisse con-
 „ jecturas.

„ 5°. Que les miracles qu'on dit avoir
 „ été mis au jour par le Christ , soient
 „ véritables , quoiqu'il n'y eût pas de pru-
 „ dence à le nier. (*Non evidens*) quòd vera
 „ fuerint quæ à Christo edita fuisse commemo-
 „ rantur miracula , quanquam negare hæc ne-
 „ mo prudenter potest.

„ 6°. La Foi explicite au Christ , à la Tri-
 „ nité , au Symbole , au Décalogue , n'a
 „ point été nécessaire aux Juifs de nécessité
 „ de moyen ; elle ne l'est point non plus aux
 „ Chrétiens. La seule Foi explicite , nécessai-
 „ re aux uns & aux autres , est 1°. Celle en
 „ Dieu. 2°. Celle en Dieu considéré comme
 „ Rémunérateur. *Necessitate medii neque ne-*
 „ *cessaria fuit Judæis , neque necessaria est*
 „ *Christianis fides explicita Christi , Trinitatis ,*
 „ *torius Symboli , Fidei , Decalogi ; necessaria*
 „ *& illis fuit & his est sola fides explicita ; 1°.*
 „ *Dei. 2°. Dei Renumeratoris.*

„ 7°. Si un Chrétien est publiquement
 „ interrogé sur sa Foi par un particulier , que
 II. Partie.

„ doit-il faire ? Il lui est permis de ne pas la
 „ confesser , suivant les circonstances ; mais
 „ dans quelle circonstance ? Un homme
 „ prudent le dira. *Quid si privatus publicè*
 „ *(interroget) ? Tunc dissimulare interdum*
 „ *potes. Quibus in circumstantiis ? Vir prudens*
 „ *te docebit.* „

Vous sentez , Messieurs , toute l'horreur de ces principes. Cependant la Thèse qui les renferme a été dédiée à Dieu même, *Deo optimo maximo* ; elle n'a pas été soutenue comme simple opinion , mais comme Dogme ; *hoc Dogma* ; elle ne l'a pas été par un homme indifférent , mais par quelqu'un destiné à instruire les autres , & déjà initié dans le S. Ministère. *Propugnabit Antonius Cardin Subdiaconus . . .*

En 1700 , le Catéchisme de *Pomey* est réimprimé à Rouen chez Jacques Dumefnil. Nous avons mis sous vos yeux une partie des égarements auxquels l'Auteur s'est honteusement abandonné.

En 1710 , paroît l'Histoire de la *Société* , par le Frere *Jouvency* , imprimée à Rome , avec permission du *Général* , après examen fait par les Théologiens de la même *Société*.

Cet Auteur déclame avec insolence contre les Royaumes de France & d'Angleterre & contre l'Université de Paris : il s'efforce de prêter à *Garnet* & à *Guignard* les caractères de l'innocence , & porte le Fanatisme jusqu'à leur attribuer les honneurs du Martyre.

Le 20 Octobre 1715 , le Frere de la *Motte* prêche en l'Eglise Cathédrale de cette Ville ,

& avance des propositions séditieuses. Le peuple en est scandalisé ; l'Auditoire se retire en murmurant. Trois jours après on trouve aux environs & à la porte de l'Eglise , une affiche diffamatoire.

Voici l'extrait du Sermon , & copie du placard affiché , ainsi qu'ils se trouvent dans les Registres de la Cour.

I. P O I N T.

„ Hélas ! mes chers freres , ce grand Mo-
 „ narque est mort dans un temps où nous
 „ avons le plus besoin de lui pour la des-
 „ truction entiere de l'hérésie ; il n'a pas été
 „ plutôt mort , que quinze jours après on a
 „ vu avec surprise , des gens que la sagesse
 „ du Roi avoit fait mettre dans les fers & les
 „ cachots , pour porter la peine due à leur
 „ crime & à leur rebellion , en sortir avec
 „ éclat , & être élevés à des dignités , dont
 „ quinze jours auparavant ils n'auroient
 „ osé regarder seulement le titre qu'avec
 „ respect & en tremblant.

II. P O I N T.

„ N'est-il pas surprenant de voir que ceux
 „ qui sont à la tête des affaires , renversent
 „ aujourd'hui ce que la sagesse du Roi avoit
 „ établi ? N'est-il pas surprenant de voir un
 „ petit homme , bouffi d'orgueil , sans
 „ science & sans mérite , gouverner la
 „ Religion ?

P L A C A R D.

„ Le Public est averti , que l'insolent Jé-
 „ suite qui débita Dimanche tant de sot-
 „ tises & d'erreurs dans Notre-Dame de
 „ Rouen , n'y prêchera point aujourd'hui.
 „ Puisque le Magistrat ne réprime point la
 „ fureur de ces pestes publiques & de ces
 „ meurtriers de nos Rois; tout bon Fran-
 „ çois doit faire main-basse sur ces scélé-
 „ rats qui sont de la Compagnie de Jésus
 „ comme Judas en étoit.

„ *Requiescat hac Societas in fopite. Amen.*

„ Mis par moi *Duvivier* , dit l'*Apôtre*
 „ rouge , elpion insigne par pénitence.

Information faite du délit , le Frere *de la Motte* est décrété : il prête interrogatoire , & se trouve convaincu : mais la *Société* ne fait point se démentir. Accoutumée à protéger ses Membres , quels que soient leurs égarements , elle soustrait encore ce coupable aux coups de la Justice prêts à le frapper , comme elle avoit fait en 1625 , les Freres *Guyot & Chapuy*. M. le Chancelier ayant reçu les grosses de la procédure qu'il avoit demandée , en demande ensuite les minutes , pour les communiquer à M. le Régent. Le Ministère public obéit & reçoit , ensuite une lettre , conservée dans les Registres de la Cour , dans laquelle on lit que “ le Provincial a ordre d'envoyer le „ Frere de la Motte dans quelque Province „ plus éloignée , où n'étant plus employé

„ à prêcher , il n'aura pas occasion de fuir d'aussi mauvais Sermons que celui qui a donné lieu à la procédure criminelle commencée contre lui „ Moyens singuliers de parvenir à l'impunité ! Nous les abandonnons , Messieurs , à vos propres réflexions.

En 1716 , le Frere *Andry* , Professeur de Théologie au College de Rennes , dicte à ses Ecoliers des propositions contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane. Le Recteur & le Professeur sont mandés : il leur est fait défense d'enseigner d'autre doctrine que celle de la Faculté de Théologie de Paris.

Le 31 Décembre 1720 , la Faculté de Théologie de Caen , censure plusieurs propositions extraites des cahiers & des theses publiques soutenues chez les *soi-disant Jésuites* , au College de la même Ville. M. l'Evêque de Bayeux approuve & confirme cette censure par son Mandement du 25 Janvier 1722.

En 1745 , paroît le livre du Frere *Pichon* , muni de l'approbation du Frere *Duchesne* , Provincial en la Province de Champagne , donnée en vertu du pouvoir à lui accordé par le *Général* , & après lecture & examen de trois Théologiens de la *Société*.

L'examen de ce Livre & sa réfutation appartiennent singulièrement à la Puissance Ecclésiastique. La censure qui en a été faite par les Evêques de *Sens* , de *Tours* &

autres : le cri général qui se répandit dans l'Eglise, lorsque ce Livre parut, sont, Messieurs, la critique la plus énergique, & le titre de réprobation le plus manifeste des sentiments de l'Auteur & de ses approbateurs.

Il en est de même du Frere *Berruyer*, traducteur du Frere *Hardouin* son confrere. En 1728, paroît son ancien Testament; & en 1753, le nouveau. Il se fait dans le monde chrétien un soulèvement universel à la vue de cette production Romanesque. Le Chef de l'Eglise, les Prélats, les Facultés de Théologie, les Magistrats, toutes les Puissances s'élèvent contre un Ouvrage aussi pernicieux. Les réflexions judicieuses auxquelles il a donné lieu, préviennent les nôtres. En effet, Messieurs, que pourrions-nous vous rapporter qui n'ait déjà été observé & condamné? Un style léger, doux, & agréablement paré des graces séduisantes que l'art fait employer, est mis en usage pour corrompre les Divines Ecritures; une molesse affectée, substituée à la simplicité grave & majestueuse des Livres Saints, un langage profane, & des amplifications de Rhéteur, sont placées dans la bouche des Patriarches: nos Libertés, la Puissance des Souverains sont artificieusement combattues; les ligue autorisées pour détrôner les Rois, ou pour empêcher que le sceptre ne soit mis entre les mains de ceux auxquels il appartient. Te est en abrégé le poison répandu dans le Ouvrages du Frere *Berruyer*.

En 1756, le Frere *Maxuel*, Professeur en Théologie au College de cette Ville, est condamné au bannissement par Arrêt du 23 Août, pour avoir dicté à ses Ecoliers des propositions contraires à la Déclaration du Clergé de France de 1682. Vous avez vu, Messieurs, nos Libertés attaquées, & le Frere *Maxuel* donner aux décisions du Pape un pouvoir absolu, sapper les fondemens de l'ancienne Discipline que l'Eglise Gallicane a toujours suivie : vous avez vu le Frere *Maxuel* ne rétracter que comme peu respectueuses & non comme fausses, des maximes contraires aux droits les plus inviolables, consacrés par le concours de l'une & l'autre Puissance.

En 1759, le Frere *Mamachy*, dicte aux Ecoliers de Troisième, une matiere de vers pernicieuse, séditionneuse, détestable, capable d'induire aux plus grands attentats, & cela dans un temps auquel ils sembloient être réservés.

Suivant ce Professeur, "les crimes heureux
 „font quelquefois les Héros : le crime cesse
 „d'être crime, quand il est couronné par le
 „succès. Tel est-il malheureux ? la France
 „l'appellera brigand : est-il heureux ? elle lui
 „donnera le nom d'Alexandre. La fortune
 „fait à son gré les innocents & les coupables : prospere, elle donne le prix au crime :
 „adverse, elle le lui enleve (a) „.

(a) Heroas faciunt quandoquæ crimina fortunata ;
 felix crimen definit esse crimen : quem Gallia probro-

Mamachy emploie pour sa défense le mensonge le plus grossier. Par Arrêt du 2 Avril, il est déclaré incapable d'exercer aucunes fonctions relatives à l'instruction de la Jeunesse, dans aucun College & Séminaire du Royaume.

En 1760, le Frere *Briquet*, Professeur en l'Université de Poitiers, enseigne une doctrine monstrueuse sur différents points de morale, & particulièrement sur l'usure; elle est dénoncée à l'Université, qui arrête qu'il sera procédé à son examen. On est prêt de prononcer: un ordre supérieur suspend la conclusion; *Briquet* quitte Poitiers, & est envoyé à Bordeaux.

Les différents outrages faits par la *Société* à la Religion, à la sûreté des jours des Souverains & aux loix de l'Etat, nous ont porté à jeter les yeux jusques sur les amusements qu'elle prépare à ses Disciples. Nous avons eu la douleur de voir, que dans l'espace de dix années, il ne s'en étoit presque point donné dans le seul College de Rouen, où l'on ne pût trouver quelque chose de reprehensible: nous nous bornons à un seul Ballet qui nous a paru mériter particulièrement notre attention.

En 1750, on donna un Ballet moral qui avoit pour objet la Vertu, & qui loin de

so nomine appellat prædonem, appellabit Alexandrum, modò fortuna sit felix: ad arbitrium fortuna fontes facit, & absolvit; prospera dat pretium crimini, adversa adimit.

l'inspirer , tendoit plutôt à en éloigner. Nous ne nous arrêterons qu'à la quatrième Partie dont nous ne présenterons même que quelques extraits.

QUATRIÈME PARTIE.

*Le plaisir forme la Jeunesse aux vraies vertus;
aux vertus propres de la Religion.*

TROISIÈME ENTRÉE.

“ La Religion n'est pas aussi ennemie du
 „ plaisir qu'elle le paroît. Il lui sert souvent
 „ d'appas pour attirer & s'attacher les hom-
 „ mes ; elle se montre ici avec ce qu'elle a
 „ de plus capable de les flatter ; traînée sur
 „ un Char superbe par les Vertus , elle sur-
 „ prend les yeux par la magnificence des
 „ vêtements ; l'odorat, par la délicatesse des
 „ parfums ; les oreilles , par l'harmonie du
 „ chant ; le goût même , par les innocents
 „ festins qu'elle permet. Tant de *plaisirs* réu-
 „ nis gagnent à coup sûr le cœur d'une Jeu-
 „ nesse trop peu éclairée pour aimer la Vertu
 „ pour elle-même , pour l'aimer sans *instinct*
 „ & sans *intérêt*.

On voit ensuite danser la RELIGION avec les VERTUS , les jeunes gens , les Grands-Prêtres , & *Comus* , Divinité de la Fable , dont l'unique fonction étoit de présider aux Fêtes , aux toilettes des femmes & des jeunes hommes qui aiment la parure.

BALLET GÉNÉRAL.

“La Jeunesse formée à l'école du Plaisir ,
 „ & devenue si différente d'elle-même ,
 „ vient lui marquer sa reconnoissance. Au
 „ défaut des paroles , elle s'exprime par l'é-
 „ nergie de ses pas ; son air enjoué & mo-
 „ deste , vif & réglé tout ensemble fait en-
 „ tendre le reste ; l'Education & la Raison
 „ s'applaudissent d'une alliance si avanta-
 „ geuse pour les hommes ; elles la renouvel-
 „ lent en présence de leurs jeunes élèves qui
 „ deviennent les témoins & les garants de ce
 „ précieux Traité „ . . . Est-ce ainsi qu'on
 inspire du respect pour la Religion , & qu'on
 en grave les principes dans les jeunes cœurs ?
 Quoi ! le théâtre deviendrait l'école des
 Vertus Chrétiennes ! Elles seroient l'effet na-
 turel du *plaisir* des sens , de l'*instinct* & de
 l'*intérêt* ? Si la Religion se montrait aux
 Mortels sous des traits visibles, ce seroit dans
 nos Temples & sur nos Autels ; ce seroit sous
 des traits graves & majestueux propres à
 inspirer la vénération la plus profonde. La
Société la place sur un théâtre , & ne craint
 point d'en faire un *Histrion*. Il étoit réservé
 à notre siècle de voir éclore de sembla-
 bles horreurs : il étoit réservé à la *Société* de
 les enfanter. *Société* étrange , qui semble ne
 connoître la Divinité que pour l'outrager ,
 les Puissances que pour leur désobéir, l'ordre
 public que pour le troubler , la saine doc-
 trine que pour la corrompre ; & qui , jalouse

de se faire des prosélytes , établit en tous lieux , sous prétexte de piété , des Assemblées ou Congrégations de toute espèce , qui , suivant le langage d'un Concile de Rouen , *ne font que nuire aux Fideles , & déranger l'ordre établi dans l'Eglise , nuisent même au temporel , & introduisent le Fanatisme dans les esprits* : Congrégations réprouvées par les Loix de l'Eglise & de l'Etat & fondées sur des titres menaçants dont l'énonciation révoltante provoque seule la proscription (a) !

Nous ne finirions pas , Messieurs , si nous voulions retracer tous les égarements de cette *Société* qui se dit de *Jésus*. Mais les affreuses maximes que nous avons rapportées , les faits épars que nous avons recueillis , joints au plan de ses *Constitutions* , ne laissent aucun doute sur son véritable esprit. Tout se rapporte à ce code de Loix purement politiques , sous lesquelles elle se croit obligée de vivre.

(a) Donnons pouvoir au *Général* de la Compagnie , d'ériger par tout le monde d'autres Congrégations , soit pour ceux qui étudient dans leurs Collèges , soit pour d'autres , & de les aggréger à cette première & principale Congrégation (de Rome) de laquelle elles dépendront comme les membres de leur chef , & de leur faire part des Indulgences que nous avons accordées à la première Congrégation , de faire des Réglements pour le bon ordre & direction desdites Congrégations : déclarant qu'ils doivent être inviolablement observés de tous les Congréganistes , & que ces lettres que nous donnons pour l'érection des Congrégations & les Indulgences , ne doivent point être comprises dans les révocations , suspensions , limitations , dérogations de semblables

Si le premier pas qu'on fait dans la *société* doit être précédé d'un acquiescement aveugle au jugement de ses Docteurs (*a*); s'il est défendu d'y admettre des Doctrines différentes de celles qu'elle a adoptées (*b*); s'il faut tendre à l'union & à la conformité, & ne se rien permettre qui y soit contraire (*c*); si l'on doit soumettre sa façon de penser aux définitions de la *Société* (*d*); si tous doivent pour l'ordinaire suivre la Doctrine choisie par la *Société* (*e*); si enfin tous doivent penser & parler de même, comme le prescrivent les *Constitutions* (*f*); ne doit-on pas regarder la Doctrine des membres, comme celle du Corps en général?

Indulgences, soit que ces dérogations fussent faites par nous, ou par nos successeurs, même en faveur de l'Eglise, du Prince des Apôtres, ou à la Priere de quelques Empereurs, Rois, Reines, Ducs, ou Princes que ce puisse être. Que si quelqu'un ose entreprendre quelque chose de contraire, qu'il sache qu'il encourra l'indignation du Dieu tout-puissant. . . Bull. de Grég. XIII. de 1584. Voyez les Heures de la Congrégation, imprimées à Rouen chez le Boulenger.

(*a*) *Examen gener. cap. 3, num. 12. pag. 344, vol. 1.*

(*b*) *Constitut. part. 3, cap. 1. num. 18, pag. 272, vol. 1.*

(*c*) *Ibid.*

(*d*) *Declar. in cap. 1, pag. 375. vol. 1.*

(*e*) *Const. pag. 8, declar. in cap. 12, pag. 426, vol. 1.*

(*f*) *V. Congreg. decret. 50, num. 2, pag. 556, vol. 1.*

Voyez le
Compte des
Constitut.

Si on peut reconnoître l'esprit d'une *Société*, à ses productions ; si, comme le dit GRETSEY, dans un Ouvrage imprimé de nos jours, avec permission & approbation de ses Supérieurs, on doit juger de la Doctrine des *Jésuites* par leurs livres (a), que n'est-on pas en droit d'inférer de la multitude & de la persévérance de leurs égarements, de l'autorisation publique ; de la protection signalée, & de l'Apologie qu'ils ont reçue constamment des Chefs & des particuliers.

Uniformité de sentiments ; identité de langage ; résignation absolue d'esprit & de conscience à la manière de penser choisie par la *Société*, voilà ce que prescrivent les *Constitutions* à l'égard de la Doctrine. Proposer, soutenir, défendre opiniâtrément les mêmes erreurs ; se rétracter quand la nécessité l'exige, mais reprendre ensuite par inclination, par principes, & par préjugé, ce qu'on avoit abandonné par politique : voilà la conduite constante des membres de la *Société*. Supposera-t-on qu'un accord aussi parfait & aussi durable soit l'ouvrage du hazard ; que des approbations continuelles & répétées des Supérieurs soient l'effet de la surprise ?

(a)... Quæ Jesuitarum doctrina sit, non ex obscuris fermunculis, sed ex ipsorum libris, qui jam, Dei munere, magno numero exstant, judicandum est, GRETSEY, tom. 2. prefat. pag. 21. édit. de 1728.

Les Casuistes de la *Société* enseignent l'art des équivoques & des restrictions. Le Livre de l'*Institut* contient en principes cet enseignement pervers. Vous vous rappelez, Messieurs, que “ nul de la *Société* ne doit se laisser interroger en matière civile, moins
 „ encore en matière criminelle ; & que si le
 „ Supérieur le permettoit à quelqu'un en
 „ matière civile, il faudroit alors y apporter
 „ une restriction, afin qu'il ne répondît point
 „ sur un article criminel ou infamant, s'il
 „ s'en présentoit (*a*).

Les Casuistes de la *Société* attentent de toutes les manières à la discipline & à l'ordre Hiérarchique de l'Eglise: leurs *Constitutions* contiennent en principes l'indépendance la plus scandaleuse ; les Evêques mêmes sont menacés d'anathêmes, déclarés suspens, & inhabiles aux fonctions de leur ministère, s'ils osent user de leurs droits . . . Les Curés, les Universités, les Ordres Religieux ne sont pas plus ménagés, & ont dans le fait éprouvé des traitements dont le seul souvenir fera un jour rougir le préjugé qui se les dissimule, ou la foiblesse qui les fait dissimuler (*b*).

Les Casuistes de la *Société* soutiennent, que la puissance du Pape est la seule émanée immédiatement de Dieu, & qu'elle s'étend jusques sur le temporel des Rois : une multi-

(*a*) V. le *Compte* des *Constitutions*.

(*b*) V. le *Compte* des *Constitutions*.

tude de textes extraits des *Constitutions*, soumet les Souverains à l'autorité du Pontife Romain, en faveur même de la *Société*. Il est défendu sous les plus grandes peines aux Princes, Ducs, Rois, Empereurs, d'oser débattre & même examiner les fastueuses prérogatives (*a*).

Les Casuistes de la *Société* ont combattu dans tous les temps l'indépendance du Trône, & soutenu qu'il étoit des circonstances où les Rois pouvoient être légitimement déposés & mis à mort. Le Livre de l'*Institut* favorise, pour ne rien dire de plus, cette affreuse Doctrine. Il y est dit que les Sujets n'ont pas tous & dans tous les cas le droit d'assassiner leur Prince (*b*); ce qui supposeroit, comme nous l'avons déjà observé, que quelques-uns le pourroient indéfiniment, ou du moins en certaines occasions.

Mais, dira-t-on, quelqu'un de la *Société* a-t-il jamais été convaincu d'avoir attenté de fait à la Personne des Rois? Écoutons sur cela ce que dit *Bellarmin*, dans un Ouvrage imprimé à Rome sous les yeux de ses Supérieurs. " Il n'appartient point
 „ aux Moines & aux autres Ecclésiastiques
 „ de commettre des meurtres . . . & moins
 „ encore de tuer les Rois par embuches;
 „ & ce n'est point la coutume des Souve-
 „ rains Pontifes d'employer cette méthode.

(*a*) *Ibid.*

(*b*) *Décr. d'Aquaviva, vol. 1. pag. 5.*

„ Leur usage est de donner d'abord des avis
 „ paternels, d'excommunier ensuite, de dé-
 „ lier enfin les Sujets du serment de fidélité,
 „ & de priver le Monarque de son caractère
 „ & de son autorité. L'exécution appartient
 „ à d'autres [*a*]. „

Enfin, la *Probabilité*, source féconde & intarissable de tous les excès possibles, est la doctrine favorite des Casuistes de la *Société*. Elle se trouve consignée en principes dans ses *Constitutions* [*b*].

C'est à l'aide de ce système, intimement lié à la politique, que ses Membres ne font pas difficulté selon les temps, les lieux, les circonstances, & le but qu'ils se proposent, de s'engager à soutenir une Doctrine qui n'est pas la leur, sauf à reprendre dans la suite les opinions que leurs Supérieurs ont intérêt de faire prévaloir. C'est à l'aide de ce système que la Doctrine de la *Société* est toujours une, quoique ses Ecrivains semblent quelquefois se contredire.

Ce système absurde, autant que dange-

(*a*) Non pertinet ad Monachos aut alios Ecclesiasticos cædes facere. . . multò minùs autem per insidias Reges occidere, neque summi Pontifices consueverunt istâ ratione Principes exercere. Ipsorum mos est primùm paternè corripere, deindè per censuram ecclesiasticam sacramentorum communione privare; denique subditos eorum à juramento fidelitatis absolvere, eosque dignitate atque auctoritate regiâ, si res ità postulat, privare: executio ad alios pertinet. BELLARM. *adversùs Bærealium*, cap. 7.

(*b*) V. le compte des *Constitutions*.

reux , a été soutenu de nos jours avec opiniâtreté par le frere *Neumayer* & ses Partisans , malgré la censure du Souverain Pontife & des Evêques [*a*]. Un *Général* [le *P. Gonzalès*] osa autrefois l'attaquer ; une telle hardiesse souleva les Membres contre le Chef ; & si celui-ci n'eût pas promis de montrer à l'avenir plus de complaisance , on auroit vu l'étrange phénomène d'un *Général* des soi-disant *Jésuites* , déposé & peut-être chassé de son Corps mais quoi ! dira la prévention , l'empire du *Général* n'est donc pas un empire absolu : il ne peut donc pas tout sur le cœur , sur l'esprit , sur la volonté & l'entendement de ses Sujets : sa puissance n'est même qu'une puissance précaire ?

Il est vrai , Messieurs , que malgré le pouvoir immense attaché à sa dignité , un *Général* peut cesser de l'être dans quelques cas prévus & indiqués par les *Constitutions* : la mauvaise Doctrine en est un. (*Pravam doc-*

(*a*) La troisième fête de Pâques 1759, NEUMAYER, *Jésuite* , prédicateur ordinaire de l'Eglise Cathédrale d'*Ausbourg* , prêcha un Sermon sur le *Probabilisme*. Il le fit imprimer , & s'explique ainsi : *Assumo laborem deffendendi probabilismum ex obligatione erga matrem meam*. JE DOIS A MA MERE DE DE FENDRE LE PROBABILISME. Il parut une réfutation de ce Sermon. *Neumayer* publia aussi-tôt une défense , où il produisit une lettre de son *Général* , qui l'assuroit que ce Sermon avoit été applaudi à Rome. Il fut cependant condamné par un Décret de l'Inquisition du 29 Mai 1760. L'Archevêque de Vienne & plusieurs autres Prélats applaudirent à la condamnation.

iriam habere. [a] Mais à l'exception de ces cas particuliers, il jouit avec plénitude & sécurité de tous les avantages de la place qu'il occupe; l'exception même ne fait qu'assurer sa puissance en prévenant la destitution arbitraire.

S'il est vrai au surplus, comme on n'en peut douter, après le témoignage des *Constitutions*, qu'un *Général* peut être déposé à raison d'une Doctrine perverse, il s'ensuit que la *Société* n'a point regardé comme telle, celle qui favorise les opinions Ultramontaines, l'art des équivoques & du mensonge, l'Usure, la Simonie, le Vol, l'Homicide, le Duel, le Parricide, le Régicide, l'Impudicité, & tous les autres genres de crimes enseignés par les *Sanchez*, les *Escobar*, les *Mariana*, les *Bussembaum* & une foule d'autres Auteurs, dont les Ouvrages ont été imprimés à plusieurs & différentes reprises, & souvent même sous les yeux des *Généraux*, puisque malgré leurs approbations multipliées, ces *Généraux* n'ont point cessé de tenir les rênes du Gouvernement.

Concevez, Messieurs, s'il est possible, le danger d'une pareille *Société*, d'une *Société* universelle, par les emplois, le nombre & la qualité de ceux qui la composent. On lui reproche depuis long-temps, d'avoir des suppôts dans toutes les conditions. Sans

(a) *Constitutum cum declarat.* 9. pars, cap. 4, num. 7, vol. 1, pag. 440.

prétendre ici prononcer à cet égard , nous observerons qu'au rapport de *Baluze*, le 1 Septembre 1607, un Sieur *Gilles le Blanc de la Baume de la Valliere*, ancien Evêque de Nantes, prononça ses vœux dans sa chambre au Palais Episcopal de Tulles, sans pour cela être entré dans la *Société* [a]. Ici les *Constitutions* semblent venir encore à l'appui des faits. Dans une Congrégation générale, il a été mis en question, si les vœux faits dans un autre Ordre, (l'Ordre de *Christ*) n'étoient point un obstacle pour être reçu dans la *Société*; & il a été décidé qu'ils n'en étoient point un, *quoiqu'on pense que les récipiendaires ne doivent pas y faire profession* [b].

Quelle que soit néanmoins cette *Société* contre laquelle nous sommes forcés d'invoquer l'autorité des Loix, nous ne devons pas le dissimuler; elle a nourri dans son sein, & il y existe encore des cœurs droits, des hommes capables de servir la Religion, le Prince & la Patrie, des Citoyens vertueux, des Sujets fideles & des Chrétiens remplis d'un attachement sincère aux véritables maximes. Aussi en blâmant le Corps,

(a) *Historia Tutelensis libri tres*, auctore Stephano Baluzio Tutelensi. Parisiis, ex Typographiâ regiâ, ann. 1717, lib. 3. cap. 30, tit. de Collegio patrum Societatis Jesu.

(b) An seculares, qui emittunt vota in ordine militari vocato Christi, possint ad Societatem nostram admitti, licet crederetur non emissuros professionem apud nos? Responsum est, admitti posse. 1. *Congreg. gener. decret.* 129, vol. 1, pag. 489.

notre dessein n'a point été d'adresser les reproches que nous lui faisons à aucun de ses membres en particulier : la plupart le méritent d'autant moins , que si la politique , l'illusion & le préjugé ne leur dérobent point le malheur de leur engagement , ils sollicitent eux-mêmes dans le secret la sévérité de notre ministère , que les vues supérieures du bien public rendent indispensable.

Vous avez vu , Messieurs , dans le tableau fidele , mais succinct que nous vous avons présenté , de la Doctrine & des égarements de la *Société* , quel est son véritable esprit. Combien de traits n'aurions-nous pas pu y ajouter sans sortir même du Royaume ? Que feroit-ce donc si nous avions voulu la suivre dans les autres Etats , où son admission a presque toujours été signalée par des entreprises qui ont révolté contr'elle tout ce qu'il y avoit de gens éclairés dans la Nation ? Presque point de troubles où elle ne soit entrée pour quelque chose ; presque point de complots dont elle n'ait été l'ame ; presque point de révoltes dont elle n'ait été soupçonnée d'être l'instigatrice. Etrange Compagnie , dont l'ambirion , l'intrigue & la puissance sont tellement connues de tout l'Univers , qu'on la voit toujours , ou qu'on croit toujours la voir dans ces grands événements qui changent la face des Royaumes !

Que n'aurions-nous point encore à dire , si nous suivions ces prétendus Religieux dans les deux Indes ? Nous les verrions établir le Commerce le plus étendu , envahir les tré-

fors des Pays Etrangers , s'y former des Souverainetés , sous le spécieux prétexte d'y porter le flambeau de la Foi : nous les verrions dépouiller le Clergé de ses droits, de ses richesses, de son autorité , pour concentrer tout en eux , & dominer sur les Grands & sur le Peuple. Nous les verrions persécuter à outrance les plus saints Evêques, les Visiteurs Apostoliques, les Légats même du S. Siege ; soulever contr'eux les Empereurs Païens , être en même-temps leurs accusateurs, leurs Geoliers & leurs Bourreaux: Nous les verrions autoriser les pratiques les plus manifestement idolâtriques , cacher aux Païens les mysteres d'un Dieu crucifié , faire plier l'Evangile sous les superstitions les plus révoltantes des Gentils , & persister opiniâtrément dans cette conduite , malgré les Décrets multipliés des Souverains Pontifes : vils adulateurs de la Cour de Rome , lorsqu'elle les comble de faveurs ; superbes contempteurs du S. Siege , lorsque ses décisions ne s'accordent point avec leurs intérêts.

Mais encore une fois , ne parcourons point des terres étrangères. On nous dit que les *Jésuites* François ne doivent pas porter la peine des *Jésuites* Etrangers ; qu'il n'est pas même juste de leur imputer les préventions Ultramontaines d'un *Général* résidant à Rome , toujours Espagnol ou Italien : à la bonne heure ; mais qu'on nous montre donc ce que ces *Jésuites* François ont fait pour se distinguer de leurs Confreres. N'ont-ils pas les mêmes regles ? Ont-ils jamais témoigné

de l'horreur contre les abominables décisions de leurs Casuistes ? Les ont-ils jamais réfutées , soit dans les Chaires , soit dans leurs Ecoles , soit dans leurs Livres ? ont-ils du moins applaudi aux justes censures de nos Evêques , de nos Universités , des Papes mêmes ? Nullement : & ce silence est encore la moindre faute dont ils soient coupables.

Vous avez vu, Messieurs, dans le Compte que nous vous avons rendu , une multitude d'égarements successifs des *Jésuites* François, toujours supportés , jamais punis , souvent même récompensés par les Chefs de ce Corps.

Au lieu de s'élever contre leurs Casuistes Etrangers , ils en ont adopté les opinions : au lieu de les condamner , ils ont fait jouer tous les ressorts de l'intrigue pour en empêcher la condamnation : au lieu d'applaudir à la censure , ils s'en sont cruellement vengés sur ceux qu'ils en croyoient les Auteurs , en leur imputant des hérésies imaginaires , & en leur faisant éprouver de la part des Puissances qu'ils avoient séduites, les traitements les plus rigoureux.

Sont-ce donc des *Jésuites* Etrangers qui ont dicté parmi nous des Cahiers si reprehensibles , publié des Theses si scandaleuses , & des Ouvrages en notre langue qui ne le cedent guere aux *Sanchez* & aux *Escobar* ? Sont-ce des *Jésuites* Etrangers qui mettent le *Turselin* entre les mains de nos enfants ; Ouvrage composé en faveur

de la Ligue & pour en perpétuer l'esprit ; où toutes les entreprises des Papes , qui peuvent servir à établir les maximes Ultramontaines les plus outrées , sont étalées en termes pompeux , & avec tout l'appareil qu'on pourroit leur donner dans une Histoire complète ? Sont-ce donc des *Jésuites* Etrangers qui ont multiplié parmi nous les Editions de *Bussembaum* , & qui en ont inondé nos Colleges & nos Séminaires ?

On nous vante les Déclarations que les *Jésuites* François ont déposées en plusieurs occasions dans le sein des Cours Souveraines ; mais l'expérience doit nous démentir : jamais nos *Jésuites* ne s'y sont portés avec la plénitude de cœur qu'inspire le zèle pour la vérité connue ; elles leur ont toujours été arrachées par la circonstance d'un danger pressant qui les menaçoit ; & leurs démarches postérieures en ont montré le peu de sincérité. Les Déclarations qu'ils firent à l'Assemblée de Poissy & au Parlement de Paris , les empêcherent-ils d'être peu de temps après les Archoutants de la Ligue , les Instigateurs & les Apologistes des meurtriers de nos Rois ? Si depuis leur rétablissement en France , ils ont pensé plus sainement , que ne l'ont-ils prouvé , en proscrivant eux-mêmes les Livres de *Santarel* , de *Mariana* , de *Suarez* , dont ils ont été les zélés Protecteurs ? Que n'ont-ils enseigné depuis les quatre Propositions du Clergé ?

Ils n'en font pas les maîtres, dira-t-on; leur *Général* les en empêche. Et voilà l'un des grands abus de cette *Société*.

Mais d'ailleurs, si les *Jésuites* François étoient persuadés de nos maximes, qu'auroient-ils à craindre des traits émouffés d'un Supérieur Italien, dont l'Eglise Gallicane & l'autorité du Roi les mettroient aisément à couvert?

Voilà cependant, Messieurs; les hommes à qui le soin de la Jeunesse est confié. Laisserons-nous plus long-temps l'espérance de l'Etat entre les mains de tels Maîtres? Il est temps d'ouvrir les yeux, & de travailler efficacement à procurer à nos enfans une éducation qui les rende aussi bons Chrétiens que Citoyens vertueux.

„ Pourquoi le Procureur Général du
„ Roi requiert être ordonné, que les Li-
„ vres ci-après :

Breve Directorium ad confessorii, & confitentis usum rectè obeundum Joann. Polenco, Theologo S. J. auctore de frequenti usu Sacramenti Sanctiss. Eucharistie, auctore D. Christophoro Madridio Doctore Theologo, S. J. imprimé à Anvers in-12. en 1575.

Compendium Manualis Navarri ad commodiorem usum, tum confessoriorum, tum poenitentium confectum auctore Petro Giuvra S. J. Theologo, imprimé in-12 à Anvers en 1592.

Disputatio de exemptione Clericorum par Bellarmin, de la Société de Jésus, imprimé in-12.

in-12. à Paris chez Carcher en 1599.

Joannis Mariana Hispani è S. J. de Rege & Regis Institutione libri III., imprimé in-4°. à Toledé en 1599, avec l'Approbation du Frere Hoieda, Visiteur de la Société dans la Province de Toledé, suivant le pouvoir qui lui en avoit été donné par le Frere Aquaviva, Général.

Francisci Bencii è S. J. orationes, & carmina cum disputatione de stylo & Scriptiône, quatrième édition, imprimé à Lyon en 1603.

Compendium Manualis Navarri, Petro Alagona è S. J. Theologo Auctore, imprimé in-12. à Paris en 1604.

Abrégé du Manuel de Navarrois, composé par le vénérable Pere de la Société de Jesus, Pierre Giuvra, traduit par Segard, imprimé à Rouen in-12. en 1609.

Aphorismi Confessarior. Auctore Emmanuele Sa, Doctore Theologo, Editio nova, permissu Superiorum, imprimé in-16. à Paris en 1609.

Martini Antonii Delrii ex S. J. Syntagma Tragediæ latinæ, imprimé in 4°. à Paris en 1620.

Aphorismi Confessariorum Emmanuel Sa, Doctore Theologo S. J. Permissu Superiorum, imprimé à Rouen en 1620.

Les Aphorismes des Confesseurs avec un Traité des Usures, le tout composé par Emmanuel Sa, Docteur en Théologie de la Compagnie de Jesus, imprimé à Lyon in-12. en 1627.

Aphorismi Thomæ Sanchès, de Matrimonio, imprimé in-12. à S. Omer en 1629.

Commentariorum ac disputationum in universam Doctrinam D. Thomæ de sacramentis & censuris Auctore Ægidio de Conink S. J. Postrema Editio, imprimé à Rouen in-Folio en 1630.

Synopsis universæ Theologiæ moralis ad formam cursûs qui Collegio Romano S. J. prælegi solet Auctore Filliucio, imprimé in-12. à Paris en 1630.

Somme des péchés qui se commettent en tous Etats par le Frere Bauny; sixieme Edition, imprimé à Paris in-4°. en 1641.

Summa Theologiæ scholasticæ Auctore Martino Beccano S. J. Theologo; imprimé à Paris, in-Folio en 1658.

Liber Theologiæ moralis viginti quatuor S. J. Doctoribus reseratus quem Antonius de Escobar & Mendosa è S. J. Theologus in examen Confessariorum digessit, addidit, illustravit, imprimé in-8°. à Lyon en 1659.

Apologie pour les Casuistes, imprimé in-12. à Cologne en 1658.

Francisci Toleti è Societate Jesu, Instructio Sacerdotum locupletissima cum annotationibus, & additionibus Andrea Victorelli, & tractatu Martini Fornarii ejusdem Societatis, operâ Richardi Gibboni ejusdem Societatis Theologi, imprimé in-8°. en 1660.

Amadei Guimenii Loramensis opusculum singularia universæ ferè Theologiæ moralis complectens, adversus quorundam expostulationes contra nonnullas Jesuitarum opiniones morales

editum Colonia Agrippina, in-12. en 1665.

Horatii Turcellini e S. J. Epitome. Accessit ejus Epitomes continuatio ad annum 1658, perducta opera Philippi Brietii abbavillai, imprimé à Rouen in-12. chez Lallemand en 1668.

Horatii Turcellini e S. J. imprimé in-12, à Caen chez Cavelier en 1678.

These soutenue à Caen au College de la Société des Prêtres & Ecoliers se disant de la Société de Jésus, le 30 Janvier 1693.

Catéchisme Théologique par le Frere Po-mey, de la Compagnie de Jésus, imprimé à Rouen chez Dumefnil en 1700.

Historia sacra & profana Epitome ab Horatio Turcellino contexta, imprimé à Rouen in-12. chez Richard & Nicolas Lallemand en 1714.

Histoire du Peuple de Dieu depuis son origine jusqu'à la naissance du Messie, par le Frere Berruyer de la Compagnie de Jésus, imprimé à Paris, en 10 volumes in-12. en 1728 & en 1742.

Mémoires pour l'Histoire des Sciences & des Beaux Arts: Juillet 1759, imprimé à Trévoux en la même année.

Hermanni Bussembaum S. J. sacra Theologiae Licentiati Theologia moralis nunc pluribus partibus aucta à R. P. Claudio la Croix, S. J. Theologia in Universitate Poloniensi Doctore & Professore publico, editio novissima diligenter recognita & emendata ab uno ejusdem S. J. Sacerdote Theologo, imprimé à Cologne en 2. volumes in-folio en 1757.

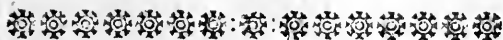
Ballet moral intitulé : *Le Plaisir sage & réglé* des 10 & 12 Août 1750, représenté en la même année sur le Théâtre des Jésuites de Rouen :

„ Seront brûlés au pied du grand esca-
 „ lier du Palais, par l'Exécuteur de la Hau-
 „ te-Justice ; comme séditions, destructifs
 „ de tout principe de la Morale Chrétien-
 „ ne ; enseignant une Doctrine meurtrière
 „ & abominable , non seulement contre la
 „ sûreté de la vie des Citoyens , mais mê-
 „ me contre celle des Personnes sacrées des
 „ Souverains ; ordonner que le Livre inti-
 „ tulé, *l'Esprit de Jésus-Christ & de l'Eglise*
 „ sur la fréquente communion , par le Frere
 „ Pichon , de la Compagnie de Jésus , im-
 „ primé à Paris chez Guérin en 1745 ; ce-
 „ lui intitulé, *Prieres & Offices des Congrè-*
 „ gations ; celui intitulé, *Histoire du Peu-*
 „ ple de Dieu , seconde Partie ; seront &
 „ demeureront supprimés comme contrai-
 „ naires aux vrais principes de la Religion :
 „ très-expreses inhibitions & défenses. être
 „ faites à tous Libraires de réimprimer ,
 „ vendre ou débiter lesdits Livres , ou au-
 „ cun d'iceux : & à tous Colporteurs, Dis-
 „ tributeurs ou autres de les colporter ,
 „ ou distribuer & vendre , & à tous ceux
 „ qui en auront des exemplaires de les ap-
 „ porter au Greffe de la Cour , à peine
 „ d'être poursuivis extraordinairement , &
 „ punis suivant la rigueur des Ordonnan-
 „ ces ; & pour être statué définitivement
 „ sur ce qui résulte desdits Livres , au sujet

de l'enseignement de la *Société* des soi-
disant *Jésuites* ; ainsi que de l'inutilité de
toutes Déclarations , Délaveux & Rétrac-
tations faites à ce sujet ; requiert que la
Délibération soit jointe à l'appel comme
d'abus par lui interjetté de l'institut &
émission de vœux des Membres de ladite
Société , pour être fait droit sur le tout ,
conjointement ou autrement , ainsi qu'il
appartiendra : & cependant par provi-
sion , jusqu'à ce qu'il ait été statué sur
ledit appel & autres objets , ordonné qu'il
sera représenté au Seigneur Roi , que les
fréquents égarements de la *Société* dans
les Écoles , dans l'instruction , dans l'en-
seignement , dans ses Ouvrages de mora-
le , même dans ses actions , n'ont rendu
jusqu'actuellement que trop suspecte &
trop dangereuse entre ses mains l'éduca-
tion de la Jeunesse , & combien il est es-
sentiel de l'en priver ; à l'effet de quoi ,
Mémoires seront adressés à Sa Majesté
contenant les moyens de substituer à la
Société dans les Ecoles , tous Maîtres qui
forment des Enfants dociles à l'Eglise ,
& des citoyens à l'Etat : ordonné que
dans la huitaine , pour toute préfixion
& délai , à compter du jour de la si-
gnification de l'Arrêt à intervenir , les
Supérieurs des Maisons de ladite *Société*
représenteront les Lettres-Patentes due-
ment enrégistrées en icelle , portant créa-
tion ou confirmation des Congrégations ,
Associations , Affiliations , Retraites , Con-

„ frairies , ou Assemblées dans les Maisons
 „ de ladite *Société* , pour icelles à lui com-
 „ muniquées , être statué ce qu'il appartiен-
 „ dra ; à faute de quoi , & le dit temps
 „ passé , & sans qu'il soit besoin d'autre
 „ Arrêt , ordonner que lesdites Congrèga-
 „ tions , Associations , Affiliations , Retrai-
 „ tes , Confrairies ou Assemblées , sous
 „ quelque dénomination & sous quelque
 „ prétexte que ce soit , demeureront suppri-
 „ mées & éteintes : & que l'Arrêt à inter-
 „ venir sera imprimé & affiché , envoyé &
 „ enregistré dans tous les Bailliages & Sé-
 „ néchaussées de ce Ressort. Fait au Parquet ,
 „ le 23 Janvier 1762 , *Signé* BORDIER.





ARRÊT

DE LA COUR

DU PARLEMENT

ROUEN.

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du 12 Février 1762.

VU par la Cour toutes les Chambres assemblées, l'Arrêt rendu en ladite Cour le 19 Novembre 1761, par lequel il auroit été ordonné que les Freres Supérieurs des trois Maisons des soi-disant Jésuites de cette Ville de Rouen, ou en leur absence les deux plus anciens de chacune desdites Maisons, seroient tenus de remettre dans trois jours au Greffe civil de ladite Cour, un Exemplaire imprimé des Constitutions de leur Société, notamment de l'Édition d'icelles faite à Prague en 1757; signification dudit Arrêt, faite à la Requête du Procureur Général du Roi, ledit jour 19 Novembre 1761, par Houllebroque, Huissier en ladite Cour, aux Supérieurs des Maisons du Collège, du Séminaire & du Noviciat desdits soi-disant Jésuites de cete Ville; Arrêté dudit jour 19 Novembre 1761, portant que le

Procureur-Général du Roi seroit présentement mandé pour lui être remis les livres ci-après mentionnés , aux fins par lui de les examiner , & de donner incessamment sur iceux ses conclusions ; acte de dépôt fait au Greffe des Dépôts de la Cour , par le Frere Canlers , Supérieur dudit College de Rouen , en date du 23 Novembre 1761 , d'un Exemplaire des Constitutions de ladite Société des soi-disant Jésuites , de l'Edition faite à Prague en 1757 ; Arrêté du 25 Novembre 1761 , par lequel il a été ordonné que les deux volumes en petit in-folio , intitulés Institutum Societatis Jesu , imprimés Pragæ anno 1757 , seroient mis aux mains des Gens du Roi pour les examiner , en rendre compte , & donner leurs conclusions après les Rois ; Arrêté du 8 Janvier 1762 , par lequel les Gens du Roi mandés ayant dit qu'ils n'étoient point encore en état de rendre le compte dont ils étoient chargés , la Cour auroit renvoyé au Samedi , 16 dudit mois ; autre Arrêté dudit jour 16 Janvier , portant que le récit fait en ladite Cour par l'un des Conseillers en icelle , touchant la Doctrine morale & pratique des soi-disant Jésuites , seroit communiqué sur le champ au Procureur-Général du Roi , pour prendre incessamment ses conclusions sur ladite doctrine consignée dans les Livres y mentionnés , & à lui remis ; compte rendu à la Cour les 16 , 18 , 19 , 21 , 22 & 23 Janvier 1762 , par les Gens du Roi , tant du contenu aux deux Volumes de l'Institut , que de la Doctrine morale & pratique desdits soi-disant Jésuites : Arrêté dudit jour 23 Janvier , qui ,

sur le vu des conclusions des Gens du Roi , ordonne que ledit compte & la Doctrine morale & pratique desdits soi-disant Jésuites seront examinés , Chambres assemblées , le mardi 26 dudit mois & jours suivans ; Arrêtés des 26, 27 & 28 Janvier , 1 , 3 , 9 & 11 de ce mois ; autre Arrêté dudit jour 11 de ce mois , par lequel la Cour auroit déclaré joints , tant le compte des Constitutions que le compte de la Doctrine morale & pratique desdits soi-disant Jésuites , pour être fait droit sur le tout par un seul & même Arrêt.

Vu aussi la Délibération de l'Assemblée de l'Eglise Gallicane tenue à Poissi le 15 Septembre 1561 , au sujet desdits Prêtres & Ecoliers de la Société se disant de Jésus , & l'Arrêt d'enregistrement d'icelle fait en la classe du Parlement séant à Paris le 13 Février suivant ; l'Edit d'expulsion du Royaume desdits Prêtres & Ecoliers en date du 7 Janvier 1595 , & l'Arrêt d'enregistrement d'icelui fait en cette Cour le 21 desdits mois & an ; les Lettres Patentes de rétablissement & de grace accordées auxdits Prêtres & Ecoliers au mois de Septembre 1603 , registrées en ladite classe du Parlement séant à Paris le 2 Janvier 1604 , & en cettedite Cour le 5 Avril de ladite année ; ensemble différentes procédures exercées en icelle contre aucuns desdits Prêtres & Ecoliers , & notamment les Arrêts rendus les 23 Août 1756 , & 2 Avril 1759 contre les Freres Maxuel & Mamachy , comme Défenseurs & Apologistes de la Morale exécrationnable contenue es Livres de Busembaum & la Croix ,

Et nombre d'autres Auteurs de ladite Société ; les Livres mentionnés dans les Arrêtés des 19 Novembre 1761 , & 16 Janvier dernier ; conclusions du Procureur - Général du Roi en date des 18 & 23 Janvier 1762 , & oui le rapport du Sieur le Diacre - de - Martinbos , Conseiller-Rapporteur , tout considéré :

L A C O U R , toutes les Chambres assemblées , après s'être mise en état de connoître par elle-même l'Institut , les Constitutions , la doctrine & la conduite constante des Prêtres , Ecoliers & autres de la Société se disant de Jésus ; sans cesse animée du zele le plus ardent pour la sûreté de la Personne du Roi , & pour le salut de l'Etat , justement saisie d'horreur & d'indignation , en considérant l'enseignement constant , & non interrompu de la doctrine meurtrière & régicide dans ladite Société desdits soi-disant Jésuites , ainsi que l'inutilité de toutes déclarations , désaveux & rétractations faites à ce sujet , résultante des Constitutions desdits Prêtres , Ecoliers & autres de ladite Société :

Considérant aussi que chacune desdites déclarations , désaveux ou rétractations ont presque toujours été démentis par d'autres écrits émanés de ladite Société qui ont fait revivre la Morale la plus atroce , jusqu'à ce que tout le poison de cette Morale , réuni & récapitulé dans le seul livre de Busembaum , ait destiné cet Auteur à être le Théologien chéri de ladite Société , celui qui est le plus souvent enseigné dans ses Ecoles , & dont les Editions sans cesse renouvelées par les soins de la Société , & envoyées

avec profusion dans toutes les parties du monde ; font revivre sans cesse en tous lieux cette Bibliothèque sanguinaire dont ce Livre l'horrible est précis :

Considérant aussi que si une Morale aussi détestable s'est conservée jusqu'à ce jour dans la Société, malgré les censures sans nombre qu'elle a éprouvées ; si elle y subsiste encore dans la spéculation & dans la pratique ; c'est parce qu'elle a son principe dans les Regles mêmes, qui constituent l'essence de la Société, & qui servent à en perpétuer l'esprit ; que les Constitutions de ladite Société tendent à rendre les membres qui la composent flexibles à tous genres de crimes que leur prescrirait celui à qui ils ont voué l'obéissance la plus aveugle ; qu'une pareille association également funeste à la Religion & à l'Humanité, est intolérable dans un Etat ; que ce qui peche dans son essence est irréformable ; qu'il seroit absurde d'entreprendre de réformer une Société qui compte entre ses privileges essentiels celui de revenir à son premier état & à ses premiers Instituts, de sa propre autorité, quelque réforme qui en eût été faite, & par quelque autorité qu'elle eût été faite, soit du Pape, soit des Puissances temporelles :

Considérant encore ladite Cour, qu'elle ne peut, sans trahir son serment différer de proscrire un Institut, une regle de mœurs qui semble destinée à rendre commune cette Morale exécrationnable, en assujettissant tous ses suppôts à penser uniformément ; à soumettre leurs sentiments à ce qui a été défini par la Société ; à s'y conformer dans les opinions mêmes qui sont combat-

tues par les Docteurs Catholiques; à n'admettre aucune Doctrine différente, ni dans leurs harangues, ni dans leurs leçons publiques, ni dans leurs écrits; à ne se permettre aucune diversité de jugement sur ce qui se doit pratiquer, ni rien qui s'oppose à cette conformité & à cette union; à suivre au contraire la Doctrine qui aura été choisie dans la Société, comme la meilleure & la plus convenable à son usage, & à s'accommoder à celle qui y est la plus commune :

Considérant encore la nécessité de flétrir l'abus impie d'une regle qui égale ou préfère même la créature au Créateur; qui met l'homme en la place de Dieu, en exigeant en faveur du Général de ladite Société, la même foi, la même obéissance qui sont dues au Fils de Dieu, en lui soumettant jusqu'aux consciences, qui n'appartiennent qu'à Dieu, en dirigeant à son commandement comme au commandement de Dieu, le glaive dont Abraham devoit immoler son fils :

Considérant en outre ladite Cour, qu'il est de son devoir le plus indispensable de condamner le serment impie d'observer une regle impie; qu'elle ne fera qu'emprunter le langage des saints Canons qui définissent qu'un serment fait contre les bonnes mœurs, n'est point obligatoire; que le serment ne fut jamais institué pour faire un lien d'iniquité; qu'en se conformant à l'esprit & à la regle des saints Canons, en cassant la regle & le serment, elle ne fera que révoquer, casser & annuler ce qui a été statué contre les Commandements de Dieu :

Considérant

Considérant enfin que la réception des soi-disant Jésuites dans le Royaume , réclame contre leur manière d'être effective ; que c'est un monstre dans l'ordre de la Société , qu'un Corps qui lutte sans cesse contre sa propre Loi , & dont l'existence réelle est en contrariété avec son état légal ; que l'Institut desdits soi-disant Jésuites, flexible à tous les temps & à toutes les circonstances , se soustrait à l'empire & aux précautions de la Loi , lors même qu'il paroît s'y soumettre davantage ; que l'immensité de leurs prétendues prérogatives en fait dépendre l'usage & la pratique du plus ou du moins de crédit qu'ils pourroient avoir , & que les règles d'un sage Gouvernement sont incompatibles avec cet état violent :

Ladite COUR reçoit , en tant que besoin est ou seroit , le Procureur Général du Roi appelant comme d'abus de la Bulle commençant par le mot Regimini , donnée le 5 des Calendes d'Octobre 1540 par Paul III , portant pour titre , Prima Instituti Societatis Jesu approbatio ; d'autre Bulle commençant par ces mots , Injunctum nobis , donnée la veille des Ides de Mars 1543 portant pour titre : Facultas quosvis idoneos ad Societatem Jesu , sine restrictione numeri admittendi & Constitutiones condendi ; d'autre Bulle commençant par ces mots : Exposcit debitum , donnée le 12 des Calendes d'Août 1550 , portant pour titre : Confirmatio alia Instituti cum majori tum illius , tum aliorum Societatis Indultorum declaratione ; d'autre Bulle commençant par ces mots : Sacrae Religionis , donnée le 31 Dé-

cembre 1552, portant pour titre: Confirmatio Privilegiorum Societati concessorum & aliorum nova concessio; & généralement de toutes Bulles, Brefs, Lettres Apostoliques concernant les Prêtres & Ecoliers de la Société se disant de Jésus, Constitutions d'icelle, Déclarations sur lesdites Constitutions, Régime, Institut desdits Prêtres & Ecoliers, Formules de vœux, même des vœux & serments faits lors de l'émission d'iceux, Décrets des Généraux ou des Congrégations Générales de ladite Société, Oracles de vive voix, & généralement de tous autres Réglements ou Actes semblables.

Notamment en ce que ledit Institut de ladite Société seroit attentatoire à l'autorité de l'Eglise, à celle des Conciles Généraux & particuliers, à celle du Saint Siege & de tous les Supérieurs Ecclésiastiques & à celle des Souverains; en tant que d'un côté par lesdites Constitutions, le Général pourroit tout dans ladite Société, au préjudice des décisions desdits Conciles, des Bulles émanées du saint Siege, des Réglements prescrits par tous Supérieurs Ecclésiastiques & des Loix émanées des Princes temporels; & que d'un autre côté, aucune Puissance ni spirituelle, ni temporelle ne pourroit rien dans ladite Société, à laquelle non seulement auroit été attribuée la faculté de changer, casser & révoquer ses propres Constitutions & de s'en donner de nouvelles, suivant la diversité des temps, des lieux & des objets, sans subir à cet égard aucune inspection, même de la part du saint Siege, dont

l'autorisation seroit censée attachée de plein droit à toutes les variations utiles à ladite société : mais encore auroit été accordé , au cas qu'il intervint de la part de l'Eglise , du saint Siege ou de quelqu'autre Puissance que ce fût , quelque acte de révocation ou de réformation , de pouvoir en ce cas rétablir tout de sa propre autorité dans l'ancien état , & même sous telle date que voudront choisir la Société , le Général , ou les Supérieurs d'icelle ; le tout sans qu'il soit besoin d'obtenir même du saint Siege ni autorisation ni consentement , ni confirmation.

En ce que sous le nom de ladite Société un seul homme exerceroit une Puissance Monarchique sur la Société entière répandue dans tous les Etats , & sur l'universalité de ses membres & des personnes vivantes sous son obéissance , même sur celles qui seroient exemptes , même sur celles qui seroient pourvues de facultés quelconques , & que cette puissance s'étendrait non-seulement sur l'administration des biens & sur le droit de passer tous Contrats , d'annuller ceux déjà faits , même en vertu de ses pouvoirs ; mais seroit tellement une & entière , que chacun de ceux qui composent ladite Société , seroit tenu de lui obéir aveuglément comme à Jesus-Christ lui-même , quelque chose que commande le Général , sans réserve , sans exception , sans examen & sans hésiter , même intérieurement ; d'apporter à l'exécution de tout ce qu'il prescrira , la même plénitude de consentement & d'adhésion qu'ils ont pour la créance des dogmes , même de la Foi Catholi-

que ; d'être dans ses mains comme un cadavre , ou comme un bâton dans celle d'un vieillard , ou comme Abraham sous les ordres de Dieu qui lui commandoit d'immoler son fils ; en se pénétrant du principe que tout ce qu'on lui commande est juste , & en abdiquant tout sentiment personnel & toute volonté propre.

En ce que ladite autorité absolue s'étendrait même sur le Contrat naturel qui liant les membres à la Société , doit lier la Société à ses membres ; que néanmoins ladite Société ne seroit aucunement engagée de son côté , & que tandis que tous ses membres lui seroient définitivement liés , le Général pourroit en tout temps renvoyer chacun d'eux , sans être tenu de pourvoir à leurs besoins temporels , même les plus urgents.

En ce que pour d'autant plus assurer l'exercice de ce pouvoir absolu , l'esprit général dudit Institut , suivi dans les Constitutions , seroit de n'établir différentes regles apparentes , qu'en les détruisant en même-temps , soit par d'autres regles opposées qui se trouveroient dans d'autres endroits desdites Constitutions , soit par les distinctions & exceptions de tout genre : ajoutant que dans la pratique les membres de ladite Société ne sont obligés , même sous peine de péché véniel , à aucuns des points conterus dans lesdites Constitutions , à moins qu'il ne leur soit spécialement prescrit en vertu de la sainte obéissance , par le supérieur qui a droit de juger de ce qui convient aux occasions & aux personnes ; en sorte que le seul point constant seroit de faire régler & décider tout par le seul Général de ladite Société.

En ce qu'il seroit accordé audit Institut toutes sortes de privileges, même ceux qui seroient les plus contraires aux droits des Puissances temporelles & spirituelles; à ceux des Ordinaires, des Pasteurs du second Ordre, des Universités & des autres Corps séculiers & réguliers; & que dans le cas où on voudroit attaquer lesdits privileges, molester ou inquiéter tacitement ou expressément ledit Institut, il lui seroit concédé de se nommer des Conservateurs avec faculté d'employer pour leur défense toutes les ressources opportunes de droit & de fait, même sans respecter la Puissance Royale.

En ce que chacune des dispositions susdites, notamment l'obligation imposée à tous les membres de ladite Société d'une obéissance aveugle dans l'exécution comme dans l'acquiescement envers toute volonté du Général, sans examen sur la justice d'aucun ordre émané de lui, l'étendue des prohibitions portées par lesdites Constitutions, le genre des pouvoirs attribués auxdits soi-disant conservateurs, tendroit à compromettre la sûreté même de la personne des Rois; que des articles plus précis encore desdites Constitutions, concourroient à porter atteinte à cette sûreté, & que d'ailleurs chacun des membres de ladite Société étant obligé de se soumettre aux définitions d'icelle dans les objets même de leur doctrine sur lesquels ils auroient des opinions différentes des sentimens de l'Eglise, il ne peut & ne doit y avoir qu'une créance, une doctrine & une morale uniforme dans ladite Société, savoir celles

qu'elle jugeroit les plus accommodées aux temps , les meilleures & les plus convenables pour ladite Société.

En ce que l'Institut de ladite Société autoriseroit dans chacun de ses membres les prétentions les plus opposées au bien public & à l'équité, comme de ne pouvoir être destinés ni contraints par aucune autorité Ecclésiastique ni séculière , à l'exercice d'aucunes fonctions , même au défaut d'autres personnes pour les remplir , sans l'exprès consentement de leur Général ; comme de n'être tenus à aucunes dîmes ni contributions , même celles qui auroient la charité pour principe , ou qui seroient établies pour la défense de la Patrie & autrement en maniere quelconque , de la part même des Souverains ; & que pour assurer toutes lesdites immunités contre les précautions de la Loi , il leur seroit concédé de n'y être préjudicié , ni par le non-usage , quelque long qu'il soit , ni par des Actes même gémînés de quelque part qu'ils émanent , en sorte qu'elles demeurent toujours dans leur force & vertu , pouvant , en cas de suspension , dérogation ou autres choses contraires , se reproduire d'elles-mêmes dans tous les temps , sans qu'il soit permis de les attaquer pour quelque cause que ce soit , quelque urgente , quelque légitime , quelque raisonnable qu'elle puisse être , ni d'impêtrer contre elles aucun remède de droit , de fait ou de grace.

En ce que lesdits soi-disant Jésuites se soumettent par leurs vœux & serments aux regles & à l'Institut de ladite Société.

Et attendu l'infraction des clauses irritantes de l'Acte de réception desdits soi-disant Jésuites dans le Royaume , ensemble de celles contenues aux Lettres de rétablissement & de grace de 1603 ; attendu en outre qu'un vœu illégitime d'obéissance à une Puissance étrangère , soustrait ladite Société à l'empire de la Loi , & que les membres qui la composent sont autant d'êtres inanimés , servilement assujettis à un Chef absolu , dans la personne duquel résident toutes leurs actions.

Par toutes ces considérations & autres qui ne cessent de mouvoir le zele de la Cour pour l'intérêt de la Religion & des mœurs , le bien de l'Eglise & de l'Etat , le maintien de l'ordre & du repos public , & pour la sûreté de la Personne sacrée du Souverain.

Ladite Cour faisant droit sur ledit appel comme d'abus interjetté par le Procureur-Général du Roi , des Régime , Constitutions , Institut desdits Prêtres & Ecoliers de la Société se disant de Jesus, vœux & serments par eux faits de se soumettre & conformer auxdites Régles , dit qu'IL Y A ABUS ; en conséquence a ordonné & ordonne que le Recueil intitulé : Institutum Societatis Jesu , imprimé Pragæ anno 1757 , en deux volumes petit in-folio , sera lacéré & brûlé en la Cour du Palais , au pied du grand escalier par l'Exécuteur de la Haute-Justice , en tant que lesdits deux volumes contiennent les Constitutions & Réglements desdits soi-disant Jésuites , comme attentatoire à toute autorité spirituelle.

& temporelle , irréligieux & impie ; fait ;
 ladite Cour , très-expresses inhibitions & dé-
 fenses à tous Sujets du Roi de vivre en com-
 mun sous l'empire desdites regles , Constitutions
 & Institut ; d'obéir , communiquer ou entretenir
 aucune correspondance avec le Général ou au-
 tre Supérieur par lui préposé ; leur enjoint d'en
 vider les maisons avant le premier Juillet pro-
 chain , pour se retirer en tel lieu que bon leur
 semblera , & y vivre cléricalement sous
 l'autorité des Ordinaires , le tout à peine
 contre les contrevenants d'être poursuivis ex-
 traordinairement ; ordonne qu'à la diligence
 du Procureur Général du Roi , le présent Ar-
 rêt sera signifié incontinent & sans délai aux
 Maisons de ladite Société en cette Ville ,
 & dans quinzaine à toutes les Maisons si-
 tuées dans le ressort de la Cour , & les biens
 desdites Maisons ; tant mobiliers qu'immobi-
 liers , Titres , Registres , Journaux de recette
 & de dépenses , états de dettes & de recou-
 vrement , seront saisis & mis sous la main
 du Roi & de Justice , à laquelle fin inven-
 taire sera fait des titres , papiers , meubles
 & effets par le sieur Abbé de Maisons , Con-
 seiller-Commissaire à ce député , en présence
 de Maître des Soreaux , Substitut du Pro-
 cureur Général du Roi , pour les trois Mai-
 sons & dépendances de Rouen ; & à l'égard
 des autres Maisons du ressort , par les Juges
 Royaux des Sièges où lesdites Maisons sont
 situées , lesquels sont à ce commis , le tout
 en présence du Substitut du Procureur Géné-
 ral auxdits Sièges , & qu'aux régime & gou-

vernement des biens & revenus desdites Maisons , seront établis par le sieur Conseiller-Commissaire & Juges Royaux à ce députés , Gardiens , Sequestres & Economes suffisants , par lesquels néanmoins seront délivrés les deniers nécessaires à la subsistance des séminaires & Pensionnats de ladite Société , jusqu'audit jour premier Juillet prochain , après lequel le Procureur Général du Roi rendra compte incessamment à ladite Cour , toutes les Chambres assemblées , de l'état & entière évacuation desdits Séminaires & Pensionnats , pour sur ledit compte , être au surplus délibéré & par la Cour statué ce qu'il appartiendra : & quant aux Noviciats , Maisons appelées de Résidence ou de Mission , & généralement toutes Maisons de ladite Société , autres que celles esquelles il y a Séminaires ou Pensionnats , ordonne ladite Cour que les effets mobiliers & ustensiles desdites Maisons seront pareillement saisis à l'instant de la signification du présent Arrêt & inventoriés pour être ensuite vendus à l'encan sur l'affiche & publication après ledit jour premier Juillet , pour sur le prix desdites ventes être délivré à chacun des Prêtres & Ecoliers de ladite Société , sa subsistance à la proportion de leurs pensions ordinaires , même leur être fait sur leur réquisition & de l'Ordonnance de la Cour pour vestiaire & itinéraire , telle provision qu'il appartiendra , sauf auxdits Prêtres & Ecoliers à se pourvoir par-devers la Cour , à l'effet d'en obtenir , s'il y échoit , tel autre secours qui sera jugé convenable

sur les biens fonds de ladite Société ou autrement ; sauf en ce qui touche les fondations , à y être pourvu par qui & ainsi qu'il appartiendra ; ordonne en outre que lesdits Prêtres & Ecoliers de ladite Société ne pourront être admis à aucun bénéfice à charge d'ames , à aucune chaire ou enseignements publics , à aucunes Charges civiles ou municipales , Offices de Judicature ou autres , ayant des fonctions publiques , qu'au préalable ils ne justifient dans tous lesdits cas de l'acte du serment par eux fait en personne devant le Juge Royal des lieux , d'être inviolablement fideles au Roi , de tenir & enseigner les quatre Propositions de l'Assemblée du Clergé de France de 1682 , & les Libertés de l'Eglise Gallicane ; d'abjurer le régime & l'enseignement de ladite Société sur le Probabilisme , favorable à tous crimes ; de détester & combattre en tout temps & en toute occasion la Morale depuis tant de temps soutenue par les Ecrivains de ladite Société , défendue & adoptée en 1657 , dans son apologie des Casuistes , reprise , résumée & récemment renouvelée en 1757 , par la réimpression du Livre exécration de la Théologie Morale de Bussembaum & de la Croix , notamment en ce qui concerne l'autorité des Rois , & la sûreté de leurs personnes sacrées : considérant ladite Cour les fréquents égarements des soi-disant de la Société de Jésus , dans les Ecrits , dans l'instruction , dans l'enseignement , dans les ouvrages de Théologie & de Morale , même dans les actions , & le

danger qui en résulte pour l'éducation de la jeunesse qui leur est confiée ; fait ladite Cour très-expresses inhibitions & défenses à tous les Sujets du Roi de fréquenter les Ecoles , Pensions , Séminaires , Noviciats , Missions & Congrégations desdits Prêtres & Ecoliers se disant de la Société de Jésus , en quelque lieu que ce puisse être ; leur enjoint de vider dans ledit terme du premier Juillet , les Colleges , Pensions , Séminaires & Noviciats de ladite Société ; & aux peres , meres , tuteurs & curateurs , ou autres ayant charge de l'éducation desdits Etudiants , de les en retirer ou faire retirer , & de concourir à leur égard à l'exécution du présent Arrêt , comme de bons & fideles Sujets du Roi , zélés pour sa conservation ; le tout à peine contre lesdits peres , meres , tuteurs , curateurs , ou autres ayant charge de l'éducation desdits Etudiants qui seroient contrevenants au présent Arrêt , d'être réputés fauteurs de ladite Doctrine impie & attentatoire à l'autorité & sûreté de la personne des Rois , & comme tels punis suivant la rigueur des Ordonnances ; & quant auxdits Etudiants , ordonne ladite Cour , que tous ceux qui continueront de fréquenter , passé le premier Juillet prochain , en quelque lieu que ce soit du Royaume , ou hors d'icelui , les Ecoles , Pensions , Colleges , Séminaires , Noviciats & Instructions desdits soi-disant Jésuites , ou qui ne justifieroient pas par preuves suffisantes du contraire , sont dès-à-présent comme pour lors , en vertu du présent Arrêt , & sans

qu'il soit besoin d'autres , déclarés incapables d'aucuns degrés dans les Universités , & de toutes Charges civiles ou municipales , Offices & fonctions publiques ; & desirant ladite Cour pourvoir suffisamment à l'éducation de la Jeunesse , ordonne que dans six semaines pour toute préfixion & délai , à compter du jour du présent Arrêt , les Maires & Echevins des Villes du ressort de la Cour , les Officiers des Bailliages & autres Sieges , ensemble l'Université de Caen , seront tenus d'envoyer au Procureur Général du Roi , chacun séparément , des Mémoires contenant ce qu'ils estimeront convenable à ce sujet : pour ce fait ou faute de ce faire , être par la Cour , toutes les Chambres assemblées , ordonné sur les Conclusions du Procureur Général du Roi , ce qu'il appartiendra.

Et vérification faite par ladite Cour des maximes pernicieuses , de la Morale impie & de la Doctrine meurtrière & attentatoire à la sûreté des Souverains , sur les Livres imprimés de l'aveu & approbation des Supérieurs de ladite Société , ordonne que les Livres intitulés :

Breve Directorium ad Confessarii & Confitentis munus rectè obeundum. M. Joann. Polanco , Theologo Societatis Jesu Auctore. De frequenti usu Sacramenti SS. Eucharistiæ Auctore D. Christop. Madridio , Doctore Theologo Societatis Jesu. Antwerpæ 1575.

Compendium Manualis Navarri ad commodiorem usum tùm Confessariorum tùm Pœnitentium

Pœnitentium confectum, auctore Petro Giuvara, Societatis Jesu Theologo. Antwerpiæ 1592.

Disputatio de exemptione Clericorum Bellarmino Societatis Jesu autore. Parisiis 1599.

Joannis Marianæ Hispani è Societate Jesu de rege & regis institutione Libri tres. Toleti 1599.

Francisci Bencii è Societate Jesu Orationes & Carmina cum disputatione de stylo & scriptione. Lugduni 1603.

Compendium Manualis Navarri Petro Alagona, è Societate Jesu Theologo auctore. Parisiis 1604.

Abrégé du Manuel de Navarre, composé par le vénérable Pere de la Société de Jesus Pierre Giuvara, traduit par Ségard. A Rouen 1609.

Aphorismi Confessariorum auctore Emanuele Sa, Doctore Theologo Societatis Jesu. Editio nova, permisso Superiorum. Parisiis 1609.

Martini-Antonii Delrii, ex Societate Jesu Syntagma Tragædiæ Latinæ in tres partes distinctum. Lutetiæ Parisiorum, 1620.

Aphorismi Confessariorum Emanuele Sa, Doctore Theologo Societatis Jesu, permisso Superiorum. Rothomagi, 1618.

Les Aphorismes des Confesseurs, avec un Traité des Usures, le tout composé par Emmanuel Sa, Docteur en Théologie de la Société de Jesus. A Lyon, 1627.

II. Partie.

Y

Aphorismi Thomæ Sanches , de matrimonio , &c. Andomari , 1629.

Commentariorum ac disputationum in universam Doctrinam D. Thomæ , de Sacramentis & Censuris , auctore Ægidio de Coninck Societatis Jesu , postrema Editio. Rothomagi , 1630.

Synopsis universæ Theologiæ moralis ad formam cursûs qui in Collegio Romano Societatis Jesu prælegi solet. auct. Filliucio ejusdem Societatis. Parisiis , 1630.

Somme des péchés qui se commettent dans tous états , par E. Bauny , de la Compagnie de Jesus. A Paris , 1641.

Summa Theologiæ Scolasticæ , auctore Martino Becano , Societatis Jesu Theologo. Parisiis , 1658.

Liber Theologiæ moralis viginti quatuor Societatis Jesu Doctoribus referatus quem R. P. Antonius de Escobar , & Mendosa Vallisoletanus è Societate Jesu Theologus in examen Confessariorum digessit , addidit , illustravit. Lugduni , 1659.

Apologie pour les Casuistes, A Cologne , 1658.

Francisci Toleti è Societate Jesu instructio Sacerdotum locupletissima , cum annotationibus & additionibus Andreæ Victorelli & Tractatu Martini Fornarii ejusdem Societatis , opera Ricardi Gibboni ejusdem Societatis Theologi.... 1660.

Amadæi Guimenii Lomarenfis opusculum singularia universæ ferè Theologiæ moralis complectens adversus quorundam

expostulationes contra non nullas Jesuitarum opiniones morales. Editum Coloniae Agrippinè 1665.

Horatii Turcellini è Societate Jesu Epitome. Accessit ejus Epitomes cum continuatione ad annum 1658 , perducta operâ Philippi Brietii Abbavillæi. Rothomagi, 1668.

Horatii Turcellini è Societate Jesu Epitome. Cædomi, 1678.

Thèse soutenue à Caën au Collège de la Société des Prêtres & Ecoliers, se disant de la Société de Jesus, le 30 Janvier 1693. Theses, &c.

Catéchisme Théologique par F. Pomey de la Compagnie de Jesus. A Rouen. 1700.

Historiæ Sacræ & Prophanæ Epitome ab Horatio Turcellino contexta. Rothomagi, 1714.

Histoire du Peuple de Dieu, par Isaac Berruyer, de la Compagnie de Jesus. 1. Part. 1742.

Hermani Busenbaum, Societatis Jesu SS. Theologiæ Licentiati, Theologia moralis, nunc pluribus partibus aucta à R. P. Claudio la Croix, Societatis Jesu, Theologiæ in Universitate Colonienfi Doctore & Professore publico, editio novissima diligenter recognita & emendata ab uno ejusdem Societatis Jesu Sacerdote Theologo. Coloniae, 1757.

Le Journal de Trevoux du mois d'Août 1729, en ce qu'il contient l'annonce &

l'éloge du Livre de Busembaum & la Croix.

Ballet Moral , intitulé : Le Plaisir sage & réglé , des 10 & 12 Août 1650 , représenté en la même année sur le théâtre des soi-disant Jésuites de Rouen ,

Seront lacérés & brûlés en la Cour du Palais au pied du grand escalier d'icelui par l'Exécuteur de la Haute-Justice , comme pernicieux , impies , séditeux , destructifs de tous principes de la Morale Chrétienne , enseignant une Doctrine meurtrière & abominable , non-seulement contre la sûreté de la vie des Citoyens , mais même contre celle de la personne sacrée des Souverains. Ordonne que le Livre intitulé : Histoire du Peuple de Dieu , par Isaac Berruyer , de la Compagnie de Jesus , 2. Part. ; ensemble le Livre intitulé : L'Esprit de Jesus-Christ & de l'Eglise sur la fréquente Communion , par F. Pichon , de la Compagnie de Jesus , imprimé à Paris chez Guérin en 1745 , & celui intitulé : Prières & Offices des Congrégations , imprimé à Rouen chez le Boullenger , sans mention de l'année de l'impression , seront & demeureront supprimés comme contraires aux véritables principes de la Religion ; enjoint à tous ceux qui en ont des exemplaires de les apporter au Greffe de la Cour , pour y être supprimés , ensemble tous autres Livres enseignant la même Doctrine , composés par les Membres de ladite Société & autres , s'il s'en trouve , pour y être fait droit. Fait très-expresses inhibitions & dé-

fenses à tous Libraires de réimprimer , vendre ou débiter lesdits Livres ou aucuns d'iceux , & à tous Colporteurs , Distributeurs ou autres , de les colporter ou distribuer , à peine d'être poursuivis extraordinairement & punis suivant la rigueur des Ordonnances : ordonne qu'à la requête du Procureur Général du Roi , il sera informé par-devant le sieur Conseiller-Commissaire à ce député pour les témoins qui seroient en cette Ville , & par-devant les Lieutenans - Criminels des Bailliages & autres Juges des cas Royaux à la poursuite des Substituts du Procureur Général du Roi , contre tous ceux qui auroient contribué à la composition , approbation & impression d'aucuns desdits Livres ou qui les retiendroient entre leurs mains , ensemble contre tous Imprimeurs & Distributeurs desdits Livres ; notamment de celui qui porte pour titre : Hermannii Bussembaum Societatis Jesu Sacerdotis Theologi Licentiatii Theologia Moralis , nunc pluribus partibus aucta à R. P. Claudio la Croix Societatis Jesu , Theologiæ in Universitate Coloniensi Doctore & Professore publico , editio novissima , diligenter recognita & emendata ab uno ejusdem Societatis Jesu Sacerdote Theologo Coloniae , 1757.

Ordonne que copies collationnées du présent Arrêt seront envoyées à tous les Bailliages & Sièges du ressort , pour y être lû , publié & enregistré : enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi d'y tenir la main & d'en certifier la Cour dans le mois :

enjoint aux Officiers desdits Sièges de veiller chacun en droit soi , à la pleine & entière exécution du présent Arrêt qui sera imprimé , lû , publié & affiché par-tout où besoin sera. Donné à Rouen , en Parlement , toutes les Chambres assemblées , le 12 Février 1762.

Par la Cour. Signé , AUZANET.

Le quinze Février audit an mil sept cent soixante-deux , les Livres & Ecrits mentionnés en l'Arrêt ci-dessus , ont été lacérés & brûlés dans la Cour du Palais , au pied du grand Escalier d'icelui , par l'Exécuteur des Sentences criminelles , en présence de moi Jean - Jacques - Louis Bréant , Greffier en la Grand'Chambre , assisté de deux Huissiers de la Cour.

Signé , BREANT.

F I N.





